

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°198-199

SEPTEMBRE-OCTOBRE 2001

À NOS LECTEURS

*Depuis début octobre, un site internet, spécialisé sur le Kurdistan d'Irak, est disponible sur **www.ikurd.info**. Il est réalisé par un groupe de journalistes indépendants et avec le concours de l'Institut kurde de Paris. Appelé **Le Courrier du Kurdistan d'Irak / Iraqi Kurdistan Dispatch**, ce site présente, en français et en anglais, un bulletin d'information hebdomadaire, des articles, des entretiens et un dossier mensuel sur des sujets concernant le Kurdistan d'Irak.*

Le Courrier du Kurdistan d'Irak propose une approche indépendante et pluraliste de l'actualité kurde irakienne. Afin de faire bénéficier le plus grand nombre de lecteurs des informations du **Courrier du Kurdistan d'Irak**, une grande partie d'entre elles sera reprise dans le **Bulletin de liaison et d'information** de l'Institut qui paraît régulièrement depuis juillet 1983.

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subvention
du Fonds d'action sociale (FAS) et du Ministère français des Affaires étrangères.*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- ◆ **LES RESEAUX BEN LADEN SEVISSENT AUSSI AU KURDISTAN IRAKIEN**
- ◆ **TOUS LES PARTIS KURDES CONDAMNENT LES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE**
- ◆ **LA TURQUIE S'AMENDE À PETITS PAS**
- ◆ **JOURNEE MONDIALE DE LA PAIX: LA POLICE TURQUE A PROCEDE A L'ARRESTATION DE CENTAINES DE KURDES ET INTERDIT TOUTE MANIFESTATION**
- ◆ **LE PARLEMENT TURC AUTORISE L'ENVOI DES TROUPES EN AFGHANISTAN**
- ◆ **AFFLUX DE REFUGIES KURDES EN ITALIE ET EN GRECE**
- ◆ **SOUS L'EMBARGO, BAGDAD POURSUIT SA POLITIQUE D'ARABISATION**
- ◆ **AINSI QUE...**
- ◆ **ENTRETIEN DU MOIS : M^{ME} NASRINE BERWARI**
- ◆ **LU DANS LA PRESSE TURQUE...**

LES RESEAUX BEN LADEN SEVISSENT AUSSI AU KURDISTAN IRAKIEN

L'exceptionnelle période de paix que connaît le Kurdistan irakien depuis l'arrêt des affrontements armés sporadiques entre les forces de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et celles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été perturbée par des opérations sanglantes lancées à la frontière iranienne par une nouvelle organisation islamiste radicale qui a pour nom les

Soldats de Dieu (Jund al-Islam) créée avec le soutien financier et militaire de Ben Laden.

Attaquant par surprise une unité militaire de l'UPK, dans le village de Kheli Haima, les commandos de Jund al-Islam ont le 23 septembre, tué 37 soldats d'UPK, dont 25 prisonniers qui ont été mutilés et décapités avec une implacable sauvagerie. Les images macabres de cette tuerie ont été diffusées par la chaîne de télévision de l'UPK, KurdSat.

Le 24 septembre l'Union patriotique a lancé une contre-offensive qui a lui a permis de s'emparer le 25 septembre de la ville martyre de Halabja, située à la frontière iranienne et contrôlée depuis six ans par le Mouvement de l'unité islamique (MUI) soutenu par l'Iran.

Le 30 septembre, lorsque les forces de l'UPK se sont rapprochées des localités de Biyara et Tamela, situées à proximité de la frontière de l'Iran, elles ont été confrontées aux tirs nourris de l'artillerie iranienne. La veille une

délégation iranienne avait rendu visite à la direction de l'UPK pour exiger que celle-ci restitue Halabja à son protégé, le Mouvement de l'unité islamique. Face au refus de l'UPK, Téhéran a fait-donner son artillerie pour rappeler sa capacité de nuisance et de déstabilisation.

Finalement, après de difficiles pourparlers, les chefs de l'UPK et de MUIK ont signé, le 15 octobre, à Qasri Chirine, au Kurdistan iranien, un nouvel accord sous l'égide de l'Iran. Selon United Press International, cet accord stipule que le Mouvement de l'unité islamique reconnaît le gouvernement régional dirigé par l'UPK comme la seule autorité de la région kurde frontalière avec l'Iran et qu'il se soumettra à ses lois. La médiation des mouvements islamiques kurdes a aussi abouti à une trêve dans les affrontements armés avec Jund al-Islam.

Fondée début septembre par la fusion de trois groupuscules islamistes extrémistes Jund al-Islam compterait environ 400 hommes armés, dont des Arabes " afghans " qui, selon le quotidien arabe Al Sharq al-Awsat du 28 septembre, seraient au nombre de 60 et auraient tous suivi un entraînement militaire dans les camps d'Al Qaïda en Afghanistan.

Toute de suite après sa fondation, Jund al-Islam a émis un *fatwa* appelant à la guerre

sainte contre les partis kurdes laïcs (PDK, UPK) qui gouvernent le Kurdistan irakien et à l'assassinat de leurs dirigeants. Selon la presse kurde irakienne Ben Laden aurait envoyé un message de félicitations et d'encouragement à Jund al-Islam et lui aurait accordé une aide financière de 300.000 dollars.

Si l'islam modéré dispose d'une certaine base sociale qui s'est traduit par un score électoral non négligeable dans les récentes élections municipales, l'islamisme extrémiste et violent est massivement rejeté par la population kurde. Ainsi le 1^{er} octobre 300.000 personnes ont manifesté dans les rues de Suleimanieh (qui compte près d'un million d'habitants) pour protester contre Jund -al-Islam. Le Parti démocratique du Kurdistan, de M. Barzani a offert à son rival une aide financière de 1,4 million de dollars ainsi qu'une assistance militaire en armes. Selon le quotidien Khabat du 13 octobre le président du PDK apporte à l'UPK tout son " soutien politique et moral " mais, ajoute-t-il, " nous nous n'enversons pas nos troupes dans cette région étant donné que l'UPK a des forces armées de taille suffisante pour arrêter ce groupe ".

La menace des actions terroristes des groupes islamistes extrémistes soutenus et manipulés par des puissances régionales a contribué à un net rapprochement de deux

principaux partis politiques kurdes qui gouvernent le Kurdistan irakien. L'assassinat, en février 2001, par des islamistes du gouverneur chrétien d'Erbil, François Hariri, dirigeant historique et très populaire du PDK, avait provoqué une vague d'indignation au Kurdistan où la population, dans sa grande majorité, est attachée à la tolérance religieuse. L'UPK avait arrêté deux de auteurs de l'attentat tentant de fuir vers l'Iran et les avait remis au PDK qui avait beaucoup apprécié ce geste de coopération. A présent, c'est le PDK qui vient en aide à une UPK confrontée aux attaques des islamistes.

Dans cette affaire le rôle de l'Iran reste pour le moins équivoque ; officiellement Téhéran récuse toute accusation de soutien à Jund al-Islam et aux autres groupes islamistes violents. Reste à savoir comment ces Arabes " afghans " ont pu venir s'installer à sa frontière et pourquoi l'artillerie iranienne est-elle venue à leur secours.

De son côté l'Irak a toutes les raisons de soutenir ces groupes terroristes qui par leurs actions peuvent déstabiliser le Kurdistan au moment où les attentats ourdis par ses services secrets sont de plus en plus déjoués par les forces de sécurité kurdes. Une coopération entre Bagdad et la multinationale terroriste de Ben Laden semble plus que probable.

TOUS LES PARTIS KURDES CONDAMNENT LES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE

Les attentats du 11 septembre contre le *World Trade Center* de New York et le Pentagone ont été fermement condamnés par tous les partis politiques kurdes, y

compris le PKK que, pourtant, Washington à la demande d'Ankara, a longtemps considéré comme une organisation terroriste. Contrairement à de nombreux pays musulmans où la rue

semble sympathiser avec Ben Laden, au Kurdistan la population reste très opposée à l'usage de la violence au nom de l'islam. De ce fait on n'a assisté à aucune manifestation de sympathie ni dans la rue ni dans les média kurdes...

Au Kurdistan iranien, les crimes d'Etat et les massacres commis

au nom de l'islam politique sont dans toutes les mémoires et la population est vaccinée contre ceux qui au nom du " retour à l'âge d'or du Prophète " massacrent allègrement tous ceux qui ne partagent pas leurs dogmes et leurs visions.

C'est ce que le PDK d'Iran a rappelé dans un communiqué condamnant avec force " les actions terroristes commises contre la population civile américaine ", exprimant à celle-ci ses condoléances. Rappelant qu'il a toujours refusé le terrorisme comme mode d'action politique, le PDKI dénonce l'hypocrisie de la République islamique d'Iran qui tout en pratiquant le terrorisme d'Etat veut se racheter une conduite en condamnant les attentats du 11 septembre.

Au Kurdistan d'Irak, dans un discours prononcé, le 21 septembre devant l'Assemblée nationale du Kurdistan, le président du PDK irakien, M. Barzani s'est longuement exprimé sur ce sujet. Extraits traduits du quotidien kurde *Brayeti* (Fraternité) du 21 septembre :

" Le 11 septembre est devenu une date très importante dans l'histoire du monde. Comme nous avons pu le voir, un événement d'une très grande gravité a eu lieu aux Etats-Unis. C'était un attentat terroriste. Un grand nombre de personnes innocentes sont devenues victimes de ce crime. Nous exprimons nos condoléances au gouvernement des Etats-Unis et aux familles des victimes. (...) Le PDK s'est toujours positionné contre le terrorisme. Les Kurdes et le PDK ont été à maintes reprises victimes du terrorisme.

Nous avons eu la chance, nous les Kurdes et le PDK —et je peux le dire avec satisfaction—, de n'avoir jamais eu recours à un quelconque acte terroriste, et

d'avoir toujours été contre cela. Bien que nous ayons été victimes du terrorisme à plusieurs reprises, notre réaction n'a jamais remis en cause les grandes valeurs et les principes moraux propres à l'identité kurde et à l'humanité.

Bien souvent, les guerres ont effectivement lieu entre les pays, les partis, les peuples et les gouvernements, mais les guerres ont leurs règles. Ceux qui ne les respectent pas n'ont aucune religion ou valeur humaine. La mise à mort de femmes et d'enfants dans quelque partie du monde que ce soit est un crime qui devrait être condamné et nous le condamnons. (...)

Aujourd'hui, personne n'est en mesure de nous dire que nous avons à un moment donné été les auteurs d'un acte de terrorisme. C'est une source de fierté pour nous. Nous sommes en train de voir les fruits de cette attitude. Je dois mentionner ici que tout cela nous le devons à notre guide, l'immortel (Mustafa) Barzani, qui nous a indiqué que nous devons adopter ce comportement. Nous le ferons toujours.

De tels actes et de tels crimes n'ont rien à voir avec l'islam. La religion musulmane ne permet pas le meurtre de femmes et d'enfants. Ceux qui commettent ces crimes au nom de l'islam trahissent l'islam.

Je pense qu'il est du devoir des dignitaires religieux musulmans, des chefs des Etats et partis islamiques, et des figures politiques, de protéger rigoureusement l'islam [en tant que croyance]. Car c'est une grande injustice et un grand sacrilège que de faire porter aux musulmans l'étiquette de terroristes, simplement en raison des crimes de quelques terroristes confus qui n'ont aucune religion, aucun scrupule et aucune humanité. (...)

Des journalistes et d'autres personnes nous ont fréquemment demandé si nous étions inquiets au sujet des groupes qui se forment au Kurdistan, comme c'est le cas en Algérie, et qui commencent à entreprendre des actes terroristes sous couvert de l'islam. Je leur ai toujours dit que nous avions, en effet, des partis et des organisations islamiques, mais qu'ils étaient légitimes. Ils font leur travail dans le cadre de la loi. Nous espérons et nous croyons que le Kurdistan ne deviendra jamais comme l'Algérie ou l'Afghanistan. (...)

Malheureusement, nous avons tous vu l'année dernière, qu'un groupe de personnes infréquentables est apparu à Erbil et a commencé à attaquer et molester des femmes respectables de cette ville. Ils ont commencé à prononcer des fatwas, comme s'ils agissaient au nom de Dieu et du Prophète. Ils déclarent, comme bon leur semble, n'importe quelle personne de leur choix, apostat, et versent son sang. (...)

Actuellement, nous avons écho de leur rassemblement dans les régions de Tawêla et de Biyarah [à la frontière iranienne] qui vise à transformer le Kurdistan en une base pour le terrorisme et les terroristes.

Nous voulons annoncer que le PDK reste fermement sur sa position et que nous ferons notre possible pour coopérer avec tous les partis politiques, notamment avec l'Union Patriotique du Kurdistan, pour empêcher le Kurdistan de devenir une base pour terroristes, sous tout nom ou toute couverture, quels qu'ils soient".

De son côté le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), J. Talabani, lors d'une réunion avec les notables des environs de Halabja, tenue le 21 septembre à

Suleimaniya a, selon le quotidien Kurdistani Nuwe, du 22 septembre déclaré :

" (...) Nous croyons que toute personne a le droit d'exprimer librement ses pensées et ses croyances. Nous croyons également en la liberté d'expression des convictions religieuses. (...) Cependant, le groupe [Jund al-Islam], entreprend ses actions au nom de l'Islam. Mais en réalité, ils sont contre l'islam et ne sont pas liés à l'islam. Une des preuves parmi d'autres est qu'ils considèrent tous les partis politiques laïcs au Kurdistan comme apostats et infidèles [référence au premier communiqué de ce groupe attaquant les partis kurdes laïcs]. Les érudits religieux sont ici pour juger que celui qui accuse les musulmans d'infidèles est considéré comme apostat lui-même dans l'islam.

(...) Il s'agit d'un groupe des personnes expulsées des grandes et petites villes dans la région entre Erbil et Balakayati, qui sont venues prendre position là-bas à Biyarah et à Tawelah pour créer des problèmes pour le compte des forces étrangères et d'un groupe de personnes inqualifiables auxquels le monde entier s'oppose actuellement [référence à l'organisation d'Usama Ben Laden]".

Le leader de l'UPK a condamné " les actions terroristes perpétrées aux Etats-Unis " et envoyé son Premier ministre Dr. Barham Salih à Washington pour faire le point avec les responsables politiques américains.

Au Kurdistan de Turquie, où le mouvement islamiste Hizbullah, activement soutenue par la police et la gendarmerie turques a, de 1992 à 1998, assassiné plus d'un millier de personnalités kurdes laïques, les sentiments sont partagés, tout en

condamnant le massacre de civils américains à New York et à Washington, beaucoup de gens rappellent qu'au moment où le régime turc, allié des Etats-Unis, a bombardé et détruit des milliers de villages kurdes avec des avions Made in USA, déplacé plus de trois millions de civils kurdes, les Etats-Unis sont restés étrangement silencieux, faisant preuve à l'égard de la Turquie de la même mainsuétude qu'envers Israël. La presse kurde a publié nombre d'articles évoquant le silence de la communauté internationale sur le massacre à l'arme chimique de 5000 Kurdes à Halabja et les réactions au massacre de New York et de Washington, pour déplorer que la vie d'un Kurde, ou d'un Rwandais, ne vaut assurément pas celle d'un Américain.

Côté politique, les dirigeants du parti pro-kurde Hadep ont condamné " le terrorisme

islamiste aveugle et barbare " qui par un effet de boomerang frappe maintenant les Etats-Unis. Le chef du PKK, du fond de sa prison d'Imrali, a envoyé au quotidien kurde Ozgur Politika, publié en Allemagne, un texte pour commenter les événements du 11 septembre en ces termes : " Le tisonnier vert brûle maintenant les mains de ses promoteurs américains ". Ocalan rappelle la politique de " ceinture verte " développée par Washington, dans les pays musulmans consistant à promouvoir les mouvements islamistes pour faire barrage aux mouvements nationalistes ou communistes suspectés d'anti-américanisme ".

Les principales organisations de la diaspora kurde ont également tenu à condamner les attentats du 11 septembre et à exprimer leur rejet du terrorisme et présenter leurs condoléances aux autorités et au peuple américain.

LA TURQUIE S'AMENDE À PETITS PAS

Le Parlement a, le 3 octobre, voté par 474 voix contre 16 en faveur de 34 amendements à la loi fondamentale, promulguée en 1982 par les militaires après le coup d'Etat de 1980.

Même si l'adoption de ces amendements constitue une avancée démocratique significative, nombre d'analystes se montrent sceptiques sur l'ampleur des changements à venir. Les Kurdes, s'ils seront officiellement autorisés à diffuser des émissions dans leur langue, peuvent cependant voir celles-ci interdites pour des " raisons de sécurité nationale et de protection de l'ordre public ". Interrogé sur la question, le chef d'état major turc, le général Huseyin Kivrikoglu, a déclaré "

la Constitution est modifiée mais, à ma connaissance, il reste des dispositions contradictoires dans la loi relative à l'organe de contrôle des radios et télévisions turques (RTUK), qui dispose que la langue d'émission est la langue turque. Tant que cette disposition existera, il serait inexact de penser que les émissions en kurde sont libres. De plus la même restriction existe à l'article 42 de la Constitution ". Et surtout, l'éducation en kurde reste toujours interdite. Plus de 15 millions de Kurdes continueront d'être privés du droit de transmettre leur langue et leur culture millénaire à leurs enfants alors que même un pays comme l'Algérie qui n'est ni membre de l'OTAN ni candidat à l'Union européenne s'apprête à

reconnaître le berbère comme langue officielle du pays et favoriser son enseignement.

Quant à la peine de mort, elle sera limitée aux " actes de terrorisme et de trahison ". Or, la majorité des prisonniers se trouvant dans le couloir de la mort ont été condamnés pour des crimes en relation avec le terrorisme. La réforme rend, en principe, plus difficile la fermeture des partis politiques, supprime certaines limites à la liberté d'expression, augmente les droits des syndicats et associations. Elle ramène de 15 à 4 jours maximum la période de garde-à-vue.

Mais, contrairement à ce qu'ils avaient annoncé, les parlementaires n'ont pas voulu modifier la rigide loi relative à leur immunité parlementaire et ont même voté une augmentation généreuse de leur traitement. Le Parlement turc a également écarté l'amendement stipulant la supériorité de la loi internationale par rapport à la loi nationale en cas de conflits de lois, alors que cette disposition est indispensable pour la mise en conformité de la législation turque avec celle des démocraties européennes.

En raison de cette restriction, la réforme a reçu un accueil tiède, tout en étant saluée comme un effort sur la voie d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Elle ne faisait même pas, le lendemain, les gros titres des journaux, qui s'intéressaient surtout au rejet d'un amendement ayant pour résultat de remettre en cause un retour durable à la vie politique – contesté légalement – de Recep Tayyip Erdogan, dirigeant du parti islamiste de la Justice et du développement (AKP).

Pour les libéraux turcs, elle est résolument insuffisante. Le président de la Cour de cassation, Sami Selcuk, l'avait

sèchement qualifiée de " perte de temps ", en réclamant une nouvelle loi fondamentale. Alors que le gouvernement avait largement insisté sur la nécessité pour le parlement d'adopter cette réforme rapidement, avant la publication en novembre du rapport régulier de la Commission européenne sur l'état d'avancement de la candidature de la Turquie à l'UE. Pour Husnu Ondul, président l'Association turque des droits de l'Homme (IHD), la réforme est un " développement encourageant ", même si elle ne va pas assez loin. Il a ainsi relevé que l'abolition partielle de la peine de mort " ne correspond pas aux normes de l'Union européenne ". " Jusqu'à présent, les constitutions turques avaient été rédigées à la suite de coups d'Etat et appliquées par les civils. Cet état de choses est désormais un événement du passé ", a-t-il cependant fait valoir.

L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW) est beaucoup plus sévère, estimant que la Turquie a " raté une grande chance " car " l'ensemble des réformes va maintenir la peine de mort, les restrictions à la liberté d'expression et continuer de priver les détenus de véritables garde-fous contre la torture ".

Une fois que ces amendements auront été approuvés par le président, les parlementaires devront également modifier les codes civil et pénal, ce qui pourrait durer près d'un an !

Le parcours du combattant a commencé dès le 16 octobre avec l'appel du président turc au référendum pour la ratification d'un amendement relatif à l'augmentation des traitements des députés. La tension est montée d'un cran lorsque le gouvernement a décidé le

lendemain de renvoyer l'article en question pour une " seconde considération " au Président, au lieu de réviser l'amendement ou encore d'entamer les préparations de référendum. Ainsi, le gouvernement turc a choisi de suspendre temporairement la publication dans le Journal Officiel des amendements constitutionnels approuvés par le Président, bien qu'aucun texte légal ne prévoit un tel procédé.

L'article 175 de la Constitution élaborée par la junte militaire en 1982, dispose que le Président a le pouvoir d'accepter dans sa totalité les amendements de la Constitution, d'opposer son veto sur l'ensemble du texte et le renvoyer au Parlement pour une seconde lecture, ou encore d'accepter certains articles et déclencher un référendum sur le reste du texte. La Constitution n'ouvre la voie qu'à deux solutions dans cette situation : Accepter la décision du Président ordonnant au Premier ministre la publication dans le Journal Officiel des 33 articles approuvés, déclenchant par voie de conséquence le délai de 120 jours réparti pour la tenue d'un référendum pour l'article en question, ou encore suspendre la publication pour réajuster l'amendement en question, invalidant ainsi la requête de référendum du président.

Le gouvernement turc, interprétant une clause de la Constitution, déclare, quant à lui, que le président ne peut demander de référendum que sur l'ensemble du texte et non pas pour un seul article. Les analystes notent cependant qu'en suspendant la publication et en renvoyant pour " une seconde considération " l'article mis en cause, le gouvernement ne fait que se contredire puisque si le paquet des amendements constitutionnels est considéré

indivisible, il faudrait alors demander un référendum sur l'ensemble.

L'exécutif turc est en pleine crise depuis l'élection d'Ahmet Nejdet Sezer, ancien président de la Cour constitutionnelle turque, à la présidence turque. En février 2001, le président et le Premier ministre Bulent Ecevit, s'étaient même ouvertement et publiquement affrontés lors de la réunion du Conseil national de sécurité (MGK). Le gouvernement turc semble déjà

lancer une campagne anti-Sezer dans les média turcs acquis à la coalition. Certains journaux ont commencé à pointer du doigt le salaire du président. Le quotidien turc Hurriyet du 17 octobre écrit donc que M. Sezer a " augmenté son salaire de 58 % " d'autres que les députés gagnent 3,2 milliards de livres turcs (\$ 2 000) net alors que le président a augmenté son salaire jusqu'à 6,3 milliards, sans préciser subtilement qu'il s'agit d'un salaire brut.

blessés parmi les manifestants. De même, la police est massivement intervenue lors d'une manifestation à Siirt, ville toute proche. Quant à Istanbul, quelque 1000 sympathisants, parmi lesquels de hauts responsables du parti, ont été incarcérés, selon un porte-parole du HADEP. Dans le district de Topkapi, à Istanbul, la police anti-émeutes est intervenue contre une foule de 350 manifestants qui criaient des slogans pro-kurdes et qui lançaient des pierres contre les forces de l'ordre. Elle a riposté par des jets de gaz lacrymogène contre les manifestants qui se sont réfugiés dans des rues adjacentes.

En fin de compte, HADEP, qui revendique des droits culturels pour les Kurdes, a dû annuler son projet de rassemblement dans la capitale. Le parti a refusé d'entreprendre toute action susceptible de mettre en péril la paix civile.

Les autorités d'Ankara avaient rejeté la demande d'autorisation de rassemblement du HADEP, évoquant les possibilités de sérieux désordres publics, et s'appuyant sur l'article 17 de la loi relative aux réunions publiques et marches contestataires.

Bien que les événements de cette journée mondiale de la paix n'aient été que succinctement relatés dans les principaux journaux nationaux turcs (souvent relégués aux dernières pages), le bilan est lourd: plusieurs blessés et un mort parmi les manifestants. Zeynel Durmus, 19 ans, est mort en tombant du 5^e étage en tentant de fuir un raid de la police dans les locaux du HADEP à Istanbul-- raid qui s'est terminé par plusieurs dizaines d'arrestations. Par la suite les forces de gendarmerie ont perturbé le bon déroulement de

JOURNEE MONDIALE DE LA PAIX: LA POLICE TURQUE A PROCEDÉ A L'ARRESTATION DE CENTAINES DE KURDES ET INTERDIT TOUTE MANIFESTATION

La police a arrêté des centaines de personnes en Turquie le samedi 1^{er} septembre, lors du rassemblement annuel à Ankara du parti pro-kurde de la démocratie du peuple (HADEP), à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la paix.

La veille, dans tout le pays, des milliers de Kurdes avaient été interpellés, chez eux ou aux gares routières, afin d'être empêchés d'aller à Ankara. Des affrontements entre membres du HADEP et forces de l'ordre se sont produits alors que les premiers s'apprêtaient à prendre l'autobus pour la capitale à Diyarbakir et à Istanbul. Selon un porte-parole du HADEP, les policiers " ont arrêté les chauffeurs de bus, confisqué les documents des véhicules et les permis de conduire. Ils ont dit aux compagnies d'autobus, avec lesquelles " le HADEP avait conclu un arrangement pour l'organisation du voyage de ses membres à Ankara, " qu'ils n'iraient nulle part ". Le même porte-parole dénonce cet incident comme une

atteinte directe à leur droit de libre circulation.

Après ces incidents, d'importantes mesures de sécurité ont été prises le 1^{er} septembre. Selon un quotidien turc, cinq mille policiers ont été déployés à Ankara. Très tôt le matin, les bus sur les routes allant à la capitale ont été systématiquement contrôlés et les personnes jugées "suspectes" ont été mises en garde-à-vue. Les mêmes contrôles d'identité et arrestations ont eu lieu dans les rues d'Ankara toute la journée. Les prisons de la capitale étant très rapidement complètes, les autorités turques ont dû envoyer les manifestants en état d'arrestation, dans les gendarmeries des environs.

À l'instar d'Ankara et Istanbul, et des villes du Kurdistan ont également été le théâtre d'affrontements entre forces de police et militants pro-kurdes. À Batman, la police est intervenue contre les membres du HADEP, en affirmant que la conférence de presse qu'ils avaient prévu de tenir était illégale. L'intervention s'est soldée par une vingtaine de

l'enterrement de Durmus en bloquant le cortège à l'entrée de la ville de Sanliurfa. " Sur les quelque 500 personnes interpellées à Istanbul, parmi lesquelles tous les responsables régionaux, 300 demeurent en garde-à-vue et un de nos militants demeure hospitalisé dans un état sérieux ", a déclaré Halil Salik, secrétaire régional du HADEP, lors d'une conférence de presse à Istanbul. Dans la seule ville d'Ankara, plus de 2700 avaient été mis en garde-à-vue a précisé lundi à l'AFP Mehmet Emin Araz, secrétaire régional du HADEP, et au moins 3 d'entre eux demeurent sous contrôle de la police.

Interviewé par le quotidien *Milliyet*, Murat Bozlak, Secrétaire Général du HADEP, a tenu à rappeler, le 3 septembre, qu'à aucun moment depuis la formation du parti en 1994, les membres de leur mouvement politique ne se sont considérés comme appartenant à un parti kurde : " Nous ne sommes pas un parti nationaliste ethnique. Nous sommes un parti de Turquie. HADEP est un jeune parti (...) Lorsque notre parti s'est formé, le sud-est du pays était en plein conflit. Nous avons parlé ouvertement des problèmes que nos compatriotes kurdes de la région rencontraient ", " nous ne sommes pas l'extension d'un parti illégal (PKK)", " nous sommes pour l'unité du pays ".

La journée mondiale de la paix, le 1^{er} septembre, est devenue un jour traditionnel de protestation pour les militants kurdes qui réclament des droits culturels, ou l'autonomie, pour les quinze millions de Kurdes de Turquie. Dans l'immédiat, leurs demandes incluent l'usage libre de la langue kurde dans le système éducatif et les médias (objectifs sur lesquels l'Union Européenne, que la Turquie veut intégrer, est d'accord).

La journée représente également le deuxième anniversaire de la

décision d'abandonner la lutte armée du PKK: en 1999, le chef kurde, Ocalan avait donné l'ordre à ses combattants du PKK de se retirer de la Turquie et d'abandonner l'action armée contre les forces de sécurité turcs au plus tard le 1^{er} septembre 1999. Depuis cette date butoir, le combat entre les forces militaires

turques et le PKK s'est atténué, malgré le fait que la Turquie considère le retrait unilatéral du PKK comme un complot et refuse tout cessez-le-feu. Le PKK affirme avoir abandonné le combat armé pour un Kurdistan indépendant et revendique dorénavant des droits culturels pour les Kurdes de Turquie.

LE PARLEMENT TURC AUTORISE L'ENVOI DES TROUPES EN AFGHANISTAN

Le Parlement turc a approuvé, le 10 octobre, un projet de loi autorisant le gouvernement à envoyer des unités spéciales en Afghanistan dans le cadre de la campagne militaire menée par les États-Unis dans ce pays. Malgré une forte opposition de l'opinion publique, le Parlement a voté par 319 voix contre 101 en faveur de cette mesure. Deux parlementaires se sont abstenus. La Turquie, qui fait partie de l'OTAN, n'a pas proposé de troupes de combat, mais les autorités ont annoncé que deux régiments d'unités spéciales étaient prêts à partir et à entraîner des combattants de l'Alliance du Nord, la principale force luttant contre les Talibans en Afghanistan. La Turquie affirme avoir des liens ethniques étroits avec la minorité ouzbèke qui se trouve dans le nord de l'Afghanistan et propose aussi distribuer de l'aide humanitaire en Afghanistan.

Alliée fidèle de Washington, la Turquie avait envoyé un contingent pour la guerre de Corée, et participé plus récemment à des opérations militaires en Somalie, en Bosnie et au Kosovo. Le gouvernement avait exprimé son soutien, en terme général, à " la lutte internationale " contre le terrorisme, dans un

communiqué publié à l'issue d'une réunion de crise quelques heures après les frappes. Mais le gouvernement doit aussi compter avec la sensibilité nationaliste ou encore le sentiment d'une solidarité musulmane d'une partie de sa population, même si le régime des Taliban n'y jouit guère de sympathie. Le dirigeant de l'une des deux formations islamistes représentées au Parlement, Recai Kutan (parti du Bonheur, SP, 48 députés sur 550), a ainsi mis en cause la légitimité des frappes. Le dirigeant du parti de la Justice et du développement (AK, 52 députés), l'autre parti islamiste, qui se veut résolument modéré, est resté plus prudent, s'abstenant de commenter directement l'intervention contre l'Afghanistan. " Nous sommes contre toutes les formes de terrorisme. Nous sommes pour une lutte internationale contre le terrorisme ", a déclaré son président Recep Tayyip Erdogan, ex-maire d'Istanbul.

Quant aux sentiments de la rue à Istanbul, ils oscillent entre la nécessité d'une intervention contre les Taliban et la crainte d'un élargissement du conflit à des pays voisins de la Turquie, comme l'Irak.

Profitant de la conjoncture, Ankara a demandé des crédits supplémentaires au Fonds monétaire international (FMI) en

mettant en avant le fait que sa participation à la campagne antiterroriste lancée par l'OTAN, dont elle fait partie, allait soumettre ses finances publiques à de nouvelles pressions. Le poids de la dette publique est énorme et le gouvernement turc devra consacrer la moitié des dépenses de son budget 2002 à son remboursement, soit 26,5 milliards de dollars. La Turquie garde en mémoire les douloureuses conséquences de la guerre du Golfe, où elle s'était engagée aux côtés des Forces alliées contre Bagdad, ce qui lui aurait coûté 50 milliards de dollars, selon son estimation. Mais comme le rappelle Gulden Kazgan, professeur d'économie à l'Université privée Bilgi d'Istanbul : " c'est un pari perdu d'avance ", assurant que " les Etats-Unis ne récompensent jamais les services demandés ! " Le Fonds monétaire international (FMI) est resté prudent, le 17 octobre, sur l'octroi de nouveaux crédits à la Turquie alors que le pays souffre de plus en plus du

ralentissement de l'économie mondiale. Il n'a toutefois pas fermé la porte à un nouveau geste du FMI qui, jusqu'à maintenant, a débloqué près de 19 milliards pour la Turquie, laquelle s'est engagée en échange à appliquer de sévères programmes de rigueur budgétaire.

Selon le ministre turc de l'économie, Kemal Dervis, un éventuel envoi de militaires turcs en Afghanistan a toutes les chances d'aggraver la sévère crise économique que traverse le pays : " Nous sommes entrés dans une nouvelle phase de ralentissement, et nous allons vivre des temps difficiles ", sans compter l'effet que pourrait avoir l'engagement de l'armée turque sur le théâtre des opérations. Officiellement, aucune demande chiffrée en hommes ou en matériel n'a été présentée par les Américains à Ankara, mais la presse turque évoque la participation de commandos pour aider les forces de l'Alliance du Nord.

manifester aucun problème de santé majeur, même si la plupart d'entre eux étaient affamés lors de leur arrivée en Grèce. Les autorités grecques les ont arrêtés et hébergés dans un gymnase de Mandoudi. Ils y ont reçu les premiers secours et ont été nourris. Ils ont ensuite été transféré dans un centre d'apprentissage du même village.

Par ailleurs, trois " passeurs " turcs ont également été arrêtés. Ils ont reconnu avoir " facilité la sortie de ces immigrés " contre la somme de 1500 dollars par immigré, selon le responsable de la Marine marchande grecque. Les autorités portuaires sont toujours à la recherche d'autres immigrés, le nombre total des clandestins, qui auraient été transportés par un bateau turc, s'élèverait à 350. Cinq corps ont été trouvés et la crainte de découvrir d'autres personnes noyées, augmente. Des témoignages contradictoires au sujet de ces cinq cadavres, de la part des survivants, ont été enregistrés par les autorités grecques. Certains affirment que les cinq clandestins sont morts de suffocation et que l'équipage les a jetés par-dessus bord.

Le 19 septembre, quatre Kurdes de Turquie ont été repêchés morts par la police italienne après que quelque 75 Kurdes, victimes des mafias turque et albanaise, laissés à l'abandon en pleine Méditerranée, ont accosté à Lecce-Bari. Les rescapés ont déclaré : " On nous a fait monter dans deux embarcations par groupe de 37 et 38 personnes alors que leurs capacités étaient de 20 personnes chacune. Aux alentours de la presqu'île de Vilore, l'une d'entre elles a commencé à couler. Quatre hommes équipés d'armes automatiques et de talkie-walkie nous encadraient. Nous pensons qu'ils étaient en fait des policiers albanais en civil. Nous nous sommes approchés du bateau et deux

AFFLUX DE REFUGIES KURDES EN ITALIE ET EN GRECE

La capitainerie du port de Crotona a annoncé l'arrivée d'un bateau avec, à bord, 292 immigrés clandestins, principalement des Kurdes, le 1er septembre, vers 05h00 GMT. La veille au soir, les autorités italiennes avaient repéré le navire au large des côtes de la Calabre. Ils l'avaient fait escorter jusqu'au port pour y arrêter six personnes soupçonnées de faire partie de l'équipage qui a conduit les immigrés en Italie. Après l'inspection du bateau, les responsables italiens ont remarqué que celui-ci était dans un excellent état et propre, y

compris à l'intérieur. Cela indiquerait qu'il n'a été utilisé que pour la dernière partie des candidats à l'immigration.

Le 5 septembre, deux cent quinze immigrés clandestins, dont la plupart des Kurdes, mais aussi des Afghans, ont été récupérés au petit matin, sur une plage de l'île d'Eubée (à l'est d'Athènes). Quant à l'équipage du bateau, il a été mis en état d'arrestation, a précisé un responsable du ministère de la marine marchande à l'AFP.

Parmi les clandestins débarqués, près de Mandoudi (nord-est de l'île), on compte 13 femmes et 12 enfants. Ils semblent ne

personnes sont montées à bord. Nous avons essayé de sauver les autres, mais ces hommes nous en ont empêché. Nous n'avons pu repêcher que quatre corps mais sept autres restent disparus. Les quatre hommes armés ont interdit aux survivants de monter à bord en criant "ils vont nous faire tomber aussi".

La police italienne a remis les réfugiés kurdes aux autorités albanaises qui les renvoient à leur tour, un par un, en Turquie, alors que le réseau mafieux n'est inquiété ni par les autorités turques et ni par les autorités albanaises.

SOUS L'EMBARGO, BAGDAD POURSUIT SA POLITIQUE D'ARABISATION.

Le gouvernement irakien poursuit sa politique de déplacement des Kurdes et des autres minorités non arabes dans les régions kurdes se trouvant sous son contrôle. Le journal arabe basé à Londres, Al-Zaman, rapporte le 4 octobre, que les autorités irakiennes ont averti 400 familles kurdes et turkomanes qu'elles feraient l'objet de mesures de déplacement au cours du mois d'octobre.

Ces trois dernières années, les autorités irakiennes ont intensifié leur politique de déplacement, dans l'objectif d'arabiser les régions kurdes qu'elles contrôlent, et plus particulièrement le gouvernorat de Kirkouk, riche en pétrole. Des familles arabes du sud de l'Irak sont transférées et installées à la place des Kurdes expulsés. Le quotidien kurde de l'UPK, Kurdistan Nuwe, rapporte dans son édition du 5 septembre que "le gouvernement irakien a récemment rassemblé 37 familles d'employés arabes, originaires de différentes villes, et les a transplantées à Kirkouk, avec plusieurs privilèges comme la mise à disposition d'une somme d'argent, des promotions administratives etc.". Kurdistan Nuwe rapporte également que le gouvernement irakien a récemment promulgué de nouveaux décrets relatifs à cette politique. Selon le journal : "à la

mi-août 2001, un document, émanant du Bureau de la Présidence [irakienne], référencé 43107, destiné au Ministre [irakien] de l'Intérieur qui l'a transmis pour exécution aux autorités compétentes des villes concernées, demande de faire pression sur les membres des familles qui ont changé leur identité ethnique kurde en arabe, et dont les noms sont soit kurdes, soit font référence à des régions ou des montagnes kurdes, pour qu'ils traduisent leur nom en arabe ou qu'ils se trouvent des noms islamiques."

Depuis le dernier recensement, il y a quatre ans, les autorités irakiennes ont distribué aux communautés non arabes des régions kurdes qu'elles contrôlent un formulaire spécial intitulé "formulaire de correction de nationalité [origine ethnique]". Ceux qui refusent de changer leur origine sont expulsés, tous leurs biens confisqués, vers les régions tenues par les Kurdes ou encore vers le centre ou le sud de l'Irak.

En août, le Centre pour la résistance contre le nettoyage ethnique et les déplacements forcés, situé à Suleimaniya, a documenté la politique irakienne dans un mémorandum qu'il a adressé au Secrétaire Général des Nations Unies, au Conseil de Sécurité de l'ONU, au Président des Etats-Unis, et à des organisations internationales de

droits de l'Homme. Ce mémorandum souligne plus particulièrement la récente politique de l'Irak visant à encourager, à l'aide de mesures financières ou juridiques, les Palestiniens à venir s'installer dans les régions kurdes qu'il contrôle.

Un décret, publié le 7 septembre par le Conseil du commandement de la révolution, la plus haute instance politique en Irak, officialise l'incitation pour les Irakiens non-arabes à changer leur identité ethnique en arabe.

Selon le secrétaire de l'Assemblée nationale du Kurdistan irakien, Farast Ahmad, juriste, cité le 14 octobre par le journal arabe publié à Londres, Al-Sharq al-Awsat, "bien que le contenu du décret fasse allusion au changement volontaire d'identité nationale, la réalité de l'Irak s'avère totalement être le contraire. Les autorités entreprennent différentes mesures strictes pour forcer les Irakiens non-arabes à changer leur identité nationale". Il a ajouté que le nouveau décret "portera un grand préjudice aux relations fraternelles entre toutes les nationalités en Irak".

Le Parti communiste d'Irak, qui s'oppose à Bagdad, a considéré le décret comme faisant partie de la politique irakienne actuelle qui vise à changer le caractère ethnique de la région adjacente à la région autonome du Kurdistan irakien. Dans un communiqué publié à cette occasion, il a dénoncé "la politique [irakienne] de purification ethnique et de déportation forcée des Kurdes, des Turcomans et des Assyriens".

Par ailleurs, une source dans le gouvernement régional du Kurdistan, dirigé par le Parti démocratique du Kurdistan, a confirmé au journal, Al-Sharq al-

Awsat, du 14 octobre, les rapports selon lesquels des unités de l'armée irakienne ont récemment annexé des villages kurdes qui étaient sous le contrôle de l'administration kurde.

La source a indiqué que ces unités irakiennes, positionnées sur la ligne de contact qui sépare la région dirigée par les Kurdes du reste de l'Irak, ont annexé, la semaine dernière, le village de Saadawa, situé à 17 km au sud-est d'Arbil. Elle a indiqué que les autorités irakiennes ont emmené 30 familles arabes de la tribu des

Hadaddin et les ont installées dans le village après avoir évacué les habitants kurdes. Elle a ajouté que les habitants de sept autres villages kurdes ont été avertis par les autorités irakiennes qu'ils devaient évacuer leur village. D'après Al-Sharq al-Awsat, 30 villages ont été annexés depuis le début de l'année. Le processus d'annexion consiste à bombarder les villages, obligeant les habitants à fuir, et ensuite à les occuper et à expulser les habitants qui y seraient restés.

De son côté le site Internet de

l'Union patriotique du Kurdistan, a rapporté le 14 octobre que les autorités irakiennes "sont en train de construire 500 maisons dans les régions du Kurdistan [qui sont sous le contrôle de Bagdad]; 250 maisons dans le village de Gurgayee et 250 autres dans le village de Sheikhan et [dans la petite ville] d'Altun Kopri vont être données gratuitement à des colons arabes. Le plan est d'emmener 2000 familles arabes de Mossoul à Kirkuk dans le cadre du plan d'arabisation qui a lieu actuellement.

AINSI QUE

• **LES ETATS-UNIS PROMETTENT DE MAINTENIR LA PROTECTION DES KURDES EN IRAK.** Lors d'une série de réunions tenues à Washington entre une délégation commune kurde d'Irak et des représentants américains, ces derniers "ont réaffirmé leur promesse de protection de la région kurde contre toute agression, et leur soutien pour continuer [de consacrer] 13% de la part des revenus du programme pétrole pour nourriture pour la région", selon la lettre d'information anglophone sur le site internet de l'UPK, le 10 octobre.

La délégation kurde, dont faisaient partie le chef du gouvernement régional du Kurdistan, basé à Suleimaniya, Dr. Barham Salih, et un haut représentant du Parti démocratique du Kurdistan, M. Hoshiyar Zebari, a tenu une série de réunions avec des officiels de la Maison blanche et des représentants du Département d'Etat : l'ambassadeur Crocker, assistant au secrétaire d'Etat pour les affaires du Proche-Orient; l'ambassadeur Wood, assistant au secrétaire d'Etat

pour les organisations internationales; l'ambassadeur Richard Hass, assistant au secrétaire d'Etat pour la planification d'actions politiques; Dr. Zalmas Khalilzad, assistant du Président George Bush pour les affaires moyen-orientales et John Hanna, directeur des affaires du Moyen-Orient au bureau du Vice-président.

La délégation kurde a également discuté des inquiétudes des Kurdes d'Irak au sujet de la situation internationale actuelle, en particulier au cas où l'Irak deviendrait une cible dans le cadre de la guerre contre le terrorisme, et de l'émergence du radicalisme islamique au Kurdistan Irakien, avec les responsables américains.

• **LE BILAN DE SEPTEMBRE DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE.** La section de Diyarbakir de l'Association turque des droits de l'homme (IHD) a, le 15 octobre, rendu public son rapport du mois de septembre relatif aux violations des droits de l'homme en Turquie. L'association par la voix de son représentant, Osman Baydemir, a dénoncé

l'augmentation des violations depuis les attentats le 11 septembre aux Etats-Unis, et a déclaré que "les violations du droit à la vie, à la sécurité et la torture augmentaient d'une manière alarmante". Le rapport se présente comme suit :

- Nombre de "meurtres non élucidés" ou victimes d'exécutions extrajudiciaires : 7
- Nombre de personnes victimes des mines : 2
- Nombre de personnes placées en garde-à-vue : 200
- Nombre de personnes torturées ou sujettes aux traitements dégradants : 37
- Nombre de publications interdites dans la région sous état d'urgence (OHAL) : 29
- Nombre de pièces de théâtre prohibées : 1

• **POUR LES AUTORITÉS TURQUES LE PROGRAMME DE TRAITEMENT ET DE RÉHABILITATION DES VICTIMES DE LA TORTURE EN TURQUIE EST UNE "ACTIVITÉ ILLÉGALE".** La section de la Fondation turque des droits de l'homme (IHD) à Diyarbakir, spécialisée dans le traitement et la réhabilitation des victimes de torture en Turquie, a, le 9 septembre, été prise d'assaut

par la police turque. Le responsable de l'organisation dénonçant l'illégalité de l'opération conduite sans mandat de perquisition, les forces de l'ordre en ont obtenu un, deux heures après les faits : Le mandat de perquisition délivré par le bureau du procureur qualifiait le traitement des victimes de la torture comme "activités illégales". Violant toutes les règles de secret professionnel, tous les documents relatifs aux patients et les informations concernant les médecins ont été confisqués à la demande du procureur. La fondation craint que les patients et le personnel médical puissent être exposés aux risques de harcèlement, d'arrestation ou encore de torture. La police aurait également confisqué certains journaux interdits, même si la détention de ce genre de documents ne constitue pas en soi un délit en Turquie.

Créée en 1990, la Fondation conduit depuis ses débuts un programme pour le traitement et la réhabilitation des victimes de la torture. En 2000, plus d'un millier de personnes ont eu recours à l'un ou l'autre de ses cinq centres de traitement existants. La branche de Diyarbakir, fondée en 1998, joue un rôle crucial dans le traitement et la réhabilitation des victimes de la torture dans le Kurdistan où la torture et les mauvais traitements sont particulièrement endémiques. En 1998, la Fondation avait reçu le Prix européen des droits de l'homme du Conseil de l'Europe pour "son exceptionnelle contribution à la protection des droits de l'homme en Turquie" et sa lutte pour l'abolition de la torture. Amnesty International a dénoncé les poursuites contre la Fondation et appelé à la mobilisation de l'opinion.

• **DÉMISSION DU MINISTRE TURC DU LOGEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS.** Le

ministre turc du Logement et des Travaux publics Koray Aydin a, le 5 septembre, annoncé sa démission, nouvelle étape dans la lutte anti-corruption réclamée par le Fonds monétaire international (FMI) à une Turquie en pleine crise économique. M. Aydin, du parti de l'Action nationaliste MHP (ultra-nationaliste), membre du gouvernement de coalition de Bulent Ecevit, a annoncé sa démission des postes de ministre et de député suite à une vaste enquête policière sur la corruption au sein de son ministère lancée le 22 août dernier. Il partage ainsi le sort du ministre de l'Energie, Cumhur Ersumer, contraint à la démission fin avril 2001 après une enquête similaire et d'Enis Oksuz et de Yuksel Yalova, respectivement ministre des Transports et des Privatisations. M. Aydin est le cinquième ministre à quitter le cabinet depuis la grave crise économique qui a frappé le pays fin février, marquée par une dépréciation d'environ 50 % de la livre turque face au dollar et le bouleversement des objectifs économiques du pays.

M. Aydin est éclaboussé par une enquête qui a mené à l'arrestation de nombreuses personnes, dont un sous-secrétaire d'Etat adjoint de son ministère. Un réseau impliqué dans des irrégularités en faveur de quelque 200 compagnies aurait ainsi été démantelé. M. Aydin est notamment soupçonné d'avoir attribué des appels d'offres publics à des compagnies qui ne remplissaient pas les conditions requises. La presse turque accuse M. Aydin, ancien entrepreneur, d'avoir reçu des commissions dans plusieurs appels d'offres et orienté les gagnants --notamment pour la construction de plusieurs milliers de logements pour les

victimes du séisme d'août 1999-- vers la société de carrelage de son père.

Le parti islamiste du Bonheur (Saadet) avait déposé une motion de censure pour le destituer. Selon les analystes, la crise économique a provoqué un changement dans les mœurs politiques turques, dès lors que par le passé, la démission d'un ministre était très rare. Le Premier ministre Bulent Ecevit a salué devant la presse une "attitude très honorable", remerciant son ex-ministre pour ses "bons travaux".

• **UN AN DE GRÈVES DE LA FAIM DANS LES PRISONS TURQUES !.** Un an après son lancement le 20 octobre 2000, le mouvement de grèves de la faim de détenus membres d'organisations de l'extrême gauche clandestine turque se poursuit comme si de rien n'était, malgré un bilan sans précédent dans les annales des prisons de la planète : 72 morts. Soixante-douze prisonniers ou leurs proches sont décédés depuis 2000 une opération des forces de l'ordre contre 20 établissements pénitentiaires, le 19 décembre, au cours de laquelle 30 détenus --et deux gendarmes-- avaient été tués. Puis 41 détenus ou leurs proches sont décédés des suites de leur jeûne prolongé, le dernier ayant succombé le 18 octobre. Et un gréviste de la faim s'est immolé par le feu fin septembre lors d'une intervention de la police aux funérailles de l'un d'entre eux.

Le mouvement visant à protester contre une réforme instituant des cellules à isolement de un ou trois détenus, dites de "type F", au lieu des vastes dortoirs précédents, a repris de plus belle après leur entrée en service, en décembre, et semble sans issue. " L'issue, c'est de supprimer les

prisons de type F ", clame Mehmet Bekaroglu, membre de la commission parlementaire pour les Droits de l'Homme. Il suggère, à défaut, " d'aménager les locaux et les textes juridiques pour que les détenus puissent, en nombre réduit et pour une durée limitée, avoir des activités communes ". Mais, sachant qu'Ankara se refuse à toute concession, il s'empresse de dénoncer un " Etat obsédé par la sécurité nationale, et peu soucieux de préserver des vies ". En l'absence de dialogue sur le fond, le ministre de la Justice Hikmet Sami Turk ayant martelé que la réforme serait menée à son terme, seul un débat sur la nécessité ou non d'intervenir contre les grévistes non-maîtres de leurs facultés pour prévenir de nouveaux décès agite la communauté médicale. Le ministère de la Justice a d'ailleurs engagé des poursuites contre l'Union des Médecins pour " non-assistance à personnes tentant de se suicider ", et relâché sous condition pour 6 mois les grévistes de la faim les plus incurables.

Ils sont près de 300 dans cette situation, selon un décompte de l'Association turque des Droits de l'Homme (IHD) qui dénombre quelque 200 détenus en grève de la faim " à mort " en prison. Vingt-cinq personnes observent le jeûne à l'extérieur, prisonniers ou parents.

• **INTERPELLATION DE 37 PERSONNES DANS LES LOCAUX DU HADEP À IZMIR ET TROIS MORTS LORS DES AFFRONTLEMENTS À SILVAN.** La police turque a, le 17 octobre, interpellé 37 personnes, la plupart des membres du parti de la Démocratie du Peuple (HADEP pro-kurde), lors d'une descente dans des locaux du parti dans la province d'Izmir, à Cigli lors

d'un séminaire d'éducation politique destinés aux dirigeants de la branche de la jeunesse du HADEP. La police n'a pas donné de raison à l'opération. Selon le HADEP, parmi les interpellés figurent 30 dirigeants de la branche des jeunes du HADEP, ainsi que d'autres militants pro-kurdes et des invités du séminaire.

Le HADEP est régulièrement en butte au harcèlement des autorités qui l'accusent de collusion avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Le HADEP, qui plaide pour plus de libertés et de droits culturels pour les Kurdes, rejette cette accusation. Il est sous le coup d'une procédure d'interdiction en justice pour ses liens présumés avec le PKK.

Par ailleurs, trois combattants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), dont une femme, ont été tués et deux soldats ont été blessés lors d'un affrontement dans la nuit de mardi 16 à mercredi 17 octobre à Silvan, dans la province de Diyarbakir.

• **LES AUTORITÉS TURQUES CRAIGNENT UNE INTERVENTION MILITAIRE AMÉRICANO-BRITANNIQUE EN IRAK.** Intervenant sur la chaîne américaine d'information CNN, le Premier ministre turc, Bulent Ecevit, s'est, le 16 octobre, déclaré vivement opposé à toute intervention contre l'Irak. Interviewé par Larry King, B. Ecevit a indiqué : " j'espère qu'il n'y aura pas d'intervention car cela déstabiliserait beaucoup notre région, le Moyen-Orient, et cela pourrait conduire à la partition de l'Irak qui pourrait créer des problèmes pour la Turquie, son indépendance ou son intégrité territoriale ".

Par ailleurs, les relations entre les autorités turques et le parti démocratique du Kurdistan

(PDK) de Mesut Barzani traversent une période de tension, depuis que le PDK a refusé de coopérer avec les militaires turcs lors de leur intervention au Kurdistan d'Irak. Les autorités turques reprochent au PDK son manque de coordination qui serait, selon Ankara, responsable de la mort, il y a deux semaines, de trois membres des forces spéciales turques dans la région de Berwari par l'explosion d'une mine. Le PDK, quant à lui, rétorque qu'il n'y a aucune raison justifiant des interventions militaires turques dans leur région d'autant que la présence du PKK est beaucoup plus tangible sur la frontière iranienne où l'armée turque n'intervient pas.

• **LA TURQUIE FERME SA FRONTIÈRE AVEC LE KURDISTAN D'IRAK.** L'agence de presse indépendante, Iraq Press, basée à Londres a indiqué le 3 octobre que les autorités turques ont fermé le poste frontalier entre l'Irak et la Turquie, laissant seulement le passage aux ressortissants turcs retournant dans leur pays.

Depuis la fin de la guerre du Golfe, le pétrole irakien est exporté à travers ce poste frontalier, avec le consentement officieux du comité de sanctions de l'ONU. Situé dans la région placée sous l'autorité kurde, ce poste constitue une source financière vitale pour le fonctionnement du gouvernement régional du Kurdistan, dirigé par le Parti Démocratique du Kurdistan, qui assure les salaires de plusieurs dizaines de milliers d'employés et le financement des projets de reconstruction et de développement dans la région. La fermeture de ce poste intervient au moment où le

Kurdistan d'Irak doit faire face à une diminution importante de produits pétroliers à la suite d'une décision du gouvernement irakien de couper le trafic du pétrole avec la région autonome kurde. Selon Al-Zaman, journal arabe basé à Londres, et daté du 4 octobre, le prix de l'essence a quadruplé dans la région kurde, après la mise en œuvre de la décision irakienne, et le prix des biens de premières nécessités risque aussi de connaître une augmentation.

La Turquie a pris l'habitude de fermer, de temps à autres, ce poste comme mesure de pression sur le PDK, chaque fois que ce dernier prend des dispositions supplémentaires visant à consolider le statut autonome du Kurdistan irakien.

Selon une source kurde bien placée, une des raisons de cette mesure des autorités turques peut être une rétorsion contre le PDK, après que ce dernier serait intervenu pour arrêter le trafic de visas d'entrée en Turquie, organisé entre certains partis turcomans et les responsables turcs, de l'autre côté de la frontière, avec qui ces partis partagent les bénéfices et favorisent l'afflux des réfugiés kurdes irakiens vers l'Europe.

• **SADDAM ASSISTE A LA MISE A MORT, À COUP DE POIGNARDS, DE L'UN DE SES COUSINS.** Alaa Al-Majid, un

cousin de Saddam Hussein, qui a fait défection il y a quelques mois, a été poignardé et décapité par les membres de sa tribu à son retour en Irak en présence du Président irakien, d'après le journal Al-Zaman, du 11 octobre. Alaa Al-Majid a fait défection, apparemment pour des raisons non-politiques, en juillet dernier, quand il a été envoyé au Maroc pour une mission, mais s'est arrêté à Amman en Jordanie sur le chemin de retour à Bagdad. Là-bas, il a annoncé son intention de demander l'asile politique dans un pays arabe. L'événement a été largement couvert par les médias arabes.

Selon Al-Zaman, Al-Majid a été contacté, alors qu'il était à Amman, par le chef des services de renseignement irakiens, Tahir Jalil Al-Habush, qui lui a offert des garanties assurant qu'il ne lui serait pas fait de mal s'il retournait dans son pays. Al-Zaman a ajouté qu'après avoir été convaincu, Al-Majid est retourné en Irak, en compagnie de l'ambassadeur irakien en Jordanie, Sabah Yasin.

• **APRÈS LE TRAFIC DE DROGUE, LA TURQUIE TEND À DEVENIR L'UNE DES PLAQUE TOURNANTE DU TRAFIC DE MATÉRIEL NUCLÉAIRE.** Selon le quotidien anglophone *Turkish Daily News* du 12 septembre qui reprend

l'information du très influent journal américain *New York Times*, 104 tentatives de trafic de matériel nucléaire à travers la Turquie ont été enregistrées ces huit dernières années selon un rapport interne des autorités turques à l'énergie atomique. Le *New York Times* affirme que le trafic d'uranium est passé d'Europe aux pays de Caucase, d'Asie centrale et à la Turquie. Le quotidien ajoute que Washington répond au problème en envoyant des équipements de détection d'une valeur de plusieurs millions de dollars à quelques pays de la région.

Par ailleurs l'Agence internationale à l'énergie atomique a, le 7 septembre, publié de nouveaux chiffres montrant que le nombre des affaires confirmées relatives au trafic de matériel nucléaire a chuté dans le monde sauf en Turquie, dans le Caucase et l'Asie centrale où elles sont en augmentation.

En septembre 1998, huit personnes avaient été arrêtées pour " trafic de matériel nucléaire ". La marchandise provenait de la Russie et transitait de la Turquie pour une destination inconnue. La police avait saisi 5 kg d'uranium-235 et 30 g de mixture de plutonium. En mai 1999, un Turc avait été arrêté à la frontière bulgare avec une petite quantité d'uranium enrichi-235.

ENTRETIEN AVEC M^{ME} NASRINE BERWARI, MINISTRE DE LA RECONSTRUCTION ET DU DÉVELOPPEMENT

Madame Nasreen Berwari est ministre de la Reconstruction et du Développement au sein du Gouvernement Régional du Kurdistan, dirigé par le Parti Démocratique du Kurdistan et qui siège à Arbil. Forte de dix années d'expérience d'action

humanitaire au Kurdistan irakien et diplômée de l'Université de Harvard en gestion et administration publique, elle est responsable du développement rural, de la reconstruction de centaines de villages et de la réinstallation de milliers de familles.

Depuis l'application de la résolution 986 de l'ONU, plus connue sous le nom " pétrole contre nourriture ", par des agences de l'ONU, la situation humanitaire connaît une amélioration significative. Dans cet entretien, Madame Sideek relate la processus de reconstruction et du développement au Kurdistan irakien.

Vous avez participé à plusieurs opérations humanitaires au Kurdistan irakien depuis 1991. Comment évaluez-vous les réalisations des ONGs internationales, et quels sont les changements apparus dans leurs actions depuis l'application de la résolution 986 des Nations Unies, à savoir, le programme pétrole contre nourriture en 1996?

La présence des ONGs, plus particulièrement pendant la période qui s'étend de 1991 jusqu'à la mise en place du programme pétrole contre nourriture, a été très appréciable. Elles nous ont apporté une aide efficace, au moment où nous en avions le plus besoin. La présence de l'ONU était alors très limitée, comparé à aujourd'hui, où douze de ses agences gèrent d'énormes ressources au Kurdistan d'Irak. Pendant ces quelques sept années où la situation était moins stable, ce sont les ONGs internationales qui ont eu le mérite de sauver des vies grâce à l'assistance alimentaire et sanitaire qu'elles ont portée aux groupes les plus vulnérables. Il est indéniable qu'on leur doit la reconstruction de centaines de villages et la réinstallation de milliers de familles. Les ONGs internationales ont constitué le pivot des efforts de secours et de réhabilitation avant la mise en route du programme pétrole contre nourriture.

Mais depuis la mise en place de ce programme, un grand nombre d'ONGs internationales ont quitté la région, principalement en raison de la diminution des financements de leurs projets. Pourtant, il y a des zones prioritaires et des activités importantes que le programme pétrole contre nourriture ne couvre pas, et il y a toujours un rôle vital qu'elles peuvent avoir. Leur présence est essentielle

pour une raison très importante. De plus en plus, les Nations Unies ne sont pas seulement perçues comme de simples administrateurs du programme 986 agissant pour le compte du gouvernement irakien, mais comme étant au service du gouvernement irakien, dont les priorités ne sont pas les meilleurs intérêts de la population. A l'opposé de l'ONU, les ONGs internationales mettent davantage l'accent sur la population et moins sur elles-mêmes.

Quels sont les secteurs couverts par votre ministère, et quel est le pourcentage de projets financés par le budget de votre ministère, comparé à ceux financés dans le cadre du programme pétrole contre nourriture?

Mon ministère, le ministère de la reconstruction et du développement, se concentre sur la reconstruction et le développement rural. Avec plus de 4000, sur quelques 5000 villages détruits¹ à travers la région et plus de 23% de la population toujours déplacés à l'intérieur de cette zone [800 000 personnes sur 3,2 millions d'habitants sont déplacées selon une étude de Habitat], même avec l'aide et le soutien énormes des ONGs internationales qui ont reconstruit beaucoup de ces villages [avant l'application du programme de l'ONU], il reste toujours une masse importante de travail à faire. Le programme de pétrole contre nourriture fournit des dizaines de millions de dollars pour construire des maisons, des canalisations, des écoles, des centres médicaux, des routes d'accès aux villages isolés, des services municipaux, des canaux d'irrigation, des centres vétérinaires et beaucoup d'autres activités qui soutiennent les familles, afin qu'elles puissent

retourner et demeurer dans leur villages d'origine.

Le budget annuel de mon ministère n'est pas fixe, mais, depuis ces deux dernières années, il s'élève à peu près à 60 millions de dinars irakiens, soit approximativement 3,5 millions de dollars, par an. Le budget couvre: l'application directe des projets, les coûts administratifs qui incluent les frais de fonctionnement et les salaires de plus de 1600 employés, comprenant 300 ingénieurs, 500 agents administratifs, 800 techniciens, ouvriers et conducteurs. Plus de 40% de mes effectifs est composé de femmes, qui sont ingénieurs, informaticiennes, techniciennes et personnel administratif.

Depuis quatre ans, plus de 250 millions de dollars, soit approximativement 60 millions de dollars par an ont été alloués pour le secteur de la réimplantation [de la population rurale] dans le cadre du programme pétrole contre nourriture.

Votre ministère coopère-t-il avec l'administration kurde de Suleimaniya?

Nous coopérons de plus en plus avec l'administration de Suleimaniya. La semaine dernière, par exemple, je suis allée à Suleimaniya pour participer à une réunion avec nos homologues de l'UPK et les représentants de l'ONU pour discuter des possibilités d'améliorer les capacités de planification pour la région. C'est un sujet très important dans notre programme et je crois que parvenir ensemble à un accord commun et à une prise de position unique, en ce qui concerne la planification des ressources, et se mettre d'accord sur une seule ligne de conduite politique quant au programme de reconstruction et de réhabilitation, est très crucial à ce stade. J'étais

accompagnée d'un vice-ministre et il y avait trois ministres concernés par le secteur de Suleimaniya. L'atmosphère était très conviviale. Les deux parties étaient unies face à l'ONU, nous avons présenté des idées communes sur l'avenir du secteur et un nouveau mécanisme d'opération et de gestion a été présenté, là où le rôle des deux gouvernements seraient plus actifs.

L'équipe de Suleimaniya se rendra à Arbil la semaine prochaine pour continuer les discussions concernant le nouveau plan et pour rencontrer l'ONU, à Erbil, cette fois-ci.

Les projets des Nations-Unies sont-ils réalisés sur la base des besoins immédiats ou en fonction d'une planification à moyen ou à long terme?

Cela fait presque cinq ans que le programme pétrole contre nourriture a commencé et nous travaillons toujours plus en fonction des besoins immédiats que selon une planification à moyen et à long terme. Mais, en ce moment, il y a un effort pour se diriger vers une politique de planification à long terme, qui viendrait remplacer l'approche, actuellement en usage, de la liste des courses. L'ONU est impliquée et soutient ce changement, et nous avons hâte d'établir des bases saines sur lesquelles nous pourrions nous appuyer pour avancer et intégrer des activités répertoriées par secteur.

Comment l'application du programme pétrole contre nourriture de l'ONU a-t-il contribué à générer un développement économique dans la région?

Le chômage reste à ce jour élevé, et le revenu des ménages demeure bas. Mais le programme pétrole contre nourriture a, sans aucun doute, aidé le combat désespéré de beaucoup de familles dans la région pour leur pain quotidien. Beaucoup plus de nourriture, plus variée et plus importante en quantité, est produite dans la région, et les prix sont contrôlés et même réduits. Avant le début du programme pétrole contre nourriture par exemple, le poulet coûtait 40 dinars au kilo. L'aide apportée aux éleveurs de volaille dans le cadre du programme de l'ONU a eu pour résultat la baisse du prix du poulet à 15 dinars au kilo, prix bien plus abordable.

Il y a en cours de très nombreux travaux de construction financés par les fonds issus du programme pétrole contre nourriture, et également avec les ressources du Gouvernement Régional du Kurdistan [de Erbil]. Cela fournit du travail et des revenus substantiels aux ingénieurs. La plupart des améliorations des routes principales et des installations de central téléphonique numérique viennent d'être réalisées avec les ressources du Gouvernement Régional du Kurdistan, et non pas dans le cadre de pétrole contre nourriture. Tout

cela a contribué de façon significative à la réduction des frais de transport et à l'augmentation des activités économiques.

Néanmoins, les services publics les plus importants sont fournis par le personnel du gouvernement [régional] qui reçoit des rémunérations inadéquates pour leurs importants services. Les sources limitées de revenus pour le Gouvernement régional du Kurdistan ne sont ni stables ni suffisantes pour rémunérer plus de 100 000 employés d'une façon adéquate. En dépit de tentatives continues pour persuader l'ONU de nous proposer de modestes primes sur des fonds prévus par la résolution 986, cet objectif est encore à atteindre.

Quel serait l'impact d'une éventuelle suspension du programme des Nations Unies au Kurdistan d'Irak, sur le gouvernement kurde et la population?

L'impact d'une éventuelle suspension ou annulation du programme pétrole contre nourriture, sans des garanties de sécurité, et la garantie d'une part juste des revenus irakiens de la vente du pétrole [par l'ONU], serait dévastateur. La peur, que la croissance et la stabilité que connaît actuellement la région soient de courte durée, est une des causes essentielles de l'émigration actuelle depuis la région.

Etat de Reconstruction des villages dans la région du Kurdistan sous administration kurde depuis 1991

Gouvernorat	nombre de villages initiaux	villages reconstruits	villages détruits	villages à reconstruire
Duhok	1123	809	470	339
Arbil	1497	1205	800	405
Suleimaniya	2035	1992	1353	640
Total	4655	4006	2623	1386

Source : Ministère de la Reconstruction et du Développement.

1- La société rurale a été détruite par la campagne menée en 1988 par le gouvernement irakien qui a déplacé et fait disparaître plus de 180 000 civils kurdes et a détruit leurs villages.

Projets financés par la Résolution du Conseil de Sécurité No. 986, pétrole contre nourriture (1997-2001)

Types de projets	Nombre Total
Unités de maisons	25.500
Ecoles	400
Centres médicaux	150
Routes en Km	3600
Projets hydrauliques	700
Divers	250

Valeur Total en dollars US 250.000.000

LU DANS LA PRESSE TURQUE

IMPÉRTIE DU GOUVERNEMENT FACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE EN TURQUIE.

İlnur Çevik, l'éditorialiste du quotidien turc anglophone *Turkish Daily News*, dans son article daté du 11 septembre, dénonce la crise économique qui frappe la Turquie de plein fouet et appelle le gouvernement à réagir ou sinon à démissionner. Voici de larges extraits de cet article :

" Voici quelques scènes de vie en Turquie :

Une petite fille blonde, fille d'un certain Kazim Alci, pleure, car son père ne trouve pas les 7 millions de livres turques [ndlr : 34 Frs] pour acheter un livre d'école d'occasion... Cinq familles se mettent ensemble pour acheter 10 kg de riz...

Le Pr. Ersan Bocutoglu rapporte qu'un professeur décédé à l'hôpital ne pouvait pas être enterré car sa famille ne pouvait pas couvrir les dépenses funéraires. Alors d'autres universitaires ont collecté de l'argent pour lui...

40 % des petites et moyennes entreprises du pays devraient être fermées à cause de la crise économique. 7 sur 10 devraient se réduire et licencier...

La crise actuelle a déclenché une nouvelle vague de suicides. Les suicides liés à des causes économiques ont augmenté de 50 % en 2000 par rapport à 1999, et une étude dirigée par Dr. Faruk Guclu de l'Université Abant İzzettin

Baysal montre que le taux de suicides a été en progression de 70 % après les mesures d'austérité suivant les crises de 1980 et 1994...

... Même certains puissants journaux ont commencé à abandonner leur politique qui était d'afficher des images de vie en rose, trompant la nation et se sont mis à décrire la vérité en gras.

Ce qui est rapporté dessine un tableau où la colère et l'apathie augmentent... l'image d'un échec total de la coalition gouvernementale. Ce qui est vraiment triste est que le gouvernement est complètement distant et réalise difficilement le désastre que des millions de Turcs traversent. ...

Nous ne croyons pas que le gouvernement sera capable de faire face aux défis... Tout ce que le gouvernement fait maintenant est d'agir comme un percepteur de dette du FMI. Ils prennent l'argent du peuple turc et payent leurs prêts.

Rien ne reste pour établir la production et les exports.

Alors, l'autre alternative pour le gouvernement est de démissionner.

Et là, vous affrontez les remarques du Premier ministre que ce gouvernement n'a pas d'alternative et le départ de ce gouvernement poussera la Turquie dans une tourmente et les incertitudes.

La réponse à cela est simple : Que peut-il y avoir de pire ? ... "

qui peut sembler banale pour le monde civilisé...

Pour les gens de ma génération, la Constitution n'est autre qu'une sorte de " costume de bagnard ", " une attestation de condamnation ". Qu'on nous force à porter à coup de chars, de balles et de force. " S'il est trop large ", on n'attend pas que l'on grandisse mais on se met à le recoudre : un peu des épaules, un peu des bras, on le raccourcit tellement qu'il devient tout petit. Si vous demandez à nos enfants " c'est quoi la Constitution, comment vous l'écrivez ? ", ils vous répondront : " Il y a d'abord une grande bagarre, puis certains viennent ramasser et enfermer les bagarreurs, et ensuite on rassemble des gens au Parlement pour qu'ils élaborent des choses qui facilitent l'arrestation de ces bagarreurs ou des gens susceptibles de se battre. Et on appelle donc Constitution cette chose écrite "

Pourtant à l'instar de l'Occident, les premières Constitutions en Turquie ont également été élaborées pour limiter les pouvoirs du régime monarchiste et déclarer les droits et libertés. En fait, tous les amendements qui ont été adoptés après la Constitution de 1961 ont limité plutôt les libertés que les gouvernants. En 1971, un char est venu pour ramasser et emporter la plupart des choses apportées par les chars de 1961. Et dix ans après ils ont reconduit les chars et ont gommé les libertés restantes. Il nous restait donc plus que la " Constitution des mais ". " Tout être jouit du droit à la vie, mais si un prisonnier tente de s'échapper, il peut perdre ce droit ". " La vie privée est confidentielle, mais en cas de poursuite judiciaire on peut

LA CONSTITUTION TURQUE FAITE DES EXCEPTIONS.

Le journaliste turc Can Dundar dans ses colonnes du *Milliyet* du 25 septembre, sur un ton caustique, se réjouit de l'adoption en la forme des amendements constitutionnels par le Parlement turc, et note à juste titre que pour une fois ce

n'est pas un coup d'Etat qui force le cours de l'histoire.

"Je peux mourir tranquille maintenant : "Une constitution a été révisée par le Parlement par des civils". Nous avons mis 40 ans exactement à construire cette phrase

perdre cette confidentialité ". " La presse est libre, mais si la sécurité nationale est en cause, elle devrait se taire ". Ces " mais " ont tellement pris d'importance au cours du temps que la phrase unique relative aux droits et libertés s'est complètement dissous dans le nombre des exceptions apportées. Ce n'est pas innocent que face à une situation on ne peut plus concrète, ma génération n'arrive toujours pas à prendre de décision ferme et définitive sans rajouter un " mais " au bout.

À l'école, on nous a appris la

supériorité de la Constitution face aux autres lois (...) À mon avis, l'article le plus important qui a été discuté hier au Parlement est la disposition : " en cas de conflit entre la loi nationale et les conventions internationales, ce sont ces dernières qui priment ". Ce qui veut dire que nous cessons d'être les enfants d'une " loi locale " pour devenir ceux " d'une loi mondiale ". Les standards internationaux sont à nos portes : De l'égalité entre les sexes, au droit linguistique, de l'abolition de la peine de mort, jusqu'à la démilitarisation du MGK (conseil national de sécurité), toute une

série de réformes retardées commencent enfin à s'appliquer. En plus sans l'intervention des chars et des balles... (...)

Ces modifications sont-elles suffisantes ? Bien sûr que non... (...) On dit que cette Constitution à l'instar de la première est amendée sous la pression des Occidentaux... que le MHP (le parti de l'action nationaliste-ultra nationaliste) a vivement résisté... Qu'elle est insuffisante et incomplète. Soit, mais j'ai enfin pu voir que les " mais " commencent à disparaître... Je peux enfin mourir tranquille ".

The Kurdish dream: emigration to Europe

The Guardian Thursday August 2 2001

Thousands embark on the perilous journey to the west

David Hirst in Irbil

On the face of it the Sheikhalah bazaar is just the shabby little side street in Irbil where you go to change money. But the whole of "liberated" Kurdistan knows that another, more serious business is being conducted behind those counters piled high with debased Iraqi banknotes.

Emigration is the Kurdish national obsession, and it is here that the would-be emigrants begin the long, clandestine, perilous yet highly organised odyssey in containers and ramshackle hulks to the Europe of promise and plenty.

It is here that they acquire a false passport. For none of Kurdistan's 3.6m inhabitants has a legitimate one.

As Iraqis they are entitled to one, but they dare not go to Baghdad to get it. Saddam Hussein is the reason, above all, why they want to leave.

"We have had 60 or 70 years of war, or the laws of war," said Azar Barwari, a Kurdistan Democratic party (KDP) official.

"Saddam was the worst, the summit of chauvinism and brutality. It is enough that he is still there, however weakened. We fear another Anfal [the chemical attacks in which an estimated 180,000 civilians died], genocide, liquidation. It is a fear inside every Kurd."

There are economic and social reasons too for wanting to migrate.

Unemployment is high and, for most, salaries very low. The recent coming of satellite television has greatly enhanced the allure of exile.

"I know that if you really look carefully,

it shows a negative as well as a positive side of Europe," said Samar Fawzi, a law student at Sulaymaniyah University, who tried and failed to get to Britain, "but lots see it as a kind of paradise."

And some do make good and return — on holiday, to buy a house, or to marry a local girl — with real money in their pockets.

But the most impressive evidence that the political imperative outweighs the economic one is that this is a society where, unusually, the rich emigrate as ardently as the poor.

Huge cost

The decision to go often involves an enormous investment, psychologically as well as economically. Families may sell off most of their possessions to finance it: it costs twice as much to get to Europe as it does to build a modest house.

Partly because of the steadily growing web of contacts with the west, "liberated"



Young Kurds are discouraged from emigrating through youth training centres and television programmes which highlight the misery of European asylum centres and the prejudice against immigrants
Photograph: Francesco Zizola

Kurdistan has become a main source of Kurdish emigration; more — probably 30,000-plus last year — leave here than from Baghdad-controlled territory, where conditions are infinitely worse, or from Iranian Kurdistan.

The Kurdish regional government (KRG) tries to discourage emigration, through youth training centres, debates in parliament, and group marriages, and television programmes highlighting the miseries of European asylum centres, the difficulties of adjustment, and the exploitation of and prejudice against immigrants.

"But you surely know that not just Kurds, half the Middle East would emigrate if it could. We can't physically stop them," the deputy prime minister Sami Abdul Rahman said.

So the KRG tolerates the semi-clandestine Sheikhallah passport bazaar, where aspirant emigrants publicly loiter, gleaning the latest news, gossip and hot tips from the underground travel circuits.

Like Europeans planning their summer holidays or stock market investments, they know the exact price and risks of every route and destination.

The passports are smuggled from Baghdad with the help of corrupt officials. The current price is \$1 000 (£700) for a virgin one, \$400 for a used one that has been "cleaned".

The passport serves one purpose only: legal entry into Turkey. After that it is thrown away. Turkey offers the Kurds 40 visas a day, half of them through Massoud Barzani's KDP, which sells them for \$90, half through the Turcoman Front, a Turkish created party ostensibly representing "liberated" Kurdistan's 10,000 Turcomans, which sells them for \$600.

The cheap visa means a long wait, the expensive one is "express". With a virgin passport the fugitive stands a much better chance at the frontier than with a used one. But the supply does not match demand. The alternative is to be smuggled over the frontier, often through Iran. That

is cheaper — \$350 — and quicker but, with mines and the Turkish army, it is perilous.

"My brother went that way," Mahdi Abdul Rahman said. "He only lost his kidney, but nine of his companions were killed when a helicopter, thinking they were PKK guerrillas, attacked them near Van."

The next stop on the standard route is Istanbul, where contact is made with a representative of the international smuggling network, almost always a Kurd, who arranges the sea or land crossing to Greece. The current cost is \$2,000 to \$2,200.

At this point it is not only those who are captured, drowned, or asphyxiated in containers who fail to make it. Some, like Ary Ahmad, an unemployed technician in Sulaymaniyah, just grow too dispirited to continue.

"After five days hiding in a seaside building site at Bodrum and waiting for a boat that never came, I called it off," he said. "I had a valid passport and Turkish visa, after all."

'More and more Kurds will try to get to Europe, if only because there are so many already there'

His companions eventually fetched up on a Greek island near the Turkish coast, and from there took the regular tourist ferry to the mainland.

On arrival in Athens they phoned their families back home and the \$2,000 already deposited with a third party was handed over to the network.

From Athens the fugitive can take a plane to western Europe. But that is the deluxe route, only possible with a stolen European passport, whose bearer requires no entry visa; and at \$6,000, only a tiny handful can afford it.

The other, normal, route is across the Adriatic by Albanian fishing boat, or secreted inside a long vehicle on a ferry. Current cost: between \$1,000 and \$1,200. The rest, by train, bus or car from Italy to France, Britain or Germany, is relatively cheap — \$400 — and easy.

Rejection

The great drawback now, however, is that asylum itself has become much more difficult to acquire as Europe clamps down on the traffic. There are 9,000 unaccepted Kurdish asylum seekers in the Netherlands alone.

"I hear that in Britain there is now a rejection rate of 90%," the humanitarian affairs minister, Shafiq Qazzaz, said. "There is more and more talk of 'voluntary repatriation'. And the point of view is developing that our safe haven is, after all, safe."

But the upshot of a recent debate in the Swedish parliament was that, in truth, it is not safe. There lies the nub.

"In my view more and more Kurds will try to get to Europe, if only because there are so many already there," said Fakhir Barzani, of the ministry of humanitarian affairs. "The only solution lies here in Kurdistan, and it requires western and UN involvement."

Obliging Baghdad to respect resolution 986 and spend oil-for-food money on development and income support is the lesser part of it, because solid long-term investment will only come when there is political security. And that, Kurds say, can only come with the completion of what the world left incomplete when, under resolution 688 of April 1991, it created the safe haven and the US and Britain added their no-fly zones.

The world may have largely forgotten about 688, a call for the Kurds' "human and political rights" to be respected. But to them it is holy writ, a vital legitimisation of their cause which should be built on until they achieve a secure, legal and internationally recognised status, either the independence they dream of or the federation within a post-Saddam Iraq they realistically aim for.

Without that, they fear, the worst will happen again. "And believe me," Fakhir Barzani said, "next time you could have millions clamouring at the gates of Europe."

HISTOIRE

Quand la France redessinait les frontières du Proche-Orient

En 1939, pour convaincre Ankara de s'engager contre Hitler, le gouvernement français a cédé la région d'Alexandrette à la Turquie, causant l'exode et la mort de milliers d'Arméniens. Un épisode oublié.

THE INDEPENDENT (extraits)

London

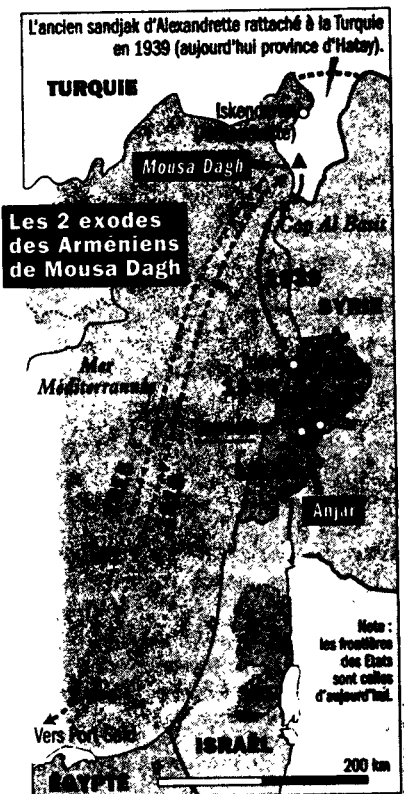
D'ANJAR (LIBAN)

Ville de souffrance, Anjar [2 400 habitants, tous arméniens] est fleurie par les roses. Depuis les bas-côtés de la route jusqu'aux portes, elles s'étendent, ruissellement de rose et de pourpre qui semble tourner en dérision les malheurs des Arméniens qui ont bâti cette ville sur les marais paludéens de l'est du Liban il y a soixante et un ans. Ce sont des gens fiers, aujourd'hui détenteurs de passeports libanais, mais aussi de l'un des secrets les plus sombres de l'histoire arménienne : car ils ont été "nettoyés" de leur terre deux fois au siècle passé, en 1915, puis en 1939. S'ils reprochent cette double éviction aux Turcs, ils rejettent aussi la responsabilité sur les Français. Et sur Hitler. Mais surtout sur les Français.

Viktoria avait tout juste 10 ans en 1939. "L'armée française nous a escortés tout du long, raconte-t-elle. Mais certains mouraient en chemin. Mon frère Varujan n'avait que 1 ou 2 ans, je l'ai vu mourir dans les bras de ma mère, dans le camion. Comme beaucoup d'entre nous, il avait le paludisme. Apparemment, les Français ne savaient pas quoi faire de nous. Ils nous ont d'abord laissés pendant quarante jours près du cap Al Basit, en Syrie. Puis ils nous ont

embarqués sur des bateaux pendant sept jours. Nous avons débarqué à Tripoli [Liban] et les Français nous ont mis dans des wagons à bestiaux en direction de Rayak. De Rayak, ils nous ont déplacés à Anjar, et nous y sommes restés."

Comme la plupart des Arméniens d'Anjar, le père Karakachian et sa sœur sont nés dans la région de Mousa Dagh [la "montagne de Moïse"], qui forme un ensemble de six villages arméniens fortifiés, située dans ce qui est aujourd'hui le sud-est de la Turquie. En 1915, pendant le génocide arménien, les villages résistèrent quarante jours durant aux troupes turques malgré l'écrasante supériorité numérique de ces dernières. Evacués par des bâtiments de



guerre français et britanniques, les Arméniens de Mousa Dagh furent transférés en Egypte, puis renvoyés chez eux avec l'armée française une fois la Première Guerre mondiale terminée. Ils y vécurent, dépendant administrativement du protectorat français de Syrie, jusqu'en 1939.

LE SACRIFICE D'ALEXANDRETTE A ÉTÉ VAIN

A cette date, le gouvernement français, cherchant désespérément à persuader la Turquie de se joindre aux Alliés contre Hitler, "redonna" Mousa Dagh et la grande ville d'Alexandrette aux Turcs [l'"Accord général des états-majors turc et français relatif au sandjak d'Alexandrette", resté secret, a en fait été signé dès le 3 juillet 1938]. Mais leurs maux ne cessèrent pas avec leur arrivée à Anjar, alors intégrée au mandat français du "Grand Liban".

■ Protectorat

Après la Première Guerre mondiale et la chute de l'Empire ottoman, la Société des nations a confié à la France, en 1920, un mandat sur le Liban et la Syrie, dans l'intention de les préparer à l'indépendance. Les traités franco-syrien de septembre 1936

et franco-libanais de novembre 1936 signés en ce sens n'ont jamais été ratifiés, et les deux pays sont devenus indépendants pendant la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui encore, la Syrie revendique toujours le sandjak d'Alexandrette.

"La région était sauvage, infestée de moustiques, se souvient le père Karakachian. Les Français avaient donné à chaque homme 25 livres libanaises pour qu'ils cassent des cailloux et se construisent leurs propres maisons. Mais beaucoup ont attrapé le paludisme et en sont morts." Pendant les deux premières années de leur martyre, alors que l'ensemble de l'Europe sombre dans la guerre, le paludisme emporta un millier d'Arméniens et d'Arméniennes d'Anjar. On peut encore voir leurs tombes en ruine au nord de la ville.

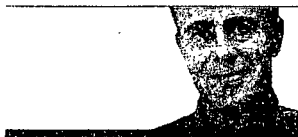
L'abandon honteux du sandjak d'Alexandrette et de Mousa Dagh par la France fait partie de l'histoire secrète de la Seconde Guerre mondiale. Craignant que la Turquie ne se rallie à l'Allemagne comme en 1914-1918, la France accepta qu'un référendum soit tenu à Alexandrette pour permettre aux habitants arméniens et turcs de choisir leur nationalité. Les Turcs firent alors venir à cette occasion des dizaines de milliers de personnes par camions dans le sandjak, et le "peuple" décida bien sûr de faire partie de la Turquie. Ironie du sort, la Turquie finit par entrer dans le camp des Alliés, mais seulement dans les derniers jours du conflit, alors qu'Hitler était sur le point de se suicider dans son bunker de Berlin et quand il fut certain que les Alliés avaient bel et bien gagné la guerre. Le sacrifice d'Alexandrette avait été vain.

Robert Fisk

As police investigate claims that millions of pounds raised by Lord Archer for the Kurds went missing, his blundering visit to the region to see for himself is recalled

Behind the lines with Jeff Free and Bean Kurd

The Guardian Thursday July 26 2001



John Vidal

January 1992. Four thousand five hundred feet up in the snow-bound mountains of northern Iraq, and the thought of what had happened to the reputed £57m collected in Britain from concerts for the Kurds was not on the mind of Jeffrey Archer.

The convoy of 12 personnel carriers bristling with gun-toting moustachioed Kurdish peshmergas had weaved a way through the wrecked lines of broken-down trucks, bemused passers-by, and goatherds, dodged the Iraqi army and was now stuck on a mountain pass in four feet

of snow.

"Jeff Free" as he had become known to his Kurdish hosts leapt out and took command. "Men, I want no slackers. Come on, Guardian. You, too. On, Kurds, on! Away with all ice! What we need here is some Guards' officers. They'll sort this lot out."

"This lot" was not altogether impressed. Twenty-five fighters dropped their rifles, machine guns and small arms in the snow. "Wait for it," cried Mr Free. "One, two, three — push!" The wheels of the wagon spun in one direction, the peshmergas shoved hopelessly in the other. "Jeff Free duf nabee?" muttered a driver, which translated roughly as "Why cannot Mr Archer bog off?"

Archer's trip to Kurdistan to find out what had happened to the cash was doomed from the start. His self-selected investigative team consisted of a distinguished Georgian archaeologist who wanted to study ancient funerary transcriptions, "Bean Kurd" and "Lemon Kurd", two young Kurds educated at English public school who were rapidly going

native carrying Kalashnikovs, and a very beautiful PhD student studying Kurdish oral traditions. They were all unsure what was going on.

What happened to the cash was not on the Kurds' minds either. Their agenda was to tell the world what was happening. They wanted official western aid, and a signal that they had not been forgotten by the international community.

Their situation was desperate. There were food riots, the price of staple foods had risen 2,000%, there was no fuel, people were not being paid. It was the worst winter in years, and the human suffering from Saddam Hussein's blockade was terrible and widespread. Archer's trip cost a fortune to organise, money some felt could have been better spent on relieving the misery.

But Archer, the only man thought ever to have entered Kurdistan in winter in a suit and tie and with a letter from John Major in his pocket, was also seen as a political godsend, to his great credit the only westerner of any significance to have



Jeffrey Archer at a rally in northern Iraq. At one point he had to beat a hasty retreat after mistakenly insulting a crowd of Kurds in their own language

bothered to visit the scenes of some of the worst massacres and destitution since Saddam Hussein launched his offensive on the Kurds.

But the situation suited Archer, too. The deputy Tory party chairman had always longed to be a soldier and a politician. Here in the mountains, with what he called "the tribes", he could be both of these and be treated like royalty. He was tickled pink to act as a general but worried terribly about his image, delegating Bean Kurd — later to buy for him the controversial shares in Anglia, the company in which his wife was a director — to spy on myself and the only other journalist to find out what we were writing.

Clearly no British or any other money had got through to the villages but it did not stop huge crowds coming out to greet him. "Welcome Lord Arser," read one banner. Archer had the same short theatrical speech prepared for the vast crowds that assembled wherever he went. It always ended: "I say in my language 'Long live Kurdistan'. Repeat after me" and the crowd would cheer wildly. The speech would go on: "And so I say in your language 'Beje, Beje Kurdistan, [Long live Kurdistan]". The crowd would go mad,

waving their guns, firing volleys and dancing.

Unfortunately Archer became over confident and in one town told a crowd of 5,000 heavily armed peshmergas: "Biji, biji Kurdistan", which translates as "Devilish, devilish Kurdistan". The crowd went silent, you could hear the guns being cocked and Archer had to beat a hasty retreat as a riot practically broke out.

While he genuinely liked the Kurds, he never ceased to miss the point they were trying to make. "These people are remarkable. Look at their initiative, their drive. It's a lesson for us all," he said, looking round one hospital. "They are a decent, middle-class, work-ethically motivated, self-sufficient people who, given a chance of autonomy, would make a real go of it. This hospital, look at its technology, its operating theatre. It's as good as anything in the west. It would be a credit to the NHS. Brilliant doctors, the Kurds."

The Kurds showing him round were perplexed and one had to put his arm round Archer. "Er, this hospital, Mr Jeff Free, in one month's time it will have no needles, no oxygen, no anaesthetic, no painkillers. It has no electricity or water." It took Archer a while to comprehend, but

he was genuinely moved when greeted by 5,000 women all of whom had had their husbands or sons murdered by Saddam Hussein.

So what happened to the money raised at the Simple Truth concert at Wembley? The mission came away none the wiser, Archer limiting himself to hand shaking, meeting Kurdish leaders, accepting gifts, and making powerful enemies.

Having struggled up one mountain to greet Massoud Barzani, one of the most powerful Kurdish leaders, in his mountain hideout, he declined an invitation to a long-prepared welcoming feast and to spend the night, making his excuses and saying he wanted an early start from his hotel down in the valley the next morning.

Mr Barzani was visibly furious, and Archer's party was deeply embarrassed. By the time it reached the town 10 miles away, Mr Barzani had got a message down the mountain and instructed the Kurds to cut off electricity to his — and only his — hotel.

Special report on Jeffrey Archer
guardian.co.uk/archer

Several detained as Turkish police clash with Kurdish protestors

ANKARA, Sept 2 (AFP) - Riot police moved in on Kurdish protestors in Istanbul on Sunday, detaining several of them as they gathered to mourn a supporter of the country's main Kurdish party who died fleeing police, a spokeswoman for the People's Democracy Party (HADEP) said.

The incidents broke out when police told the mourners in front of the HADEP office in Zeytinburnu district, on the city's European side, that they could not hold a ceremony for Zeynel Durmus and asked them to disperse, local media reports said.

Durmus, 19, fell to his death down a ventilation shaft on Friday as he was running away from police on the roof of the party building in Zeytinburnu.

When the crowd stood its ground and began chanting slogans in favour of Abdullah Ocalan, the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), police took action.

The protestors retaliated by throwing stones and attacking officers with sticks, while police used tear gas and water cannon against the group.

The scuffles lasted up to an hour with the protestors fleeing into side streets and police chasing them, the reports said. "We have no definite figure, but most of our supporters were detained," the HADEP spokeswoman said.

She added that police had taken into custody the head of HADEP's Zeytinburnu office, Dogan Erbas, who is also a lawyer for Ocalan, and three other party members prior to the mourning ceremony.

Following the violence, police launched raids on HADEP offices in Istanbul to carry out a search, the spokeswoman said. Police also broke up a second demonstration in Silivri district, also in the European quarter, and detained dozens of protestors, the Anatolia news agency reported, without giving further details.

In a written statement received here HADEP heavily condemned the clampdown, during which he said "many party supporters were injured".

"Our humanitarian duty towards a martyr of peace and democracy has met with inhumane treatment," the statement said. Sunday's clashes came a day after police detained hundreds of people across Turkey in a clampdown on HADEP supporters who gathered to mark world peace day, September 1.

Some 200 people were taken in in Istanbul as they clashed with police following their celebrations, while Ankara police detained some 700 people amid strict security measures to prevent unwanted incidents. Meanwhile, Istanbul police announced Sunday that they had detained 21 PKK members who have allegedly killed ten members of the security forces in clashes in the past years and who were preparing to carry out violent attacks in Istanbul.

TURQUIE

Se tourner vers l'Europe ou suivre le modèle irakien

La question kurde et la montée de l'islamisme ont octroyé à l'armée un rôle pivot. Le moment est venu, estime l'éditorialiste de *Cumhuriyet*, de remettre en cause l'Etat sécuritaire et ses excès.

CUMHURİYET
Istanbul

Le général Evren, l'auteur du coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, avait lancé le concept de "sécurité nationale", qui devait devenir l'élément moteur des politiques turques. Travaillant à la rédaction de la Constitution de 1982, il avait déclaré que "tout était pour la sécurité nationale" et que le développement économique et la démocratie étaient des objectifs secondaires. Cette vision des choses a inspiré les fondements politiques de la Turquie pendant vingt ans. La question kurde et la montée de l'islam politique ont contribué à renforcer cette stratégie de sécurité. La formule "Si on ne fait rien, la patrie va nous glisser entre les doigts" est devenue le slogan politique le plus populaire. C'est ce même état d'esprit qui a porté au pouvoir le MHP [parti d'extrême droite, partenaire de la coalition gouvernementale] en 1999. Et c'est encore la même obsession de la sécurité qui a fait de l'armée l'institution la plus fiable aux yeux de la

société.

Ce besoin de sécurité a progressivement créé sa propre économie. La Turquie a consacré ses ressources à la défense et son économie à la sécurité. La "guerre de basse intensité" (contre le PKK) dans le Sud-Est [Kurdistan turc] a conféré un fondement légal à cette stratégie. La situation actuelle est la conséquence inévitable de ce processus. Elle ne pouvait être autre puisque la Constitution de 1982 n'a jamais été remplacée ou amendée. Aujourd'hui, on se retrouve avec un

Etat sécuritaire, mais les éléments qui fournissaient un alibi psychologique à ce régime n'existent pratiquement plus : le climat de violence dans le Sud-Est [à majorité kurde] s'est fortement atténué ; l'islam politique a perdu ses chances d'être une alternative au pouvoir. A fortiori, la raison fondamentale que l'on évoquait pour justifier la doctrine de la sécurité nationale - la "menace communiste" - a disparu. Toutefois, le mal est fait. Le pays, qui a investi dans l'armement et la sécurité et a instauré un régime despotique, se trouve en situation de faillite complète.

La Turquie souhaite se mettre en conformité avec les normes des démocraties occidentales. Or ceux qui détiennent le pouvoir en vertu du concept de sécurité nationale voient une contradiction entre ces normes

et leur pouvoir. Car, dans un pays qui aurait adopté les critères de l'Union européenne, le ministre de la Justice ne chercherait pas à entamer des poursuites contre une députée qui combat la torture*.

Malgré tous ces obstacles, il est important que le débat sur la sécurité nationale demeure ouvert, car la Turquie cherche à sortir de l'impasse. Dans ces conditions, soit elle se tourne définitivement vers l'Occident en adoptant ses critères, soit elle s'enfonce dans un système de type baassiste, comme en Syrie ou en Irak.

Oral Candaş

* Sema Piskinsut, ex-présidente d'une commission parlementaire sur les droits de l'homme, a publié un rapport sur la pratique de la torture en Turquie. Un procureur a récemment demandé la levée de son immunité parlementaire.

■ Constitution

Le vice-Premier ministre turc Mesut Yilmaz a évoqué les risques de crise avec l'Union européenne si la Constitution n'est pas amendée. Le gouvernement a mis au point un projet de texte, mais il est contesté par plusieurs ministres. Au menu : l'abolition de la peine de mort - sauf pour les terroristes -, ainsi que la possibilité d'utiliser la langue kurde dans les médias.

IRAK

Feu vert de Washington au contrat Alcatel à Bagdad

New York :
de notre correspondant
Jean-Louis Turlin

Les Etats-Unis ont levé mardi leur opposition, dans le cadre du Conseil de sécurité de l'ONU, à un contrat d'Alcatel chiffré à 75 millions de dollars pour la reconstruction de centraux téléphoniques à Bagdad et dans le sud de l'Irak.

Sollicitée depuis plus de trois ans par l'Irak comme d'autres grands équipementiers téléphoniques, la firme française se heurtait à l'intransigeance

américaine dans l'application du programme « pétrole contre nourriture et fournitures à usage civil » : le champ des télécommunications était impénétrable aux accords commerciaux en raison des possibles détournements à usage militaire, selon Washington. Domaine ultrasensible : celui des fibres optiques dont Américains et Anglais redoutent qu'elles rendent plus performantes les batteries antiaériennes de Saddam Hussein.

A la surprise des Français, les Etats-Unis avaient fait entorse à leurs principes en juin, en « dégelant » des contrats

chinois de télécommunications pour un total de 80 millions de dollars.

A l'époque, Washington et Londres faisaient le forcing pour un allègement des sanctions. L'ONU fait face à l'hostilité grandissante de l'opinion internationale qui tend à la rendre responsable des souffrances des Irakiens, alors que dans le même temps, les ventes de pétrole remplissent les coffres de Saddam. Il s'agissait donc d'améliorer le mécanisme « pétrole contre nourriture », qui a abouti au blocage, au sein du Conseil de sécurité, des denrées et marchandises jugées suspectes. Quelque 3,4 milliards de dollars de contrats sont aujourd'hui en souffrance.

D'où l'idée du secrétaire

d'Etat américain Colin Powell de distinguer une liste de fournitures à usage double, civil et militaire, restant à exclure, tout en « libérant » une autre liste de produits commerciaux purs. Washington avait besoin de l'appui chinois. Il lui a été donné... parallèlement au dégel des contrats de télécommunications entre Pékin et Bagdad. Les Américains se sont défendus de tout marchandage mais n'ont convaincu personne.

La France a dès lors réclamé une égalité de traitement, d'autant que le contrat d'Alcatel ne portait que sur du matériel téléphonique. Elle a finalement obtenu gain de cause à Washington. Ce feu vert confirme la volonté américaine de faire évoluer le dossier irakien.

DU 30 AOÛT AU 5 SEPTEMBRE 2001
COURRIER INTERNATIONAL N° 565

LE FIGARO JEUDI 6 SEPTEMBRE 2001

Turquie : incertitude économique et instabilité politique

6 SEPTEMBRE 2001



Frappée de plein fouet par une crise économique et financière qui s'est aggravée en février avec la dévaluation brutale de la livre, la Turquie connaît un regain d'agitation sociale illustré par de violentes manifestations en avril. Depuis l'arrestation d'Ocalan en 1999, les rebelles kurdes ont relâché leur pression, et le gouvernement de coalition ne peut plus compter sur les vertus consensuelles du nationalisme, certes exacerbé par la question lancinante de la reconnaissance internationale du génocide des Arméniens, qui a provoqué une tension diplomatique avec la France, pour endiguer la vague de mécontentement. Tributaire de l'aide de la communauté internationale et de l'UE, qui en attend toujours des réformes concrètes dans le domaine économique mais aussi en matière de démocratisation, mise à rude épreuve par une grève de la faim meurtrière dans les prisons, le gouvernement tente d'apporter des réponses ponctuelles aux problèmes de la société turque tout en cherchant à empêcher une remise en cause du statu quo politique. Le parti islamique de la Vertu est ainsi interdit en juin, mais sur ses ruines, naît un parti plus modéré qui pourrait bien fédérer les mécontents et se poser comme une force d'alternative.

Le 11 avril, des dizaines de milliers de personnes manifestent à Ankara et dans d'autres grandes villes de Turquie, appelant à la démission du Premier ministre Bulent Ecevit, qui cristallise la colère et les frustrations de la population face à l'inaction d'une classe politique incapable de répondre à la crise économique et financière frappant le pays depuis novembre 2000. Les manifestations dégénèrent en émeutes dans la capitale, où les affrontements particulièrement violents entre les forces de l'ordre et les protestataires, au nombre de 70 000, font plus de 200 blessés. C'est dire l'ampleur du mécontentement dans un pays où la grève générale est encore considérée comme un crime et la moindre manifestation est perçue comme une attaque contre l'État. Quelques semaines auparavant, c'est avec les encouragements du pouvoir que les foules turques avaient manifesté contre la France et le vote par son Parlement d'un texte de loi reconnaissant le génocide des Arméniens. Mais alors que le pays s'enfonce dans une crise qui s'aggrave en février avec la dévaluation de 50% de la livre face au dollar, le nationalisme fait moins recette dans une population en proie à des licenciements massifs et à une baisse brutale de son niveau de vie. Et le gouvernement de centre-gauche, qui a pourtant fait du nationalisme l'essentiel de son fonds de commerce en s'alliant au parti d'extrême droite MHP depuis les législatives d'avril 1999, ne peut plus jouer cette seule carte pour endiguer la vague de mécontentement perceptible dans une société en voie d'appauvrissement. D'autant que les séparatistes kurdes du PKK ont relâché la pression dans les provinces du Sud-Est, même si le couvre-feu y est toujours en vigueur, depuis l'arrestation en janvier 1999 de leur leader Abdullah Ocalan, qui les a appelés à une trêve unilatérale depuis la prison d'Imrali où il attend d'être fixé sur son sort.

Condamné à mort par la justice turque, qui a passé le relais à la cour de justice européenne, dans le souci de différer l'exécution d'une sentence qui contredit les engagements abolitionnistes auxquels a souscrit la Turquie en intégrant le Conseil de l'Europe et en se portant candidate à l'UE,

Ocalan ne fait plus guère parler de lui ; la prison sur l'îlot de la mer de Marmara dont il est le seul occupant intéresse en tout cas moins les media et l'opinion que ces prisons surpeuplées contre lesquelles le pouvoir avait lancé en décembre 2000 une série de raids paramilitaires pour permettre le transfert des détenus vers des pénitenciers modernes. La brutalité de l'assaut, qui avait fait 30 morts, a aggravé la situation, en radicalisant la grève de la faim, intermittente ou non, poursuivie par des centaines de détenus et par leurs proches, en signe de protestation contre ce transfert programmé, qui viserait à renforcer le contrôle des autorités sur des prisonniers contraints d'abandonner leurs cellules-dortoirs pour d'autres où ils sont isolés et plus vulnérables, sous prétexte d'améliorer les conditions carcérales et de lutter contre la criminalité dans les prisons. Cette grève de la faim faisait son 25e mort en juillet, ajoutant au discrédit du gouvernement de M. Ecevit, dont la politique en matière de droits de l'homme est suivie avec vigilance par la communauté internationale et surtout par l'UE, qui a ratifié le partenariat d'adhésion avec la Turquie au sommet de Nice en décembre 2000. Les autorités feront face aux pressions de l'opinion en prenant une série de mesures pour atténuer les effets du flottement de la monnaie turque sur une économie fortement "dollarisée" ; pour éviter de nouveaux troubles sociaux, le gouvernement a ainsi apaisé commerçants et artisans en revenant sur sa décision de leur réclamer le remboursement des prêts à taux bonifiés, et a consenti des augmentations de salaires aux employés du secteur public auxquels le Parlement déniait par ailleurs le droit de grève par une loi controversée le 25 juin. Mais pour sortir de la crise, la Turquie a besoin d'une aide extérieure que le nouveau ministre de l'économie, Kemal Dervis, estimait en avril de 10 à 12 milliards de dollars, et ces mesures cosmétiques entrent parfois en contradiction avec les exigences de la communauté internationale, qui attend d'Ankara des preuves concrètes d'une volonté de réformes du système financier et politique, et plus précisément du FMI, avec lequel Ankara concluait un accord le 15 mai concernant la mise en œuvre d'un programme de redressement économique.

Les hausses salariales vont bien au-delà des taux concédés par le FMI, de même d'ailleurs que le prix officiel fixé par le gouvernement turc pour le blé. Quant à l'engagement à lutter contre le mal chronique de la corruption, considéré par les institutions internationales comme une des causes principales des crises financières, il est sujet à caution depuis que le très populaire ministre de l'intérieur Saadetdin Tantan, en pointe dans le combat contre les fraudes, a été relégué à la direction des douanes pour avoir eu l'audace de commanditer une enquête sur des faits de corruption au ministère de l'énergie. Et le projet inscrit dans le programme économique du FMI, visant à couper les liens entre la classe politique et le monde des affaires turcs, illustrés par le système des "donations" des entreprises aux partis politiques dans les contrats publics, rencontre une forte opposition.

Le maintien de telles pratiques ne contribue pas à réconcilier la société turque avec une classe politique que le gouvernement de coalition prétend pourtant incarner, dans une démarche consensuelle associant, outre le parti de centre-gauche de M.Ecevit et le MHP, le parti conservateur (ANAP, mère patrie) à l'exercice du pouvoir. L'interdiction le 22 juin par la justice turque, soutenue par les militaires, du

parti islamiste de la vertu (Fazilet), principale force d'opposition au Parlement, devait rappeler qu'il n'existe pas d'alternative politique et au-delà, empêcher que le mécontentement populaire ne profite une fois encore aux islamistes. Mais une décision de justice, fût-elle indirectement cautionnée par la Cour européenne des droits de l'homme qui, dans un verdict rendu le 1er août, jugeait nécessaire à la "protection de la société démocratique" l'interdiction en janvier 1998 du premier avatar de la formation islamiste, le Parti de la prospérité, ne suffira pas à éradiquer cette composante de la vie politique turque qui renaît une fois encore de ses cendres. Une faction traditionaliste, proche de l'ex-premier ministre Erdogan, fonda le parti de la félicité, mais c'est l'ancien et toujours populaire maire d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan, qui rassemble depuis le 14 août la majorité des députés du Fazilet dissout, dans un groupe rival de "modernistes", le parti de la Justice et du développement (AK), fort de 51 députés au Parlement. Ayant vocation à devenir un parti de centre-droit classique, l'AK pourrait bien inquiéter les partis au pouvoir, et singulièrement le MHP, en jouant la carte d'un islamisme modéré et moderne.

G. ULUBEYAN

La justice syrienne confirme l'arrestation de l'opposant M. Turk

DAMAS. La justice a confirmé, mardi 4 septembre, l'arrestation samedi de l'opposant syrien Riyad Turk, « conformément à la loi syrienne », a rapporté l'agence officielle SANA (*Le Monde* du 4 septembre). « Riyad Turk a été arrêté et traduit en justice en vertu du code pénal et l'affaire est actuellement aux mains du pouvoir judiciaire concerné et qui appliquera la loi », a indiqué une « source officielle judiciaire » à SANA, sans autre précision. La France a exprimé, mardi, sa « préoccupation » à la suite de cette arrestation. « Nous suivons cette affaire avec attention et formons le vœu qu'elle trouve rapidement une issue positive », a déclaré le porte-parole du ministère français des affaires étrangères, François Rivasseau. « La France, a-t-il encore dit, a exprimé en de nombreuses occasions au cours des derniers mois, et notamment lors de la visite d'Etat, fin juin à Paris, du président syrien Bachar al-Assad, son espoir de voir la Syrie s'engager résolument sur la voie des réformes. »

L'Irak expulse cinq employés de l'ONU

NEW YORK (Nations unies). L'Irak a expulsé cinq employés de l'ONU - quatre Nigériens et un Bosniaque - pour « atteinte à la sécurité nationale », ont indiqué les Nations unies mardi 4 septembre. Dans une note adressée dimanche à l'ONU, le ministère irakien des affaires étrangères fait savoir que les cinq employés sont « persona non grata » et doivent quitter le pays dans les soixante-douze heures. Les Nations unies se conformeront à l'injonction irakienne par souci de la sécurité de ses employés. Selon la note de Bagdad, les employés ne sont plus en droit de séjourner sur le territoire irakien parce qu'ils ont mené « des activités portant atteinte à la sécurité nationale de la République d'Irak, qui sont incompatibles avec leurs responsabilités ». Ils sont tous membres de la commission chargée de l'application du programme dit « pétrole contre nourriture ». Benon Sevan, sous-secrétaire général chargé dudit programme a fait valoir, dans une réponse écrite, que Bagdad n'a fourni ni précisions ni éléments de nature à prouver ses accusations contre les cinq employés. Il ajoute que cette décision contrevient aux accords internationaux. - (Reuters.)

U.S. Accepts Sale of Phone Equipment to Baghdad

By Colum Lynch
Washington Post Service

UNITED NATIONS, New York — The United States has approved Iraq's purchase of nearly \$75 million in telecommunications equipment from the French company Alcatel to repair the country's war-battered public telephone network, according to U.S. and UN diplomats.

For more than two years, the United States prevented Iraq from obtaining such communications equipment because of concern it would be used to upgrade weapons systems. But the United States dropped its opposition in the face of international pressure to demonstrate that it was doing everything possible to improve living conditions for

ordinary Iraqis, diplomats said.

"It's safe to assume that virtually any improvement in communications is going to help the regime and the security forces of the regime," said Charles Duelfer, a former UN weapons inspector who is now at the Center for Strategic and International Studies in Washington.

"On the other hand," he added, "if you're going to say 'no' for that reason, then you're also going to inhibit Iraq's commercial development. It's the classic dilemma with these types of 'dual use' sanctions."

Washington has relaxed its procedures for approving "dual use" goods to help win support in the UN Security Council for a U.S. effort to revise the 10-year-old international sanctions on Iraq.

The U.S. proposal for "smart sanctions," which would end most restrictions on civilian imports while tightening control over military sales to Iraq, was blocked this summer by Russia. But China agreed in June to back a key element of the American sanctions policy — a "goods review list" of dual-use items that would require Security Council approval before they could be delivered to Iraq — after the United States unfroze more than \$80 million in Chinese telecommunications contracts.

The deal included a \$28 million Iraqi contract to buy mobile telephone equipment from Huawei Technologies Co., a Chinese company previously accused by the Pentagon of violating the sanctions by providing fiber-optic cable for Iraq to upgrade its anti-aircraft batteries.

La polémique franco-britannique sur Sangatte relance le débat.

L'Europe, terre d'asile incohérente

Face aux flux de candidats au statut de réfugié, les membres de l'Union s'accusent mutuellement de laxisme.

7 SEPTEMBRE 2001



Depuis que la France et le Royaume-Uni se querellent à propos du centre d'hébergement de Sangatte (Pas-de-Calais) et du sort des clandestins candidats au statut de réfugié outre-Manche, le droit d'asile a investi le débat européen. Flux, octroi du sta-

tut et de droits sociaux, protection, frontières... où en est le droit d'asile en Europe?

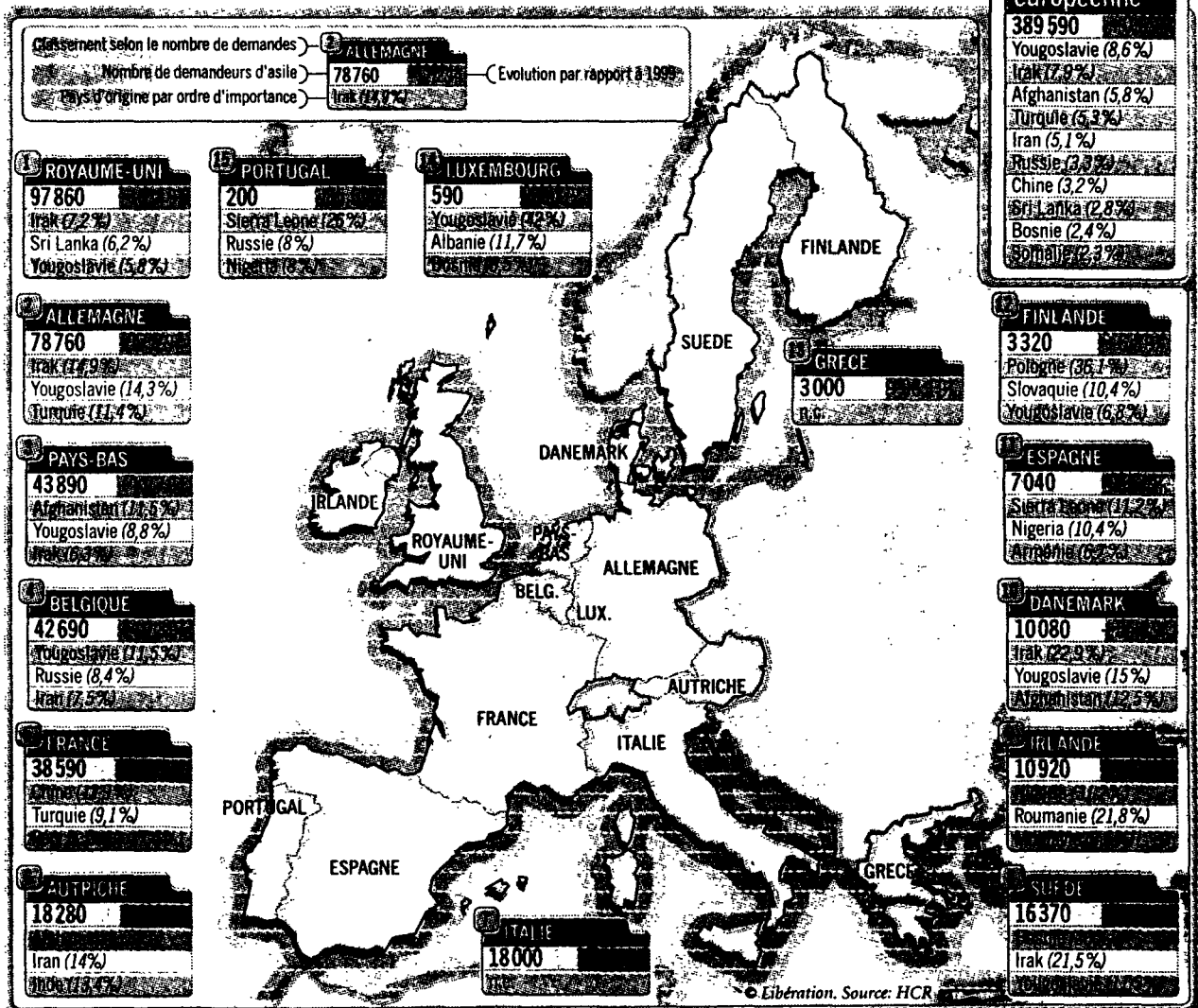
L'asile, un droit qui s'affaiblit

Le droit d'asile est basé sur la Convention internationale de Genève signée le 28 juillet 1951 et complété par le protocole de

1967 relatif au statut des réfugiés. La convention s'applique « à toute personne qui [...], craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité, et

qui ne peut, ou du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ». Ce texte a été signé par 137 pays. Tous les Etats membres de l'Union européenne y ont souscrit. Il prévoit une coopération entre les états contractants et le HCR, Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies. Le

Union européenne : 389 590 demandeurs d'asile en 2000



statut de réfugié, quand il est accordé, donne accès aux mêmes droits sociaux que les nationaux.

Cependant, depuis les traités de Schengen et de Dublin, la portée de la Convention de Genève semble amoindrie. Nombre d'observateurs regrettent la multiplication des obstacles sur le chemin des demandeurs d'asile, depuis leur pays d'origine jusqu'à l'accès aux procédures dans le pays d'accueil. Les demandeurs d'asile ont de plus en plus de mal à quitter leur pays; une fois sur le territoire de l'Union, ils peuvent être refoulés vers un pays tiers par lequel ils ont transité; et leurs demandes sont sommairement étu-

diées quand ils viennent de pays dits «sûrs».

De plus, des Etats européens, dont la France, ont créé des statuts secondaires qui peuvent contribuer à affaiblir la protection absolue imaginée à Genève. Selon les gouvernements européens, le droit d'asile subit bien souvent des tentatives de contournement. Des migrants économiques utilisent les procédures de l'asile pour s'introduire sur le territoire national de leur choix et y séjourner. Même si tous les clandestins ne demandent pas l'asile.

Une Europe encore loin de l'harmonie

Le «shopping» des deman-

deurs d'asile, en quête des meilleures conditions d'accueil offertes dans les différents pays de l'Union européenne, est bien l'une des hantises des ministres de l'Intérieur des Quinze. Mais ce n'est que fin 1999, au sommet de Tampere (Finlande), que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union ont pris la décision d'essayer de mettre sur pied un régime européen en matière d'asile et d'immigration (lire page 4). Une œuvre de longue haleine – inscrite dans le traité d'Amsterdam – qui va supposer de se mettre d'accord

sur une procédure commune et un statut uniforme pour les réfugiés reconnus victimes de persécutions dans leur pays d'origine. Les critères d'octroi de l'asile et les motifs de rejet dépendent toujours de l'histoire et de la culture de chaque capitale. Les taux de «réussite» de la demande d'asile varient ainsi beaucoup d'un Etat à l'autre et d'une année sur l'autre (en 1999, à peine 2,5 % des demandes étaient satisfaites aux Pays-Bas, contre 11% à 12% en Allemagne et au Royaume-Uni, 20% en France et plus de 40%

Depuis 1989, plus de 5 millions de personnes ont demandé asile en Europe. Le plus gros contingent était issu de l'ex-Yougoslavie.

Ruud Lubbers, haut-commissaire pour les réfugiés:

«Il faut une générosité organisée»

Ruud Lubbers est le haut-commissaire des Nations unies pour les Réfugiés. Economiste spécialiste de la mondialisation, et ancien Premier ministre des Pays-Bas, il détaille pour *Libération* les menaces qui planent sur le droit d'asile en Europe et plaide pour plus de générosité de la part des Etats de l'Union.



Ruud Lubbers: «Les vraies victimes sont victimisées deux fois. D'abord dans une dictature ou pendant une guerre civile, puis à nouveau, en arrivant ici.»

Pourquoi êtes-vous inquiet du sort des demandeurs d'asile en Europe?

Actuellement, en Europe, nous n'avons pas seulement des demandeurs d'asile traditionnels, cadrant avec la définition du réfugié qui fuit la persécution et la guerre à cause de l'appartenance à un groupe ou à une race. Beaucoup de gens très pauvres, et qui, pour cette raison, voudraient immigrer vers un autre pays, utilisent la possibilité de demander l'asile. Là, je suis inquiet car il ne faut pas que les hommes politiques européens utilisent ce problème, comme cela arrive, pour affirmer que toutes les demandes d'asile sont frauduleuses. Ce qu'il faut donc, en Europe, c'est un système d'immigration contrôlée. En Allemagne, aux Pays-Bas, un peu en Grande-Bretagne, on étudie ces questions. Je ne dis pas que la solution c'est d'ouvrir la porte en grand mais, en tout cas, il faut donner des alternatives légales. Parce que, quand on manque de solutions légales, il y a davantage d'illégalité. **Vous voulez, cinquante ans après la convention de Genève, remettre les Etats face à leurs responsabilités vis-à-vis des réfugiés.**

Les gouvernements doivent faire un effort

politique et rendre disponible des fonds. Nous avons besoin d'une aide financière pour élaborer des solutions dans les pays de départ, pour créer des institutions notamment en Europe centrale, pour mener une action préventive. Cela pourrait revenir à une contribution d'un euro par citoyen, ce n'est pas grand-chose.

Cette semaine, il y a encore eu un mort à Sangatte, fauché sur la route. Que montre la situation de ces étrangers qui mettent leur vie en péril pour passer en Grande-Bretagne?

Cela montre la nécessité d'avoir un système européen harmonisé. Nous avons un espace pour la monnaie, pour le commerce. De ce point de vue, nous sommes en train d'intégrer l'Europe. La question des réfugiés doit, elle aussi, recevoir une réponse européenne. L'UE pourrait être plus efficace. Mais cela demande une générosité organisée.

Ne craignez-vous pas que les procédures d'harmonisation du droit d'asile, au niveau européen, ne s'alignent sur les pays qui offrent les conditions d'accueil les plus dégradées?

Il y a toujours un problème quand on harmonise les systèmes en Europe, on risque d'harmoniser au plus bas. Les hommes politiques défendent des systèmes de valeurs et de lois de leurs pays. Les Français sont certains que les lois françaises sont supérieures à celles des Allemands, de même pour les Allemands et les Britanniques. C'est un peu curieux que je rencontre des hommes politiques qui m'expliquent que leur système national

défend mieux les réfugiés qu'on ne ferait dans le cadre d'une harmonisation européenne. Alors que la réalité est différente. **En même temps, vous soulignez que dans certains pays européens, comme le Royaume-Uni, le débat autour de l'asile est utilisé à des fins électorales. Cette «rhétorique» que vous déplorez jette la suspicion sur les demandeurs d'asile en général...**

Oui. Les vraies victimes sont victimisées deux fois. D'abord dans une dictature ou pendant une guerre civile, puis, à nouveau, en arrivant ici. Même si seulement 10 % des demandeurs d'asile sont vraiment des réfugiés, ce n'est pas juste, je crois. Ce n'est pas acceptable que, pour des raisons électorales, ou pour être populaire dans les cafés, on fasse des généralisations. Aujourd'hui, les deux principaux groupes de demandeurs d'asile proviennent d'Afghanistan et d'Irak, deux pays soumis à des sanctions internationales. Ces demandeurs d'asile peuvent-ils si facilement être suspectés d'être de faux demandeurs d'asile?

Le HCR réclame que le droit d'asile soit appliqué de façon «juste» et «efficace». Comment faire?

Améliorer le droit d'asile pays par pays, c'est bien. Mais ce n'est pas suffisant. Il faut un double effort: par pays, par exemple, en donnant des réponses aux demandes d'asile le plus vite possible, et au niveau de l'Union. Il est important de réussir à séparer les canaux de l'asile et ceux des flux économiques. Et être clair: il faut dire ce qui est possible, autorisé, et ce qui ne l'est pas. L'absence d'une politique cohérente combinée à un manque de générosité revient dans les faits à aider le trafic des migrants, et favorise la criminalité ●

Recueilli par C. R.

en Autriche).

Ce qui continue aussi à être différent, ce sont les conditions d'accueil: le montant et la forme de l'aide financière – environ 1800 F (274 euros) par mois en France, par exemple –, les conditions d'hébergement, le droit ou non de travailler, l'accès aux soins médicaux, à l'école ou à des formations sont autant de que les Quinze se proposent d'harmoniser, avec l'espoir de mettre fin aux déséquilibres de la pression migratoire.

Les nouveaux flux: Afhghans et Irakiens

Depuis 1989, plus de 5 millions de personnes ont demandé asile en Europe. Après le pic du début des années 90 provoqué notamment par la guerre en ex-Yougoslavie (un record de près de 700000 demandes déposées en 1992), la pression s'est progressivement réduite, sous l'effet de législations de plus en plus restrictives des pays européens. L'an dernier, ils n'étaient ainsi plus que 390000 à frapper à la porte des Quinze, un chiffre en stagna-

tion par rapport à 1999. Le groupe le plus important restait celui des candidats en provenance de Yougoslavie (RFY), bien que leur contingent soit en forte baisse (-63 %), suivi par les Irakiens, les Afghghans, les Turcs et les Iraniens. Fait nouveau, qui explique l'hypersensibilité britannique à ce sujet, le Royaume-Uni a détrôné l'an dernier l'Allemagne, pays le plus recherché depuis plus de dix ans. Mais cette tendance s'inversera peut-être cette année: sur le premier semestre 2001, les derniers chiffres du HCR montrent que l'Allemagne (40786 demandes) dépasse à nouveau le Royaume-Uni (33285 demandes). Au total, sur les six premiers mois de 2001, 196447 personnes ont rempli des demandes d'asile dans 23 pays européens (+4 % par rapport à la même période de 2000). Fuyant les sécheresses, les combats et la faim, les Afghghans (24280) et les Irakiens (21145) constituent désormais les plus gros bataillons de demandeurs d'asile, loin devant les Turcs (13890, en grande majorité kurdes).

La Grande-Bretagne, un eldorado?

Ministres français comme tabloïds britanniques accusent la Grande-Bretagne d'être devenue l'eldorado des demandeurs d'asile, le maillon faible de la forteresse Europe. Les chiffres et plusieurs études montrent une réalité plus contrastée. Il est vrai que, l'an dernier, avec près de 80000 demandes d'asile, selon le ministère de l'Intérieur britannique, et même près de 100000 selon le HCR, le Royaume-Uni devançait tous ●●● ●●● les pays européens. Mais comme le montre un rapport du professeur Bill Jordan de l'université d'Exeter, cité par la BBC, les chiffres, rapportés à la population totale du pays, placent la Grande-Bretagne derrière la Belgique, les Pays-Bas ou l'Irlande. Les allocations offertes à tout demandeur – environ 57 euros par semaine, dont une large part en bons de nourriture – ne suffisent pas à expliquer l'afflux des réfugiés. Selon l'étude du professeur Jordan, un ensemble de motivations, dont la

langue anglaise parlée par la plupart des demandeurs, attire les réfugiés de l'autre côté de la Manche. Beaucoup, comme les Sri Lankais, anglophones, ou les Afghghans, se fondent dans les communautés originaires de l'Asie du Sud déjà existantes. Des réseaux existent pour faciliter leur passage. De plus, au bout de six mois, tout demandeur peut légalement travailler, dans un pays pratiquement sans chômage. Toute une économie «grise», en marge de la légalité mais tolérée par le gouvernement, entretient ces flux. Enfin, l'absence de carte d'identité et de contrôles, dénoncée par les conservateurs, assure une tranquillité de fait aux étrangers. Qui, une fois installés, ne courent presque aucun risque d'être renvoyés. Nombre d'entre eux réussissent et rejoignent la cohorte des réfugiés célèbres qui, de Marx à Rushdie, ont fait la Grande-Bretagne ●

NATHALIE DUBOIS,
CHARLOTTE ROTMAN
et FRANÇOIS SERGENT

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, SEPTEMBER 11, 2001

Istanbul Suicide Bomb Kills 2 and Wounds 20

Woman Detonates Blast in Busy City Center

By Douglas Frantz
New York Times Service

ISTANBUL — Two policemen were killed and at least 20 people were wounded Monday when an apparent suicide bomber set off a powerful explosion in Istanbul's busy Taksim Square district.

Witnesses said that a woman approached a group of police officers standing near an armored police vehicle and detonated explosives wrapped around her body.

The bomber was killed along with the two police officers.

Several other police officers were among the wounded, all of whom were rushed to nearby hospitals in private cars and ambulances.

The police said an Australian tourist lost an arm.

No one immediately claimed responsibility for the bombing. The Turkish authorities said that there were indications the blast had been the work of a

leftist group, but they did not identify any organization specifically.

A Western diplomat said the Turkish police suspected the explosion was linked to a Marxist organization called Revolutionary People's Liberation Army-Front, which has been linked to assassinations of Turkish officials and attacks on U.S. military and diplomatic missions in the past.

The diplomat said the explosion might have been related to a 10-month hunger strike against conditions in Turkish prisons. Most of the hunger strikers are members of the Marxist group.

The 33d victim died Friday in Istanbul.

Prison inmates started the hunger strike last year to protest plans to move them to new prisons with single-person and three-person cells. Most Turkish prisons house inmates in large dormitories.

The blast occurred at 5:37 p.m. in the heart of one of the city's main shopping and tourist districts. Office workers were

heading home for the day. The explosion scattered body parts across a wide area in front of the armored police vehicle. Several people staggered away from the scene with wounds.

Elif Tokman was at her desk in a bank across the street when she heard the blast and ran to the window. "I saw someone lying on the ground in full blood," she said. "Blood was everywhere. It was horrible."

Dozens of emergency vehicles descended on the bomb scene, followed by

senior security officials. The area was cordoned off. Technicians combed through the scene under the guard of heavily armed policemen.

The explosion occurred about 200 meters from the German consulate.

Armored police vehicles are not uncommon Istanbul streets. The one that was attacked had been deployed there as a security measure for several weeks.

Earlier this year, the police chief in the southeastern city of Diyarbakir and five of his bodyguards were killed in an attack blamed on another leftist group.

Late last year two policemen were killed in an ambush in Istanbul that was also blamed on leftists.

Attentats anti-américains: "fruit des crimes américains" (Bagdad)



BAGDAD, 12 sept (AFP) -L'Irak a estimé que les attentats perpétrés mardi à New York et Washington sont "le fruit des crimes américains commis contre l'humanité", dans un commentaire diffusé par la télévision d'Etat irakienne.

"Les cow-boys américains récoltent les fruits de leurs crimes commis contre l'humanité et (ces attentats) sont une gifle douloureuse donnée aux politiciens américains", a estimé le commentateur de la télévision.

Les Etats-Unis et l'Irak sont des ennemis jurés depuis la guerre du Golfe, en 1991, lorsqu'une coalition multinationale dirigée par Washington avait bouté les troupes irakiennes du Koweït après sept mois d'occupation.

"C'est un jour noir dans l'histoire des Etats-Unis, qui goûtent la pire des défaites pour leurs crimes et leur mépris à l'égard de la volonté des peuples qui aspirent à une vie libre et honnête", a poursuivi la télévision irakienne.

Le commentateur irakien a estimé que "les explosions dans les centres du pouvoir des Etats-Unis, notamment le Pentagone, constituent une gifle douloureuse donnée aux politiciens américains pour les amener à mettre fin à leur hégémonie illégitime et à leurs tentatives d'imposer leur protectorat aux peuples".

"Ce n'est pas une coïncidence de voir le World Trade Center (à New York) détruit dans une attaque suicide, impliquant deux avions qui ont réussi à franchir les barrières de sécurité pour exécuter l'opération du siècle et exprimer le rejet de la politique téméraire américaine", a ajouté la télévision d'Etat.

"La destruction des centres de pouvoir américain est la destruction de la politique américaine qui a dévié des valeurs humaines pour se ranger du côté du monde sioniste, continuer à massacrer le peuple palestinien et appliquer les plans américains pour dominer le monde sous la couverture du soit disant +nouvel ordre mondial+", a poursuivi la télévision.

"C'est le fruit du nouvel ordre américain", a conclu la télévision.

Les Etats-Unis accusent l'Irak de constituer une menace croissante pour les pays de la région.

Dimanche, secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld avait assuré que l'Irak devenait une menace de plus en plus dangereuse, son régime persistant dans le développement d'armes de destruction massive sans surveillance internationale.

Bagdad accuse systématiquement Washington et Londres, dont les avions effectuent presque quotidiennement des raids sur l'Irak, d'"inventer de tels prétextes" pour perpétuer l'embargo, qui lui est imposé par l'ONU depuis son invasion du Koweït en 1990.

Ocalan rejette les accusations dans un second procès à son encontre



ANKARA, 13 sept (AFP) - 15h27 - Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan a rejeté en bloc les accusations portées contre lui au cours d'un second procès à son encontre à Ankara, dans sa défense communiquée au tribunal, rapporte jeudi l'agence Anatolie.

"Je n'ai jamais tué personne, je n'ai jamais participé à un tel crime, je n'ai pas volé", a-t-il déclaré à des procureurs, assisté de ses avocats, sur l'île d'Imrali, en mer de Marmara (ouest), où il est détenu, précise l'agence.

Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), 52 ans, et cent de ses proches – son ex-épouse Kesire, ses adjoints Cemil Bayik et Murat Karayilan notamment – sont jugés par une Cour de sûreté de l'Etat, la plupart par contumace, pour des faits antérieurs au coup d'Etat militaire de septembre.

Le vaste dossier comprend plusieurs chefs d'accusation, dont "activités séparatistes", pour lequel les accusés risquent la peine de mort.

"Je n'ai pris part à aucun des actes figurant dans l'acte d'accusation, mais je reconnais avoir fondé et

dirigé l'organisation (ndlr: le PKK) Nous avons à l'époque des activités purement théoriques", a dit notamment le chef rebelle.

Il affirme en outre que des membres de son organisation ont tué des enfants dans des villages qu'ils ont attaqués en dépit de son opposition. "J'étais en désaccord avec l'organisation à ce sujet. Il m'est impossible d'accepter ces choses-là", dit Ocalan, selon Anatolie.

Le président de la Cour a ajourné le procès, qui s'est ouvert en 1999, à une date ultérieure dans l'attente de nouveaux documents dans l'affaire.

Ocalan est détenu à Imrali depuis sa condamnation à mort, le 29 juin 1999, pour trahison et séparatisme pour les 15 ans de lutte armée de son organisation en faveur de la création d'un Etat kurde dans le Sud-Est à majorité kurde du pays.

Son exécution a été suspendue en janvier 2000 par Ankara dans l'attente d'une décision de la Cour européenne des droits de l'homme.

Le PKK a été fondé en 1978 et a lancé en 1984 sa rébellion armée, qui a fait quelque 36.500 victimes jusqu'à la capture d'Ocalan en février 1999 et l'annonce du dépôt des armes par le PKK, en septembre de la même année.

DECLARATION COMMUNE DES BUREAUX POLITIQUES DU PUK ET DU KDP CONCERNANT LES RECENTES ATTAQUES TERRORISTES CONTRE DES OBJECTIFS AMERICAINS

Salahuddien, Kurdistan d'Iraq
15 septembre 2001

Les bureaux politiques du KDP (Kurdistan Democratic Party) et du PUK (Patriotic Union of Kurdistan) se sont rencontrés aujourd'hui pour discuter des récents développements survenus aux Etats Unis à la suite de la tragédie du 11 septembre 2001. Les deux partis ont analysé la situation et ses conséquences pour la région. Ils sont tombé accord sur les points suivants :

1. Les deux partis condamnent le terrorisme sous toutes ses formes, sur le plan international aussi bien que national. Ils condamnent avec force les récentes attaques terroristes, qui sont une atteinte à l'humanité et à la civilisation. Ils expriment leur condoléance et leurs sentiments de profonde tristesse aux familles des victimes et au peuple américain tout entier. Les deux partis rappellent que, malgré toute la souffrance et toute l'oppression dont le peuple kurde a été victime et qui peuvent être considérées comme relevant d'actes de génocide, le mouvement de libération kurde n'a jamais eu recours au terrorisme, mais qu'il a toujours fait usage de méthodes démocratiques dans sa lutte pour la liberté, la démocratie et les droits légitimes du peuple.
2. Les deux partis sont d'accord pour étendre et renforcer la collaboration bilatérale et pour adopter une position commune impliquant également toutes les autres forces politiques dans la région kurde. Ils mettent l'accent sur la nécessité d'entretenir les relations réciproques, de serrer les rangs et d'adopter une position commune en ce qui concerne tous les développements prévus, afin de préserver les droits du peuple au Kurdistan d'Iraq, notamment en accélérant le rythme du processus de paix et en adoptant une position commune par rapport à toutes sortes d'actions terroristes et subversives au Kurdistan d'Iraq.

Pour Téhéran, Washington n'est plus le Grand Satan



Des religieux iraniens prient hier à la mémoire des victimes américaines. L'Iran tente de se rapprocher des Etats-Unis, les deux pays ayant dans la région un certain nombre d'ennemis communs. (Photo Behrouz Mehri/AFP.)

LE FIGARO SAMEDI 15 - DIMANCHE 16 SEPTEMBRE 2001

Serge Michel

Une prière du vendredi à Téhéran qui se termine sans que la foule crie « *Mort à l'Amérique* », cela ne s'était pas entendu depuis la révolution. Deux cents jeunes qui manifestent, bougie en main, leur solidarité avec les victimes américaines des attentats devant un escadron de policiers également attristés, c'est tout aussi inouï. Le drame américain laisse l'Iran perplexé et pourrait changer radicalement les relations entre les deux pays, voire bouleverser les alliances régionales.

Le premier à réagir, au soir du drame, fut le président réformateur Mohammad Khatami. Il a témoigné sa « *profonde sympathie* » au peuple américain tout en souhaitant

que le monde s'unisse pour lutter contre le terrorisme. Mais s'adresser au « *peuple américain* » en ignorant ses dirigeants, voilà une tournure rhétorique déjà utilisée depuis quatre ans par le président. Pour l'occasion, il fallait aller plus loin.

« *La nation iranienne, parce qu'elle a été la cible du terrorisme* (allusion aux attentats des Moudjahidine du Peuple) *comprend ce que la nation américaine ressent ces jours* », a déclaré dans la presse locale Jamileh Kadivar, députée réformatrice au Parlement. « *Cela rapproche les deux peuples. J'espère que cela conduira aussi à une amélioration des relations entre l'Iran et les Etats-Unis.* »

Le mot est lâché. Le sentiment qui domine donc chez les

analystes est qu'il y a là, à la fois pour les Iraniens et les Américains, un coup à jouer.

Car au-delà des querelles ayant suivi la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran en 1979 et la rupture des relations diplomatiques, les deux pays ont dans la région un certain nombre d'ennemis communs qui en font des « *alliés naturels* ». Il y a l'Irak, qui a livré entre 1980 et 1988 une guerre dévastatrice contre l'Iran avant de récidiver en envahissant le Koweït en 1990. Il y a surtout les talibans, extrémistes sunnites et à ce titre ennemis jurés de l'Iran chiïte, qui soutient militairement les forces du commandant Massoud.

Du côté américain, l'intérêt semble évident. Confronté à un « *bloc hostile* » de Bagdad à Kaboul, Washington a besoin

d'un nouvel allié. Le Pakistan, sur lequel les Etats-Unis ont misé depuis l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique en 1979, se révèle ambigu et se fait lui-même peu à peu « *talibaniser* » par des groupes islamistes.

La dernière année de son mandat, l'ancien président américain Bill Clinton s'était d'ailleurs employé à séduire Téhéran, accumulant pêle-mêle lettre personnelle et secrète au président Khatami, regrets historiques d'avoir interféré dans la politique iranienne avec le coup d'Etat de 1953 et mesures d'allègement de l'embargo économique. Ces efforts étaient restés vains, sans doute en raison de l'incapacité iranienne d'y répondre. Comme un rapprochement avec les Etats-Unis garantirait une immense et durable popu-

larité, les deux factions iraniennes qui se disputent le pouvoir s'empêchent mutuellement de faire un pas dans cette direction.

L'administration Bush s'est montrée sur l'Iran moins fougueuse que la précédente, se contentant de reconduire en août les sanctions dites d'Amato, punissant théoriquement les compagnies pétrolières investissant en Iran. Mais dans les années 80, c'est une autre administration républicaine, celle de Ronald Reagan, qui a organisé la fourni-

ture d'armes à l'Iran durant la guerre contre l'Irak, avant que ces transactions, qui passaient par Israël, n'éclatent au grand jour sous le nom d'Irangate.

L'enquête sur les attentats de mardi à New York et Washington pourrait ainsi fournir un prétexte spectaculaire à un éventuel rapprochement entre l'Iran et les Etats-Unis. Sur l'Afghanistan voisin, Téhéran dispose d'un réseau exceptionnel d'informations. D'innombrables seigneurs de guerre afghans, les fameux moudjahidine, que soutenait Washing-

ton lorsqu'ils luttèrent contre les Soviétiques, se trouvent désormais en Iran. Et parmi les dizaines de milliers de réfugiés afghans qui passent chaque année la frontière iranienne, il en est beaucoup qui ont des témoignages de première main à offrir sur le régime taliban.

Du côté iranien, l'intérêt d'un rapprochement avec les Etats-Unis est aussi évident. Le pays, malgré un discours officiel toujours très sûr de lui, souffre de son isolement. Il y a l'économie léthargique, qui a cruellement besoin des inves-

tisseurs que retiennent les mauvaises relations entre Téhéran et Washington. Parmi eux, ce million de prospères exilés iraniens en Californie, qui attendent un rétablissement des relations avant d'investir le premier dollar dans leur pays d'origine. Mais il y a aussi les dossiers régionaux. L'Iran se trouve bien seul, au moment, par exemple, de partager avec les autres riverains les ressources de la Caspienne.

Saddam Hussein, fausse note du monde arabe

Claude Lorieux

Les Arabes aiment l'Irak plus qu'ils n'admirent Saddam Hussein. Ils regrettent l'effacement diplomatique de Bagdad davantage que la faiblesse du président irakien.

Dans ce contexte, les dernières vaticinations du maître de Bagdad et les tirades anti-américaines des éditorialistes irakiens n'ont pas forcément l'impact qu'elles auraient eu il y a dix ans, quand « Saddam » bravait la formidable coalition des alliés de l'Amérique.

Contrairement aux dirigeants iraniens, qui ont condamné les attentats de New York et même toléré de discrètes manifestations de deuil, les autorités irakiennes ont mis en exergue « la leçon » que les terroristes ont infligé à l'« arrogante » Amé-

rique. « La grande puissance qui a semé la terreur dans le monde a été terrifiée, affolée, humiliée », claironne le journal *Al Irak*. Recevant Habib Ben Yahia, le ministre tunisien des Affaires étrangères, le président donne une leçon aux Etats arabes : « Ceux qui sont liés aux Etats-Unis risquent de tomber dans le même piège que les alliés de l'URSS quand ce pays s'est effondré. »

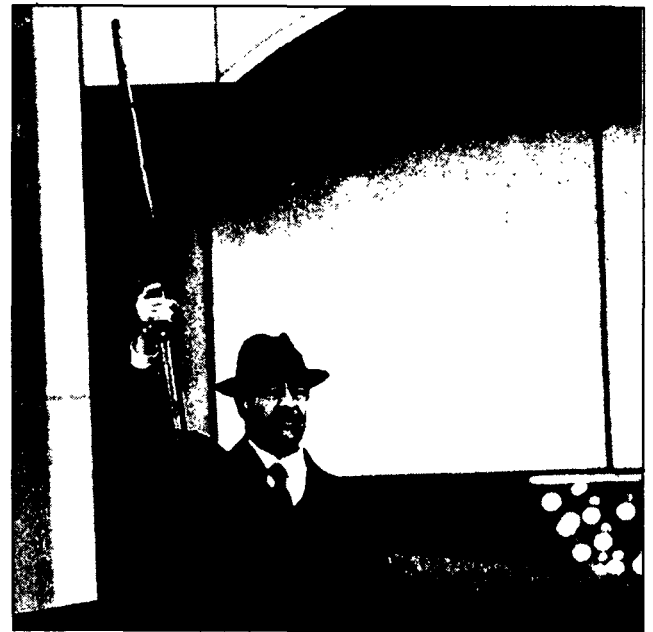
Deux remarques : après le

drame de Manhattan, les régimes arabes, de l'Egypte à l'Arabie Saoudite, n'ont pas forcément envie de ses conseils. Quant à leurs populations, elles ne prêtent sans doute plus la même attention aux gesticulations verbales d'un rais qui rêvait d'être le Saladin du XX^e siècle. Que son portrait apparaisse encore lors de manifestations palestiniennes ne doit pas faire illusion.

« Il n'a jamais eu grand prestige en tant que personne mais comme président de l'Irak », témoigne un observateur de la scène libano-palestinienne. Et puis, il n'est plus « seul » à occuper la scène du nationalisme arabe. Avec l'intifada et grâce aux méthodes d'Ariel Sharon, Yasser Arafat a regagné son prestige d'avant les accords d'Oslo.

Reste que l'« Irak de Saddam Hussein » (les deux restant indissociables malgré dix ans d'embargo) a fait son retour sur l'échiquier du Proche-Orient. L'action de ses ministres a marqué les récents sommets arabes du Caire et d'Amman. Il est sorti vainqueur du sommet islamique du Qatar, en novembre dernier. Les 56 Etats membres ont dénoncé les zones d'exclusion aérienne et autorisé les vols civils en direction de Bagdad.

L'Irak est l'arrière-pensée économique naturelle des pays du



Les Arabes regrettent plus l'effacement diplomatique de Bagdad que l'affaiblissement de Saddam Hussein. (Photo Mohammed/AP.)

Levant. Cette réalité a pesé sur la décision du président Bachar el Assad de surmonter un contentieux hérité de son père Hafez el Assad, qui se trouva deux fois dans le camp des ennemis de Saddam Hussein, lors de la guerre Irak-Iran et lors de la guerre du Golfe. Pas plus que la Jordanie et la Turquie, la Syrie ne peut se passer du pétrole irakien.

Cette consolidation des rangs arabes a ses limites. S'il envoya son premier ministre, Mohammad Miro, à Bagdad, le président Bachar el Assad se rendit personnellement au Koweït, un Etat qu'en janvier dernier Oudai, le fils aîné de Saddam Hussein, recommandait encore d'inclure sur la carte du « Grand Irak ». La méfiance persiste.

Les partis kurdes irakiens condamnent les attentats aux Etats-Unis



DUBAI, 17 sept (AFP) - 15h46 - Les deux principaux partis kurdes irakiens ont condamné les attentats du 11 septembre à New York et Washington, rappelant leur opposition au recours au terrorisme, indique un communiqué diffusé lundi.

Lors d'une réunion conjointe de leurs bureaux politiques à Saleheddine, dans le nord de l'Irak, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) "ont vigoureusement condamné les attentats terroristes contre des objectifs civils et présenté leurs condoléances aux familles des victimes et au peuple américain", selon un communiqué du PDK parvenu à l'AFP à Dubaï.

Le texte souligne que "malgré la répression, qui a atteint un degré d'extermination, dont est victime le peuple kurde, le mouvement de libération kurde n'a pas eu recours au terrorisme mais aux moyens démocratiques et campagnes populaires dans sa lutte pour réaliser ses droits nationaux légitimes".

Le PDK et l'UPK se disputent le contrôle du nord de l'Irak, qui échappe totalement à Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

Le Kurdistan irakien s'était soulevé contre le régime au pouvoir à Bagdad dans la foulée de la défaite de ce régime en 1991.

Trois avions de ligne ont été détournés le 11 septembre par des kamikazes qui les ont fait s'écraser dans les tours jumelles du World Trade Center à New York et sur le Pentagone à Washington. Un quatrième appareil s'est écrasé en Pennsylvanie.

Ces attaques ont fait des milliers de victimes, selon les responsables américains.

42 clandestins Afghans et Kurdes irakiens arrêtés à Chios et Samos (est)



ATHENES, 17 sept (AFP) - 17h10 - Les autorités maritimes grecques ont arrêté lundi 23 immigrants clandestins Afghans près de Chios et 19 Kurdes irakiens près de Samos, à l'est de la Mer Egée, a indiqué le ministère de la Marine marchande.

Les immigrants Afghans provenaient de Cesme en Turquie, très proche des côtes orientales de Chios.

Ils sont parvenus dans la région d'Agios Ermionis à bord de canots gonflables qu'ils ont ensuite détruits et jetés à la mer, a indiqué un communiqué du ministère.

Dans la région Vathéos de Samos, les garde-côtes ont arrêté 19 clandestins Kurdes irakiens -12 hommes, quatre femmes et trois enfants- qui ont été transportés sur l'île à bord d'une vedette rapide turque. Le pilote de la vedette a pris la fuite vers les côtes turques, a par ailleurs indiqué le ministère.

Les clandestins, qui doivent être déférés devant un procureur de Samos, ont indiqués que de nombreux compatriotes attendaient sur la côte turque de passer en Grèce.

Les autorités grecques ont renforcé leurs mesures de protection des frontières maritimes après les derniers événements survenus aux Etats-Unis, a précisé le ministère.

Trois rebelles kurdes tués dans l'est de la Turquie



DIYARBAKIR (Turquie), 19 sept (AFP) - 17h12 - Trois rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués lors d'affrontements dans l'est du pays et d'importantes caches d'armes ont été découvertes dans diverses opérations, a-t-on indiqué mercredi de source officielle.

Les rebelles ont été tués dans un affrontement qui s'est produit dans la province de Tunceli, précise un communiqué des autorités responsables de l'état d'urgence à Diyarbakir.

De nombreuses armes, dont des lance-roquettes, ont été découvertes dans plusieurs caches, ajoute le document.

Le PKK a mené pendant quinze ans une lutte armée contre l'Etat turc pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie.

Mais il a annoncé l'arrêt des combats et son retrait de Turquie en 1999, à l'appel de son chef Abdullah Ocalan, condamné à mort pour trahison et séparatisme.

Depuis, les affrontements dans la région, qui ont fait quelque 36.500 morts, selon un bilan officiel, ont considérablement diminué.

Mais l'armée a rejeté les appels à la paix du PKK et a juré de poursuivre les rebelles jusqu'au dernier. La plupart se sont réfugiés dans le nord de l'Irak contrôlé par deux factions kurdes irakiennes.

SYRIE

"Avec Bachar el-Assad, la nature répressive du régime reste inchangée"

Le journaliste Nizar Nayyuf, devenu l'emblème de la lutte pour la démocratie en Syrie, est actuellement soigné en France, après avoir passé neuf ans dans les geôles syriennes. Il attribue la responsabilité des tortures et des meurtres de détenus à des proches du défunt président Hafez el-Assad.

LA REPUBBLICA (extraits)
Rome

NIZAR NAYYUUF Le jour de mon arrestation, le 2 janvier 1992, j'étais sur le point de publier la vérité sur le versant le plus atroce du régime syrien : des dizaines de milliers de civils et de prisonniers politiques massacrés et jetés dans des fosses communes. J'avais recueilli des informations détaillées sur les massacres qui ont lieu quotidiennement dans la prison militaire de Palmyre [au centre de la Syrie] et sur les corps jetés dans la fosse commune toute proche. Nous avons estimé qu'entre 13 000 et 17 000 corps y ont été ensevelis. **Vous parlez de la découverte de crânes écrasés dans les fosses communes de la prison de Palmyre. Connaissez-vous les causes de cet acte ?**

Dans la prison militaire de Palmyre, où j'ai été incarcéré, l'une des pratiques les plus courantes consiste à lancer, du haut des bâtiments, des blocs de ciment sur les détenus qui prennent l'air dans la cour. Les malheureux qui sont touchés meurent sur l'instant, le crâne broyé. Mais la grande majorité des corps jetés dans les fosses communes sont ceux des détenus qui succombent jour après jour à la torture.

Existe-t-il d'autres fosses communes en Syrie ?

Outre Palmyre, nous en avons localisé plusieurs autres : à Hama, à la périphérie d'Alep, près du village de Jdaidet, au cimetière Dahdah de Damas et d'autres encore dans le nord-ouest du pays, où ont été jetés les corps de centaines de civils assassinés par les forces d'élite du régime. Mais, en ce moment, les services de sécurité syriens cherchent à effacer les traces des fosses communes en transférant les corps dans des zones reculées et secrètes dans le désert. C'est précisément le jour où ils m'ont autorisé à partir pour la France, entre le 15 et le 16 juillet dernier, qu'ils ont envoyé à Palmyre des pelleteuses et des camions pour mener à bien cette entreprise.

Qui sont les responsables des tortures, des meurtres et des mas-



◀ Nizar Nayyuf, le 15 juillet 2001, à l'aéroport d'Orly.

■ Libéralisation ?

Les autorités syriennes prévoient la fermeture de la tristement célèbre prison de Palmyre, annonce L'Orient-Le Jour. Pourtant, les signaux envoyés par Damas depuis un mois contredisent cette information. Huit nouveaux opposants au régime ont été incarcérés, dont les députés Mamoun al-Homsal

et Riad Seif, ainsi que le vieux dirigeant communiste Riad Turk. La presse de Damas les accuse de salir "l'image immaculée des grandes réalisations syriennes"... Par ailleurs, 216 intellectuels syriens viennent de signer une pétition réclamant la libération des prisonniers politiques.

sacres des détenus ? A qui incombe la responsabilité des fosses communes ?

Ce sont les plus éminents dirigeants des services secrets militaires, bras droit du régime d'Hafez el-Assad. Le général Ali Douba, qui a dirigé la vie politique intérieure syrienne de 1974 à janvier 2000, et le général Hassan Khalil, l'actuel chef des services secrets militaires, ont personnellement dirigé mon interrogatoire, puis ma torture. Le général Douba, l'homme sans visage du régime - aucune photo de lui n'a jamais circulé -, exigeait que je signe de fausses allégations contre un groupe de personnalités et d'intellectuels qu'on voulait accuser d'avoir développé des liens avec un Etat étranger. Après qu'ils eurent commencé à me torturer sur une "chaise allemande" [une espèce de plateforme métallique qui plie la colonne vertébrale jusqu'à ce qu'elle se brise], je me suis évanoui et j'ai été transféré à l'hôpital militaire. Quand je me suis réveillé, j'étais à moitié paralysé des membres supérieurs et inférieurs.

Que comptez-vous faire à présent ?

Le 12 mars 2000, j'ai mis en cause les généraux Ali Douba, Hassan Khalil et quinze autres membres

des services secrets militaires pour leur pratique de la torture. C'est la première fois de toute l'histoire syrienne moderne qu'une telle action est intentée contre le sommet des services secrets militaires. Mais ça ne s'arrête pas là. Je retournerai en Syrie après m'être fait soigner ici, en France, et je commencerai une grève de la faim jusqu'à ce qu'on me rende mes droits civiques et politiques.

L'arrivée du jeune président Bachar el-Assad a-t-elle changé quelque chose ?

Après son arrivée au pouvoir, il y a eu un léger changement. Le problème, c'est qu'il n'a pas de programme de réformes démocratiques pour le pays et qu'il se contente d'interventions qui ressemblent à une opération de chirurgie esthétique, tandis que la nature répressive du régime reste inchangée. Les quelque 600 prisonniers politiques qui ont été relaxés avaient en fait purgé leur peine ; il reste encore 1 700 prisonniers politiques dans les geôles.

Propos recueillis par Magdi Allam

DU 13 AU 19 SEPTEMBRE 2001



Téhéran se découvre des intérêts communs avec Washington

L'Iran ferme sa frontière avec l'Afghanistan

DES RELATIONS conflictuelles avec les talibans, le trafic de drogue, un flux quasi incontrôlable de réfugiés afghans, le souci de se blanchir de toute accusation de terroris-

ANALYSE

Malgré les convergences actuelles, le chemin d'une réconciliation est encore long

me et le souhait d'une amélioration de ses relations avec les Etats-Unis - même si ce n'est pas à n'importe quel prix : tous les éléments sont réunis pour que la République islamique d'Iran se range « dans le bon camp » dans l'affaire des attentats anti-américains. D'où la modération de la réaction de Téhéran.

Cela ne veut pas dire pour autant que l'Iran pourrait s'associer, les yeux fermés, à une coalition multinationale anti-talibans et anti-Oussama Ben Laden. Entre la position de principe et un brusque retournement de situation, qui fait coïncider les intérêts américains et iraniens d'une part, et une réconciliation inconditionnelle irano-américaine d'autre part, le chemin est néanmoins encore long, et aucune des deux parties n'est encore disposée à le parcourir.

Vendredi 14 septembre, l'Amérique n'a pas été vouée aux gémonies dans les prêches des mosquées à Téhéran. La veille, la police avait fermé l'œil sur un rassemblement de jeunes, cierges à la main, sur une place de Téhéran, en mémoire des victimes de New York et Washington. Quelques heures plus tôt, une minute de silence avait été observée au stade Azadi avant le match Iran-Bahreïn comptant pour les qualifications pour la Coupe du monde de football. Le président réformateur Mohammad Khatami avait lui-même donné le « la » quelques heures après le drame, en condamnant les attentats et en présentant ses condoléances au peuple américain.

LES « EXCÈS » DES TALIBANS

Les raisons qui opposent le régime iranien aux maîtres de l'Afghanistan et à leur hôte d'origine saoudienne sont nombreuses. Ce n'est pas tant le sunnisme des talibans qui en fait les ennemis de l'Iran chiite. Après tout, Téhéran a réussi ces dernières années à améliorer ses relations avec les monarchies arabes voisines du Golfe, toutes sunnites. Ce sont ses intérêts géopolitiques et stratégiques qui ont dressé la République islamique contre les « étudiants en religion » afghans.

L'Iran partage avec l'Afghanistan 900 kilomètres de frontières difficilement contrôlables - elles ont été fermées samedi - et perméables à toutes les influences, d'autant qu'il existe des liens tribaux et ethniques entre les populations iraniennes des régions frontalières et

d'autres afghanes et pakistanaises, rappelle Farhad Khosrokhavar, directeur de recherches à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). L'Iran craint une influence indirecte talibane sur sa minorité sunnite, non pas tant sous la forme d'une vague d'extrémisme religieux à la manière talibane, mais plutôt sous la forme d'un encouragement à la contestation, par les Iraniens sunnites, de la volonté centralisatrice du pouvoir de Téhéran, ajoute ce spécialiste de l'Iran.

Dès la prise du pouvoir à Kaboul par les talibans, l'Iran a dénoncé les excès auxquels ils se sont livrés au nom de la religion, qui reflètent un cliché « défiguré » de l'islam - selon Téhéran. Les autorités iraniennes ne se sont pas non plus privées de rappeler que les talibans ont été soutenus par les Etats-Unis qui les accablent, elles, d'invectives pour leur prétendu rigorisme islamiste. Elles réclament depuis des années une lutte contre le trafic de drogue à la racine, c'est-à-dire, entre autres, chez le voisin afghan. Et, dans le conflit qui oppose les

talibans à l'opposition afghane, elles soutiennent cette dernière, en particulier le Hezb-i-Wahdat chiite.

UN MILLION ET DEMI DE RÉFUGIÉS

L'Iran a par ailleurs toujours affirmé que la solution au problème afghan passe par la formation d'un gouvernement largement représentatif de tous les groupes ethniques du pays. La chute, en août 1998, de la ville de Mazar-i-Sharif, principal bastion de l'opposition et du Hezb-i-Wahdat, n'a fait que creuser les divergences entre Téhéran et Kaboul, d'autant qu'une dizaine de diplomates qui se trouvaient alors dans la ville avaient été tués.

Cette affaire a entraîné une forte **broutille entre l'Iran et le Pakistan** qui, sollicité pour la libération des diplomates iraniens, n'a rien fait ou rien pu faire pour satisfaire cette demande. La perpétuation du conflit interafghan a enfin poussé vers le territoire iranien plus d'un million et demi de réfugiés, dont Téhéran n'arrive plus à supporter le fardeau et qu'il souhaite voir rentrer chez eux.

Amorcé avec l'arrivée au pouvoir du président Mohammad Khatami en 1997, l'apaisement irano-américain n'a pas franchement évolué en cinq ans. Les Etats-Unis ont, tout récemment encore, reconduit les sanctions imposées à l'Iran depuis 1995 et le maintiennent sur la liste des pays soutenant le terrorisme, même si Washington n'y est plus - depuis longtemps déjà - qualifié de « Grand Satan » et si le débat intérieur dans le pays est engagé sur les conditions d'une réconciliation avec l'Amérique. Il n'y a donc pas de miracle à attendre de la convergence d'intérêts actuelle. Une hirondelle ne fait pas le printemps.

Mouna Naïm

TURQUIE

L'honneur perdu de la livre turque

En une année, la livre turque a perdu 55 % de sa valeur face au billet vert. Du coup, les campagnes nationales de soutien à la monnaie nationale paraissent bien dérisoires...

MILLIYET
Istanbul

L'autre soir, j'attendais à un feu rouge dans ma voiture quand mon regard fut attiré par une pancarte. On pouvait y lire : "La monnaie nationale est ton honneur. Protège-la !" Et puis une autre un peu plus loin : "La monnaie nationale est le symbole de notre indépendance. Quel bonheur pour celui qui se sert de la livre turque !..." Je me suis tout de suite senti submergé de bonheur, moi, salarié rémunéré en livres turques, mais qui doit régler son loyer en dollars !... J'étais fier, j'en avais presque les larmes aux yeux...

Au même moment, j'écoutais les informations de la BBC. La radio britannique nous apprenait que le président de la Banque centrale européenne (BCE) avait présenté les billets de banque de la nouvelle monnaie, qui doit entrer en vigueur au début de l'année 2002. "Dans quatre mois, douze membres de l'Union européenne abandonneront leurs monnaies nationales pour passer aux transactions en euros." Les Européens qui se rendront aux guichets automatiques au début de l'année prochaine pourront donc retirer de l'argent en euros. Les distributeurs de billets de train dans les gares ou dans les stations de métro ne fonctionneront qu'avec des euros. Les virements bancaires entre ces douze pays s'effectueront également en euros. Les touristes n'auront plus à changer des devises dans chaque pays différent. On ne pourra plus faire des profits en vendant et en achetant des devises.

Moi, je soutiens du fond du cœur la campagne pour la livre turque. J'ai hâte d'accrocher l'affiche qui proclame fièrement "La livre turque est notre honneur" sur le chantier de mon futur logement, où je ne peux toujours pas emménager. Je la porterai à l'attention de mon cher promoteur immobilier qui ne termine pas les travaux car le prix convenu sur la base du dollar se trouve doublé à chaque fois juste au moment où je crois avoir réuni son équivalent en livres turques (à cause de la dépréciation rapide de celle-ci). Mais j'ai peur qu'il me réplique par une phrase du style : "La livre turque est notre honneur, mais le dollar est ce qu'il y a sur votre facture."

J'avais déjà fait l'expérience d'une

► Dessin paru dans
The Economist,
Londres.

■ Bourse

Les attentats antiméricains n'ont pas seulement entraîné la fermeture de Wall Street à New York : la Bourse d'Istanbul a dû, elle aussi, fermer ses portes pour prévenir tout mouvement de panique sur les marchés, rapporte le *Turkish Daily News*. Ces précautions n'ont pas empêché une chute de plus de 25 % lors de la réouverture de la Bourse, le 17 septembre. Depuis dix ans, la Turquie a perdu environ 35 milliards de dollars à cause de la guerre du Golfe, en 1991. A présent, plusieurs voix réclament une aide financière préalable, au cas où la Turquie devrait être impliquée dans une guerre contre le terrorisme.

telle amertume, il n'y a pas longtemps, lorsque j'apprenais le calcul à mon fils : j'ai sorti de ma poche un billet de 1 million de livres turques [0,82 euro] pour lui expliquer combien de zéros contenait ce chiffre. Mais il a tourné la tête en riant : "Enfin, papa ! On n'a même pas un paquet de chewing-gums avec ce billet..." Y a-t-il une seule monnaie nationale sur la Terre, hormis la livre turque, pour laquelle il faille un million cinq cent mille unités pour obtenir un dollar ? Et si cette monnaie a perdu 55 % de sa valeur par rapport au billet vert en une seule année, si les touristes étrangers les plus fauchés peuvent venir passer des vacances à Antalya [la Riviera turque] avec seulement



250 dollars, alors qu'une famille turque ne pourra jamais se les payer avec un mois de salaire en livres, et si, dans ce pays qui vit la crise la plus grave de son histoire, le gouvernement prélève une taxe en dollars sur chaque citoyen qui se rend à l'étranger, comment peut-on sauver le prestige de la monnaie nationale avec des slogans vantant "le bonheur d'utiliser la livre turque" ?

Pour "protéger la livre turque", on n'a rien trouvé de mieux que de demander aux imams d'inciter les gens, dans leurs prêches du vendredi, à "utiliser la monnaie nationale". Un gouvernement qui cherche l'honneur des jeunes filles entre leurs jambes [voir CI n° 561, du 2 août 2001] et l'honneur de l'économie dans des billets de banque nationaux ne peut évidemment pas comprendre que l'honneur et le prestige véritables passent par une monnaie avec un réel pouvoir d'achat, par une industrie qui produit, par des politiciens intègres et par un Etat capable de donner aux citoyens une éducation, des services de santé et une sécurité sociale ? Ne serait-il pas mieux pour nous de réciter la prière des morts pour ces billets que de commander des prêches du vendredi à leur gloire ?

Can Dunder

IRAK

Un écrivain est né : Saddam Hussein

Un roman attribué au président irakien est devenu l'événement culturel majeur à Bagdad.

THE INDEPENDENT

Londres

D'abord le livre, puis la série télévisée et maintenant la comédie musicale. Où s'arrêtera donc la créativité débordante du président irakien ? Ce ne sont pas les journalistes étrangers qui vont s'en plaindre. Vous avez peut-être entendu parler de ce roman à clé : *Zabiba wal Malik* (Zabiba et le roi) ? Il raconte l'histoire de la belle Zabiba (toutes les femmes), de son mari cruel (l'Occident satanique) et du roi réservé et mal dans sa peau (le président irakien). Se-

lon les agents de la CIA qui ont longuement étudié le livre, l'interprétation de cette allégorie est plutôt chose aisée : Zabiba est violée le 17 janvier 1991, le jour où les alliés de la guerre

du Golfe lancent leur attaque sur l'Irak. Le bon roi la sauve et meurt au service de son pays. Il avait eu le temps de lui ouvrir son cœur, lui confiant ses doutes sur sa manière de gouverner. "Le peuple a-t-il besoin d'un leader sévère ?" lui demande-t-il. "Oui votre Majesté, lui répond-elle. Le peuple a besoin de mesures sévères afin de se sentir protégé par cette sévérité."

Plus tard, on apprit que le livre allait être adapté pour la télévision. Ce feuilleton en vingt épisodes sera sans aucun doute diffusé dans son intégralité, comme la saga sur la guerre du Golfe montrée à la télévision vingt-quatre heures d'affilée. Récemment, le rez-de-chaussée du ministère de l'Information (où se retrouve la poignée de correspondants étrangers en mission à Bagdad) a laissé filtrer cette

information : *Zabiba wal Malik* va devenir une comédie musicale [la fille de Saddam Hussein devrait tenir le rôle de Zabiba], et les répétitions ont déjà commencé au Théâtre national irakien.

Prenez l'un des escalators bondés jusqu'au cinquième étage du ministère, et déjà l'idée que le Président doit avoir des aspirations culturelles semble moins étrange. Dans un couloir est installée une table couverte de livres, tous du même auteur. Les titres annoncent la couleur : *Femme et révolution en Irak*, par Saddam Hussein ; *Il faut se battre contre les Perses*, par Saddam Hussein ; et, mon préféré, *Une ou deux tranchées ?* - discours des plus charmant sur "l'expérience révolutionnaire" et sur les méthodes à utiliser pour écraser les Kurdes. On voudrait nous faire croire que derrière

QOUSAI HUSSEIN

Sera-t-il le successeur de Saddam ?



Saddam Hussein, qui aime à se comparer à Nabuchodonosor, va-t-il installer un pouvoir dynastique en Irak ?", s'interroge le *Financial Times*. Le dictateur irakien aurait décidé d'of-

frir le trône à Qousai, son plus jeune fils. Agé de 35 ans, Qousai serait déjà à la tête des services de renseignements et d'unités d'élites de l'armée. Il vient d'être élu au sein du commandement régional du parti Baas. Cette annonce a fait naître dans la presse arabe des rumeurs de retraite anticipée pour Saddam Hussein. Agé de 64 ans, le dirigeant irakien aurait des problèmes de santé. "Saddam fait tout son possible pour qu'un grand nombre d'affaires passent par son fils et que ses amis obtiennent des postes clés", affirme un diplomate occidental. Diplômé en droit et dépourvu d'expérience politique, Qousai a la réputation d'être le plus réfléchi des fils de Saddam. Autrefois pressenti pour remplacer son père, le frère aîné Oudaï a vu ses chances considérablement réduites depuis l'attentat de 1996, qui l'a laissé hémiplégique. Oudaï voit d'un assez mauvais œil la montée en puissance de son cadet. Autre ombre au tableau, souligne le *Financial Times* : "Les hauts gradés de l'armée et des dirigeants des services de sécurité pourraient avoir de fortes ambitions. Et se dresser sur la route de Qousai."

■ Honneur ?

Oudaï Saddam Hussein aurait, selon *The Independent*, un fort appétit sexuel. Une Irakienne, dont la fille aurait été violée par Oudaï, serait allée se plaindre auprès de la mère du violeur. Laquelle lui aurait répondu sèchement : "C'est un grand honneur pour ta fille d'avoir connu le lit d'Oudaï."

l'uniforme militaire et les costumes Armani se cache le cœur d'un homme cultivé, un amoureux de la peinture, comme en témoignent les centaines et milliers de portraits aux couleurs criardes à son effigie parsemés dans tout le pays. Les anciennes merveilles comme Babylone et Hatra ont été reconstruites (au grand dam de l'UNESCO), et Saddam a érigé une plaque à son nom et à celui de Nabuchodonosor. La parution du roman *Zabiba* a fait suite à une déclaration du Président concernant les films et les pièces de théâtre. Il voulait abandonner les thèmes légers et distrayants en vogue depuis le début des sanctions, en 1991, au profit de sujets plus graves destinés à exalter le patriotisme.

Rose George

Courrier
INTERNATIONAL

DU 20 AU 26 SEPTEMBRE 2001

David Butter, rédacteur en chef du « Middle East Economic Digest » « Il n'y a jamais eu de lien entre l'Irak et le mouvement de Ben Laden »

LONDRES

de notre correspondant

David Butter, rédacteur en chef de la revue londonienne *Middle East Economic Digest* et spécialiste de l'Irak, répond aux questions du *Monde*.

« Les dirigeants irakiens ont, sans surprise, démenti toute implication dans les récents attentats terroristes anti-américains. Faut-il les croire ?

- Je le pense. Je ne crois pas qu'ils aient trempé dans ces attentats, encore moins qu'ils les aient guidés. L'Irak agit principalement en fonction de ses intérêts nationaux ou de sa conception du nationalisme arabe. Il ne pourrait soutenir des attentats terroristes contre les Etats-Unis que dans l'espoir d'obtenir quelque chose en échange. Or je vois mal Bagdad s'associer à une opération de ce type dont les buts sont mal définis.

- Certains analystes américains, comme Laurie Myroie (analyste à l'American Enterprise Institute de Washington et auteur d'un ouvrage sur Saddam Hussein, *Study of Revenge: Saddam Hussein's Unfinished War Against America*), estiment que l'Irak a des liens avec le réseau Ben Laden, et même qu'il a trempé dans l'attentat de 1993 contre le World Trade Center.

- Je ne suis pas convaincu par cette théorie. En matière de terrorisme, les preuves de telle ou telle complicité sont bien sûr toujours difficiles à établir. S'agissant de l'attentat de 1993, la « connexion irakienne » n'est pas prouvée. Le régime irakien est musulman, mais, on le sait, il n'est en rien islamiste. Il est même « laïc ». Il n'a jamais existé aucun lien entre la politique de l'Irak et l'idéologie des mouvements islamistes. Lorsque l'Irak a

« Le régime irakien est musulman, mais, on le sait, il n'est en rien islamiste »

tenté de se doter d'une force de destruction massive, c'était dans une optique nationaliste, afin de

devenir une grande puissance militaire régionale. On est loin des objectifs prêtés aux islamistes.

» En outre, de tels mouvements - comme l'organisation de Ben Laden Al Qaida - tiennent à protéger au maximum leur clandestinité, leur « machine » secrète. On les voit mal prendre le risque d'être « contaminés » par l'interférence

d'un quelconque Etat. Mais, bien sûr, on ne peut pas écarter l'idée que certains de ces groupes aient été contactés par les services de renseignement irakiens. Ces services sont efficaces. Il est très possible qu'ils aient cherché à en savoir plus sur ce que les islamistes préparaient, et même qu'ils aient caressé l'idée de les manipuler. Mais ce n'est, de ma part, qu'une spéculation. Nous en saurons peut-être plus assez vite.

- N'y a-t-il jamais eu aucun lien, dans le passé, entre l'Irak et le mouvement de Ben Laden ?

- Pas à ma connaissance, ni avec Ben Laden ni avec aucun autre mouvement islamiste. Il y a vingt ans, lorsque l'armée syrienne écrasa la rébellion des Frères musulmans, l'Irak aurait eu beau jeu de profiter de l'aubaine et d'aider ces derniers pour mettre en difficulté le régime rival et haï de Damas. Il ne l'a pas fait.

- Mais n'est-il pas dans l'intérêt national de l'Irak de tout faire pour affaiblir leur ennemi principal, les Etats-Unis ?

- Regardons ce que sont les priorités de l'Irak. Assurer sa survie, préparer peut-être à plus long terme la succession de Saddam Hussein. On ne peut pas écarter que l'Irak souhaite surtout redevenir un pays « normal », à même d'exploiter son grand potentiel économique. Peut-être suis-je naïf de penser qu'il n'a plus pour unique objectif de se doter à nouveau d'une énorme puissance de destruction, ou de provoquer un vaste conflit au Moyen-Orient. Mais je crois que les dirigeants de Bagdad ont surtout en tête des buts plus modestes : recouvrer leur intégrité

territoriale, gagner « la bataille des sanctions » dans laquelle ils se sont très bien débrouillés depuis deux ans. Je sais que Saddam Hussein a toujours tendance à se croire plus fort qu'il ne l'est, mais je trouverais étrange qu'il ait pris le risque de mettre en péril ses objectifs primor-

diaux en trempant dans les attentats anti-américains.

- D'un côté, les dirigeants irakiens ont refusé de condamner les attentats, de l'autre ils ont exprimé, par la voix du vice-président Tarek Aziz, la sympathie de leur pays aux familles des victimes. S'agit-il du double langage habituel de Saddam Hussein, ou d'autre chose ?

- Ils ont en tout cas évité d'applaudir l'événement. C'est peut-être un signal.

- Craignent-ils une attaque américaine ?

- Ils envisagent certainement cette possibilité. Plusieurs dirigeants américains ont évoqué l'éventualité d'un renversement du régime irakien. Mais on ne voit pas bien comment. Le régime est solidement en place.

- Certains dirigeants américains sont-ils tentés de profiter de l'occasion pour essayer de finir le travail inachevé en 1991 en tentant de renverser Saddam Hussein ?

- Non, je ne pense pas. Personne ne songe sérieusement à Washington à remonter le cours du temps, quels que soient les regrets des uns ou des autres. »

*Propos recueillis par
Jean-Pierre Langellier*

Le Monde

21 SEPTEMBRE 2001

Iraqi Kurdistan: Barzani condemns attacks on USA, vows to combat fundamentalists

20 September 2001

The Kurdistan National Assembly in Erbil, Iraqi Kurdistan, opened its second session for the year today in the presence of the KDP [Kurdistan Democratic Party] President Masud Barzani. At the opening, President Barzani delivered a speech on the latest developments in the world and their impact on the people of Kurdistan. Following is the complete text of his speech, translated to English from Kurdish:

[translated from Kurdish]

On the occasion of the second session of the tenth year of the Kurdistan National Assembly I wish you success and hope that you will continue your service to the people and to the country.

The world is heading towards a new era. September 11 is a historic day for the Kurds. It is the day in 1961 when the Baghdad regime attacked Kurdistan with its aircraft and bombed villages. The Kurdish people were forced to carry arms, defend themselves, and start the September revolution. On this occasion, I express my warmest greetings to you and to the Kurdish nation.

September 11 has also become a very important day in the history of the world. As we saw, a very grave event that nobody but terrorists could have imagined took place in the USA. It was a terrorist act. A large number of innocent people became the victims of this crime. We express our condolences to the United States Government and to the families of the victims.

This is not a new position we are adopting. The KDP has always been against terrorism. The Kurds and the KDP were many times victims of terrorism.

All of us know that the USA entered World War II after the attack on Pearl Harbor, which is located thousands of kilometers away from the US capital.

The USA also entered war in many other parts of the world when its interests came under threat. But this time, the attack was in the heart and capital of the USA. That is why a very strong US reaction is expected.

It is of utmost necessity that all of us follow the events very carefully and wait and see how the situation develops. As with the aftermath of the Gulf War, I believe that a new situation will emerge.

Fortunately - and I can say this with some satisfaction - we, the Kurds and the KDP, have never ever resorted to any act of terrorism. We have always been against it. Although we have been victims of terrorism so many times, our reaction never undermined the high values and morals of Kurdishness and humanity.

Quite often, wars do take place between countries, parties, people and governments. But wars have their rules. Those who do not observe these rules have no religious or human values. The killing of women and children anywhere in the world is a crime that should be condemned, and we condemn it.

We are proud of the noble manners of our leadership during the revolution. Nobody today can tell us that we have ever carried out a terrorist act. This is a source of pride for us. We are seeing the fruits of this noble behavior. I have to mention here that it was in the upbringing of the immortal Mustafa Barzani, who told us that we have to behave in this way. We will always uphold this behavior.

It is obvious that the majority of the Kurdish nation are Muslims and we are proud of our religion. We know that the Islamic religion is distant from such acts and crimes. Islam does not allow the killing of women and children. Those who carry out these acts under the pretext of Islam betray Islam.

I think that a great duty is placed on the shoulders of Islamic clerics, the heads of the Islamic states, and parties and political figures to defend Islam. It is a great injustice and sacrilege to label Muslims as terrorists just because of the crimes of some confused people who come from Islamic societies who do not have any religion, scruples or humanity. We urge that Islam should not be linked to terrorism. They are two completely different things.

You all know that we have frequently been asked by journalists and other people whether we have been worried about groups trying to emerge in Kurdistan, similar to those in Algeria, who carry out terrorist acts under the veil of Islam? I always explained that we do have Islamic parties and organizations, but they are legitimate ones. They carry out their work within the framework of the law. We hope and believe that Kurdistan will never become Algeria or Afghanistan or other places with situations we are all well aware of.

I hope that these [Islamist] parties carry out their duties before the others. Alas, we all saw last year that a group of confused people emerged in Erbil, the capital of Kurdistan. They bombed places and humiliated dignified women of this city. They started issuing fatwas as if they were acting on behalf of God and the Prophet. They declared whoever they wanted as apostates and shed their blood. At a time when it is not known what religion they themselves follow, the only clear thing is that they are blood thirsty killers.

In this respect, the KDP has taken necessary measures. As you know, the KDP has sacrificed. They martyred our friend and colleague Kak Franso [Hariri, assassinated February 2001], whose presence is missed today, especially in this Assembly. Now we hear they are gathering in the areas of Tawela and Biyarah [near Halabja] in order to turn Kurdistan into a base for terrorism and terrorists.

We want to announce that the KDP insists that we will do our utmost to cooperate with all parties of Iraqi Kurdistan, especially with the Patriotic Union of Kurdistan [PUK], to prevent Kurdistan from becoming a base for terrorists

under any name or cover.

Freedom is everyone's right, but there are laws that we should all observe. Freedom does not mean that you impose your view on others. This is dictatorship and violates the rights of others. The people of Kurdistan should be free. We know there are limits beyond which we should not venture. We are proud of our traditions and culture.

The behavior of these groups who act against freedom in the name of Islam is tantamount to a relapse to the dark ages. This is not Islam. No religion can accept this.

It is not the duty of the KDP alone. It is the sacred duty of everyone in Kurdistan. We must maintain our values and at the same time build barriers against terrorism and terrorists. It is impossible for the Kurdish nation to reach its goals by terrorism. We can never gain anything by terrorism. We would lose all that we have. For this reason, we believe the Kurds and Kurdistan are above what a group of confused people do or say.

Kurdistan needs to be safeguarded, and this is not the duty of one party alone. We reaffirm here that the KDP will be at the forefront in fighting terrorists and terrorism.

I call on the competent bodies of the Kurdistan Regional Government, especially the police and security [Assayish] to believe in themselves, uphold the law, and provide security for the people of Kurdistan. I also urge all the parties in Kurdistan to support these government organizations. I am ready to personally do whatever I can to support these two institutions in order to ensure peace and security for Kurdistan.

The people of Kurdistan deserve to live freely in their country. No one has the right to infringe on someone else's freedom. This goes back to the upbringing of every family. They have the choice to live the way they want to. Veiled, unveiled, etc. This is a matter of choice for every family and no one has the right to interfere with that choice.

There is another very important point. The law on firearms was passed by this parliament a long time ago. I urge the Kurdistan Regional Government to implement the law. Those who are not supposed to carry arms should not do so. There are people, some tribes, who have firearms. For this reason, there should be a program. I think these weapons should be possessed legally under a police license or they should sell them to the government in order to be kept in depots to be used by various legal organizations like the police, security, and the army.

It should be illegal to possess weapons without a license. There should come a time when whoever is caught with weapons in his possession without a license should be punished and the weapons confiscated. I think that the weapons should be bought from the people during a specified period of time so that people will not sustain loss.

As for the parties, their headquarters should be guarded by legal means, by the

police. I do not want to name anybody, but I want to direct this to everybody. After a specified period the police and security would be free to close down any party headquarters and arrest anybody who possesses weapons illegally.

The parties will be responsible to comply, no matter where they came from or the party they belong to. Because we want to create a demilitarized Kurdistan that is free of terrorism, I call on all parties to be cooperative on this issue.

Whenever firearms are there, people are killed over small issues and disputes. Those who are not supposed to carry arms should not have them. We need to move towards civilization. It is not an easy task. But if we do not work for it, we will remain the same, without change.

The other point that I want to mention is the peace process. I want to reaffirm our commitment to the Washington Agreement. Once again, I want to say that it is the best agreement. Fortunately, we have made good progress with the PUK and we have taken many positive steps. Proper grounds are there. Trust is being restored to a great extent and this is vital for the peace process to succeed.

I hope and I am optimistic that obstacles in the peace process will disappear. I am confident that we will not lose what we have gained. We should make progress. Both sides are cooperative. In so far as they were concerned, we also thank other parties who were cooperative and supportive of the peace process.

Undoubtedly, peace is the only solution for our problems. War was never a way to solve any problems. I reassure the Kurdish nation that we are determined to implement the Washington Agreement. We have made great progress with the PUK. We are both determined to establish an everlasting peace.

At the end, I wish you all the success.

Secret talks with Jund Al-Islam

18/09/2001 KurdishMedia.com

Sulemani (KurdishMedia.com) 16:30; Islamic factions in Kurdistan are not concealing their sympathy to "Jund Al-Islam" fundamentalist militia and support their extremist attitude.

Cadres and members of the Kurdistan Islamic Union (KIU), led by Salahadin Muhamed Bahadin, which they consider themselves as a moderate Islamic group, have recently expressed openly their sympathy and support to Bin Laden and his terrorist acts.

Islamic factions are in contact with the fundamentalist group Jund Al-Islam, although it is not an officially recognized party in Kurdistan. Today, two different Islamic factions, the Kurdistan Islamic Union (KIU), led by Salahadin Muhamed Bahadin, and the Islamic Movement in Kurdistan (IMK), led by Mula Ali Abdulaziz, met separately with the Jund Al-Islam.

Preliminary reports indicate that the KIU has delivered a verbal message to Jund Al-Islam in which they warned them that the PUK's final decision is to launch military strikes against Jund Al-Islam.

It is also reported to KurdishMedia.com that with the aid of a third party, representatives from the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Jund Al-Islam may sit together soon.

Bin Laden's Plan to Destabilize Kurdistan

Kurdistan Newslines Special Report, September 19, 2001

*"Your brothers and colleagues for many years are busy with preparing themselves for Jihad (Holy War) in this area both monetarily and morally. We have achieved this task by opening training camps, Islamic education camps, and the preparation of necessary weapons and for this Holy purpose. After the people realize the area needs protection and the preservation of Islam, we must make a tough and holy stand against the blasphemous secularist political, social and cultural institutions. They seeking to conquer and exploit the Muslims of Kurdistan, thus the dirty Jews and Christians seek the destruction of Islam in Kurdistan.â **
Jund Al Islam Newsletter, September 1, 2001

There are ominous signs that Osama bin Ladenâ™s terrorist network is targeting Iraqi Kurdistan to be infiltrated and use it as another base for operation for his terrorist organization Al Qaeda (The Base), which is a conglomerate of quasi-independent Islamic zealots. A group, under the name of Jund Al Islam (Soldiers of Islam), of bin Laden mercenaries has appeared in recent months under the command of a self-styled Amir of Islam by the name of Abu Abdullah Al Shafiâ™i who is an Afghan Arab, rumored to be of Egyptian or Syrian origin. The modus operandi of the group and their destructive doctrines they preach, plus being flush with funds and weapons, have all the hallmarks of a bin Laden operation. Analysts in Kurdistan are convinced that the groupâ™s real agenda is to destabilize the Kurdistan region through terror and coercion in order to undermine the regional authorities and the standing of the secular parties as well as that of the mainstream Islamic organizations. Furthermore, they are convinced the group is playing the role of fifth column on behalf of the Baghdad regime in its disruptive activities. What is Jund Al Islam?

The group consists of 400-500 armed followers led by Al Shafiâ™i and a core of Afghan Arabs who handle terrorist training, finance and militant propaganda behind the scene. The Afghan Arabsâ™ mission is to hire, train and control motivated Islamic mercenaries and teach them the terrorist craft learnt from Usama bin Ladenâ™s camps in Kandahar, Afghanistan. Most of the followers have been recruited from the ranks of the other Islamic groups such as the Kurdophobic Muslim Brotherhood and the Kurdistan Islamic Movement based in Halabja and led by Sheikh Ali Abdul Aziz. The group is organized on cell basis who are divided into six military Katibas (Regiments). The headquarters are in Biyara, Hawraman area near Halabja.

The leadership of Jund Al Islam consists of: Mulla Zana, Mulla Abdulla Khalifan, Amir Abu Bakir, Omar Baziani, Mulla Mohammad Rashid and Hawleri Ayoub Afghani. Their arsenal of weaponry includes: 3-4 Russian-made Katyusha rockets (surface to surface missile); four 106-shell artillery, anti tank/aircraft guns; sniper rifles and BKC machine guns and mortars. They use a fleet of slick Toyota Land Cruisers for their transportation. It is reported that the group has received \$600,000 from bin Laden network recently to finance their terror campaign.

Agenda and Slogans: " Ten Minutes to Heaven"

Jund Al Islam professes a strain of Sunni Islam similar to the Wahhabi Islam (pertaining to Mohammad Abdul Wahhab of Saudi Arabia). Their message is a mish-mash of medievalist and xenophobic precepts advocating a pure and uncompromising form of Islamic state and a permanent â™jihadâ™ (holy war) against the infidels and all manifestations of religious and social freedoms. Like all religious fanatics and charlatans the group promises their members instant ascension to heaven in case they are â™martyredâ™ in course of performing their assigned duties. In a recent Friday Khutba (Sermon) their leader Al Shafiâ™i stated that, âœThose young men who are martyred at the hands of the infidels and enemies of Islam, shall be taken up to the gates of Heaven by two angels sent down by Allah, the Most Gracious, the Most Merciful, within ten minutes of their martyrdom and defense of Islam." However these disturbing teaching are alien to Kurdistan society, the group is trying the centuries-old tactics of using Islamic cover to smother the natural national and cultural attributes of diversity and tolerance in Kurdistan. As the open preaching of chauvinistic Arab nationalistic goals is not an easily accepted in Kurdistan, the best alternative is to camouflage it under the banner of â™holy Islamâ™. It is an easier sell.

In the short period Jund Al Islam has been operating, it has been frantically engaging in sabotage and criminal activities. It has openly declared that it is planning to defy, challenge and paralyze the two major political parties, Patriotic Union of Kurdistan and Kurdistan Democratic Party, as well as the mainstream Islamic organizations. It does not recognize the legitimacy and jurisdiction of the Kurdistan regional administration, nor the authority of PESHMERGA forces. Following are some of the policies it wants to impose by force on the people of Kurdistan:

A universal decree for women to wear veil

A total ban on playing any kind of music in public

A total ban on mixing of sexes on any occasion

A total ban on all display of still photographs, satellite receivers and industrial photographs

Forcing shop and office staff to close their premises during prayer time (a la Saudi Arabiaâ™s fierce and corrupt Al Mutawiâ™s vigilantes who enforce this by beating people with sticks if they are tardy in closing their shops and offices)

In February this year members of the group assassinated in Hawler (Arbil) Faranso Hariri, a high ranking leader of Kurdistan Democratic Party. The group has been sabotaging the field work of the United Nations Agencies to rehabilitate and develop Kurdistan. Its members were responsible for damaging power transmission lines and demolishing power pylons for extending electricity to the villages. The Jund Al Islam detained a well-known Kurdish singer, Arjumand Howrami, during his visit to his family to Howraman, early September. It is feared that the group might have executed him on the charge of being a blasphemer against Islam. In August, the groupâ™s militia desecrated the revered shrine of a Kurdish Islamic figure, Sheik Osman Biyara, on the pretext that making a pilgrimage to such site is an act of polytheism. The group also has been trying to terrorize the Kakayee Sufi community into abandoning their centuries-old religious and cultural traditions. Furthermore, the groupâ™s vigilantes have been harassing women in their area to conform to their edicts. In May this year the group murdered a Kurdistan writer who authored a scholarly and dispassionate book under the title, " Mirov U Quran" (Humans and Quran) in Kurdish.

Warning and Challenge

The emergence of the Jund al Islam and their destructive behavior poses a real challenge to the Kurdistan region and the major political parties and the regional administration. So far they have not responded vigorously to the dangerous threat posed by this alien group and philosophy to the body politic of Kurdistan society. There have been some close consultations among the major political parties, namely Patriotic Union of Kurdistan and Kurdistan Democratic Party. (Ref. Kurdistan Newslines Sept. 10) But

analysts who have been watching the growth of the group are greatly alarmed by the situation and they feel that if the group is not dealt with now and is allowed to expand unhindered, it will develop into a major threat to the future of Kurdistan region. They are urging a concerted effort to agree on a strategy to deal with this threat and implement it expeditiously. A campaign to expose the evil nature of the groupâ™s agenda and behavior is a top priority. The peaceful and mainstream Islamic elements are called upon to step up in the mosques and other public forums to denounce the group and give the lie to the fanaticsâ™ perversion of Islamic faith. Open and specific refutation of the groupâ™s preaching of extremism and intolerance would begin to plant the seeds of doubt in the misled minds of some within their ranks. At the same time PUK and KDP must not be squeamish in dealing with this threat. They should mobilize the PESHMERGA forces to disarm the group once and for all. The Afghan Arabs should be apprehended and deported from the region. As we have seen during recent tragic events in America bin Laden groups are lethal in their approach and unless checked they cause real carnage whenever given an opportunity.

Trojan Horse

The most serious potential threat from the Jund of Islam group is its designation as a fifth column for the Iraqi regime in its plan to regain control over the liberated region. According to intercepted intelligence in Kurdistan bin Ladenâ™s surrogate group is operating in concert with Iraqi intelligence services- Mukhabarat. There is an established history of cooperation and coordination between the two. According to the London daily Arabic newspaper Al Zaman the former Iraqi Ambassador in Turkey, Faruk Hijazi, a high ranking officer in the Iraqi Mukhabarat spent six months in Kandahar, Afghanistan in 1997 as the chief liaison link with Usama bin Laden and his organization Al Qaeda. There have been numerous intelligence reports in Europe and America to suggesting close ties between bin Laden and the Iraqi Mukhabarat. According to an essay, by the Middle Eastern expert Laurie Mylroie (1995/1996 Public Interest The World Trade Center Bomb: Who is Ramzi Yousif?) conclusive evidence exists to show that the chief mastermind behind the 1993 World Trade Center, Ramzi Yousif is in fact a well-trained Iraqi intelligence officer whose mission was to undertake â™projectsâ™ in collaboration Usama bin Laden.

There is little doubt about the motivation and sinister intentions of the Jund Al Islam group. Therefore it incumbent on all political forces and authorities in Kurdistan region to counter their destructive plans through an extensive public information campaign to expose their evil theology and terrorist activities, in addition not allowing them to proceed with their scheme to subvert Kurdistan region on behalf of the tyrannical adversaries.

Turkey kills three Kurdish rebels in eastern region

DIYARBAKIR, Turkey, Sept 19 (AFP) Turkish security forces have killed three Kurdish rebels in Tunceli province in the country's east, security officials here said Thursday.

Fighting broke out on rural ground in the mainly Kurdish province between a group of Kurdistan Workers' Party (PKK) rebels and soldiers carrying out security operations in the region, said a statement from the emergency rule headquarters in the southeastern city of Diyarbakir.

It did not mention any losses on the military's side.

The statement added that security forces had uncovered large caches of arms and ammunition -- buried in the ground or in what it described as PKK hide-outs -- in Diyarbakir, the southeastern provinces of Siirt, Hakkari and Sirnak as well as Van province in the east. The PKK took up arms against Ankara on August 15, 1984, starting 15 years of bloody clashes which killed more than 36,000 people, most of them Kurdish rebels.

In September 1999, the group said it would stop fighting Ankara and withdraw from Turkish territory to seek a peaceful resolution to the Kurdish problem. The statement followed a peace appeal from PKK leader Abdullah Ocalan, who is on death row in a Turkish jail.

Since then fighting has subsided and several thousand rebels are believed to have moved into northern Iraq, an area outside Baghdad's control since the 1991 Gulf war.

But the powerful Turkish military has played down the peace bid as a ploy, calling on the rebels to unconditionally surrender or face army guns.

* * * * *

September 23, 2001

Iraq Considers Itself a U.S. Target

By SAMEER N.YACOUB Associated Press

BAGHDAD, Iraq (AP) - Despite denying any link to recent terror attacks in the United States, Iraq considers itself a possible target in the American campaign against terrorism. Iraqi Vice President Taha Yassin Ramadan on Saturday told reporters that Iraq had nothing to do with the Sept. 11 attacks on the World Trade Center and the Pentagon (news - web sites).

But when asked if the United States would attack Iraq, he replied that "Everything is possible. Yet this is not a new matter to Iraq, which faced ... a more stronger campaign led by the United States 11 years ago."

In Jordan, Arab League Secretary-General Amr Moussa said Arab countries were opposed to any strikes against Iraq. He said such an attack would "topple the balance of power" in the region, and that the U.S. quest to combat terrorism had to be carried out in consultation with Arab countries.

Washington is strengthening its already formidable Gulf arsenal, sending more than 100 aircraft, positioning naval ships and calling up thousands of troops for an imminent strike against those it considers responsible for the recent terror attacks in the United States that left thousands dead or missing.

Since 1991, U.S. and British planes have patrolled Iraqi skies to enforce no-fly zones, using bases in the Gulf and Turkey to launch sorties against Iraqi military installations. Those bases are expected to figure in a likely U.S. campaign against Taliban-controlled Afghanistan (news - web sites), which harbors exiled Saudi dissident and prime suspect in the attacks against the United States, Osama bin Laden. The United States considers Iraq, which remains shackled by economic sanctions 11 years after the Gulf War, a statesponsor of terrorism.

"We are confident that America is heading to its end," Ramadan said.

23 September, 2001

BBC

Israel denies Iraqi terror attack link

Fearful Israelis have been rushing to collect gas masks Israel's chief of military intelligence has said in an interview that Iraq was not involved with the 11 September terror attacks in the United States.

"I don't see a direct link between Iraq and the hijackings and terror attacks in the United States," Major-General Amos Malka said in Israel's Yedioth Ahronoth newspaper on Sunday.

Some analysts have suggested that the scale of the attacks on the World Trade Center and Pentagon meant that a state must have been involved, with Iraq a likely suspect.

"I know many people are wondering whether this kind of attack could be carried out without the help of a country and they immediately point at Iraq or Iran," Mr Malka said.

"But as far as intelligence is concerned, I cannot point at the moment to a connection. There is no Iraqi angle or infrastructure that we can point to at this stage," he added. US intelligence officials say they have found little evidence linking Iraq to the attacks.

Iraqi support

US President George W Bush has named Saudi-born dissident Osama bin Laden as the prime suspect in the attacks and has insisted that the US wants him "dead or alive."

On Thursday Jane's Security, a London-based publication specialising in defence and military information, reported that Israeli intelligence suspected Iraq of financing the attacks. It identified Imad Mughniyeh, believed to be the head of overseas operations for the Lebanese group Hezbollah, and Egyptian Dr Ayman al-Zawahiri, a suspected member of Bin Laden's Al-Qaeda network as the organisers of the attacks.

And it alleged that they were financed and supported by Iraqi intelligence services.

Retaliation fears

Since the attacks Israelis have been bracing themselves for a US retaliation against Iraq.

There has been speculation that if Baghdad came under fire Iraqi President Saddam Hussein would respond by firing Scud missiles on Israel, as happened during the 1991 Gulf War. The Israeli army has reported an increase in demand for gas masks at distribution centres throughout the country.

But in the interview Mr Malka said there was no reason for Israelis to panic.

He predicted that Iraq would only target Israel as a last resort. "If Saddam Hussein does not feel personally threatened, he won't use the secret weapons he has been struggling to conceal," Mr Malka said.

* * * * *

PUK delegation visits Iran

September 18, 2001 KurdishMedia.com

Sulemani A Delegation of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) is currently visiting Iran. The Delegation which comprises Imad Ahmed and Azad Jundiani, members of the PUK leadership and a number of other members have arrived Iran on 16 September 2001. The visit aims at discussing with the officials in the Islamic Republic of Iran the tense situation in Sharazur and Hawraman, particularly to get the view of the Islamic Republic on "Jund Al-Islam" militia.

Observers believe that the PUK delegation wants to inform Iran about the situation in the Sharazur and

Hawraman provinces; and also convince Iran to refrain from providing resources, logistic and moral support to Jund Al-Islam militia. It is also expected that the PUK delegation would seek Iran's assistance to facilitate movement of PUK peshmargas to take positions behind Biara, the stronghold of Jund Al-Islam.

* * * * *

Baghdad places Kirkuk on military High-Alert 'J'

September 23, 2001 KurdishMedia.com

Sulemani:- Kirkuk, the oil-rich city of Iraqi-Kurdistan, often the hotbed of Kurdish-Arab conflicts, and the focal point of Saddam Hussein's systematic Arabization process, is now on the highest Iraqi military alert.

Eyewitnesses traveling to the region have informed KurdishMedia.com, that the city is in disarray, the military, Secret Police, Military Police and Military Intelligence are on Alert 'J'.

The Northern Intelligence Section 5 of the Baa'th party have mobilized the National Guard, Regular units and the Iraqi Republican Guards throughout various streets, roads and highlands. Heavy-Duty military vehicles mounted with heavy Russian made Doshka Anti-Air and Personnel Machine guns and BKC patrol civilian quarters.

Sensitive Intelligence buildings have been moved to unknown location, schools and religious building now house SAM-Anti-Aircraft missiles. The Iraqi mobilization seems to stem from fear of a US military attack on sensitive Iraqi military and government institutions. An Iraqi-check point guard told one traveller coming back from Baghdad towards Sulemani, that the border between Chamchamal and Kirkuk could close at any given minute.

Patriotic Union of Kurdistan officials refused to comment on the military status of alert in their region, in response to the heavy Iraqi mobilization.

* * * * *

Kurdistan Democratic Party's Rizgary Army in Saidsadiq?

September 23, 2001 KurdishMedia.com

Sulemani-Unconfirmed reports are mounting on the reports that Kurdistan Democratic Party's Rizgary Army, with its 7 Divisions and weaponry have joined forces with the Patriotic Union of Kurdistan's Fermandi Geshti Army Divisions in Saidsadiq.

If these reports are found to be accurate it would mean the turning point of the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan's relations that went sour in May of 1994.

The joint armies are bound to confront the growing menace of Jund Al Islam.

Both Mr. Barzani of the KDP and Mr. Talabani of the PUK have promised closer cooperation in battling these menaces. The PUK and KDP have already cooperated in the exchange of Intelligence and information of suspected terrorists linked to Jund Al Islam. Relations between the political parties started warming up after the historic Washington Accord signed in the presence of former US Secretary of State, Madeline Albright.

Confidence between both Mr. Barzani and Mr. Talabani reached an all time high when Mr. Talabani ordered an all out search-and-find mission to capture the assassins of Mr. Franso Hariri, the slain Kurdistan Democratic Party Polit Bureau member, and a long time family friend of both the late Mullah Mustafa Barzani and his succeeding sons.

The Kurdistan Regional Government—Sulemani Administration's Asayish Internal Security eventually found some of the culprits and handed them over to Mr. Barzani. So, it would not be a surprise if the reports of KDP military personnel present in Saidsadiq turn out to be true.

* * * * *

Jund Al-Islam attack PUK positions and Kill Prisoners in Sharezur area

September 24, 2001 KurdishMedia.com - Kurdistan News Network

Slemani - Kurdistan (Kurdistan News Network) 24 September 2001 - 18:02:37 GMT: A Patriotic Union of Kurdistan Military Official told KurdNewsNet that Jund Al-Islam militia attacked Patriotic Union of Kurdistan (PUK) positions in the areas between "Sirwan" and "Halabja" near "Tapa Drozna" village.

KurdNewsNet Correspondent visited the frontline today and reported that yesterday 23 September 2001, Jund Al-Islam militants planted explosives on the main road between "Sirwan" and "Halabja" and triggered them as a number of PUK vehicles were passing by. As a result of this incident, several PUK Peshmergas were injured. The PUK troops stationed in the area responded by firing back the areas around and forced Jund Al-Islam militants to escape who left behind the detonators.

On the same day, at 13:30 GMT, three divisions of the Jund Al-Islam militants could infiltrate to the areas under PUK's control and attacked PUK troops stationed in "Awayi Kheli Hama" village. Jund Al-Islam militants were able to go behind the PUK troops and put them under siege and subsequently attacked and as a result a number of PUK Peshmergas were killed and more than 20 others were captured.

A close source to the Islamic militias told KurdNewsNet that the captured PUK Peshmergas were told by Jund Al-Islam they since they do not have shelter and food for them, they better be killed and therefore the captured PUK Peshmergas were killed on the spot.

Later on, Jund Al-Islam militia stationed in "Tapa Drozna" village which is a strategic location and overlooks the main road between Slemani and Halabja and was earlier under the control of Islamic Union Movement (IUM) troops.

* * * * *

Was bin Laden working with Iraq?

Boston Globe September 25, 2001 By Laurie Mylroie

AS THE UNITED STATES prepares to fight Osama bin Laden, the enemy in this new war against terrorism is disturbingly ill-defined. Above all, a critical question has not been addressed: Was bin Laden alone responsible for the carnage that occurred on Sept. 11, or was he working with an enemy state, namely Iraq?

As Rafael Eitan, former head of Israel's Mossad, stated, "I have no doubt whatsoever that the mastermind of this atrocity is none other than the Iraqi dictator." Former CIA director Jim Woolsey has also fingered Iraq, and senior officials in the Pentagon agree.

Yet the Bush administration has adopted the position that it is not necessary to address that issue now. It will take care of bin Laden in the first phase of this war and deal with the possibility of state involvement later.

That could be quite dangerous, however. This month's terrible assault should have made clear that the United States faces a resourceful and ingenious foe. We have to be equally clever. And we do not know if those behind the earlier terrorism intend more. Authorities are jittery. Most ominously, one airplane hijacker and a number of unidentified Middle Eastern men visited airfields over the past months asking questions about crop dusters. The planes could be used to disseminate biological agents and produce casualties on a far greater scale than the horrific attacks we have already seen.

If Iraq was involved in this month's terrorist assaults, might Saddam actually want the United States to fight bin Laden? Once the battle in Afghanistan commences, and if another terrible terrorist assault occurs, won't we interpret it in that context? Aren't we then likely to redouble our campaign against bin Laden and forget ever more about Saddam? Won't he then have license to kill even more Americans, because each time an attack occurs, we blame it on bin Laden and his ilk?

Indeed, the war we are about to fight contradicts the principles under which the United States fought the Gulf War a decade ago. Then, there was great emphasis on being clear in our objectives and in the means to achieve them. Presently, it is the opposite: Let's get bin Laden, and then we'll worry about what comes next."

Military commanders have to make decisions on the basis of imperfect knowledge. To wait for certainty about a situation may be to invite defeat. That is also relevant to responding to the recent terrorism. A widespread misunderstanding exists about the FBI investigation and the evidence it will produce at this early stage of the inquiry. Investigations into major terrorist attacks are invariably long, tedious affairs. It took two years to determine that Libya was behind the 1988 bombing of Pam Am 103.

If Iraq was involved in the recent assaults, the FBI is not likely to have evidence for a long time. Should we then do nothing?

A decade ago, we would have recognized that a state was behind the latest assaults, even if that state might work with a "group" to provide deniability. The dominant understanding then was that only states had the capability to carry out major terrorist attacks. Following any such attack, the experts would speculate about which terrorist state was most likely to have been responsible. That speculation was based on an understanding of current politics, not on the FBI investigation, which does not produce results quickly enough to inform the conduct of national security affairs.

Yet this view was lost during the Clinton years. Bill Clinton treated terrorism as a law enforcement problem, with the emphasis on arresting perpetrators and bringing them to justice. The role of states was virtually ignored.

If we could recover our understanding of a decade ago, we would recognize that only a state had the ability to organize, plan, and provide the intelligence and logistics to carry out the most devastating terrorist assault in history. Then we would ask which state might have done it, and only one would come to mind: Iraq.

The United States is still at war with Iraq. We bomb Iraq on a regular basis and maintain an economic siege that is itself the product of a war. Saddam attacks us through terrorism, thinly veiling Iraq's role by working with others. The Clinton administration, however, did not want to recognize that, and this month's events were the tragic consequence.

Laurie Mylroie, who was an adviser on Iraq to the 1992 Clinton presidential campaign, is author of "Study of Revenge: Saddam Hussein's unfinished war against America."

Iraq warns US against a 'suicidal war sans limits'

September 24, 2001 AFP

Baghdad Iraqi newspapers warned the United States on Monday against pitching itself and the rest of the world into a suicidal war "without limits" that will have serious socio-economic consequences.

"Everything indicates that America, with its eyes shut, is heading towards the unknown by launching itself into a suicidal war without limits," said Ath-Thawra, mouthpiece of the ruling Baath party.

"It seems Washington has nervously and hysterically fallen into the trap set for it by succumbing to internal and foreign pressures pushing it to involve itself in conflicts and confrontations without limits with several parties," Ath-Thawra said. Babel, run by President Saddam Hussein's elder son, Uday, said the "Americans, and behind them, the Zionists, are working with all their might to transform this defeat (the attacks) into a victory, without considering the serious consequences of its action."

"These criminals resort to the language of blood, murder and terrorism while trying to make the world believe that they want to fight these methods," it charged.

"It is not in the interests of any of the world's countries, with the exception of the Zionist entity, to join up with a hateful and racist US camp and blow up the world.

* * * * *

Administration splits over whether to attack Iraq

By Jonathan Weisman
USA TODAY 21 Sep 2001

WASHINGTON -- Advisers to President Bush are heatedly debating whether to widen the war on terrorism to include an old nemesis of the Bush family: Iraqi President Saddam Hussein.

Conservatives inside the administration are pressing Bush to consider strikes on the Iraqi capital of Baghdad with the aim of toppling Saddam's regime.

But State Department diplomats warn that an attack on Iraq could fracture the delicate coalition of Muslim nations that Bush is trying to assemble to combat Osama bin Laden's terrorist network.

The split largely divides senior officials at the Pentagon and the State Department. Deputy Secretary of Defense Paul Wolfowitz and Undersecretary of Defense Douglas Feith -- backed by Vice President Cheney -- favor targeting Iraq, administration sources say. They declined to say what military action might be taken.

Their case was bolstered this week when U.S. intelligence officials revealed that a hijacker aboard one of the jetliners that crashed into the World Trade Center, Mohammed Atta, met earlier this year in Europe with an Iraqi intelligence agent.

Career diplomats say, however, that a wider war on states that sponsor terrorism would make it impossible to get the international cooperation needed to root out bin Laden's entire network of cells, which sprawls across as many as 60 countries. Already, U.S. diplomats have reached out to the six of the seven nations the State Department identifies as terrorist sponsors: Sudan, Cuba, Syria, North Korea, Iran and Libya. Iraq is the seventh. "This coalition thing is going to be huge, bigger than during the Gulf War," says Kenneth Pollack, a Persian Gulf specialist in President Clinton's National Security Council. "We need each of those 60 countries to go in and clean out those cells."

The dispute has spilled into view as the administration vacillates between threatening nations that back terrorism and courting them for the coalition. On Tuesday, Defense Secretary Donald Rumsfeld was hinting that the Sept. 11 attacks were state supported even as Secretary of State Colin Powell was calling the foreign minister of alleged terrorist-sponsor Sudan.

Richard Perle, assistant Defense secretary in the Reagan administration and now a consultant to the Pentagon, says no campaign against terrorism can succeed while Saddam remains in power. Such criticism has been leveled ever since the first President Bush ended the 1991 Gulf War without toppling Saddam.

The Iraqi leader in past years has boasted of supporting terrorists and has promised to compensate the families of suicide bombers.

If the coalition fragments over a wider war, Perle says, so be it. "If the price you pay for a coalition is that you can't fight the war, what's the point of the coalition?"

Former CIA director James Woolsey says strong evidence links Iraq to the 1993 bombing of the World Trade Center. That connection alone warrants a serious look at whether Iraq should be targeted, he says. But Martin Indyk, a National Security Council official at the time of the 1993 bombing, says no such link could be found then, despite strenuous attempts to finger Iraq. Moreover, a senior U.S. official says no evidence has surfaced to link Iraq to last week's attack. Intelligence officials are examining

Atta's meeting with Iraqi intelligence, but the U.S. official cautioned against drawing any conclusions.

Iraqi officials denied Wednesday any involvement in the Sept. 11 terrorist attacks on the World Trade Center and the Pentagon, and said their intelligence agents had no contact with Atta.

"Iraq has absolutely no link with what happened or with the groups the United States accuses of being responsible," Iraqi Foreign Minister Naji Sabri told Agence France-Presse. Iraq ultimately may be the least of the administration's worries, a senior Republican congressional aide suggested. Syria and Iran also harbor terrorists. Going after them would be far more difficult. Syria could inflame the Arab-Israeli conflict, and Iran sits astride the oil-rich Persian Gulf.

For now, Pollack says, any public divisions within the administration serve a useful purpose. The message to terrorist sponsors from Rumsfeld has been: Clean up your act or we'll clean it up for you. The message from Powell has been complimentary: We'll help you clean up your act.

The Ultimate Enemy

WILLIAM SAFIRE

New York Times
September 24, 2001

WASHINGTON
"We're looking for links" between Osama bin Laden's Al Qaeda terrorist group and Iraq's Saddam Hussein, said Colin Powell yesterday. So far, our secretary of state can see "no clear link" between bin Laden's forces in Afghanistan and the America-hater publicly laughing at our grief in Baghdad.

Powell does not want to acknowledge any evidence of sponsorship of bin Laden by Iraq because that would demand a crushing blow at an Arab state. It might limit the diplomatic convoy of consensus he is assembling, which will travel at the rate of its most grudging member.

The clear link between the terrorist in hiding and the terrorist in power can be found in Kurdistan, that northern portion of Iraq protected by U.S. and British aircraft from Saddam's savagery.

Kurdish sources tell me (and anyone else who will listen) that the Iraqi dictator has armed and financed a fifth column of Al Qaeda mullahs and terrorists that calls itself the Jund al Islam ("Soldiers of Islam"). Its purposes are to assassinate the leaders of free Kurdistan, to sabotage the relief efforts of the U.N. and to whip up religious fervor in that free Muslim region. That is how Saddam plans to reconquer the no-flight zone that has been a thorn in his side for a decade.

According to a key member of the Kurdish resistance reached by cellphone in Sulaymaniyah, some 400 "Arab Afghan" mercenaries armed with Katyusha rockets transported by Toyota Land Cruisers, have been infiltrated into the liberated region by Saddam's secret intelligence force, the Mukhabarat. They have already murdered a high Kurdish official as well as a Muslim scholar who dared to interpret the Koran humanely.

This current, direct threat by Muslim fanatics doing Saddam's bidding is uniting the two squabbling democratic parties in the free zone. Some 75,000 Kurdish warriors, protected from air attack by our fighter patrols, are headed by longtime rivals Masoud Barzani and Jalal Talabani. These Kurds are not Arabs or anti-Turkish terrorists. Nor are they pseudo-religious extremists humilitating women and moderates; on the contrary, the Muslim faith practiced in northern Iraq has long been marked by tolerance.

As Kurds get reports from compatriots in Baghdad that Saddam's security services are hastily moving out of

their offices, anticipating an allied strike, Barzani and Talabani are identifying and isolating Saddam's fifth columnists. The Kurds await word from Washington about when to move on Afghan terrorists in their midst, and eagerly look forward to joining an allied assault on Baghdad.

That brings us to the strategic decision now being debated in President Bush's war council.

Do we respond to our initial, catastrophic defeat in a wholly multilateral way? That would mean seeking intelligence crumbs from Saudi and

Iraq's Saddam at root of evil.

Egyptian potentates, negotiating cautious U.N. resolutions, hunkering down to limit the damage of suicide bombers, and beginning a phased air and ground assault on bin Laden's "base" in Afghanistan to be followed up with joint police work for years around the world. It would fight yesterday's terrorist war.

Or do we recognize now the greater danger of germ warfare or nuclear attack from a proven terrorist nation, and couple expected retribution for this month's attack with a strategy of pre-emptive retaliation? Such use of our superpower need not require our "going it alone"; civilized nations unafraid of internal revolt will understand the threat to their citizens and stand with us.

Suicidal fanatics have proved they can kill by the thousands, and in time our commandos and bombers — perhaps joined by a Muslim brigade including Afghans, Turks and Kurds — will penetrate their cells and obliterate their camps and firebomb their caves. But Iraqi scientists today working feverishly in hidden biological laboratories and underground nuclear facilities would, if undisturbed, enable the hate-driven, power-crazed Saddam to kill millions. That capability would transform him from a boxed-in bully into a rampant world power.

It's troubling when Powell says that President Bush "has not worked out what he might do in later stages." Now is the time to work out how to strike down terrorism's boss of all bosses. "Later" may be a stage too late. □

La Turquie craint une déstabilisation de la région

ISTANBUL

de notre correspondante

Dès les premiers jours de la crise, la Turquie, pays musulman membre de l'OTAN et allié loyal des Etats-Unis, a clairement annoncé qu'elle soutiendrait la lutte des Etats-Unis contre le terrorisme international. Mais ceinturée au sud par l'Irak, l'Iran et la Syrie, qui ont tous été, à un moment ou à un autre, accusés par Washington de soutenir des groupes terroristes, la Turquie est consciente qu'un conflit de longue durée à ses frontières pourrait avoir des conséquences sérieuses pour son avenir. Les diplomates turcs craignent notamment des attaques contre l'Irak, qui pourraient déstabiliser la région. L'armée demeure cependant en état d'alerte et « prête à toutes les éventualités ». Une activité intense règne à Incirlik, la base aérienne où sont installés les avions britanniques et américains qui patrouillent régulièrement la zone d'exclusion au nord de l'Irak, et où les vols se sont multipliés ces derniers jours.

Un sondage d'opinion publié dans le quotidien *Milliyet* indique que les sentiments de la population turque par rapport à la réaction des Américains sont complexes : bien qu'horriées par les attentats du 11 septembre, 74,3 % des personnes interrogées estimaient que Washington n'aurait pas dû « déclarer la guerre » et 61,9 % ont déclaré qu'elles ne souhaitaient pas d'engage-

ment direct de la Turquie. Certains groupes radicaux marginaux, tels que le DHKP-C qui a revendiqué un attentat-suicide à la bombe contre un poste de police qui a fait trois morts le 10 septembre à Istanbul, au nom de la lutte contre « les serveurs qui exécutent et torturent au profit du FMI », sont ouvertement antiméricains.

Les autorités turques, qui voient un parallèle direct entre les attaques-suicides contre les Etats-Unis et le conflit que ses forces ont mené pendant quinze ans contre les séparatistes kurdes du PKK, sont outrées par la « duplicité » des Européens, qui se mobilisent aujourd'hui contre le terrorisme international. Le premier ministre, Bülent Ecevit, a attaqué ses alliés européens qui, a-t-il affirmé, ont pendant des années critiqué les violations des droits de l'homme en Turquie tout en abritant des groupes kurdes, gauchistes ou islamistes, actifs dans ce pays. « La plupart des attaques terroristes contre la Turquie sont planifiées dans ces pays. J'espère que maintenant ils vont se libérer de cette honte », a déclaré le premier ministre. L'impact des attentats aux Etats-Unis s'est pour l'instant surtout fait sentir sur l'économie. Le ministre de l'économie, Kemal Dervis, a annoncé qu'Ankara retarderait vraisemblablement le remboursement de 5 milliards de dollars au FMI, prévu pour 2002.

Nicole Pope

LE MONDE / SAMEDI 22 SEPTEMBRE 2001

Téhéran courtisé par le « Grand Satan »

Téhéran :
Serge Michel

Une lettre de Washington adressée à Téhéran ! Il y a seulement quelques semaines, cela aurait fait les gros titres de la presse iranienne et internationale. Mais aujourd'hui que l'Iran est au cœur d'un impressionnant ballet diplomatique, courtisé par l'Europe et par le « Grand Satan » en personne dans la perspective d'une coalition mondiale contre le terrorisme, la missive est passée presque inaperçue. Et de fait, on en annonce déjà une seconde...

La première a été envoyée la semaine dernière par le canal de l'ambassade de Suisse, qui représente les intérêts américains à Téhéran depuis la rupture des relations diplomatiques, en 1980. De premières informations émanant du ministère iranien des Affaires étrangères indiquaient qu'elle abordait la question des relations irano-américaines. Le ministère a ensuite corrigé le tir, déclarant qu'en vérité cette lettre ne consignait que les remerciements américains pour la sympathie exprimée par



Jack Straw. C'est la première fois qu'un ministre de Sa Majesté remet le pied à Téhéran depuis la révolution. (Photo Yves Herman/Reuters.)

l'Iran au soir des attentats.

Le dialogue entre les deux pays est au point mort depuis des années, chacun ayant posé pour une éventuelle réconciliation des conditions que l'autre ne saurait accepter. Les Etats-Unis demandent à l'Iran de cesser de soutenir des mouvements « terroristes », comme le Hezbollah au Liban, ou de renoncer à des programmes d'armes de destruction massive, dont Téhéran nie l'exis-

tence. L'Iran, de son côté, exige une levée complète des sanctions économiques et la libération des capitaux iraniens gelés aux Etats-Unis depuis 22 ans.

Beaucoup d'experts estiment que le seul moyen pour sortir de l'impasse est une crise majeure, comme celle qui fait suite aux attentats du 11 septembre. Pour preuve que quelque chose est en train de bouger sur le terrain des relations irano-américaines, l'ambassadeur de Suisse à Téhéran, Tim Guldemann, s'est envolé hier pour Washington, où il doit avoir des entretiens au secrétariat d'Etat. L'homme est un spécialiste de la résolution de conflits, ayant notamment fait ses preuves dans le Caucase.

La seconde lettre doit arriver aujourd'hui dans les valises de Jack Straw, le ministre britannique des Affaires étrangères. La visite est historique : c'est la première fois qu'un ministre de Sa Majesté remet le pied à Téhéran depuis la révolution, et surtout depuis la rupture des relations diplomatiques, en 1989, suite à la fatwa contre Salman Rushdie. Il a fallu attendre l'été 1999 pour que les deux capitales échangent de nouveau des ambassadeurs. De source bien informée, on raconte que Jack Straw vient chercher à Téhéran un soutien à des frappes limitées sur l'Afghanistan. C'est sans doute également le contenu de la lettre américaine dont il sera porteur, et dont l'existence a été révélée par le secrétaire d'Etat

américain, Colin Powell. Cette visite, organisée des deux côtés

sur les chapeaux de roue, fait suite à la conversation téléphonique qu'ont eue jeudi dernier le premier ministre britannique, Tony Blair, et le président iranien, Mohammad Khatami.

A peine Jack Straw sera-t-il reparti que devrait atterrir à Téhéran une « troïka » européenne menée par le chef de la diplomatie belge, Louis Michel. Il sera question des suites de l'attentat, mais aussi du conflit israélo-palestinien. Car c'est bien là le sujet qui pourrait faire échouer tout rapprochement entre l'Iran et l'Occident. Téhéran, qui a fait de la question palestinienne la pierre angulaire de sa politique étrangère, s'oppose à tout processus de paix et demande que les juifs qui sont arrivés en Palestine après 1948 rentrent chez eux. Le ministre des Affaires étrangères, Kamal Kharazi, a confirmé cette position très dure de l'Iran dans un entretien paru aujourd'hui dans l'hebdomadaire allemand *Spiegel*, où il refuse de qualifier de terrorisme les attentats menés par des Palestiniens en Israël.

Cette déclaration peut aussi être interprétée en politique intérieure iranienne : il s'agirait de rassurer les conservateurs, qui commencent à paniquer devant un éven-

LE FIGARO LUNDI 24 SEPTEMBRE 2001

tuelle et soudaine ouverture diplomatique. Car c'est bien dans les affaires étrangères que leur adversaire, le président réformateur Mohammad Khatami, s'est montré le plus efficace du-

rant son premier mandat, renouant avec plusieurs pays européens et l'Arabie Saoudite.

Ainsi le journal ultra-conservateur *Kayhan* écrit-il, sous la plume de son rédacteur en

chef, Hossein Shariatmadari, que « le soi-disant combat contre le terrorisme n'est en vérité qu'une manière de légaliser les massacres de guerre ». Et plus loin : « En appuyant le

régime sioniste (Israël), les Américains (...) sont indéniablement en tête du terrorisme international. »

Onze ans après l'Irak, l'introuvable coalition

Pierre Rousselin

Il y a onze ans, le père de George W. Bush avait pu sans mal aligner les pays arabes dans une large coalition. A l'époque, de nombreux soldats musulmans, Saoudiens, Koweïtiens, Égyptiens, Syriens, Jordaniens... avaient combattu aux côtés des Américains et de leurs alliés occidentaux. Mais il s'agissait de libérer un pays arabe, le Koweït, que Saddam Hussein venait d'envahir.

Cette fois, pour combattre le terrorisme international, les Etats-Unis ont le plus grand mal à mobiliser leurs amis au Proche-Orient. Même s'ils ont reçu, après le carnage du 11 septembre, des manifestations de sympathie de la part de tous, à l'exception notable de l'Irak.

L'Afghanistan, un pays musulman, est dans la ligne de mire : c'est le repaire d'Oussama ben Laden, présenté comme le commanditaire des attentats. Aucun Etat de la région ne sacrifiera ses intérêts pour la défense du régime intégriste des talibans. Mais, militairement, rares sont ceux qui sont prêts à prêter main forte aux Américains. Et, pourtant, il suffit de regarder la carte pour voir tout l'intérêt stratégique que les Etats-Unis auraient à pouvoir s'appuyer sans réserves sur les monarchies du Golfe.

Plaque tournante de la coalition contre Saddam Hussein, l'Arabie Saoudite, principal allié des Etats-Unis et leur premier fournisseur de pétrole, est très réservée. Plus que celles d'aucun autre pays, les hésitations du royaume wahhabite illustrent l'ambivalence générale.

Il y a d'abord les origines saoudiennes de Ben Laden, même s'il a été déchu de sa nationalité. Ancien allié de la CIA du temps de la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan, ce-

lui qui est devenu l'« ennemi numéro un » de l'Occident n'a pas cessé, depuis le conflit du Golfe, de dénoncer la présence armée des « infidèles » (quelque 5 000 soldats américains) en Arabie Saoudite. Autre cheval de bataille de ses partisans : l'usage quotidien, encore aujourd'hui, des bases de la péninsule par les aviations américaine et britannique, qui vont bombarder le sud de l'Irak.

Dans un pays fermé au monde extérieur, très religieux et très conservateur, ces slogans ont un écho certain. Fragilisée par ses rivalités internes et par la réduction, il y a quelques années, des recettes pétrolières, la famille régnante Ibn Saoud, gardienne des Lieux saints de l'Islam, est contestée par les fondamentalistes. Les attentats contre les forces américaines à Riad, en novembre 1995, et à Dhahran, en juin 1996, ont tiré la sonnette d'alarme.

Avec les Etats-Unis, une minicrise couvait depuis quelques mois, après le refus de Riad, en juin, d'extrader 13 Saoudiens accusés de l'attentat de Dhahran, qui avait tué 19 soldats américains. En 1995, cinq Saoudiens, reconnus coupables du précédent attentat, avaient été décapités avant que Washington n'ait pu réclamer leur extradition.

Il semble que le FBI et la CIA aient du mal à obtenir toute la collaboration qu'ils souhaitent de leurs homologues saoudiens,

qui, dans un passé encore récent, n'ont pas manqué d'avoir des liens étroits avec les talibans. Les informations sur les flux financiers qui aboutissent aux organisations terroristes sont évidemment l'un des soucis majeurs des enquêteurs aux Etats-Unis.

Selon des hauts responsables américains, cités la semaine dernière par le *New York Times*, les agences de renseignements américaines sont convaincues que le gouvernement saoudien

en sait davantage sur Oussama ben Laden et sur son réseau Al Qaida qu'il n'a bien voulu le dire. La fuite ne pouvait être plus claire, venant le jour où le prince Saud el Fayçal, chef de la diplomatie saoudienne, était reçu à la Maison-Blanche.

Si une coopération discrète en matière de renseignement reste possible, Riad ne semble pas prêt à laisser Washington utiliser, pour une riposte éventuelle, le nouveau centre de commandement de la base Prince Sultan, dans la région de Kharj (à 80 km au sud de Riad), qui sert aux opérations en Irak. Depuis quelque temps déjà, la commission militaire conjointe américano-saoudienne a été gelée par le prince héritier Abdallah, que l'on dit fort irrité par l'attitude de Washington à l'égard du conflit israélo-arabe.

Contrairement à la guerre du Golfe, lorsque les Saoudiens étaient en première ligne, leur contribution militaire à la coalition antiterroriste sera minutieusement comptée.

D'autres pays sont dans une position délicate. C'est le cas du Yémen, encore sous le coup de l'attentat contre l'*USS Cole*, en octobre 2000. Ou même du Koweït, où la famille régnante, des Al-Sabah pourrait être contestée si elle s'associait trop ouvertement à une campagne contre les islamistes.

Les Etats-Unis avaient anticipé cette évolution. C'est pourquoi ils se cherchent des appuis de rechange à Djibouti, mais aussi en Asie centrale et au Pakistan.

L'attitude américaine à l'égard de l'Irak suscite des inquiétudes supplémentaires. Certains craignent que George W. Bush ne profite de la crise pour attaquer Bagdad, et « finir le travail » entamé par son père, il y a

dix ans. Pour Washington, où les soupçons concernant les activités de Saddam Hussein restent nombreux, l'Irak aurait l'avantage d'offrir des cibles plus « visibles » que l'Afghanistan.

C'est aussi un terrain d'opération que connaissent bien les deux principaux membres de la coalition militaire qui est en train de se mettre en place, les Américains et les Britanniques.

Mais les pays de la région redoutent les effets d'une nouvelle guerre contre l'Irak sur leur population. C'est notamment le cas de la Jordanie et de la Syrie dont l'économie dépend largement du pétrole fourni par Bagdad.

Tous les regards se tournent bien sûr vers le conflit israélo-arabe, car c'est de là que peut venir une déstabilisation régionale.

Il y a onze ans, le père de George W. Bush avait réussi à rallier le monde arabe derrière la bannière étoilée parce qu'il avait promis, après la libération du Koweït, de consacrer tous ses efforts au processus de paix. Cela avait conduit à la conférence de Madrid, en octobre 1991, puis en septembre 1993 aux accords d'Oslo, aujourd'hui réduits à néant par la nouvelle flambée de violence.

Les alliés des Etats-Unis dans la région avaient fait confiance à Bush père. Ils estiment avoir été trompés, et se méfient de son fils.

LE FIGARO

24 SEPTEMBRE 2001

Talabani takes Halabja Monday night, Barzani sends message to Ankara

Northern Iraq heats up, Baghdad threat feared

SAADET ORUC

While the United States and Britain step up military activity at Turkey's Incirlik air base, a move regarded as preparations for a possible operation against Saddam Hussein, the situation in Kurdish-controlled northern Iraq is heating up as locals fear an imminent attack from Baghdad.

Iraq has already served notice in its daily Babil newspaper that it will "re-take" northern Iraq from the Kurds if it is attacked by the Western powers.

Meanwhile, Iraqi Kurdish leaders have set up a joint front to combat Islamic radicals in their region, who are suspected of collaborating with Osama Bin Laden.

The Turkish Daily News was told that Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan and Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party had agreed to fight rising Islamic extremism in their region even before the Sept. 11 attacks in New York and Washington.

As a part of this campaign, Talabani's forces launched an all out attack and took over the Halabjah city in northern Iraq, which was controlled by the militants of Jund-ul Islam on Monday night, northern Iraqi officials said.

Further remarks made by the northern Iraqi officials, on the other hand, confirmed the activities of fundamentalist groups in the region, which had links with the Saudi terrorist bin Laden.

The fighting at the Bayana and Tawalla districts, at the southern parts of Halabja, which erupted on Sept. 23, between Talabani and the fundamentalists in the region is still continuing, sources stated.

Talabani's taking Halabjah may cause a new tension between Iran and the Iraqi Kurds, observers say.

"Iran had mediated between the Islamic Movement of Kurdistan (IMK) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). Tehran has been demanding the PUK not to have an eye on Halabjah. Now, a crisis may explode between Tehran and the PUK," they commented.

Jund-ul Islam and Osama bin Laden

According to the sources briefing the TDN, Jund-ul Islam, the Arab-Afghan origin group, was formed when three groups, Tevhid (which was responsible for the assassination against the governor of Arbil, Francois Hariri in March 2001), Jihad-i Islami, which was active in Halabja region and Soran Peshmerga Force united their forces.

The total number of militants of Jund-ul Islam is nearly 300-400.

The political message given by Jund-ul Islam was commented to be quite similar to the policies of bin Laden, regional sources commented.

The militants of these groups were trained in bin Laden's camps in Afghanistan and were attacking women who were without headscarf and are also against shops selling alcoholic drinks in northern Iraqi cities.

Defining the leading two Iraqi Kurdish parties as infidel and secular groups, Jund-ul Islam targets these parties as well, official sources stated.

Iraq reported to be trying to destabilize the North

Babil newspaper commented in a recent article that in case of a U.S. attack against Iraq, Baghdad may attack the north to retake control of the Kurdish-administred region.

"This is one of the options," says a northern Iraqi official.

"Iraq is trying to destabilize the north," Iraqi Kurdish sources say.

PUK & KDP work closely: Barzani sends envoy to Ankara

The arising threat against the Iraqi Kurdish groups led to broad cooperation between the two rival Kurdish parties.

Before the clashes, sending an envoy to Talabani on Sept. 9, Massoud Barzani, the leader of the KDP proposed cooperation, defining the acts of fundamentalists as a serious threat.

Barzani's close aide Hoshyar Zebari was in Ankara on Tuesday and had a broad evaluation at the Foreign Ministry.

The main message of Barzani to Ankara was to increase cooperation on security, sources said.

Zebari had talks with officials from the Middle Eastern department of the Turkish Foreign Ministry on the shifting regional balances in the aftermath of the Sept. 11 attacks.

Another KDP official was in Tehran to evaluate the political environment in the region, while Zebari was meeting with Turkish officials in Ankara.

Amid the thunder of the changing facts of northern Iraq, Turkey is reported to be getting more involved in the region, as the Iraqi Kurds demand a broadening of cooperation in all fields, especially concerning security matters.

Ankara - Turkish Daily News

Le Monde 26 SEPTEMBRE 2001

La Syrie et l'Iran contre le terrorisme

OUI, le terrorisme aveugle dont les Etats-Unis ont été la cible est condamnable et inacceptable, mais ce n'est pas une raison suffisante pour se rallier à toute décision ou initiative que prendraient les Etats-Unis pour riposter aux terroristes : telle est la position de la Syrie et de l'Iran, que Washington continue de classer dans la catégorie des pays qui soutiennent le terrorisme, mais dont l'attitude rejoint celle de l'ensemble des pays arabes et musulmans. Déjà, en août 1990, lors de l'invasion du Koweït par l'Irak, Damas et Téhéran avaient déjà choisi le même camp. Il y va aujourd'hui, comme alors, de leurs propres intérêts.

Aucun gouvernement arabe, musulman ou autre ne pouvait approuver l'offensive terroriste dont les Etats-Unis ont été la cible, quels que soient ses griefs contre Washington. Seul l'Irak de Saddam Hussein a estimé que les Américains avaient ce qu'ils méritaient.

Surtout, les moyens mis en œuvre par leurs auteurs ont montré qu'aucun pays n'était à l'abri. Cette perception d'un danger les menaçant eux aussi avait déjà été, en 1990, l'une des raisons qui avaient porté la Syrie et l'Iran à dénoncer Bagdad et à se joindre, politiquement mais non militairement, à la coalition multinationale anti-irakienne.

L'autre raison est que ces deux pays, désireux de s'ouvrir au monde, même si ce n'est pas à n'importe quelle condition, souhaitent en finir avec les accusations de terrorisme. En août, l'Iran était encore accusé par Washington d'être l'insti-

gateur de l'attentat qui, en juin 1996, avait entraîné la mort de vingt-trois soldats américains, à Dhahran, en Arabie saoudite - accusation maintes fois démentie par Téhéran aussi bien que par Riyad. La Syrie pour sa part se voit régulièrement reprocher son soutien aux organisations de l'opposition palestinienne et au Hezbollah libanais, que les Etats-Unis tiennent pour des mouvements terroristes.

« *Terrorisme* » et « *lutte de libération nationale* » sont deux choses distinctes, n'ont cessé de clamer Damas et Téhéran au cours des derniers jours.

Le président syrien Bachar El Assad l'a rappelé à l'occasion d'une tournée expresse au Yémen, en Arabie saoudite et en Egypte. Et, à Téhéran, le ministre des affaires étrangères, Kamal Kharrazi, a pris l'initiative - assez rare, sinon inédite - de joindre certains de ses homologues occidentaux pour leur dire la même chose. Mais tous deux ont surtout souligné qu'une riposte aux terroristes doit être « *ciblée* » et se faire sous la coordination des Nations unies. C'est que la Syrie comme l'Iran estiment avoir bien des raisons de se garder d'un leadership américain.

La première tient à l'« *expérience* » irakienne : la coalition multinationale constituée en 1990-1991 contre Bagdad à l'initiative des Etats-Unis et dirigée par eux a, certes, permis de libérer le Koweït, mais, depuis, estime Damas et Téhéran, Washington se comporte en terrain conquis, maintient des sanctions dont la seule victime est le peuple irakien et interprète les résolutions des

Nations unies d'une façon restrictive, sans tenir compte des intérêts des gouvernements et des peuples de la région. La Syrie et l'Iran, au diapason de la quasi-totalité des Etats du Proche-Orient, sont par ailleurs outrés de la manière dont les Etats-Unis se sont quasiment « *appropriés* » la recherche d'une solution au conflit israélo-arabe et par leur alignement sur l'Etat juif.

SIMILITUDE DE VUES

Certains pensent que, s'ils n'étaient poussés par leurs opinions publiques, les gouvernants de ces pays s'accommoderaient d'une action punitive américaine ou multinationale contre des populations musulmanes, du comportement d'Israël envers les Palestiniens, ou encore de la politique américaine concernant l'Irak. Mais ils savent surtout qu'un blanc-seing accordé à l'Etat juif en Palestine, outre qu'il léserait les droits du peuple palestinien, créerait un précédent qui les menacerait eux-mêmes.

Pour l'Iran, le maintien, pour cause de « *danger* » irakien, d'une présence militaire américaine massive dans le Golfe n'a rien de rassurant. De fait, les Etats-Unis y sont toujours suspectés de chercher à encercler la République islamique, dont un autre voisin, la Turquie, est membre de l'OTAN, tandis que se déploient les « *manœuvres pétrolières* » américaines autour des projets d'oléoducs destinés à acheminer le pétrole de la mer Caspienne, manœuvres dont l'un des buts, disent les dirigeants iraniens, est d'ostraciser leur pays et de renforcer

la « *présence* » américaine à leurs frontières. Conservateurs et réformateurs ont condamné sans réserve les attentats antiaméricains. En la matière, il n'y a pas de différence entre le guide de la République, c'est-à-dire son autorité suprême, l'ayatollah Ali Khameneï, figure de proue des premiers, et le président de la République, Mohammad Khatami, portedrapeau des seconds. Tous deux ne veulent pas d'une riposte qui pénaliserait des populations entières, a fortiori s'il s'agit de l'Afghanistan voisin sur lequel les regards se portent. Ils n'ont aucune sympathie, et c'est peu dire, pour le régime des talibans, mais ils craignent une onde de choc sur leur propre territoire, ne fût-ce que par un nouvel afflux de réfugiés qui viendrait grossir le million et demi déjà existant.

Cette similitude de vues n'en cache pas moins des nuances au sein du pouvoir iranien. La presse conservatrice a vu dans les attentats la confirmation de la vulnérabilité des Etats-Unis, indique Morteza Mardaha, professeur de sciences politiques à Téhéran, tandis que les journaux réformateurs en soulignent le caractère injustifiable, mais néanmoins explicable par la marginalisation dont sont victimes des peuples entiers dans un mouvement de mondialisation fondé sur un libéralisme sauvage. Toujours d'après M. Mardaha, les amis de M. Khatami estiment que, si à quelque chose malheur devait être bon, les Américains pourraient prendre conscience de cette injustice.

Mouna Naim

Piskinsut Resigns From DSP

Anatolia September 26, 2001

ANKARA - Sema Piskinsut, a deputy of the Democratic Left Party (DSP) from Aydin province, resigned from her party on Wednesday.

Meanwhile, Mahmut Bozkurt, an independent deputy from Adiyaman province, joined the True Path Party (DYP).

Following resignation of Piskinsut, number of DSP deputies decreased to 131 while number of DYP deputies increased to 80 after Bozkurt joined the DYP.

Current distribution of seats at the parliament is as follows :

Democratic Left Party (DSP)	131
Nationalist Movement Party (MHP)	126
Motherland Party (ANAP)	86
True Path Party (DYP)	80
Justice and Development Party (AK Party)	82
Felicity Party (SP)	48
Independent	18
Vacant	9
TOTAL	550

* * * * *

Green light for Kurdish broadcasting

Turkish Daily News September 27, 2001

Parliament, which is reviewing the most radical amendment package to the 1982 Constitution yet seen, is accepting the articles with overwhelming votes and with surprising speed. Parliament had intended to see only six of the 37 articles in the package on the first day of voting: It actually passed nine articles and completed a review of a tenth on the first day.

While the provisions banning broadcasting in Kurdish are lifted, so the period a suspect can be kept in detention has been shortened. The articles in the package are being passed with votes of 400 plus, although this amount of support was not seen when it came to Articles 26 and 28 of the Constitution concerning broadcasting in Kurdish. All the same, the voting to get these articles passed still managed to secure more than the 367 minimum required by the Constitution.

A total of 429 deputies took part in the vote on Article 26, which was the ninth article in the package. It was passed with 397 votes. There were 29 votes against, one abstention, one empty ballot paper and one invalid. Thus the provision, "No language prohibited by law shall be used in the expression and dissemination of thought," has been lifted from Article 26. The voting for article 28 saw 421 deputies take part. It was passed with 391 votes for, 25 against, 2 abstentions and three empty. The provision, "Publication shall not be made in any language prohibited by law," has been removed.

Furthermore, a provision stating that the freedoms contained within the article "shall not be used against national security, public order, public security, the founding principles of the republic or the indivisible unity of the nation and state of the country."

Detention period reduced

The fourth proposal in the amendment package making changes to Article 19 of the Constitution was also accepted. A total of 464 deputies took part in the vote with 440 voting for, 15 against, four abstentions, four empty and one invalid voting slip.

The amendment introduces new assurances to Article 19, which covers personal liberty and security. Accordingly, persons detained on suspicion of committing one crime can be held in custody for 48 hours, while this period is extended to four days for crimes committed collectively. These periods had been 48 hours and 15 days respectively. The earlier talks at the Constitutional Commission had reduced the latter period to seven days. However, all six parties agreed between them to reduce this to four days. The proposal to further amend the amendment proposal was voted on by 482 deputies, with 455 voting for, 21 against, five abstentions and one empty voting slip. The sentence in question now reads, "The person arrested or detained shall be brought before a judge within 48 hours and within four days at the most for crimes committed collectively, excluding the time taken to send him to the court nearest the place of arrest." This complies with European Human Rights Convention.

Motherland Party (ANAP)'s Ekrem Pakdemirli said that these periods had resulted in the European Court of Human Rights seeing 320 cases against Turkey and therefore it would be right to reduce them in line with European standards. In addition, a provision stating that the next of kin of the detained person should be immediately informed of what has happened has been added. The provision currently reads, "Notification of the situation of the person arrested or detained shall be made to the next of kin, except in cases of definite necessity pertaining to the risks of revealing the scope and subject of the investigation compelling otherwise."

Another amendment to Article 19 introduced a provision stating that the compensation to be paid by the state to the suspect should they be hurt in any way be determined by law. "Damages suffered by persons subjected to treatment contrary to the above provisions shall be compensated by the state in accordance with the general principles of compensation law."

Private life and inviolability of domicile

By means of an amendment made to Article 20 of the Constitution, which covers the secrecy of private life, no person shall be subjected to a physical search nor their private papers or belongings searched or seized without a court verdict or approval of the relevant authority. This article complies with the European Human Rights Convention and states that the search order passed shall be approved by a judge within 24 hours. A further provision stating that judge's decision has to be announced within 48 hours of the belongings being seized, failing which the seizure becomes invalid.

A total of 450 deputies voted on this the fifth item on the agenda and it was passed with 437 votes. There were five against, two abstentions, three empty and one invalid voting slip.

Similar amendments were made to Article 21, which covers the inviolability of the domicile. A warrant is required in order for a suspect's house to be entered. The judge has to disclose the decision within 48 hours of the search being made.

This vote on the sixth article in the amendment package was voted on by 408 deputies. There were 397 votes for, five against, three abstentions, two empty and one invalid paper.

Restrictions to telephone tapping

By means of an amendment made to Article 21 of the Constitution, which governs freedom of communication, the all too frequent occurrence of illegal phone tapping is being targeted. Accordingly, a warrant is required to bug somebody's telephone. Exceptions are to be determined by the Law on Public Bodies and Institutions.

This seventh article in the amendments package saw 425 deputies vote with 415 voting for. There were eight votes against, one abstention and one invalid.

Freedom of residence and movement

By means of an amendment made to Article 22, which governs freedom of residence and movement, the provision, A citizen's freedom to leave the country may be restricted on account of the "national economic situation" has been lifted.

This eighth proposal was voted on by 442 deputies, of whom 430 voted for, eight against with three abstentions and one empty.

The amendment package's 11th article on Article 31 of the Constitution, which governs the right to use mass media other than the press owned by public corporations, was passed with 422 out of 461. There were 14 against, two abstentions and three empty. In accordance with the European Human Rights Convention, no obstruction shall be made to the public's obtaining information except for reasons of national security, public order, general morality and preservation of health.

Rights of associations and foundations

An amendment made to Article 33 of the Constitution, which governs freedom of association, has expanded the rights of all persons including legal entities. Accordingly, restrictions can be placed on the freedom to found an association only on account of national security, public disorder, crime prevention, general health and morality and the preservation of the rights of others. These arrangements will also be made by law. Associations may only be closed down on the order of a judge. The order must be announced within 48 hours or it becomes invalid.

This twelfth proposal was voted on by 462 deputies of whom 447 voted for, nine against with one abstention, four empty and one invalid paper.

* * * * *

GLOBAL BEAT : CENTER FOR WAR, PEACE AND THE NEWS MEDIA

New York University

THE IRAQ FACTOR: IT'S THERE. . .AND IT ISN'T. YET. By Jeff Stein Sept. 26, 2001

WASHINGTON -- Much has been made of Osama Bin Laden's suspected connections with Iraq in the two weeks since suicide pilots flew passenger planes into the World Trade Center and Pentagon. They rest primarily on reported meetings here and there between Iraqi agents and bin Laden's operatives -- important evidence, but hardly conclusive.

Having recently authored a book with the chief designer of Saddam's nuclear bomb, however, and having reported on this and related issues for a number of years, I think I can add a few more clues to the growing pile.

First of all, Saddam is a master of indirection. He will rarely make a mistake that might threaten his own survival. He demurred from putting chemical or biological warheads on the missiles he hurled at Israel during Desert Storm, certain that he'd get a nuclear response. Likewise he heeded Washington's warning in 1991 not to use weapons of mass destruction on Allied troops.

And he would avoid being directly involved in a terrorism spectacular on American soil that would ensure a devastating response from President Bush. Thus, barring disclosures from another defector from Saddam's inner circle in coming weeks, it's unlikely that proof of direct Iraqi ties to the plot will soon be found.

On the other hand, there's a natural synergy between Saddam and bin Laden. The Saudi terrorist provides a handy cat's paw for Saddam to wreak havoc against the U.S. without directly challenging Washington, while bin Laden can exploit Iraq's long experience with clandestine operations for his own anti-American goals.

One of the ways Saddam and bin Laden could work together is in organizing an attack against the United States using chemical or biological weapons. New revelations about a secret operation in Iraq by Khidhir Hamza, the chief of Saddam's nuclear weapon's program who defected to the United States in 1994, may provide yet another clue to Saddam's ties to bin Laden, as well as bin Laden's need for Saddam.

Hamza, whose memoirs I co-authored, says that as part of his plan to defect, he had bought a country house about 40 miles north of Baghdad, along the road leading to the No-Fly Zone enforced by U.S. and British warplanes.

Hamza says that one day a man in his mid-30s came by and introduced himself. It turned out he was a Palestinian in charge of a commando training camp. Abu-Khalid, as he called himself, confided to Hamza that he was sending his budding commandos into Kuwait and Saudi Arabia on training missions -- with mock chemical and biological weapons.

According to Hamza, Abu-Khalid told him that each trainee carried a device which they were required to plant at their targets, including "major water reservoirs and food storage areas." He added that "on some missions, we even wear gas masks and special protective suits."

Hamza says Abu-Khalid was coy about divulging further details, beyond saying the trainees were required to bring back a picture of the device on the target with "a special camera." But Hamza says Abu-Khalid clearly meant to imply that his commandos were training to plant chemical or biological weapons abroad.

Over the months, Hamza says, Abu-Khalid led him to believe there were many groups like his. A constant stream of recruits passed through his camp en route to tactical training camps elsewhere, he said. There they fired weapons and ate only what they could forage or capture.

It was classic commando training, but for what?

Hamza, keeping a low profile for his own escape, had no way to judge Abu-Khalid's story, nor interest in asking questions that would arouse suspicion.

But developments in the wake of the Sept. 11 terrorist attacks raise the possibility that training camps in Iraq had designs whose outlines we may be discovering only now.

The first was news that Arab operatives here had looked into learning how to fly crop dusters. Since none of the suspects are farmers, they could have had only one other purpose in mind: a chemical or biological attack on a U.S. target.

The second unnerving news was that two Iraqi operatives had been arrested in Kuwait last Sunday. It's tempting to draw a line between that and Abu Khalid's commando training camp, which could only operate under Saddam's personal purview. Intelligence operations are his obsession.

Another dotted line between Saddam and Osama bin Laden can be drawn from the fact that Iraq is the only Arab regime that has used chemical and biological weapons on humans -- and not just on a battlefield.

The tests began in 1984, when about 100 Shiite prisoners were shipped to a West German-built pesticide factory at Samara and subjected to chemical agents, according to Dr. Hamza. None returned.

In 1985, another group of about 50 prisoners was taken to a major weapons facility at Salmon Pak for biological experiments. None returned from there, either.

Prisoners in other experiments were given vaccines upon release and were monitored as they fell with flu-like symptoms and eventually died. Other Shiite prisoners were trucked to trenches where Iraqi aircraft dropped chemical canisters on them.

Chemical weapons were then deemed ready for use on Iranian human-wave assaults in the waning months of the Iran-Iraq War.

In March 1988, Saddam dropped nerve gas on the Kurdish village of Halabjah, a name that became as infamous as Guernica and My Lai when pictures of some 5,000 corpses, some of them of mothers holding their infants, were published in the West.

Less well known is that Saddam tested biological weapons on Kurdish villagers. In 1987 typhoid spores were dumped into the water supplies of villages around the city of Sulimaniya, in the remotest part of the Kurdish region of northern Iraq. Deaths were estimated to number between 100 and 400 people, calculated from the testimony of victims who showed up at Turkish hospitals with a particular strain of the disease.

In the same year, a gas attack was unleashed on Kurdish villages near Arbil, capital of the Kurdish north. This time survivors were gunned down by Iraqi troops.

The point here is that not just anyone can mix up a batch of chemical or biological weapons, much less employ them efficiently on a target. That takes a reliable supplier, at least one skilled scientist, and practice -- preferably on living

subjects in well-hidden, wide open spaces -- especially if one's target is an American town or city.

Do the Taliban have all these? Not likely. Does Osama Bin Laden? Also not likely. The best suspect to have them all is Iraq.

Jeff Stein is a special correspondent on terrorism for the San Francisco Chronicle. He has written frequently on national security issues for a wide range of publications, including the Washington Post, the New York Times, GQ, Esquire, Talk and Salon. Last year, he coauthored Saddam's Bombmaker with Khidhir Hamza, father of the Iraqi nuclear program, which has just been issued in a new paperback by Touchstone/Simon & Schuster.

* * * * *

The Sun (Baltimore)

Eyes turn to Iraq in attack on U.S.

By Dan Feserman and Michael James September 27, 2001

As the United States builds its case and its battle plan against the nomadic Osama bin Laden, a small but influential core of policy-makers and analysts is pointing toward a second potential suspect in the Sept. 11 terrorist attacks - Saddam Hussein of Iraq.

The group, which includes Deputy Defense Secretary Paul D. Wolfowitz and former CIA Director R. James Woolsey, bases its suspicions partly on the work of Middle East scholar Laurie Mylroie, whose painstaking investigation of trial evidence in the 1993 bombing of the World Trade Center concluded that the plot's mastermind, Ramzi Yousef, was an Iraqi intelligence agent.

Such findings, while disputed, have been augmented in recent days by tantalizing clues in the current case - a reported meeting several months ago in Europe between hijacker Mohamed Atta and an Iraqi intelligence agent, for example. Proponents of pursuing the Iraqi connection say it is naive to believe that bin Laden's loose network of trainees could have carried out such a sophisticated plan without support from intelligence professionals.

"I basically think it's a strong possibility that has to be put at the top of the list to investigate," Woolsey said.

"It should be pursued without any further delay," said Richard Perle, a former assistant secretary of defense for international security policy. "And if Iraq was indeed involved in 1993, then it is another piece of circumstantial evidence to link them to this attack."

The Iraq connection

The calls for a closer look at Hussein, one of the few world leaders not to offer condolences since Sept. 11, have not gone unheeded. "There are bits and pieces of information that point in the direction of possible Iraqi involvement, and they are being pursued," said a U.S. official involved with the case. "It is pretty much a certainty that there was a meeting [between Atta and Iraqi intelligence]. Did it have a bearing on these attacks? The bottom line is, we don't know yet."

Even without discovery of a strong link, the recent attack's echoes of the 1993 bombing and other plots have been striking to Mylroie and Woolsey. To them, the four simultaneous hijackings and attacks on the World Trade Center and Pentagon represent the next logical escalation in the plans of Yousef, the terrorist who directed the 1993 bombing and is now imprisoned.

Yousef's intent in 1993, Mylroie said, was to send one tower toppling into the other, collapsing both in a poisonous haze of cyanide gas that would kill thousands more. The collapse did not occur, and the cyanide burned up in the heat of the explosion, but Yousef wasn't done. He planned another ambitious attack for early 1995 that never materialized - the simultaneous bombing of 11 U.S. commercial airliners while crashing another plane into CIA headquarters in Northern Virginia.

Yousef was not just any operative. Mylroie argues in a detailed chronology of curious events that he was actually an Iraqi intelligence agent operating under a stolen identity - a "legend" created for him during Iraq's military occupation of Kuwait.

But addressing Iraq's possible links to the Sept. 11 attacks will be more complicated than simply pursuing leads, mostly because the Bush administration is trying to build support in the Arab and Muslim world for an anti-terrorism coalition. The populations of many Arab nations sympathize with Iraq, believing that the United States has bullied the country with economic sanctions and periodic airstrikes since the end of the Persian Gulf war in 1991.

Myroie argues that Iraq has never stopped fighting the war and that Hussein's chief means of striking back has been terrorism. The foundation of that contention is spelled out in her year-old book *Study of Revenge*.

Myroie dug through government evidence from the trials in the 1993 bombing case, including much that was never presented in court. She established a trail of phone records and false identities that she says leads directly to Baghdad.

She says that one of the men indicted in the 1993 bombing plot, Abdul Rahman Yasin, who fled after the explosion and is still at large, is believed to be living in Baghdad and is an employee of the Iraqi government. She notes that the date of the attack, Feb. 26, was the second anniversary of the end of the gulf war.

But perhaps her most intriguing information concerns the mastermind Yousef. Known in New York Islamic circles as "Ramzi the Iraqi," Yousef left the United States shortly after the bombing, traveling on a Pakistani passport under the name Abdul Basit Karim, with an address in Kuwait.

Karim was a real person, Myroie concluded, with a file at Kuwait's Ministry of the Interior. But she said his file had been tampered with, citing a notation from Aug. 26, 1990, which stated that he and his family had left the country for Pakistani Baluchistan, via Iraq and Iran.

The date of the notation was during Iraq's occupation of Kuwait. Friends of Karim's described him as being shorter and thinner, and with different facial features, yet the fingerprints contained in the file matched Yousef's.

Myroie concludes that Iraqi authorities killed Karim during their occupation of Kuwait, then doctored his file in order to steal his identity for their agent, to hide his Iraqi ties. Yousef, who was later captured in Pakistan and convicted for his role, is now in federal prison, where he has reportedly said little to authorities since Sept. 11.

Missing the big picture

The FBI never looked into Yousef's possible connections to Iraq, despite early suspicions of Iraqi involvement by the bureau's initial chief investigator, the late James Fox. Myroie said the Justice Department was more interested in obtaining enough evidence to secure convictions of those indicted in the case.

Paul Bracken, a terrorism expert and a professor at Yale University's School of Management and Political Science, said that is the typical course, and because of that, U.S. anti-terrorist investigations have historically "missed the big picture."

"A foreign policy motive is not high on prosecutors' lists," Bracken said.

The FBI compounded the error by not sharing its findings with U.S. intelligence services, Myroie said.

That, too, is a common occurrence when government agencies are operating on the same turf, according to Andrew C. White, a former assistant U.S. attorney in Baltimore. And no agency guards its findings more closely than the FBI, said White, who handled several international cases.

"They're the big boys on the block and they got that way by not sharing anything," White said. "They feel they have the breadth of experience to carry out any investigation, including one involving national security, by themselves."

As a result, Woolsey said, "There's only one person who went down into the courthouse basement and read through all that [evidence], and it was Laurie."

Her work was enough to convince him, Wolfowitz and others of possible Iraqi complicity in 1993 - and, by extension, in the current case. Others remain skeptical.

Vincent M. Cannistraro, a former counterterrorism chief of the CIA, publicly praised Myroie's work with a comment

printed on the jacket of her book. But he calls her premise of creating a false identity for Yousef "speculative," saying: "It assumes Iraqi intelligence had the foresight to plant a sleeper agent and falsify documents during its short-term occupation of Kuwait. I just don't think they were that on the ball."

Since the attack two weeks ago, a handful of clues has trickled out, such as the report of Atta's meeting, which suggest involvement either by Iraq or some other hostile nation.

"One of the things I've found most interesting is that some of the hijackers seem to have taken other people's identities," Mylroie said. "That's what intelligence services do," said Woolsey, who ran one. "You really have to be naive to say, 'Well, he may have stolen the identity, but he stole it on his own.'"

In addition, news accounts describing several of the hijackers' drinking and gambling habits don't square with the usual abstemious lifestyle of a fundamentalist Muslim, the sort that supposedly dominates bin Laden's far-flung networks. Yousef, too, was noted for having a taste for the nightlife while he lived in the Philippines shortly before the 1995 attack.

Intriguing reports

This week, Richard Minter of The Wall Street Journal Europe offered a compilation of recent news reports of further intriguing tidbits - a London Daily Telegraph report of warnings relayed to the United States in August by Israeli intelligence of an imminent large-scale attack with "strong grounds for suspecting Iraqi involvement"; a report in Canada's National Post that bin Laden had set up training camps in Iraq in 1997; a report in London's The Guardian that Farouk Hijazi, a senior Iraqi intelligence officer, had met in December 1998 with bin Laden, possibly offering him asylum; and a Washington Post report citing U.S. intelligence sources, who said Iraqi intelligence agents had been in contact with bin Laden in the days leading up to Sept. 11.

For such reasons, Mylroie said, she was disappointed when President Bush did not single out Iraq in his address to the nation last Thursday night.

"I wasn't very impressed," she said. "It was all about 'groups,' and al-Qaida. Even if you do make the connection to bin Laden, you're still stuck with the case of why he couldn't have done any of this without state support."

* * * * *

The Wall Street Journal Europe September 26, 2001

Saddam Was Involved

by Asla Aydintasbas

As it debates how to respond to the Sept. 11 attacks, the U.S. government has roughly divided between those who favor a limited strike directed at Osama bin Laden and his Afghan hosts and a camp that wants to hit other targets as well. This second group, led by Secretary of Defense Donald Rumsfeld, wants to include Iraq in a broader campaign against terror. This isn't about settling old scores. It seems increasingly clear that if bin Laden was involved in the attacks, so was Saddam Hussein.

The U.S. is still looking for evidence linking the attacks to states that support terrorism. What there is so far leads directly to Baghdad. One of the terrorist hijackers, Mohamed Atta, met Iraqi agents in Prague in June 2000, according to Iraqi opposition sources who reported the meeting to U.S. authorities. At the time he and two fellow hijackers lived in Hamburg, where they reported their Egyptian passports stolen two years ago. "They presumably wanted to get rid of visa entries from Iraq and Afghanistan to make it easier to travel to the United States," a German Interior Ministry spokesman told the German daily Bild last week.

There are other pieces of the puzzle. A high-level Iraqi representative met bin Laden in December 1998 near Kandahar. Saddam's envoy was none other than Faruq al-Hijazi, Iraq's current ambassador to Turkey, who was deputy head of military intelligence at the time. Long regarded as the "mastermind" of Iraq's military intelligence, Hijazi today sits in Ankara, from where he conveniently directs Iraq's financial and intelligence operations in Europe.

Asylum and Resources

The Kandahar meeting with bin Laden marked the beginning of a new era of cooperation between Baghdad and the Saudi exile. Saddam offered bin Laden asylum and resources for his next moves, a former senior U.S. official told me.

Were U.S. authorities unaware of the connection between bin Laden and the Iraqi regime? Not at all. News of such cooperation surfaced in U.S. circles very soon after the secret rendezvous based on information provided by dissident groups and informants. The meeting has since been reported on.

Nor were the Turkish authorities entirely ignorant of Hijazi's role in enforcing Iraq's regime of fear inside and outside the country, having been told by allies that the spy-master had a long career as Saddam's top military-intelligence operative. Hijazi was even rejected by Canada as ambassador. His appointment had in fact caused an internal rift within the Turkish government in 1999, pitting former President Suleyman Demirel, who was unwilling to accept the shady spychief, against Prime Minister Bulent Ecevit, who advocated improving ties with Baghdad. In the end, and after a personal plea by Tariq Aziz, Iraq's deputy prime minister, Mr. Ecevit got his way.

Similar decisions and other seemingly small acts of appeasement have repeatedly been taken by other states in the region and Europe, as well as United States itself. American authorities dismissed links between Iraqi agents and Ramzi Yousef, the prime suspect in the 1993 bombing and a shrewd identity-card thief according to Middle East scholar Laurie Mylroie. Former President Bill Clinton was criticized by the law-enforcement community, and reportedly the former FBI chief Louis Freeh, for intentionally turning a blind eye to suggestions of Iranian involvement in the Khobar Towers bombing in Saudi Arabia in 1996, which left 19 Americans dead. In countless other examples, the international community has let terrorists and collaborators of rogue states slip by, even seep into innocent communities, thus progressively weakening the international resolve that stood up to Iraqi belligerence during the Gulf War.

In fact, until slapped with unspeakable aggression this month, the U.S. and its allies have collectively refused to face up to the terror network woven in the dark and bright corners around the globe. Enough soul-searching has been taking place in the court of public opinion since last Tuesday about the costs of American inability to deal with "unsavory characters" and make hard choices with huge political consequences. In the case of Turkey, turning away an Iraqi ambassador would have meant losing millions of dollars in Iraqi oil money.

In the case of United States, finding Iraqi fingerprints behind terrorist acts in the 1990s would have forced the Clinton administration to take direct and lasting action against the regime of Saddam Hussein, perhaps even toppling him. Fears of regional instability or damage to U.S. image in the Muslim world have led to emphatic denials of Saddam Hussein's capacity for cunning.

Everyone hence avoided confrontation for so long that it became a destiny.

Today, Washington once again is split between those who want to pursue the Iraqi connection and the nay-sayers who call for caution. But as former CIA chief James Woolsey says "whether perpetrated by bin Laden and his associates or by others, [the attacks] were sponsored, supported, and perhaps even ordered by Saddam Hussein." Settling Old Scores. Those who have spent the last week trying to dispel the notion that Iraq might be behind the attacks argue that a rush to persecute Baghdad might destabilize the region and damage U.S. credibility in the Middle East by appearing to be settling old scores.

Long destabilized by lack of democracy and violence stretching from West Bank to Yemen, however, the Middle East can only benefit from settling old scores. As Washington tries to rally allies around an international military coalition to root out terror, a policy of zero-tolerance towards terrorism will inevitably touch upon Saddam's links with outside groups and bin Laden. The question thus is not "Are you with us?" as President George W. Bush is asking, but "Will you go all the way?"

And it should be asked not just in international capitals but in Washington itself. Global spectators of televised wars have seen enough Tomahawk shows in Middle Eastern skies over the last decade. None however have got to the root of international terrorism. Over the next few days, the United States should make clear to allies its commitment to pursue possible state links wherever they go. On this path, opening the files from 1993 and asking Ambassador Hijazi about his meeting with bin Laden would be a good start. Ms. Aydintasbas is a Turkish journalist based in New York.

* * * * *

au Proche-Orient afin d'obtenir l'approbation de tous les pays de la région au plan américain de coalition contre le terrorisme

Téhéran se demande de quel côté pencher

Téhéran :
Serge Michel

Vingt personnes. C'est tout ce qu'un diplomate a pu apercevoir, hier vers midi, de sa fenêtre de l'ambassade du Royaume-Uni à Téhéran. Vingt personnes alors que des tracts conservateurs appelaient à manifester contre l'arrivée dans la soirée du ministre britannique des Affaires étrangères, Jack Straw, qui effectuait dans un climat tendu la première visite de ce niveau à Téhéran depuis la révolution.

En soi, ce petit nombre de manifestants pourrait indiquer que les choses changent. Déjà, le président a condamné les attaques de New York et de Washington. Déjà, la rue a manifesté sa sympathie en organisant deux cérémonies

pour les victimes (violemment dispersées par la police). Mais la véritable position de l'Iran est en train de se décider en coulisses, où règne la plus totale agitation. Pour l'Iran,

c'est bel et bien l'heure du choix.

Faut-il réintégrer la communauté internationale au nom de la lutte contre le terrorisme ? Ou tenter de prendre la tête d'un mouvement musulman qui protesterait contre

Faut-il réintégrer la communauté internationale au nom de la lutte contre le terrorisme ?

l'agression américaine ? Sera-t-il possible de rester neutre alors que les États-Unis ne distinguent plus désormais que des « amis » et des « terroristes » ? Pourra-t-on coopérer secrètement avec l'Occident tout en continuant d'afficher une hostilité de façade aux frappes américaines ? Si oui, l'Iran obtiendra-t-il en contrepartie la levée des sanctions économiques comme l'Inde et le Pakistan ?

Et aussi : le président réformateur Mohammâd Khatami a-t-il une marge de manœuvre suffisante pour s'engager auprès de l'émissaire britannique ? Est-il soutenu par le guide suprême Ali Khamenei ? Y a-t-il des

risques de troubles majeurs, voire de coup d'Etat, si le président s'engage trop loin ?

En dépit de sa complexité, le système iranien va devoir accoucher au plus vite de réponses cohérentes à ces questions. Car la rencontre avec Jack Straw sera déterminante. C'est sans doute dans les mois à venir la seule occasion pour les hautes sphères iraniennes d'avoir un contact sûr et direct avec un homme proche du cœur décisionnel américain. Le reste des messages devra être acheminé par le canal de l'ambassade de Suisse à Téhéran, qui représente les intérêts américains depuis la révolution, ou par d'autres canaux qui comportent des risques de fuite comme cela a été le cas en 1999 pour la lettre confidentielle de Bill Clinton à Khatami, qui a fini dans les mains des conservateurs.

Pour l'heure, la position que l'Iran décline sur tous les tons, c'est qu'il est prêt à participer pleinement à une coalition anti-terroriste, à condition que cela se déroule sous l'égide

des Nations unies. Même s'il est désormais évident que les États-Unis vont se passer des Nations unies. Un premier analyste, qui préfère rester anonyme, voit là le danger d'être condamné à rester neutre, comme lors de la seconde guerre du Golfe (1991). « Cette attitude n'avait apporté au pays aucun avantage substantiel et l'avait relégué au rôle de simple spectateur des événements majeurs de la région », dit-il.

Un autre observateur politique est plus optimiste. « C'est évident qu'on ne peut pas se ranger d'un coup sous le drapeau américain après lui avoir mis le feu durant vingt ans, dit-il. Mais cela laisse d'importantes possibili-



Manifestation de soutien aux victimes des attentats du World Trade Center, dans une rue de Téhéran, le 18 septembre. (Photo Behrouz Mehri/AFP.)

tés de coopération secrète, notamment dans le domaine des échanges d'information. » On affirme que Jack Straw va notamment demander de l'aide sur Imad Mughniyeh, un terroriste très actif dans les années 80 au Liban et spécialiste des détournements d'avion. Des journaux européens croient savoir que Mughniyeh se trouve dans la ville sainte de Qom (150 km au sud de Téhéran) et a eu de récents contacts avec des lieutenants d'Oussama ben Laden. Si c'est le cas, le personnage bénéficie de protections chez les ultraconservateurs et Khatami va pouvoir immédiatement tester sa marge de manœuvre.

Un troisième avis va encore plus loin. « Les réformateurs ne se tiennent plus de joie, estime ce consultant pour compagnies étrangères. Ils voient dans cette affaire un moyen de marquer des points face aux conservateurs et sont prêts à signer n'importe quoi avec Jack Straw. Ils ne réalisent pas que, au-delà d'une connivence avec l'administration Bush pressée de trouver des soutiens en terre d'Islam, le Congrès américain va tout reprendre dans quelques mois. Et, si l'Iran n'a pas fait le nécessaire concernant son soutien aux groupes en lutte contre Israël, il sera durablement reconduit sur la

liste des pays soutenant le terrorisme. »

Les conservateurs, eux, ne s'en laissent pas conter. A l'instar de leur quotidien *Kayhan*, ils tirent à boulets rouges sur la visite de Jack Straw. « On nous donne une corde anglaise pour descendre dans un puits américain », estimait hier ce journal, avant d'accuser à mots couverts le président Khatami de trahison.

Dans un premier temps, la position iranienne va dépendre de la douceur avec laquelle Américains et Britanniques vont présenter les choses. Il est évident que Jack Straw n'est pas venu parler de « dialogue entre les civilisations », ce thème si cher au président Khatami. Mais les Iraniens, qui exagèrent souvent leur propre importance, risquent d'être choqués si le ministre britannique les place en face d'une liste sèche de revendications. Cela dépendra aussi de la précision des frappes américaines : plus cette guerre sera propre, plus l'Iran pourra s'y associer.

A moyen terme, ce sont deux visions du monde qui s'affrontent à Téhéran. La première privilégie « l'intérêt national », une approche non idéologique qui va tenter d'obtenir par des concessions raisonnables le plus possible en termes d'influence régionale et de dévelop-

pement économique. Les réformateurs sont plutôt de ce côté, bien que certains souffrent d'anti-américanisme sincère et ont parfois participé à la mise en place de mouvements comme le Hezbollah libanais. La seconde approche privilégie la fraternité religieuse, qui ne peut cautionner des attaques contre des populations musulmanes. Les conservateurs s'en réclament, mais c'est surtout une attitude tactique, ces derniers rêvant depuis longtemps, surtout dans les milieux du bazar, de négociations secrètes

avec les Etats-Unis.

Des analystes, qui ont lu et relu entre les lignes le dernier discours du guide suprême Ali Khamenei, estiment qu'il penche plutôt du côté de l'intérêt national. « Mais cela peut changer très vite si le guide sent que la légitimité religieuse lui échappe au bénéfice d'un ayatollah rival », estime l'un d'eux. Ces derniers temps, l'ayatollah traditionaliste Nasser Makorem Chirazi fait une percée très remarquée.

Une attaque contre les Afghans « inacceptable »

Le chef de la justice iranienne, l'ayatollah Mahmoud Chahrroudi, a affirmé hier qu'une attaque contre le peuple afghan serait « inacceptable », a rapporté l'agence officielle Irna. M. Chahrroudi, qui a souligné la nécessité de la lutte contre le terrorisme, a estimé qu'« il est inacceptable d'attaquer les gens opprimés et innocents et d'envoyer des troupes vers des pays avant d'avoir identifié » le responsable.

« Il faut lutter intelligemment contre ce phénomène (le terrorisme) », a-t-il dit, ajoutant

que « pour juger les terroristes il faut, outre une définition claire du terrorisme, avoir des preuves concrètes ». M. Chahrroudi a également demandé que « la sanction soit proportionnelle au crime ». Il a par ailleurs estimé que « la main du sionisme et de ses alliés est derrière toutes les attaques terroristes ». L'Iran, qui n'entretient pas de relations diplomatiques avec les Etats-Unis et qui a condamné les attentats, est opposé à une riposte militaire contre l'Afghanistan.

(AFP.)

Indirectly, U.S. Tries to Recruit Iran as an Anti-Terror Ally

By Alan Sipress and Steven Mufson
Washington Post Service

WASHINGTON — The Bush administration is delicately exploring whether Iran could be brought into a coalition against terrorism, a development that could significantly boost the U.S. campaign against Osama bin Laden and his Afghan backers but prove highly divisive in both the United States and Iran.

After the Iranian government issued a strong statement of condemnation following the terrorist attacks on New York and Washington, U.S. officials set out to determine through indirect channels what kind of intelligence and other assistance Iran could provide, particularly on Mr. bin Laden's whereabouts.

Although Iran has been deemed by the State Department to be a state sponsor of terrorism for supporting Hezbollah in Lebanon and other militant groups, it has opposed the Taliban, which rule most of Afghanistan and provides a haven to Mr. bin Laden and his followers.

Tehran moved to the brink of war with Kabul three years ago, massing 200,000 troops on the Afghan border after Taliban forces stormed the northern Afghan city of Mazar-i-Sharif and massacred Iran's co-religionist Shiite Muslims. Nine Iranians were killed when their diplomatic mission was overrun.

U.S. officials hope to convert Iran's antipathy to the Taliban into a wider campaign against militant groups. Some analysts say these indirect contacts could usher in a new era of U.S.-Iranian relations, which were severed after the 1979 Islamic revolution and the storming of the U.S. Embassy in Tehran.

Despite this optimism, significant obstacles remain to any genuine improvement in U.S.-Iranian ties, among them Iran's alleged involvement in the 1996 Khobar Towers bombing in Saudi Arabia in which 19 U.S. airmen died and its suspected connection to the 1992 bombing of the Israeli Embassy in Buenos Aires, which killed 22 people.

Even so, Bush administration officials took note when Iran's leaders condemned the at-

tacks on the World Trade Center and the Pentagon. In response, the administration sent the Iranian leadership a message through the Swiss government, which represents U.S. interests in Tehran, according to sources familiar with the communication.

The message not only thanked Iran for its condolences but also asked it to join the drive against terrorism. More specifically, U.S. officials asked if Iran would share information about Mr. bin Laden and the Taliban.

Iran monitors developments in Afghanistan, supports several opposition factions battling the Taliban and is home to an estimated 1.5 million Afghan refugees, some of whom may have valuable intelligence, according to U.S. experts on Iran.

■ U.K. Visitor Reports Tehran Accord

Describing his visit to Iran as "historic," Foreign Secretary Jack Straw of Britain said Tuesday that the two countries were in agreement in opposing terrorism. The Associated Press reported from Tehran. Mr. Straw, the

highest-ranking British official to visit Iran since the 1979 Islamic revolution, said at a press conference that "we stand together in opposing terrorism of that kind."

Mr. Straw, accompanied by 17 senior British diplomats on his one-day visit to Tehran, also said that his mission was directed at strengthening understanding between the two

countries.

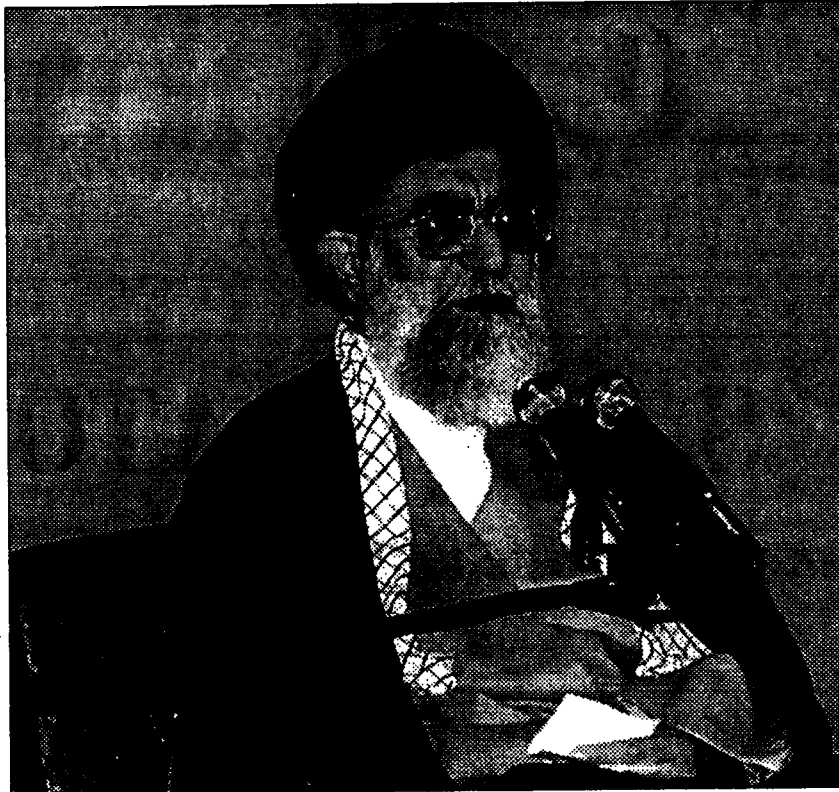
Upon his arrival, Mr. Straw also said that he was not carrying a message from Washington to Tehran.

"What is clear," he said, "is that it's of profound importance that there is a change in the governance of Afghanistan. The brutality of that regime has caused huge hardship inside Afghanistan and also dreadful problems for

the people of Iran as well."

Iran supports Afghanistan's Northern Alliance, which has been fighting the Taliban and trying to take strategic areas north of the capital, Kabul. However, Iran has maintained that the United Nations should lead any alliance against terrorism.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, SEPTEMBER 27, 2001



The Associated Press

Ayatollah Sayed Ali Khamenei, speaking Wednesday, denounced terrorism but said Iran would not join any retaliation action with America.

Ayatollah Bars Role With U.S.

New York Times Service

TEHRAN—Iran's supreme religious leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, branding the United States as arrogant, declared Wednesday that his country would not take part in any measure that was led by the United States.

The ayatollah said at a meeting with soldiers and families of men who died in the eight-year war with Iraq in the 1980s that Iran did not consider the U.S. claim in its fight against terrorism as "sincere" and thus "Islamic Iran will not participate in any measure that is led by the United States."

He condemned terrorism in general and called the world struggle against terrorism "a holy war."

Yet, he accused the United States of trying to gain a foothold in Central Asia and also to take revenge on people who supported the Palestinians against Israel.

"How can America, who has tampered with Iran's interests, demand help from Iran to attack the suffering, oppressed and Muslim nation of Afghanistan?" he continued.

"It is true that America's dignity has been badly damaged, but that does not mean that it can make an arrogant face and force other countries to give in to its demands."

"It is wrong to say that those who are not with us are with the terrorists," the Islamic leader declared.

Ayatollah Khamenei said there were countries like Israel, side-by-side with the United States, whose leaders committed terrorist acts against Palestinians.

"No, we are not with you and we are not terrorists," he said to a crowd chanting, "Death to America!" for the first time in public since Sept. 11 terrorist attacks against New York and Washington.

L'Europe déroutée par les ambiguïtés iraniennes

Téhéran :
de notre envoyé spécial
Philippe Gélie

En Iran, les meilleures intentions peuvent buter sur des problèmes de définition et de double langage. C'est ce qui s'est produit hier lors de la visite éclair effectuée par la « troïka » européenne à Téhéran.

A les voir ensemble, les deux parties semblent avoir trouvé un large terrain d'entente. « Nous affirmons notre entière disposition à coopérer sous l'égide de l'ONU, pour lutter de façon sérieuse contre le terrorisme », déclare Kamal Kharrazi, le ministre iranien des Affaires étrangères.

Conscient de son « rôle au sein du monde musulman », l'Iran est même prêt à déployer « tous ses efforts pour éviter une confrontation avec le monde occidental ».

Ces paroles sont une douce musique aux oreilles de Louis Michel, le chef de diplomatie belge qui préside l'Union européenne jusqu'à la fin de l'année : « Les circonstances of-

frtent une opportunité pour reconsidérer nos relations, sortir d'un certain nombre de divergences et nous concentrer sur nos convergences », estime-t-il.

A l'évidence, la délégation ignore encore que le président Mohammad Khatami vient de dénoncer « l'arrogance » des Etats-Unis et que l'ayatollah Ali Khamenei, « guide suprême » de la révolution islamique, a décidé d'exclure « toute aide de l'Iran aux Américains et à leurs alliés ». Pour la première fois depuis les attentats du 11 sep-

tembre, on laisse les fidèles d'une mosquée de Téhéran scander « Mort aux USA ».

Au même moment, dans une ambivalence apparemment inhérente à la politique iranienne, l'audience accordée par le président Khatami aux visiteurs européens tourne à l'opération de charme : « Nous devons trouver un consensus international et transformer l'amertume en action, leur déclare-t-il. Ce problème global appelle une ré-

ponse globale. Tous les pays du monde devraient faire partie de la coalition. »

Tous ? Il en est pourtant que l'Iran voue aux gémonies. « Nous condamnons l'agression israélienne (contre les Palestiniens, NDLR), mais nous ne faisons pas l'amalgame avec le terrorisme », nuance l'habile chef de l'Etat. Kamal Kharrazi est plus direct : « L'UE doit user de son influence pour stopper les chars israéliens, et se garder de confondre la lutte antiterroriste avec la situation au Proche-Orient. Sinon, le fossé entre l'Est et l'Ouest se creusera. »

La ligne présentée par les modérés tient en trois souhaits : que le maximum de moyens légaux soit utilisé dans la riposte ; que le plus grand nombre de pays participent « si possible » sous mandat de l'ONU ; et que les conséquences pour le peuple afghan ne soient pas négligées. « Nous avons alerté la communauté internationale sur la vraie nature des taliban, rap-

pelle Mohammad Khatami. Nous vous mettons de nouveau en garde aujourd'hui : s'il vous plaît, pas d'action militaire contre le peuple afghan. »

Dans la limite de ses pouvoirs, le ministre des Affaires étrangères promet de ratifier et de mettre en œuvre les conventions de l'ONU contre le terrorisme et son financement. En retour, l'Europe n'annonce pas d'aide immédiate, mais elle s'engage à accélérer la conclusion d'un accord commercial et de coopération « incluant une clause sur les droits de l'homme ». En attendant, « nous avons du mal à moderniser notre aviation de chasse », glisse le président iranien à ses

hôtes. Reste les ambiguïtés qui pourraient être la source de déconvenues futures. Quand on parle de terrorisme avec les Iraniens, désigne-t-on la même chose ? Pour eux, le Hezbollah libanais, le Hamas et le Djihad islamique palestiniens sont des mouvements de résistance légi-



Javier Solana, le haut-représentant de l'Union européenne pour la politique extérieure (à gauche), et Louis Michel, le ministre belge des Affaires étrangères, ont rencontré hier à Téhéran le président Mohammad Khatami. (Photo Benoit Doppagne/Reuter.)

time à un occupant. A l'inverse, les Moudjahidin du peuple méritent d'être bombardés jusque sur leurs bases retranchées en Irak.

Face à l'imminence d'une riposte américaine, Téhéran scande le nom des Nations unies comme un antidote aux périls

qui menacent le Proche-Orient et l'Asie centrale. « Il faut agir dans le cadre de l'ONU afin d'avoir une approche globale et une définition commune claire du terrorisme », plaide Kamal Kharrazi. Vu sous cet angle, le refus d'entrer dans une coalition dirigée par les Etats-Unis pour-

rait être interprété comme un appel à former une coalition onusienne.

Mais Chris Patten, le commissaire européen aux Relations extérieures, rappelle l'ordre des priorités : « La première exigence est de pourchasser les responsables des

atrocités » de New York et Washington. « Ensuite, nous élargissons le combat contre le meurtre d'innocents, qui n'est jamais défendable. » Et c'est là qu'il faudra s'accorder sur une définition universelle du terrorisme : le débat, dit Patten, « promet d'être vif ».

GUERRE CONTRE LE TERRORISME Alors qu'il venait de recevoir la troïka européenne, le président Khatami a dénoncé « l'arrogance » de George Bush

Téhéran dit « non » à l'Amérique

Téhéran : Serge Michel

Cette fois, la ligne est donnée. Elle est dure, anti-américaine, et ramène l'Iran à des années-lumière de tout rapprochement avec le Grand Satan à la faveur des événements tragiques du 11 septembre.

« L'Iran ne participera à aucune mobilisation américaine contre le terrorisme. (...) Pendant vingt-trois ans, vous avez constamment nui aux intérêts iraniens. Comment osez-vous demander notre aide pour attaquer l'Afghanistan, un pays musulman et opprimé qui est notre voisin ? », a lancé, hier, le guide suprême Ali Khamenei, successeur de l'ayatollah Khomeyni et véritable clé de voûte du régime.

« Mort à l'Amérique ! » a répondu la foule, comme à chaque fois depuis vingt-deux ans. Durant deux semaines, l'Iran a soufflé le chaud et le froid, condamnant les attentats, s'abstenant justement de crier « mort à l'Amérique » à la prière du vendredi, accueillant les délégations occidentales tout en évitant toute position claire.

Or, mercredi après-midi, à peine la troïka européenne avait-elle tourné les talons en espérant avoir trouvé un terrain d'entente avec l'Iran, que la télévision diffusait le discours tenu par le guide suprême devant une assemblée de vieux combattants et de familles des martyrs de la guerre contre l'Irak (1980-1988).

L'Iran n'a pas apprécié le dérapage de George W. Bush

parlant de « croisade ». « Comment se fait-il qu'un responsable aussi important du pays ne contrôle pas ce qu'il dit ? », se demande Ali Khamenei. Globalement, la réaction des Américains après le 11 septembre est jugée « arrogante » et « égoïste », à vouloir mobiliser la terre entière pour se laver de l'humiliation subie par la destruction du World Trade Center et d'une partie du Pentagone.

« Cette idée que ceux qui ne sont pas avec nous sont des terroristes est totalement fausse. Il y a des pays qui sont des alliés américains et qui sont plus dangereux que tous les terroristes du monde (allusion à Israël). Leurs gouvernants ont eux-mêmes ordonné ou participé au plus sauvage des actes de terrorisme (allusion à Ariel Sharon et aux massacres de Sabra et Chatila). Le plus vicieux des terroristes est aujourd'hui votre allié », a lancé le guide iranien à l'adresse des Américains. « Mort à l'Amérique », a répondu la foule.

A la probable intervention américaine, le guide ne voit qu'une raison : « Ils veulent, comme ils l'ont fait pendant la guerre du Golfe persique, profiter d'étendre leur présence et pénétrer en Asie centrale. »

Quelques heures avant la diffusion des propos du guide, le président Mohammad Khatami a montré qu'il était sur la même longueur d'onde. Dans un discours aux étudiants pour la nouvelle année universitaire, le réformateur iranien s'en est pris nommément à George W. Bush. « Comment un homme puissant peut-il être arrogant au point de

distinguer entre les bons et les méchants ? », a déclaré le président, ajoutant en substance que pareil manichéisme allait mener à « la guerre entre civilisations » au lieu du « dialogue entre civilisations » que doivent ébaucher les intellectuels de tous les pays.

La ligne dure, qui a probablement été décidée lors de la réunion de mardi du Conseil national de sécurité, coupe court à tous les espoirs de détente exprimés dans la presse iranienne. Un large spectre politique, allant de la gauche réformatrice à la droite conservatrice et marchande, avait exprimé un désir de changement au nom de « l'intérêt national ».

Cette notion exprime pudiquement le besoin d'oublier l'idéologie quand il s'agit de relations internationales, c'est-à-dire renouer avec les Etats-Unis. Pour de nombreux observateurs, sortir de l'isolement est une nécessité pour l'économie iranienne moribonde, incapable de freiner une fuite des cerveaux phénoménale (200 000 diplômés se sont exilés l'an dernier) ainsi qu'une nécessité politique, si l'Iran veut avoir son mot à dire dans la région (partage des ressources de la Caspienne, nouveau régime à Kaboul, question kurde au nord de l'Irak, etc.).

« Quand une chance se présente, elle ne dure pas éternellement », écrivait ainsi, lundi, Jafar Golabi dans le quotidien *Aftab-e Yazd*. Si nous ruinons cette occasion avec de vieux clichés, des slogans et de la frime prorévolutionnaire, les générations futures de l'Iran ne nous le par-

donneront pas. »

A défaut de prendre la direction d'une réconciliation avec l'Amérique, l'Iran tente de se profiler en leader du monde musulman. Le président Khatami a eu ces derniers jours d'importants entretiens téléphoniques avec le président syrien, Bacher Al-Assad, et le président égyptien, Osny Moubarak. C'est peut-être l'embryon d'un front musulman du refus. « Nous ne sommes pas seuls, a affirmé le guide suprême Ali Khamenei. Vous avez vu dans combien de pays on brûle le drapeau américain ? »



Une couverture du centre a été utilisée par un réfugié pour franchir les barbelés à l'entrée du tunnel sous la Manche

Olivier Tournon

Les naufragés de Sangatte

Afghans, kurdes, iraniens ou irakiens, ils ont parcouru des milliers de kilomètres pour gagner l'Angleterre. Bloqués dans le centre de Sangatte, ils sont prêts à tout pour traverser la Manche

1) Quelles sont les répercussions de la crise pour les réfugiés ?

Les réfugiés passent de longues heures devant la télévision. Comme le monde entier, ils ont vu les Twin Towers s'effondrer. Quelques heures plus tard, les Afghans du centre ont publié un communiqué. Ils y dénoncent le terrorisme islamiste et rendent hommage au commandant Massoud. Ils y expriment leur crainte : « Nous ne voudrions pas qu'à cause d'une poignée de terroristes notre pays soit anéanti et notre peuple massacré. » Et rappellent qu'ils ont fui leur pays « à cause de la guerre et du terrorisme ». Victimes, ces Afghans à qui on jette des pierres sur la route du village de Sangatte ? Ou suspects ? Au ministère de l'Intérieur, on affirme qu'« il est peu probable que des terroristes utilisent ces réseaux pour entrer en Europe », et on envisage – en cas d'afflux d'exilés afghans – « des procédures temporaires d'accueil au niveau européen, avec des compensations financières pour les Etats accueillants ». En attendant, il a été décidé de renforcer les contrôles aux frontières de l'espace Schengen pour décourager les Afghans de tenter leur chance en Europe. Plus prosaïquement, le plan Vigipirate renforcé devrait mécaniquement accentuer l'encombrement au

centre de Sangatte en rendant encore plus difficile le passage vers l'Angleterre et plus musclés les contrôles policiers.

2) Pourquoi est-il urgent de résoudre le problème de Sangatte ?

Le 16 septembre, 1 110 personnes exaspérées par « l'invasion de Sangatte » ont signé une pétition « pour la fermeture du centre de réfugiés ». Le chiffre est important pour un village qui ne compte que 800 habitants. « L'Etat ne contrôle rien, on crée un ghetto au nom de la bonne conscience », dit un médecin porte-parole du Collectif de Sangatte. Ouvert en septembre 1999 pour abriter les Kosovars qui squattaient par dizaines dans Calais, le centre, géré par la Croix-Rouge sur fonds publics, a une vocation humanitaire. Situé à 2 kilomètres de l'entrée du tunnel sous la Manche et à une dizaine de kilomètres du port de Calais, Sangatte est vite devenu une destination courue des candidats à l'outre-Manche. Les passeurs « vendent » souvent la halte à Sangatte dans leur « package » au départ de Kaboul ou du Kurdistan. Plus de 35 000 personnes, venues du monde entier, y seraient passées. Avec un seul but en tête : le

Royaume-Uni, où 75 000 personnes ont demandé l'asile en 2000, ce qui le place en tête des pays européens. Pour les Britanniques, c'est une « invasion ». L'Immigration Act voté en 1999 inflige aux transporteurs aériens et maritimes une amende de 2 000 livres par passager clandestin. Environ 20 000 francs !

Conséquence logique : c'est vers le tunnel sous la Manche que convergent les tentatives. Des gens s'accrochent aux wagons, sautent sur leurs toits ou se glissent sous les rames. En juillet, Eurotunnel publie ses résultats et impute aux irréguliers les retards pris par les trains. Le coût annoncé est de 150 millions de francs. La société décrète la tolérance zéro. D'autant que le gouvernement de Tony Blair brandit une menace : étendre à Eurotunnel l'amende pour passager clandestin. 60 vigiles sont embauchés pour épauler la quarantaine déjà en poste et les contrôles sont renforcés : outre les barbelés concertina armés de lames tranchantes, 200 caméras vidéo, des sondes de contrôle du gaz carbonique et des caméras à ondes millimétriques scrutent les 500 hectares du site. 30 millions de francs ont été dépensés pour ne plus laisser passer ces réfugiés dont personne ne veut.

☛ Ceux-là, justement, ne quittent pas pour autant Sangatte. Par un effet mathématique – moins nombreux à passer, plus nombreux à attendre –, le « stock » augmente dans le camp. Jusqu'à dépasser la limite du supportable : prévu pour 700 personnes, il en « accueillait » ces dernières semaines jusqu'à plus de 1 600 ! Depuis l'été, des dizaines de réfugiés tentent de traverser à pied par le tunnel. Au début du mois – c'est le cinquième décès depuis le début de l'année –, l'un d'entre eux est mort, renversé par une voiture. L'hôpital de Calais voit défiler les blessés, victimes d'accident lors de leur tentative de passage ou de rixes.

Entre bagarres quasi quotidiennes et problèmes sanitaires (on parle de gale), certaines familles envisageraient de passer les nuits... dehors. D'où l'éventualité d'un désengorgement vers d'autres centres envisagé par le ministère des Affaires sociales, mais que dément fermement l'Intérieur. Mais le camp reste ouvert ; le 11 septembre, la justice a débouté Eurotunnel qui réclamait la fin de la réquisition de son hangar.

3) Que font la police et la justice ?

Le camp de la Croix-Rouge est un lieu d'hébergement. Les réfugiés qui s'y trouvent sont donc libres de leurs mouvements. Des CRS sont bien postés sur le parking, mais juste pour intervenir en cas de bagarre et surveiller les entrées dans le centre. Des compagnies de sécurité privées veillent sur le port et le tunnel sans avoir de pouvoirs de police. Presque chaque nuit, des groupes d'hommes jouent au chat et à la souris avec ces agents. Un vigile de la SNCF a été mis en examen début septembre pour « violence volontaire avec arme », accusé d'avoir tiré sur un réfugié.

Depuis le début de l'année, les policiers contrôlant l'accès au tunnel ont effectué 55 000 interpellations. Mais la plupart d'entre elles ne donnent pas lieu à des poursuites judiciaires. De quoi désarçonner certains Sangattois, surpris de voir ces migrants accompagnés au centre par les forces de l'ordre après avoir tenté en vain de passer en Angleterre. En théorie, ils pourraient être renvoyés soit chez eux, soit dans le premier pays d'Europe où ils ont posé le pied. Mais dans les deux cas les autorités françaises sont confrontées à un problème : comment prouver que des gens qui, par définition, voyagent clandestinement sont passés par tel ou tel pays européen ? Comment ensuite renvoyer en Afghanistan ou au Kurdistan irakien un individu qui jure y craindre pour sa vie ? Le procureur de Boulogne a choisi : pas de poursuite pour infraction au séjour. Le sort réservé aux passeurs est différent. Plusieurs condamnations à de la prison ferme ont été prononcées, sans jamais tarir le « marché » local du trafic d'hommes.

4) Pourquoi les réfugiés veulent-ils absolument se rendre en Angleterre ?

Sur près de 40 000 étrangers passés par le centre de Sangatte depuis son ouverture, à peine une centaine ont demandé l'asile à la France. Leur voyage doit les conduire en Angleterre, peut-être pour rejoindre le Canada. Venus principalement d'Afghanistan et du Kurdistan, la plupart d'entre eux sont anglophones et comptent sur des communautés installées au Royaume-Uni pour s'intégrer plus facilement. Longtemps, la législation britannique était objectivement favorable aux demandeurs d'asile. Mais l'Immigration Act de 1999 change la donne : l'allocation aux demandeurs d'asile a été remplacée par un système de bons d'achat, pour un total de 1 100 francs par mois, sur lesquels les commerçants ne peuvent rendre la monnaie. Les réfugiés se voient aussi recevoir 440 francs par mois d'« argent de poche » (1). Mais les déclarations de fermeté ne suffisent pas à tarir le flux. Le Royaume-Uni reste le seul pays d'Europe à ne pas avoir de

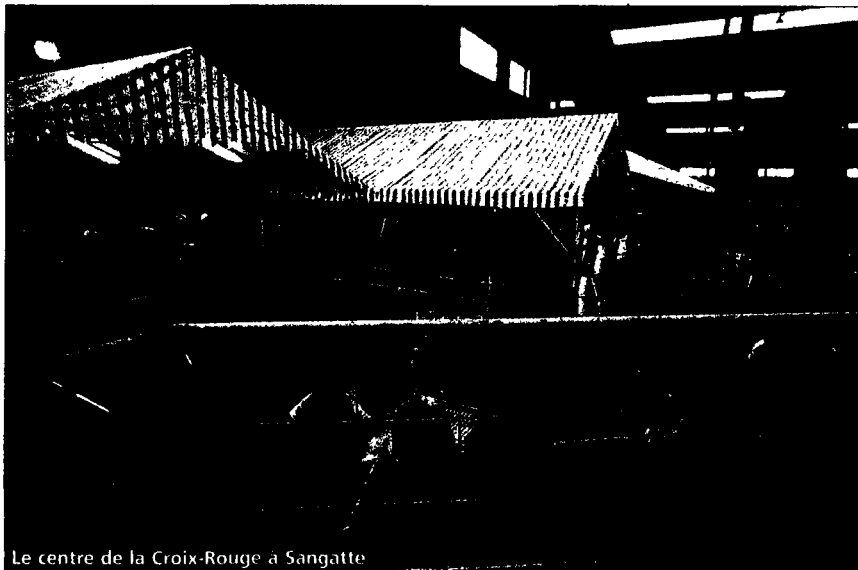
sera faite à destination des migrants pour les inciter à demander l'asile dans le pays par lequel ils sont entrés dans l'Union européenne.

5) Quelles sont les solutions ?

Le principe du droit d'asile, défini en 1951 par la convention de Genève, voudrait que les demandes de candidats à l'exil soient examinées avec attention par les Etats sans autre considération que la situation individuelle. Mais dans les faits, au niveau européen, l'asile – demandé par 500 000 personnes – n'est accordé que dans 10% des cas. Sans que les 90% restants soient effectivement reconduits aux frontières. « Un asile au rabais, estime Catherine de Wenden, du CNRS ; une hypocrisie qui fabrique des sans-papiers. »

L'Union européenne avait cru pouvoir s'en protéger avec l'entrée en vigueur en 1997 de la convention de Dublin. Celle-ci avait pour but d'éviter l'« asylum shopping », ce marché de l'asile sur lequel surferaient les réfugiés, tentant leur chance dans plusieurs pays. Elle définit un principe simple : le premier

Etat où entre le migrant est responsable de son sort, de l'examen de sa situation à son éventuel éloignement. Mais un rapport d'évaluation effectué en juin par la Commission européenne pointe que le faible succès de la convention, en termes de contrôle migratoire, tient à la difficulté de savoir par quel pays est entré un réfugié. Quand un Kurde débarque sur une plage italienne avec l'intention d'aller en Angleterre, il va rarement signaler sa présence aux forces de l'ordre locales...



Le centre de la Croix-Rouge à Sangatte

carte d'identité, donc très peu de contrôle. Un pays également où le demandeur d'asile a le droit de travailler au bout de six mois de présence, où l'employeur au noir n'encourt aucune amende et où seulement 1 immigré sur 40 est expulsé.

C'est sur ces bases culturelles et juridiques que les deux pays se renvoient la balle. D'un côté, les Britanniques accusent les Français d'encourager des hordes de migrants à tenter la traversée, trop contents de ne pas avoir à les prendre en charge. De l'autre, les Français ont beau jeu de souligner la législation et les pratiques « particulièrement attractives pour tous les candidats à l'immigration » de la Grande-Bretagne. Le 12 septembre, les ministres de l'Intérieur des deux pays se sont rencontrés à Paris. Pour calmer les tensions et annoncer que des fonctionnaires des deux pays devraient se rendre à Sangatte pour informer et « dissuader ceux qui cherchent à immigrer pour des raisons économiques ». La sécurité sera renforcée au terminal français du tunnel, avec l'aide de fonctionnaires britanniques, qui interviennent déjà gare du Nord au départ des Eurostar. Une information

La solution passe donc, disent les gouvernements, par l'harmonisation des politiques migratoires. Avec le risque de s'aligner sur le moins accueillant des systèmes. Et pour les Britanniques, de se voir imposer des cartes d'identité et des contrôles policiers. Pour l'heure, les Européens s'entendent pour renforcer les contrôles aux frontières externes de l'espace Schengen, réfléchir à un fichier européen des empreintes digitales des étrangers et améliorer les coopérations policières. Consolider en somme la forteresse Europe. En priant pour qu'« ils » tentent leur chance ailleurs. « On ne s'entend que sur les outils répressifs, déplore Nathalie Ferré, présidente du Gisti (Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés). On pourrait réfléchir à une gestion de la libre circulation, y compris pour les étrangers, à l'intérieur de l'espace européen. Pour que les frontières internes à l'Union soient effectivement abolies et que Sangatte ne soit plus la vitrine des incohérences européennes. » ISABELLE MONNIN

(1) A titre de comparaison, un demandeur d'asile en France touche 1 700 francs par mois pendant un an (même si l'examen du dossier prend plus de temps) et n'a pas le droit de travailler.

Combats entre islamistes et faction kurde au nord de l'Irak, 30 morts



ANKARA, 26 sept (AFP) - 14h03 - Des combats entre un groupuscule islamiste proche des taliban et une des factions kurdes contrôlant le nord de l'Irak, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), ont fait plus de 30 morts dimanche du côté de l'UPK, a affirmé mercredi à l'AFP son représentant à Ankara.

Aucune confirmation indépendante n'a pu être obtenue. Le nord de l'Irak est contrôlé depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991 par deux factions kurdes: l'UPK de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani.

Selon Bahros Galali, des militants du groupe extrémiste Jund al Islam (les guerriers de l'Islam), installés à Biyara, près de la frontière avec l'Iran, ont attaqué dimanche sans préavis le village de Heli Hama, en ont fait sortir 30 à 40 peshmergas de l'UPK, qui contrôle cette région, et les ont tous massacrés.

Le jour suivant, des troupes de l'UPK envoyées en renfort à Halabja ont été attaquées en chemin par les combattants d'un autre groupe islamiste, le Parti islamique du Kurdistan, dirigé par le mollah Ali Abdelaziz, selon M. Galali.

Il n'a pas été en mesure de donner un bilan pour cette attaque.

Il a affirmé que l'UPK avait repris le contrôle d'Halabja et que les islamistes s'étaient repliés à Biyara et dans les montagnes environnantes.

M. Galali a affirmé que les militants du Jund al Islam --entre 250 et 300 selon lui-- avaient été entraînés et soutenus par l'Afghanistan. "Ils ont des contacts avec Al Qaida (le réseau du milliardaire saoudien Oussama ben Laden, tenu pour responsable des attentats terroristes aux Etats-Unis le 11 septembre)", a-t-il affirmé.

Selon lui, ils ont fait dissidence il y a quelques mois du Parti islamique du Kurdistan, à l'issue d'un congrès, et sont hostiles aussi bien à l'UPK qu'au PDK, qui contrôle le nord de l'Irak frontalier avec la Turquie.

"Ils disent que l'UPK et le PDK ne sont pas de vrais croyants", a-t-il dit.

Le Jund Al-islam pratique à Biyara la même politique que les taliban, a-t-il précisé, interdisant par exemple aux femmes d'aller à l'école.

M. Barzani a de son côté proposé d'aider l'UPK dans la lutte contre les "extrémistes islamistes", a indiqué à l'AFP Dilshad Niran, un responsable du PDK à Londres contacté par téléphone à Ankara.

Le responsable a indiqué avoir entendu parler de ces incidents dans la zone contrôlée par l'UPK, "avec lequel nous nous efforçons de normaliser nos relations".

"Nous leur avons proposé toutes sortes d'aides possibles", a-t-il souligné, précisant que dans la zone contrôlée par le PDK, des "mouvements radicaux" s'étaient engagés dans le passé dans des actes terroristes, citant notamment parmi eux l'assassinat du gouverneur d'Arbil, François Hariri, en mars dernier.

"Ces mouvements mènent aussi une campagne d'intimidation envers les femmes qui ne respectent pas le code vestimentaire islamique", a-t-il ajouté.

Le parlement adopte un amendement prévoyant la large utilisation du kurde



ANKARA, 26 sept (AFP) - 9h36 - Les députés turcs ont adopté dans la nuit de mardi à mercredi un amendement constitutionnel qui ouvrirait la voie à une plus large utilisation du kurde dans le cadre d'une série de réformes visant à rapprocher le pays des normes européennes, a-t-on indiqué de source parlementaire.

Un deuxième vote est cependant nécessaire pour modifier la loi fondamentale.

L'amendement, adopté par la grande majorité des voix de 397 députés contre 28, prévoit la levée de l'interdiction d'utiliser "des langues interdites" dans l'expression et la diffusion de la pensée.

Mais "l'utilisation de ce droit pourra être limité pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public et l'unité du pays", selon le projet.

Le kurde est largement utilisé dans la vie privée en Turquie mais est interdit dans la vie publique. Les autorités avaient toléré jusqu'à présent des publications et des enregistrements de cassettes audio et vidéo en kurde.

Cet amendement fait partie d'un vaste projet de 37 amendements à la Constitution, dont 9 ont été rapidement adoptés depuis lundi grâce à un consensus des six partis représentés au parlement qui avaient décidé d'interrompre les vacances parlementaires.

Il vise à rapprocher la Turquie des normes de l'Union européenne (UE).

La Turquie, candidate à l'UE depuis 1999, s'est engagée à mieux respecter les droits de l'Homme et les principes de la démocratie pour pouvoir ouvrir des négociations d'adhésion.

Le gouvernement tripartite du Premier ministre Bulent Ecevit veut faire voter le projet avant un rapport de la Commission européenne qui doit en novembre évaluer les progrès d'Ankara.

Parmi les autres amendements figure l'abolition de la peine capitale sauf en temps de guerre et pour crimes terroristes, ce qui exclut le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, condamné à mort pour trahison et séparatisme.

Il rend la fermeture des partis politiques plus difficile et augmente le nombre de civils au sein du Conseil national de sécurité, organe dominé par l'armée et qui trace les grandes lignes de la vie politique.

D'autres dispositions améliorent la liberté d'expression.

La constitution a été rédigée en 1982 sous l'influence des militaires, auteurs en 1980 d'un coup d'Etat.

Un vote final sur le projet devrait intervenir début octobre.

Iraqi Kurdistan

Bandwagon

The Kurds' Jihad

IT IS NOT so safe haven of northern Iraq, Jalal Talabani, a Kurdish militia leader, has launched an assault on his former ally, the Islamic Movement of Kurdistan (IMK), and its enclave close to the Iran-Iraq border. This week Mr Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) stormed the liberated town of Halabja, to oust the IMK from the place that has been its base for seven years. The PUK, which is said to have lost 100 fighters, is presenting the takeover as a victory in the war on terror.

Within hours of the September 11th attacks on America, the group's web-sites accused the IMK and its hardline offshoot, Jund al-Islam (Army of Islam), of receiving training and money from al-Qaeda and, for good measure, Iraqi intelligence agents. They were planning, says the PUK, to create a haven within a haven for Osama bin Laden.

Poppycock, says the IMK, perhaps the third-strongest of the Kurdish militias. Inspired by the Afghan jihad (struggle) against the Soviet Union, its own jihad against Saddam Hussein dates back to the 1980s (Saddam responded by dropping chemical weapons on Halabja). The IMK admits a few of its fighters are veterans of the Afghan war. But it says it has repeatedly refused to offer Arab fighters a refuge, for fear of jeopardising its war relations with America and Saudi Arabia.

Iran and Britain

Ambiguity, at best

TEHRAN

No certainty about the way Iran would respond to an attack on Afghanistan

JACK STRAW, the most senior British minister to have visited Iran since the 1979 Islamic revolution, praised Iran's leaders for their prompt condemnation of the September 11th attacks. But in his talks with President Muhammad Khatami and Kamal Kharrazi, Iran's foreign minister, in Tehran on September 25th, Britain's foreign secretary did not get what he had come for: Iran's private acquiescence to a retaliatory offensive against Afghanistan. Much as it loathes the Sunni Muslim Taliban, Iran's Shia Muslim republic could hardly team up with America, an old foe it accuses of sponsoring Israeli "terrorism" against Palestinians, to take Muslim lives.

There were, however, some encouraging signs. Until Mr Straw's visit, Iranian leaders had demanded that such an offensive should be run by the United Nations, and not the United States. At his press conference on Tuesday, Mr Kharrazi helpfully dodged a question about the need for increased UN involvement. Instead, with studied ambiguity, he called for an "international consensus". Ayatollah Ali Khamenei, Iran's fiercely anti-American supreme leader, decreed this week that America's war on terrorism was not "sin-cere".

Iran, as Mr Straw seductively recalled, has an interest in a "change in governance" in Afghanistan. Nothing would please Iran more than to see a new regime, particularly one whose composition it could influence. It calculates that it would then be able to negotiate the return of the more than 1.5m Afghan refugees it currently lodges at heavy social and financial cost. It might also be able to staunch the supply of cheap opium and heroin that has made addicts of more than 2m Iranians. By godfathering Afghanistan's Shia minority, which the Taliban have treated horribly, it might counter the influence that Russia and Pakistan will hope to exert.

For all that, if an attack comes, Iran could well respond with two voices. Senior conservatives have already said that they oppose American retaliatory action. In particular, they would like to scotch reformist hopes that co-operation might bring collateral advantage in the form of an improvement in relations with America. Whatever the mutual goodwill, Mr Straw may well have left Tehran unsure whether Iran will greet an attack with obliging silence, or a denunciation that dents the coalition's fragile ecumenism. ■



URGENT ACTION

PUBLIC

AI Index: MDE 13/033/2001

EXTRA 62/01

Imminent execution

6 September 2001

IRAN

Samad Eftekhari (m)
Mahmoud Jalehdoust (m)
Abdollah Moallem (m)

Amnesty International is gravely concerned that the three men named above are at imminent risk of execution after their convictions were upheld by the Supreme Court following their appeals.

According to reports in today's Jomhuri-ye Islami, Samad Eftekhari, Mahmoud Jalehdoust and Abdollah Moallem have had their sentences for "economic sabotage - forming a group to take bribes" upheld by the Supreme Court. They were reportedly found guilty of providing "false assessments" for money during their employment as customs officials checking carpets at Iran's Mehrabad airport. The death sentences can now only be commuted by the Supreme Leader, Ayatollah Ali Khamenei. A fourth man employed with them, Mohammad Taqi-Amini, was recently hanged for the same offence.

BACKGROUND INFORMATION

Amnesty International has recorded 105 executions as having been carried out so far this year in Iran, 28 have taken place in August alone, although the true figure may be much higher.

On 17 August, the organisation issued a public statement in which it expressed its grave concern over the dramatic increase in executions and urged the authorities to urgently consider a moratorium on executions as called for by the UN Commission on Human Rights in 2000 and 2001.

Amnesty International opposes the death penalty as the ultimate cruel, inhuman and degrading punishment, in violation of the Universal Declaration of Human Rights and the International Covenant on Civil and Political Rights, to which Iran is a state party. Article 6 of the ICCPR states "In countries which have not abolished the death penalty, sentence of death may be imposed only for the most serious crimes". As there were no lethal consequences in this case and no violence was used, the death sentences should be commuted immediately.

RECOMMENDED ACTION: Please send appeals to arrive as quickly as possible, in English, Farsi or your own language:

- expressing grave concern that the death sentences against Samad Eftekhari, Mahmoud Jalehdoust and Abdollah Moallem have been upheld, and urging that they be commuted by the Supreme Leader, Ayatollah Ali Khamenei;
- asking to know the details of their trial proceedings, including specific charges, and details of whether they have been allowed to appeal against their convictions and sentences, as guaranteed by Article 6 of the ICCPR;

APPEALS TO:

Leader of the Islamic Republic of Iran

His Excellency Ayatollah Sayed Ali Khamenei
c/o The Presidency, Palestine Avenue, Azerbaijan Intersection,
Tehran, Islamic Republic of Iran
Telegrams: Ayatollah Khamenei, Tehran, Islamic Republic of Iran
Salutation: Your Excellency

President

His Excellency Hojjatolislam Sayed Mohammad Khatami
The Presidency, Palestine Avenue, Azerbaijan Intersection,
Tehran, Islamic Republic of Iran
Telegrams: President Khatami, Tehran, Islamic Republic of Iran
Faxes: + 98 21 649 5880
E-mails: khatami@president.ir
Salutation: Your Excellency

Head of the Judiciary

His Excellency Ayatollah Mahmoud Hashemi Shahrudi
Ministry of Justice
Park-e Shahr
Tehran

Islamic Republic of Iran

Telegrams: Head of Judiciary, Tehran, Islamic Republic of Iran

Faxes: + 98 21 537 8827 (number may be unreliable. A recorded message, in English, will indicate when to send fax - please send before it gives you the tone to leave a voice message)

Salutation: Your Excellency

COPIES TO:

Director, Organisation for Defending Victims of Violence

PO Box 16765-911, Tehran, Iran

Faxes: + 98 21 653 091

E-mail: odvv@neda.net

and to diplomatic representatives of Iran accredited to your country.

PLEASE SEND APPEALS IMMEDIATELY. Check with the International Secretariat, or your section office, if sending appeals after 4 October 2001.



URGENT ACTION

PUBLIC

AI Index: MDE 13/036/2001

11 September 2001

Further information on UA 182/00 (MDE 13/13/00, 27 June 2000) and follow-up (MDE 13/027/00, 6 September 2000; MDE 13/007/2001, 1 March 2001; MDE 13/021/2001, 27 June 2001) - Fear of ill-treatment/prisoners of conscience

IRAN

Ezzatollah Sahabi (m), aged 70, journalist

Khalil Rostamkhani (m), aged 47, translator

On 27 August the Supreme Court upheld the sentence of prisoner of conscience Khalil Rostamkhani. He has been arrested and imprisoned for eight years in connection with a conference debating political and social reform held in Berlin in April 2000. According to the verdict, Khalil Rostamkhani's sentence is due in part to his "bad political record".

Although the court ruled that he must serve his sentence in the city of Bandar Abbas, in the south of Iran, he was taken from his house to Tehran's Evin prison immediately after the verdict was announced and it is not known how long he will be required to stay there.

The Supreme Court reduced Khalil Rostamkhani's prison sentence from nine to eight years but on the same day upheld the 10-year prison sentence of another translator involved in the conference, Said Sadr. His sentence is to be served in the town of Birjand. At the moment Khalil Rostamkhani and Said Sadr are sharing a cell. Both men are reportedly seeking a re-trial.

Ezzatollah Sahabi, who was re-arrested in December 2000, remains in prison, although he was allowed to meet his family at his father's house on 15 July. Despite official statements to the contrary and family pleas, Ezzatollah Sahabi reportedly remains in solitary confinement.

Following the trial concerning his participation at the Berlin conference, a lower court sentenced Ezzatollah Sahabi to four and a half years' imprisonment for "Propaganda against the Islamic system by implying the existence in Iran of an atmosphere of suppression and censorship".

BACKGROUND INFORMATION

Many participants in the Berlin conference remain in prison following unfair trials while others wait for their trials or appeal hearings. All those detained in connection with the conference are considered to be prisoners of conscience by Amnesty International (see EXTRA 43/00, MDE 13/003/2001).

Their arrest and imprisonment forms part of an ongoing clampdown on freedom of expression in Iran by the judiciary.

Many thanks to all those who sent appeals. Amnesty International will continue to work on these cases using other campaigning methods. Please send a final round of appeals to arrive as quickly as possible, in English, French or your own language:

- urging that prisoners of conscience Khalil Rostamkhani, Ezzatollah Sahabi and Said Sadr be released immediately and unconditionally, and that all others imprisoned solely for the peaceful expression of their conscientiously held beliefs also be released;
- seeking guarantees that Ezzatollah Sahabi will be treated humanely in detention, in accordance with international human rights commitments and Iranian law;
- reminding the authorities of their obligations as a state party to the International Covenant on Civil and Political Rights, notably Article 9, which states that "No one shall be subjected to arbitrary arrest or detention".

APPEALS TO:

Leader of the Islamic Republic

His Excellency Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei,
The Presidency, Palestine Avenue,
Azerbaijan Intersection, Tehran, Islamic Republic of Iran
Telegrams: Ayatollah Khamenei, Tehran, Iran
Salutation: Your Excellency

President

His Excellency Hojjatoleslam Sayed Mohammad Khatami
The Presidency, Palestine Avenue, Azerbaijan Intersection,
Tehran, Islamic Republic of Iran
Telegrams: President Khatami, Tehran, Islamic Republic of Iran
Faxes: + 98 21 649 5880
E-mails: khatami@president.ir
Salutation: Your Excellency

Head of the Judiciary

His Excellency Ayatollah Mahmoud Hashemi Shahrdi, Ministry of Justice, Park-e Shahr, Tehran, Islamic Republic of Iran
Telegrams: Head of Judiciary, Tehran, Islamic Republic of Iran
Faxes: + 98 21 537 8827 (number may be unreliable. A recorded message, in English, will indicate when to send fax - please send before it gives you the tone to leave a voice message)
Salutation: Your Excellency

COPIES TO:

Minister of Foreign Affairs

His Excellency Kamal Kharrazi, Ministry of Foreign Affairs, Sheikh Abdolmajid Keshk-e Mesri Avenue, Tehran, Islamic Republic of Iran
Faxes: + 98 21 390 1999 (Human Rights Department)
E-mail: matbuat@mfa.gov.ir (please ask for the message to be forwarded to the Human Rights Department)
Salutation: Your Excellency

Parliamentary Committee

Mohsen Mirdamadi Najafabadi, Article 90 Commission (Komisyon-e Asl-e Navad)
Majles-e Shura-ye Eslami, Imam Khomeini Avenue,
Tehran, Islamic Republic of Iran
Telex: 21 42 32 ICAI IR
Faxes: + 98 21 646 1746

and to diplomatic representatives of Iran accredited to your country.

PLEASE SEND APPEALS IMMEDIATELY. Check with the International Secretariat, or your section office, if sending appeals after 15 October 2001.

Amnesty International, International Secretariat, 1 Easton Street, London WC1X 0DW, United Kingdom
Tel: (44) (020) 7413 5500 Fax: (44) (020) 7956 1157 Telegrams: Amnesty London WC1
Web: <http://www.amnesty.org> E-mail: uateam@amnesty.org

Belgium to put PKK on trial

- Aim to sow Europe true face of PKK terrorism

A five-year enquiry into the activities of the Kurdistan Workers Party (PKK) in Belgium has come to an end 17 PKK members are going to be put on trial, the Anatolia news agency reported yesterday. The prosecutor running the enquiry Jeroen Burm was reportedly given permission by Turkey to question PKK chieftain Abdullah Ocalan at Imrali island prison. In the light of this enquiry and the information supplied by Ocalan another prosecutor Dirk Merck has initiated proceedings to have 17 PKK terrorists put on trial.

Criminal experts say the 17 people in question used to make programs for Medya TV but are no longer in Belgium. They also say that the aim of the prosecution and the enquiry was to show to Europe the true face of PKK terrorism.

Meanwhile, one of Belgium's highest selling newspapers La Dernier Heure said the PKK was not targeting simply Turkey's interests. "The Belgian prosecution service really is doing something no other country has dared to. It is investigating the financing of an organization that extorts protection money. We can talk about Medya TV's earnings, protection rackets, arms smuggling and drug pushing," it said. "The trial will be symbolic because the 17 suspects are no longer in Belgium. However, in principle the fact that Belgian Justice has ruled against the PKK is important. The methods used by this organization are difficult to accept in European democracies."

Un député kurde s'apprête à publier un recueil de poèmes en kurde



ANKARA, 28 sept (AFP) - 14h56 - Un député turc d'origine kurde va publier un recueil de poèmes en kurde une fois que le parlement aura adopté un projet de réforme constitutionnelle qui autorise une utilisation plus large du kurde, a rapporté vendredi le journal Hurriyet.

Sebgetullah Seydaoglu, député de Diyarbakir (chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde) du parti de la Mère patrie (Anap, centre-droit), a indiqué au quotidien que son recueil, intitulé "L'Euphrate et le Tigre" a déjà été publié en turc il y a deux semaines.

Il a souligné que 10.000 exemplaires en kurde avaient été imprimés et attendaient d'être publiés après l'adoption, probablement la semaine prochaine, d'un vaste projet d'amendements constitutionnels dont l'un ouvre la voie à une plus large utilisation du kurde.

"J'ai décidé de reporter la publication car mettre un ouvrage contenant des poèmes en kurde sur l'étagère avant la réforme aurait pu créer des problèmes", a-t-il dit.

Il a ajouté qu'il mettait la dernière touche à un autre ouvrage, "Mésopotamie", sur le conflit kurde dans le sud-est anatolien, qui serait publié en turc et en kurde.

Le kurde est utilisé dans la vie privée en Turquie mais interdit dans la vie publique. Les autorités avaient toutefois toléré jusqu'à présent des publications et des enregistrements de cassettes audio et vidéo en kurde.

L'amendement à la constitution légalise cette situation mais précise que "l'utilisation de ce droit pourra être limité pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public et l'unité du pays".

Les avocats d'Ocalan ont déposé leurs observations à la Cour européenne



STRASBOURG, 28 sept (AFP) - 17h37 - Les défenseurs du chef kurde Abdullah Ocalan, condamné à mort en Turquie, ont déposé vendredi à Strasbourg leurs observations à la Cour européenne des droits de l'Homme, a-t-on appris auprès de la Cour.

Environ 150 Kurdes, selon la police, ont manifesté dans l'après-midi à Strasbourg leur soutien en faveur du chef de la rébellion kurde avec des danses, des chants, des slogans demandant la libération d'Ocalan. A Marseille (sud), une manifestation similaire a rassemblé quelque 400 personnes.

Selon le porte-parole de la Cour, "plusieurs cartons de documents sont arrivés aujourd'hui au palais des droits de l'Homme, dernier jour du délai fixé par la Cour, mais nous n'avons pas pu encore prendre connaissance du contenu".

La Cour a demandé beaucoup d'informations aux défenseurs d'Ocalan, notamment concernant le droit international, a indiqué le porte-parole. Le gouvernement turc était tenu de déposer ses observations dans le même délai.

Selon les avocats d'Ocalan, les cartons contiennent notamment un document rédigé par le chef kurde lui-même où il se plaint de ses conditions de détention.

Les juges de la Cour de Strasbourg, qui représentent les 43 pays du Conseil de l'Europe, ont déclaré recevables, le 15 décembre 2000, la plupart des griefs du leader du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste). L'arrêt est attendu dans plusieurs mois.

Les griefs d'Ocalan, condamné à mort en juin 1999 pour "trahison et séparatisme", concernent son arrestation par un commando à Nairobi en février 1999, son enlèvement vers la Turquie, sa détention en isolement, assimilée à des mauvais traitements, l'équité de son procès (avec la participation d'un juge militaire, pendant la première phase) et sa condamnation à mort, qui viole, selon ses avocats, le droit fondamental à la vie garanti par la Convention européenne des droits de l'Homme.

Arrivée dans le sud de l'Italie d'un navire avec plus de 450 clandestins



ROME, 29 sept (AFP) - 20h13 - Une navire transportant 463 immigrants clandestins, en majorité des Kurdes, s'est échoué samedi après-midi sur une plage à proximité de Catanzaro, en Calabre, dans l'extrême-sud de l'Italie, a-t-on appris auprès des autorités locales.

Le bateau, d'une longueur de 35 mètres et qui pourrait être d'origine turque, selon les autorités italiennes, a été contraint de s'échouer sur une plage en raison d'une fuite d'eau qui menaçait de couler l'embarcation avant qu'elle n'arrive au port.

Parmi ces immigrants clandestins, 68 sont des femmes et 140 des enfants, selon la même source.

Six hommes, soupçonnés d'être l'équipage du navire, ont été arrêtés par la police et sont actuellement interrogés.

Les autres immigrants ont été conduits dans des centres d'accueil de la région. Selon les premiers témoignages, ils ont payé 3.000 marks allemands (environ 1.500 euros) par personne pour ce voyage qui a duré neuf jours.

Samedi plus tôt dans la journée, les forces de l'ordre italiennes avaient déjà interpellé plus d'une centaine d'immigrants clandestins dans plusieurs opérations de ratissage des côtes, dont une cinquantaine d'Albanais.

Il y a deux jours, un navire avec 200 immigrants clandestins avait déjà accosté dans le sud de la Sicile.

Six députés kurdes iraniens affirment ne pas être consultés par le gouvernement



TEHERAN, 30 sept (AFP) - 15h38 - Six parlementaires iraniens, représentants de la province du Kurdistan (nord-ouest), ont affirmé que le gouverneur de leur province avait été désigné sans qu'ils soient consultés et ont présenté en vain leurs démissions, a rapporté dimanche l'agence officielle IRNA.

Les députés kurdes ont présenté jeudi dans une lettre au président du Majlis (parlement), Mehdi Karoubi, leurs démissions "car le gouvernement ne tient pas compte de leurs avis", notamment dans le choix la veille du gouverneur mais leurs démissions ont été jugées "inacceptables" dimanche par la présidence du Parlement, selon l'agence.

L'un d'entre eux, Bahaeddine Adab, cité par IRNA, a affirmé que "le ministère de l'Intérieur a fait mercredi ce qu'il voulait et n'a prêté aucune attention à la requête des députés".

Cité par IRNA, le vice-président du Majlis, Mohammad-Reza Khatami, a déclaré que "selon les règlements de l'Assemblée, nous n'acceptons pas de démissions collectives", avant d'ajouter "mais ils peuvent démissionner un par un".

Un acteur d'origine kurde interpellé en raison de "son aspect physique"



SAINT-SEBASTIEN (Espagne), 30 sept (AFP) - 10h56 - Un acteur d'origine kurde Duzgun Ayahan, primé par le Festival de cinéma de Saint-Sébastien (nord) qui s'est achevé samedi, a été retenu vendredi pendant une heure à l'aéroport de Bilbao "en raison de son aspect physique", a affirmé le directeur du Festival, Mikel Olaciregui.

Ce comédien, qui réside habituellement en Suisse, a refusé d'assister à la cérémonie de clôture du Festival où il devait recevoir La Concha de Plata au meilleur acteur, arguant qu'il était déprimé par son interpellation sans motif apparent, a dit M. Olaciregui cité dimanche par la presse.

Mikel Olaciregui a affirmé qu'il ferait parvenir à Duzgun Ayahan un message de solidarité au nom du Festival, le plus important d'Espagne.

Selon la presse, cet incident s'inscrit dans le cadre de la situation créée après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis à l'origine de l'absence, pour le Festival de Saint-Sébastien, de la quasi-totalité des artistes américains qui y avaient été invités.

La Concha de plata du meilleur acteur a été attribuée à Duzgun Ayahan pour son travail, dans "Escape to paradise", où il incarne un immigré kurde arrivant en Suisse et qui va rapidement être confronté aux problèmes de l'immigration.

Go After the Taliban and Proceed All the Way to Baghdad

By Charles Krauthammer

WASHINGTON — Yes, America needs to get Osama bin Laden. Yes, it needs to bring down the terrorist networks. But the overriding aim of the war on terrorism is changing regimes, and it starts with the Taliban.

Searching Afghan caves for Mr. bin Laden is precisely the trap he would wish us to fall into. Terrorists cannot operate without the succor and protection of governments. The planet is divided into countries. Unless terrorists want to camp in Antarctica, they must live in sovereign states.

The objective of this war must be to make it impossible or intolerable for any state to harbor, protect or abet terrorists. The point is not to swat every mosquito but to drain the swamp.

The war begins in Afghanistan. The first objective is to destroy the Taliban regime. Indeed, to make an example of the Taliban, to show the world — and especially regimes engaged in terrorism — that President George W. Bush was serious when he told the nation that America makes no distinction between the terrorists and the governments that harbor them.

The take-home lesson must be: Harbor terrorists — and your regime dies.

Remember the context. Radical Islam is riding a wave of victories: the bombing of the U.S. Marine barracks in 1983 that drove the United States out of Lebanon, the killing of 18 American soldiers in Mogadishu in 1993 that drove the United States out of Somalia, and, in between, the war that drove the other superpower, the Soviet Union, out of Afghanistan.

And now Sept. 11, which sent America into shock and leaves it deep in fear. Victory breeds victory. The terrorists feel invincible, and those sitting on the fence in the region are

waiting to see whether they really are. Overthrowing the Taliban would reverse the historical tide and profoundly affect the psychological balance of power.

This step is so obvious and necessary that it is deeply troubling to see the secretary of state begin to wobble. If the Taliban give up bin Laden and Qaida, his terrorist network, said Colin Powell on Tuesday, “we wouldn’t be worrying about whether they are the regime in power or not.” He then offered carrots (“significant benefits ... a better relationship with the West”) and even hinted at American aid.

Carrots? Aid? After Sept. 11? The Taliban share responsibility for the worst mass murder in American history. For that they must be made to pay, or what meaning is there to the president’s pledge that “justice will be done”?

If the administration goes wobbly on the Taliban, it might as well give up the war on terrorism before it starts. The Taliban are dripping blood. They are totally isolated. They are militarily vulnerable. On the ground they face a fierce armed opposition, the Northern Alliance, that is ready and eager to take Kabul.

It may not be easy and it may not be quick, but a signal victory is essential.

The campaign, however, cannot stop there. Nor with Osama bin Laden. (Although when the Taliban government falls, finding him and his associates will be that much easier.) Afghanistan is just stage one.

A logical stage two is Syria. It harbors a myriad of terrorist groups, but the regime is as rational as it is cynical. Syria has no ideological affinity with the terrorists it supports. It uses them to advance geopolitical aims. It can therefore be per-

sueded to abandon them.

We know this. For years, Damascus harbored Abdullah Ocalan, leader of the PKK (Kurdish Workers’ Party), which was fighting the government in Turkey. Turkey repeatedly demanded that Syria turn him over. Syria refused. Until October 1998, when Turkey massed troops on its Syrian border, threatening military action. Mr. Ocalan was shortly expelled from Damascus. He now sits in a Turkish jail.

Syria is terrorist. But Syria is pliable. It is a low-hanging fruit. After Afghanistan, we turn to Damascus. What then?

Stage three is Iraq and Iran, obviously the most difficult and dangerous. Which is why it would be foolish to take them on right away. Changing regimes in Kabul and changing policy in Damascus, however, would already have radically changed the regional dynamic by demonstrating American power in a region where power, above all, commands respect.

In Iran, where the conservative clerics are unpopular and a large Westernized middle class is already straining for a free society, change might come from within. In Iraq, although Saddam is detested, internal revolt is less likely. Saddam will make his stand and we will have to confront the most dangerous terrorist regime in the world.

The war on terrorism will conclude in Baghdad. How? No one knows. All we do know is that history, cunning and cruel, will demand that if this president wants victory in the war he has declared, he will have to achieve it on the very spot where his own father, 10 years ago, let victory slip away.

Washington Post Writers Group.

LE MONDE DIPLOMATIQUE il manifesto - SETTEMBRE 2001 -

IL RISVEGLIO DI UN POPOLO DIMENTICATO

Fragile primavera per i kurdi iracheni

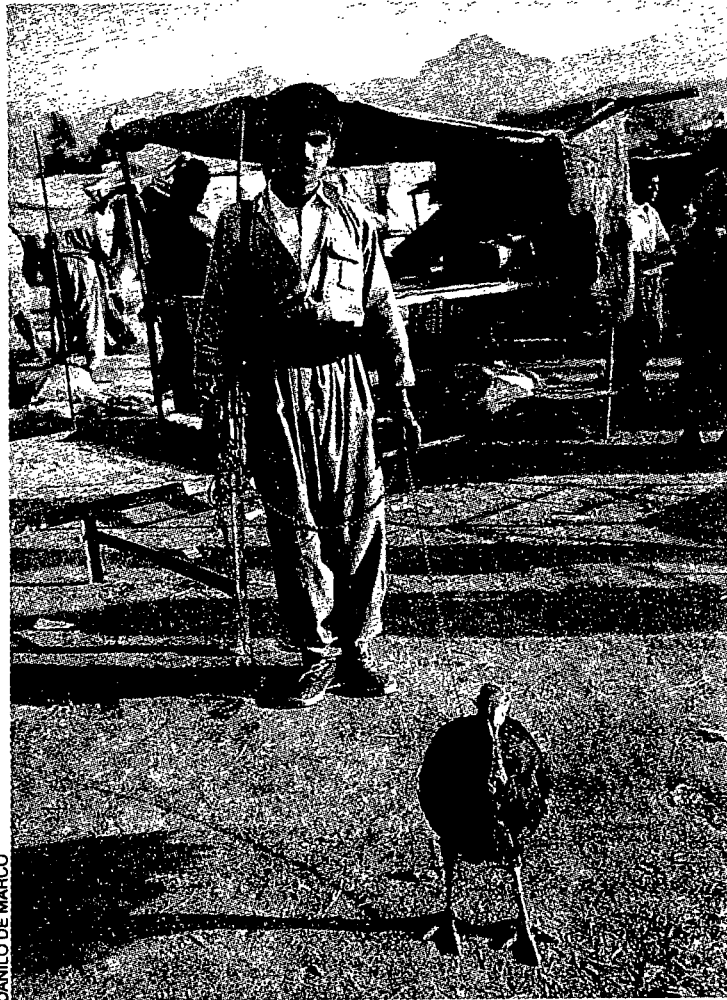
Dieci anni or sono, le potenze occidentali, appoggiandosi alla risoluzione 688 del Consiglio di sicurezza dell'Onu sull'ingerenza umanitaria, adottata nell'aprile 1991 su iniziativa francese, decisero di creare una «zona di protezione» che consentisse il ritorno ai loro villaggi a circa due milioni di kurdi fuggiti verso l'Iran e la Turchia per sottrarsi alla massiccia offensiva delle truppe irachene. La protezione di questo territorio di circa 40mila chilometri quadrati, in cui vivono 3,5 milioni di kurdi, è garantita da una forza aerea multinazionale di stanza in Turchia, che fino al dicembre 1995 comprendeva anche una squadriglia area francese.

Come obiettivo iniziale, gli occidentali puntavano a migliorare la situazione dei loro alleati turchi, messi a dura prova dall'afflusso destabilizzante di centinaia di migliaia di rifugiati kurdi iracheni verso le già turbolente province del Kurdistan turco. Sopraggiunta tre mesi dopo la fine della guerra del Golfo, tale iniziativa non incontrò la minima resistenza da parte di Baghdad, che fin dall'ottobre 1991 ritirò la sua amministrazione civile dai tre governatorati della zona protetta - Duhok, Erbil e Suleymaniya - e sospese il pagamento delle remunerazioni e delle pensioni ai funzionari che avevano deciso di rimanervi. Tuttavia, sensibili alle pressioni di Ankara, che temeva la nascita di uno stato autonomo kurdo, gli occidentali non hanno voluto né farsi carico di queste popolazioni creando una amministrazione specifica o una sorta di «protettorato» dell'Onu - come è poi avvenuto nel 1999 in Kosovo - né favorire la costituzione di un governo regionale kurdo vero e proprio.

Il messaggio era esplicito: tornando nei loro villaggi, i kurdi sarebbero stati protetti dagli attacchi dall'esercito iracheno, ma avrebbero dovuto cavarsela da soli nella gestione dei loro affari e nella ricostruzione del loro paese devastato. Già molto provati da trent'anni di guerra, i kurdi si trovavano così di fronte ad una temibile sfida: amministrare un paese vasto quanto la Svizzera, in cui il 90% dei 5.000 villaggi e una ventina di città erano stati rasi al suolo, le infrastrutture economiche distrutte, le terre coltivate disseminate di mi-

In mancanza un'intesa sulle sanzioni «intelligenti» contro l'Iraq, all'inizio di luglio il Consiglio di sicurezza delle Nazioni unite ha prorogato di cinque mesi l'accordo «Oil for food» (Petrolio contro cibo) di cui beneficia il territorio kurdo dell'Iraq sotto protezione militare internazionale. Gli Stati uniti tentano di controbattere alle critiche suscitate dal mantenimento di un embargo che danneggia molto più la popolazione irachena che il regime. Ma come mobilitare contro Saddam Hussein i paesi vicini all'Iraq, quando l'opinione pubblica araba è esasperata dall'occupazione israeliana in Palestina?

di KENDAL NEZAN*



DANILO DE MARCO

KURDISTAN IRACHENO
Un guerrigliero alla periferia di Suleymaniya

ne, i contadini dispersi. La disoccupazione colpiva quasi l'80% della popolazione attiva. Per giunta, Baghdad aveva escluso il territorio kurdo dalla rete elettrica nazionale e imposto l'embargo sul carburante e la benzina.

In questo contesto caotico, i kurdi si sono visti costretti ad improvvisare e a dar prova di immaginazione e tenacia. In una fase iniziale, il Fronte unito del Kurdistan, che riuniva gli otto partiti politici locali, ha assunto il potere regionale e preparato le

*Presidente dell'Istituto kurdo di Parigi

elezioni per l'insediamento di un parlamento del Kurdistan. Elezioni che si sono svolte il 18 maggio 1992: due partiti, il Pdk (Partito democratico del Kurdistan) di Massoud Barzani, e l'Upk (Unione patriottica del Kurdistan) di Jalal Talabani hanno ottenuto rispettivamente 51 e 49 seggi, mentre la minoranza assiro-caldea (cristiana), che conta 30mila anime, ha eletto 5 deputati. Gli altri partiti - comunista, socialista, islamista, ecc. - non sono riusciti a superare lo sbarramento del 5% dei voti espressi e non hanno quindi eletto alcun parlamentare, ma sono stati comunque associati al governo di unità nazionale costituito nel luglio 1992.

I leader kurdi speravano che queste istituzioni democratiche avrebbero ottenuto in tempi brevi il riconoscimento delle potenze occidentali e beneficiato del loro appoggio economico. Invece, il governo regionale kurdo è stato ignorato. Agitando lo spettro della creazione di uno stato kurdo, Ankara, Damasco e Tehran, divise peraltro fra loro da una lunga serie di dispute, organizzarono incontri trimestrali dei rispettivi ministri degli esteri per «tenere sotto controllo la situazione nel nord dell'Iraq». Per non suscitare malcontenti fra gli alleati turchi, gli Stati Uniti, e sulla loro scia i paesi europei, hanno evitato di fornire il benché minimo appoggio alla giovane esperienza democratica kurda.

Soffocata dal duplice embargo, iracheno ed internazionale, priva dei mezzi essenziali di funzionamento, questa prima esperienza si concluse quindi con un doloroso insuccesso (1). Un contrasto sulla spartizione dei magri introiti doganali, nel

maggio 1994, degenerò in scontri armati fra il Pdk e l'Upk. I paesi vicini gettarono olio sul fuoco. Gli scontri continuarono fino al 1997, con un bilancio di quasi tremila morti e decine di migliaia di sfollati. Infine, le due fazioni in guerra si resero conto che nessuna di loro poteva eliminare militarmente l'altra e che il rapporto di forze fra le potenze regionali (Iran, Turchia, Iraq) non consentiva l'egemonia di un'unica forza politica, quand'anche vittoriosa sul piano militare. Nel novembre 1997 fu concordato un cessate il fuoco; nel settembre 1998, un accordo firmato a Washington sotto l'egida di Madeleine Albright, segretario di stato americano, dai due leader kurdi Massoud Barzani e Jalal Talabani, ha sancito la cessazione delle ostilità e creato le premesse per una trattativa di pace.

In base a tale accordo, Barzani ottenne il riconoscimento della vittoria riportata nelle elezioni legislative del maggio 1992

e delle conseguenze istituzionali concernenti la formazione di un governo di transizione che avrebbe dovuto indire nuove elezioni. Da parte sua, Talabani ottenne l'impegno che una parte degli introiti doganali sarebbe stata versata alla sua organizzazione. Da allora, in una sessantina di riunioni congiunte si sono riuscite a smussare le difficoltà e ad avvicinare i punti di vista del Pdk e dell'Upk.

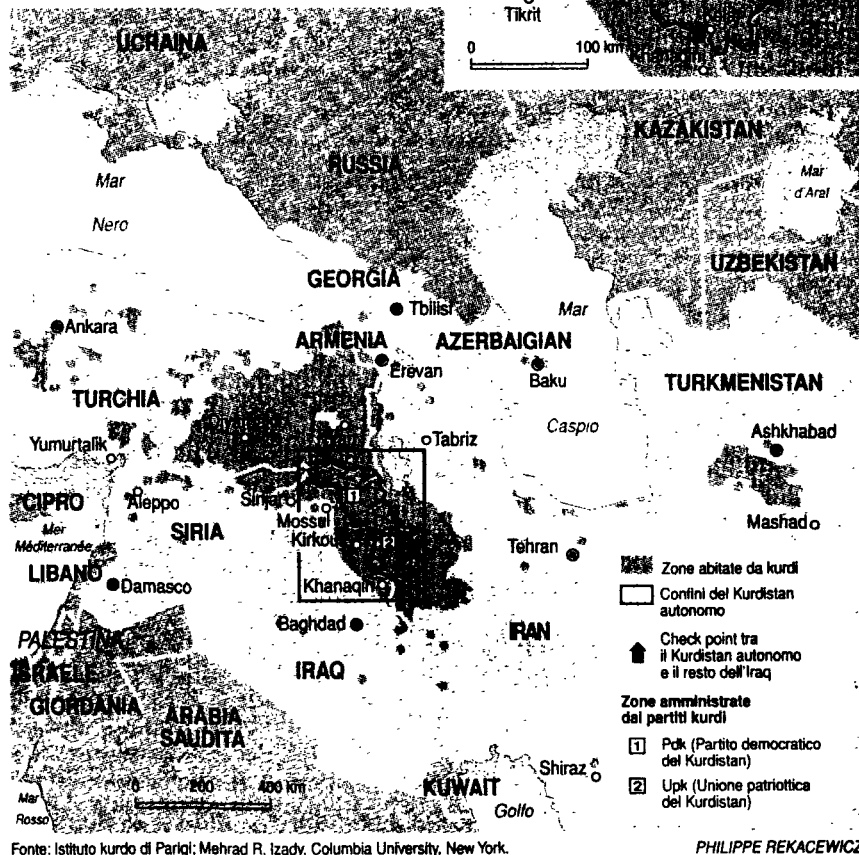
Addolorati, i kurdi iracheni hanno avviato loro malgrado un esperimento di decentramento amministrativo. Il territorio protetto dalle forze occidentali, diviso in due, nord e sud, è governato da due amministrazioni costrette alla reciproca emulazione. Nella regione del nord - molto più prospera e meglio amministrata da un governo di coalizione con sede a Erbil, guidato dal Pdk ma con oltre un terzo di esponenti dei partiti minori, di minoranze (assiro-caldea e yezidi) e di «indipendenti» - è stato possibile ricostruire circa il 70% delle città e dei villaggi distrutti dalla guerra. Sono state ripristinate e migliorate sia le infrastrutture stradali che le comunicazioni; i servizi tecnici (sanità, scuola, trasporti, energia) delle due amministrazioni del nord e del sud hanno stabilito un rapporto di cooperazione.

Praticamente tutti i ragazzi del nord sono scolarizzati, grazie alle 1950 scuole elementari e alle varie scuole secondarie della regione. Ci sono anche due università (Duhok e Erbil), in cui 12.500 studenti frequentano i corsi di lettere, scienze esatte, medicina e giurisprudenza. A seconda delle materie, le lezioni si svolgono in kurdo, arabo o inglese, mentre l'insegnamento nelle scuole elementari e medie avviene esclusivamente in lingua kurda. Gli studenti dispongono di residenze universitarie decorose, i professori percepiscono una retribuzione di 140 dollari al mese (sette volte di più dei loro colleghi iracheni) e beneficiano di appositi alloggi di funzione.

Nel sud, anche il governo guidato dall'Upk comprende rappresentanti dei partiti minori e «indipendenti». All'università di Suleymaniya sono iscritti 3.500 studenti, mentre 367.755 alunni frequentano le 1677 scuole primarie e secondarie. A differenza di quanto avviene al nord, non vige ancora l'obbligo della scuola elementare per tutti, ragazzi e ragazze.

La sanità costituisce l'altra priorità delle autorità locali, che hanno decretato la gratuità dei servizi pubblici. Inoltre, hanno ricostruito gli ospedali e creato nuovi centri sanitari dotati di apparecchiature moderne, spesso acquistate sul mercato nero per via dell'embargo. Sempre l'embargo è responsabile non tanto della carenza, quanto piuttosto della scadente qualità dei medicinali che arrivano in Kurdistan attraverso l'Iraq o la Turchia.

La sicurezza nelle città è garantita da agenti addestrati nelle due accademie di polizia, mentre altri due centri preparano gli ufficiali che hanno il compito di dare



Fonte: Istituto kurdo di Parigi; Mehrad R. Izady, Columbia University, New York.

PHILIPPE REKACEWICZ

un inquadramento e una formazione professionale alle forze armate provenienti dalla guerriglia (*peshmerga*). Il Parlamento kurdo ha sede a Ebril, dove risiede anche la corte d'appello del Kurdistan.

Questo rinnovamento kurdo si manifesta con un vigore ancora maggiore sul piano culturale. Dopo lunghi anni di silenzio forzato, la popolazione cerca con entusiasmo di recuperare il tempo perduto. Tre quotidiani ed oltre 130 settimanali e riviste tentano di appagare la sete di informazioni e di conoscenza dei cittadini, affrontando ogni argomento, dalla letteratura al cinema, dalla storia all'informatica. Una dozzina di reti televisive propongono a tutti programmi molto diversificati, due reti trasmettono via satellite e sono captate da tutte le comunità kurde del Medio Oriente e dell'Europa. Le antenne paraboliche che permettono di captare i canali internazionali, vietate sia in Iraq che in Iran, sono libere nel Kurdistan, dove peraltro si moltiplicano gli Internet café. Sono liberamente in vendita i giornali di ogni tendenza, ivi compresi quelli del regime di Baghdad. Le piccole minoranze assiro-caldea e turcomanna dispongono rispettivamente di quattordici e di nove scuole nelle loro lingue, di pubblicazioni e trasmissioni radio e televisive, mentre i kurdi di confessione yezidi, tradizionali vittime di vessazioni da parte dei vicini musulmani e accusati ingiustamente di essere «adoratori del diavolo», sono liberi di praticare la loro religione, e i loro luoghi di culto sono protetti.

L'emergere di una società civile in cui le donne sono in prima linea, in particolare nel denunciare le estorsioni dei gruppi islamici sostenuti dall'Iran e gli arcaismi culturali (i cosiddetti «omicidi d'onore» delle donne adultere), favorisce il graduale sviluppo di nuovi spazi di libertà. Spinto da questi fattori interni e contemporaneamente dal desiderio di accattivarsi le simpatie dell'opinione pubblica occidentale, il sistema politico kurdo, inizialmente ispirato al modello del partito-stato prevalente nella regione, si va evolvendo verso una democrazia pluralista, anche se i leader storici della resistenza armata sono ancora tutt'altro che propensi a considerarsi comuni cittadini o rappresentanti eletti con un mandato ben circoscritto.

Il Kurdistan autonomo gode di una relativa prosperità, che in massima parte, è dovuta alle risorse derivanti dall'applicazione della risoluzione 986 dell'Onu, detta «Oil for food» (2), che assegna il 13% degli introiti della vendita del petrolio ai tre governatorati della zona kurda sotto protezione internazionale. I proventi sono gestiti da nove agenzie specializzate dell'Onu presenti in Kurdistan, che identificano e finanziano i progetti nei settori della scuola, della sanità, degli alloggi, del ripristino delle infrastrutture e delle forniture idriche per le popolazioni sfollate. Un programma alimentare assicura agli abi-

tanti della regione le stesse razioni alimentari disponibili nel resto dell'Iraq. L'amministrazione kurda contribuisce all'elaborazione dei progetti, garantisce la sicurezza delle agenzie dell'Onu, mette gratuitamente a loro disposizione i magazzini e i mezzi tecnici necessari. Le agenzie dell'Onu finanziano e realizzano «in nome del governo iracheno», assente dalla regione, i progetti che hanno ricevuto il benestare di Baghdad. Le procedure sono ancora lunghe e laboriose: spesso ci vuole più di un anno perché un progetto riceva tutte le debite autorizzazioni di finanziamento, e alcuni progetti vengono bocciati senza spiegazione.

A partire dal 1997, sono stati assegnati alla regione autonoma kurda 4,9 miliardi di dollari, di cui è stato possibile utilizzare tre miliardi, mentre il resto sarà sbloccato soltanto dopo l'approvazione dei progetti presentati. Questa autentica manna, grazie allo spirito di iniziativa dei kurdi e ad una amministrazione efficiente, comincia a dare i primi frutti. Il paese si è trasformato in un grande cantiere in cui si costruiscono strade, scuole, biblioteche, alloggi sociali, stadi, parchi, fabbriche, con un notevole miglioramento delle condizioni di vita della popolazione.

L'amministrazione kurda si finanzia essenzialmente con gli introiti doganali derivanti dalle imposte sugli automezzi pesanti che dalla Turchia e dall'Iran sono diretti in Iraq trasportando merci di ogni genere. Producono anche valuta pregiata la protezione dell'oleodotto Kirkouk-Yumurtalik e il commercio transfrontaliero, soprattutto del petrolio. Per rilanciare l'economia locale, le autorità hanno trasformato il loro territorio in una sorta di «zona franca» per la fornitura di prodotti vari, soprattutto sigarette, destinati ai mercati iracheno ed iraniano. Questi proventi hanno garantito all'amministrazione - che conta un organico di oltre 250 mila civili e circa 30 mila addetti alla sicurezza - un bilancio annuo dell'ordine di 230 milioni di dollari. La Banca centrale del Kurdistan vigila sulla solidità del dinaro kurdo, che rimane stabile nei confronti del dollaro (1 dollaro equivale a 18 dinari kurdi), e attualmente vale 100 volte di più del dinaro iracheno!

Per la prima volta dopo oltre un secolo, i kurdi amministrano una parte del loro territorio storico per un periodo di tempo così prolungato. E, tutto sommato, se la cavano. Questa primavera kurda desta grandi speranze nei 25-30 milioni di kurdi che vivono sparsi fra l'Iran, la Turchia e la Siria. Ma è una primavera ancora molto fragile. I distretti di Kirkouk, Sinjar e Khanaqin, ricchi di petrolio, abitati da circa due milioni di kurdi, vivono ancora sotto il giogo del regime iracheno, esposti ad una politica di arabizzazione incessante, in condizioni di povertà che alimentano l'esodo kurdo verso l'Europa.

La riconciliazione fra i due principali partiti kurdi non è ancora completa; la collaborazione attuale non li pone ancora al riparo da brusche sterzate che potrebbero risvegliare vecchi incubi. D'altra parte, nonostante le numerose prove di buon vicinato e di cooperazione economica loro fornite, gli stati limitrofi, in presenza di forti comunità kurde sul loro territorio, continuano ad agire per la destabilizzazione del Kurdistan autonomo. Quest'ultimo quindi non può sopravvivere senza la protezione aerea anglo-americana e senza quel 13% degli introiti assegnatogli dalla risoluzione 986 dell'Onu. Ogni politica di revisione delle sanzioni nei confronti dell'Iraq dovrà quindi comprendere garanzie a tutela dei kurdi, abbinate a mezzi finanziari adeguati, onde evitare di innescare una nuova catastrofe umanitaria. E di far sfiorire anzitempo questa luminosa primavera kurda.

(1) Si legga Kendal Nezan, «Kurdi, ingiustizia è fatta», *Le Monde diplomatique*/il manifesto, marzo 1999.

(2) Si legga Alain Gresh, «L'Iraq pagherà!», *Le Monde diplomatique*/il manifesto, ottobre 2000.

(Traduzione di R. I.)

ΑΝΑΓΕΝΝΗΣΗ ΕΝΟΣ ΛΑΟΥ

Εύθραυστη κουρδική άνοιξη στο Ιράκ

Το Συμβούλιο Ασφαλείας των Ηνωμένων Εθνών, αφού δεν υπήρξε συμφωνία για τις λεγόμενες «έξυπνες» κυρώσεις εναντίον του Ιράκ, παρέτεινε, στις αρχές Ιουλίου, για πέντε μήνες, τη συμφωνία «πετρέλαιο έναντι τροφίμων» από την οποία επωφελείται το ιρακινό Κουρδιστάν που βρίσκεται κάτω από διεθνή στρατιωτική προστασία. Οι Ηνωμένες Πολιτείες

προσπαθούν να απαντήσουν στις επικρίσεις που προκαλεί η διατήρηση του εμπάργκο, το οποίο πλήττει πολύ περισσότερο τον ιρακινό λαό, παρά το καθεστώς. Αλλά πώς να κινητοποιηθούν οι γείτονες της Βαγδάτης εναντίον του προέδρου Σαντάμ Χουσέιν, όταν η αραβική κοινή γνώμη νιώθει πληγωμένη από την ισραηλινή κατοχή στην Παλαιστίνη;

Του KENDAL NEZAN*

Πριν δέκα χρόνια, οι δυτικές δυνάμεις, στηριζόμενες στην απόφαση 688 του Συμβουλίου Ασφαλείας του ΟΗΕ για την ανθρωπιστική παρέμβαση, η οποία υιοθετήθηκε τον Απρίλιο του 1991

* Πρόεδρος του Κουρδικού Ινστιτούτου στο Παρίσι.

με πρωτοβουλία της Γαλλίας, αποφάσισαν να δημιουργήσουν μια «ζώνη προστασίας», ώστε να επιτρέψουν σε περίπου δύο εκατομμύρια Κούρδους που είχαν φύγει προς το Ιράν και την Τουρκία, λόγω της μαζικής επίθεσης των ιρακινών δυνάμεων, να ξαναγυρίσουν στα σπίτια τους.

Η προστασία αυτού του εδάφους περίπου 40.000 τετραγωνικών χιλιομέτρων, με πληθυσμό 3,5 εκατομμύρια Κούρδους, εξασφαλίζεται από μια πολυεθνική αεροπορική δύναμη η οποία έχει τη βάση της στην Τουρκία και περιλαμβάνει, μέχρι το Δεκέμβριο του 1995, και ένα γαλλικό σμήνος.

Ο αρχικός στόχος των δυτικών ήταν να ανακουφίσουν τη σύμμαχό τους Τουρκία η οποία αντιμετώπιζε την αποσταθεροποιητική εισροή εκατοντάδων χιλιάδων ιρακινών Κούρδων προσφύγων προς τις επαρχίες του τουρκικού Κουρδιστάν, που βρίσκονταν ήδη σε αναταραχή. Αυτή η πρωτοβουλία, που σημειώθηκε τρεις μήνες μετά το τέλος του πολέμου στον Κόλπο, δεν συνάντησε καμιά αντίσταση από την πλευρά της Βαγδάτης η οποία, ήδη από τον Οκτώβριο του 1991, απέσυρε την πολιτική διοίκηση των τριών επαρχιών -Ντουκόκ, Ερμπιλ, Σουλεϊμανίγια- της προστατευόμενης ζώνης και σταμάτησε την πληρωμή των μισθών και των συντάξεων των δημοσίων υπαλλήλων που αποφάσισαν να παραμείνουν εκεί.

«Προτεκτοράτο;»

Ωστόσο, κάτω από την πίεση της Αγκυρας, η οποία φοβόταν την ανάδυση ενός αυτόνομου κουρδικού κράτους, οι δυτικοί δεν θέλησαν ούτε να αναλάβουν οι ίδιοι τη φροντίδα αυτών των πληθυσμών, δημιουργώντας μια ειδική διοίκηση ή ένα είδος «προτεκτοράτου» του ΟΗΕ, όπως έκαναν το 1999 στο Κόσοβο, ούτε να ευνοήσουν την εγκαθίδρυση εκεί μιας πραγματικής περιφερειακής κουρδικής κυβέρνησης.

Το μήνυμά τους ήταν σαφές: Επιτρέποντας στις εστιές τους, οι Κούρδοι θα προστατεύονταν απέναντι στις επιθέσεις του ιρακινού στρατού αλλά θα έπρεπε να φροντίσουν να διαχειριστούν μόνοι τους τις υποθέσεις τους και να ανοικοδομήσουν τη χώρα τους.

Οι Κούρδοι, έχοντας υποστεί τη δοκιμασία τριάντα χρόνων πολέμου, βρέθηκαν, έτσι, μπροστά σε ένα φοβερό πρό-



βλημα: να διοικήσουν μια χώρα, περίπου ίση σε έκταση με την Ελβετία, της οποίας το 90% των 5.000 χωριών και μια

εικοσάδα πόλεις είχαν ισοπεδωθεί, της οποίας είχε καταστραφεί η οικονομική υποδομή, οι αγροτικές εκτάσεις ήταν ναρκοθετημένες και ο αγροτικός κόσμος διάσκορπισμένος. Η ανεργία άγγιζε περίπου το 80% του ενεργού πληθυσμού. Επιπλέον, η Βαγδάτη είχε αποκόψει το κεντρικό έδαφος από το εθνικό ηλεκτρικό δίκτυο και είχε επιβάλει εμπάργκο στο πετρέλαιο.

Σ' αυτό το καοσικό πλαίσιο, οι Κούρδοι αναγκάστηκαν να αυτοσχεδιάσουν, να αποδείξουν ότι έχουν φαντασία και επιμονή. Αρχικά, το Ενιαιο Μέτωπο του Κουρδιστάν, το οποίο συσπειρώνε τα οχτώ τοπικά πολιτικά κόμματα, ανέλαβε την περιφερειακή εξουσία και προετοίμασε τις εκλογές για την εγκαθίδρυση ενός κοινοβουλίου του Κουρδιστάν.

Οι εκλογές έγιναν στις 18 Μαΐου 1992. Δύο σχηματισμοί, το Δημοκρατικό Κόμμα του Κουρδιστάν (DPK) του Μασούντ Μπαρζανί και η Πατριωτική Ένωση του Κουρδιστάν (PUK) του Τζαλάλ Ταλαμπανί, κατέλαβαν, αντιστοίχως, 51 και 49 έδρες, ενώ η ασσυροχαλδαϊκή (χριστιανική) μειονότητα, η οποία αριθμεί 30.000 ψυχές, εξέλεξε πέντε βουλευτές.

Τα άλλα κόμματα -κομμουνιστικό, σοσιαλιστικό, ισλαμιστικό κ.λπ.-, επειδή δεν κατάφεραν να ξεπεράσουν το όριο του 5% των ψήφων, δεν ε-

ξέλεξαν βουλευτές, αλλά μπήκαν στην κυβέρνηση εθνικής ενότητας που σχηματίστηκε τον Ιούλιο του 1992.

Οι ηγέτες ήλπιζαν ότι αυτοί οι δημοκρατικοί θεσμοί θα αναγνωριστούν γρήγορα από τις δυτικές δυνάμεις και θα εξασφαλίσουν την οικονομική υποστήριξή τους.

Όμως, η κεντρική περιφερειακή κυβέρνηση αγνοήθηκε. Η Αγκυρα, η Δαμασκός και η Τεχεράνη, μολονότι τις χώριζαν μια σειρά διαφορές, σείοντας το φάσμα της δημιουργίας ενός κεντρικού κράτους, πραγματοποιήσαν τριμερείς συνόδους των υπουργών Εξωτερικών για να «*παρακολουθήσουν την κατάσταση στο βόρειο τμήμα του Ιράκ*». Οι Ηνωμένες Πολιτείες και, στη συνέχεια, οι ευρωπαϊκές χώρες, φροντίζοντας να μη δυσμενήσουν τη σύμμαχό τους Τουρκία, απέχουν από κάθε υποστήριξη στη νεαρή κεντρική δημοκρατική εμπειρία.

Κάτω από την ασφυκτική πίεση του διπλού εμπάργκο, ιρακινού και διεθνούς, χωρίς τα ελάχιστα μέσα λειτουργίας αυτή η πρώτη εμπειρία κατέληξε σε μια οδυνηρή αποτυχία (1). Μια σύγκρουση για τη διανομή των ισχνών πόρων από τα τελωνεία κατέληξε, το Μάιο του 1994, σε ένοπλες συγκρούσεις ανάμεσα στο Δημοκρατικό Κόμμα και την Πατριωτική Ένωση. Οι γειτονικές χώρες έριξαν λάδι στη φωτιά. Οι συγκρούσεις κράτησαν μέχρι το 1997. Υπήρξαν περίπου 3.000 νεκροί και δεκάδες χιλιάδες διωγμένοι από τα σπίτια τους.



Εκκευρία

Τελικά, οι δύο παρατάξεις που βρίσκονταν σε πόλεμο συνειδητοποίησαν ότι καμιά δεν μπορούσε να εξοντώσει στρατιωτικά την άλλη, ότι η ισορροπία δυνάμεων ανάμεσα στις περιφερειακές δυνάμεις (Ιράν, Τουρκία, Ιράκ) δεν επέτρεπε την ηγεμονία μιας μόνο πολιτικής παράταξης, ακόμη και αν ήταν νικηφόρα από στρατιωτική άποψη.

Η εκκευρία συμφωνήθηκε το Νοέμβριο του 1997.

Το Σεπτέμβριο του 1998, μια συμφωνία που υπεγράφη στην Ουάσιγκτον, υπό την αιγίδα της υπουργού Εξωτερικών Μαντλίν Ολμπράιτ, ανάμεσα στους δύο Κούρδους ηγέτες, τον Μασούντ Μπαρζανί και τον Τζαλάλ Ταλαμπανί, επισήμοποισε τον τερματισμό των εχθροπραξιών και έθεσε τις βάσεις για μια ειρηνική διαπραγμάτευση.

Με βάση τους όρους αυτής της συμφωνίας, ο Μπαρζανί πέτυχε την αναγνώριση της νίκης του στις βουλευτικές εκλογές του Μαΐου 1992 και των θεσμικών συνεπειών που πήγαιναν από αυτή για το σχηματισμό μεταβατικής κυβέρνησης, η οποία ήταν επιφορτισμένη να οργανώσει νέες εκλογές.

Ο Ταλαμπανί, από την πλευρά του, εξασφάλισε τη δέσμευση της παροχής στην οργάνωσή του ενός τμήματος των εσόδων από τα τελωνεία. Από τότε, περίπου εξήντα κοινές συναντήσεις επέτρεψαν να εξαλειφθούν οι δυσκολίες και να προσεγγίσουν οι απόψεις του Δημοκρατικού Κόμματος

και της Πατριωτικής Ένωσης.

Με πόνο και παρά τη δέλησή τους, οι ιρακίνοι Κούρδοι ξεκίνησαν την πρωτοφανή εμπειρία μιας μορφής διοικητικής αποκέντρωσης. Το προστατευόμενο από τις δυτικές δυνάμεις έδαφος, το οποίο χωρίστηκε στα δύο, βόρειο και νότιο, κυβερνάται από δύο διοικήσεις που είναι υποχρεωμένες να αλληλώνονται η μια

την άλλη. Ετσι, στην περιοχή του Βορρά, που είναι πολύ πιο πλούσια και διοικείται καλύτερα, από κυβέρνηση συνασπισμού, με έδρα το Ερμπίλ, και επικεφαλής το Δημοκρατικό Κόμμα, η οποία περιλαμβάνει κατά το ένα τρίτο της μέλη που προέρχονται από μικρούς σχηματισμούς των μειονοτήτων (ασσυροχαλδαϊκή και γεζιτών) και από «ανεξάρτητους», περίπου το 70% των κατεστραμμένων χωριών και πόλεων ανοικοδομήθηκαν.

Η οδική υποδομή αποκαταστάθηκε και αναπτύχθηκε, ενώ αποκαταστάθηκαν και οι επικοινωνίες. Οι τεχνικές υπηρεσίες (υγεία, εκπαίδευση, μεταφορές, ενέργεια) των δύο διοικήσεων, του Βορρά και του Νότου, συνεργάζονται.

Στην πράξη, όλα τα παιδιά του Βορρά φοιτούν σε 1.950 δημοτικά σχολεία και σε ορισμένα γυμνάσια και λύκεια της περιοχής. Υπάρχουν, επίσης, δύο πανεπιστήμια (Ντουχόκ και Ερμπίλ) τα οποία προσφέρουν σε περίπου 12.500 φοιτητές σπουδές γραμμάτων, θετικών επιστημών, ιατρικής και δικαίου.

Σύμφωνα με τα προγράμματα, τα μαθήματα γίνονται στην κεντρική, την αρabicή ή



την αγγλική, ενώ στην πρωτοβάθμια και δευτεροβάθμια εκπαίδευση στην κουρδική.

Οι φοιτητές διαθέτουν αξιοπρεπείς πανεπιστημιακούς κοινότυπες, οι καθηγητές αμείβονται με 140 δολάρια το μήνα (επτά φορές περισσότερο από τους ιρακινούς συναδέλφους τους) και επωφελούνται από την προσφορά κατοικίας.

Στο Νότιο, η κυβέρνηση με επικεφαλής την Παιριωτική Ένωση περιλαμβάνει, επίσης, «ανεξάρτητους» και εκπροσώπους των μικρών κομμάτων. Το Πανεπιστήμιο της Σουλεϊμανίγια δέχεται 3.500 φοιτητές, ενώ 367.755 μαθητές φοιτούν σε 1.677 σχολεία. Αντίθετα με το Βορρά, εδώ το δημοτικό σχολείο δεν είναι ακό-

μη υποχρεωτικό για όλα τα παιδιά, αγόρια και κορίτσια.

Η υγεία αποτελεί την άλλη προτεραιότητα των τοπικών αρχών οι οποίες θέσπισαν τη δωρεάν περιθαλψη στις δημόσιες υπηρεσίες. Αποκατέστησαν τα νοσοκομεία και κατασκεύασαν νέα κέντρα υγείας, με σύγχρονο εξοπλισμό ο οποίος, συχνά, εξασφαλίστηκε στη μαύρη αγορά, λόγω του εμπάργκο. Το εμπάργκο είναι επίσης υπεύθυνο όχι για την έλλειψη αλλά για την κακή ποιότητα των φαρμάκων που φτάνουν στο Κουρδιστάν, μέσω του Ιράκ ή της Τουρκίας.

Η ασφάλεια στις πόλεις εξασφαλίζεται από λειτουργούς που καταρίστηκαν σε δύο αστυνομικές ακαδημίες, ενώ δύο άλλα κέντρα εκπαιδεύουν τους αξιωματικούς που προορίζονται να ενταχθούν και να καταστήσουν επαγγελματικές τις ένοπλες δυνάμεις που προήλθαν από το αντάρτικο (τους *πεσμεργκά*). Το κουρδικό κοινοβούλιο έχει την έδρα του στο Ερμπίλ το οποίο φιλοξενεί, επίσης, το εφετείο του Κουρδιστάν.

Αυτή η κουρδική ανανέωση εκφράζεται με ακόμη περισσότερη δύναμη στον πολιτιστικό τομέα. Ο πληθυσμός, που ήταν για καιρό φτωχός, προσπαθεί με ενθουσιασμό να κερδίσει το χαμένο χρόνο. Τρεις καθημερινές εφημερίδες, πάνω από 130 εβδομαδιαίες και περιοδικά προσπαθούν να σήσουν τη διψα για πληροφόρηση και γνώση των πολιτών. Αγγίζουν όλα τα θέματα, από τη λογοτεχνία ως τον κινηματο-

γράφο, από την ιστορία ως την πληροφορική.

Μία δωδεκάδα τηλεοπτικά δίκτυα προσφέρουν ποικίλα προγράμματα για κάθε κατη-

γορία του κοινού, ενώ δύο από αυτά εκπέμπουν μέσω δορυφόρου και μπορούν να τα βλέπουν όλες οι κουρδικές κοινότητες της Μέσης Ανατολής και της Ευρώπης.

Οι παραβολικές κεραιές επιτρέπουν να λαμβάνονται τα διεθνή δίκτυα τα οποία είναι απαγορευμένα στο Ιράκ και το Ιράν, ενώ είναι ελεύθερα στο Κουρδιστάν όπου πολλαπλασιάζονται τα καφέ Ιντερνετ.

Οι εφημερίδες κάθε τάσης, συμπεριλαμβανομένων των εφημερίδων του καθεστώτος της Βαγδάτης, πωλούνται ελεύθερα. Οι μικρές μειονότητες των Ασσυροκαλδαίων και του Τουρκομάνων διαθέτουν, αντιστοίχως, 14 και 9 σχολεία στις γλώσσες τους, εκδόσεις, καθώς και ραδιοφωνικές και τηλεοπτικές εκπομπές, ενώ οι Κούρβοι της γεζιδικής πίστης, που για χρόνια ταπεινώθηκαν από τους μουσουλμάνους γείτονές τους και χαρακτηρίζονταν εσφαλμένα ως «λάτρευτες του διαβόλου», είναι ελεύθεροι να ασκούν τα θρησκευτικά καθήκοντά τους και οι τόποι λατρείας τους προστατεύονται.

Η ανάπτυξη μιας κοινωνίας πολιτών όπου οι γυναίκες παίζουν πρωτεύοντα ρόλο, ιδιαίτερα στην καταγγελία των βιαιοτήτων που διαπράττουν ισλαμιστικές ομάδες που υποστηρίζονται από το Ιράν, καθώς και στην καταγγελία πολιτιστικών αρχαϊσμών (οι λεγόμενοι «τιμής» των μοικαλιδών γυναικών), ευνοεί την προοδευτική ανάπτυξη νέων χώρων ελευθερίας.

Κάτω από τη συνδυασμένη επίδραση αυτών των εσωτερικών παραγόντων και για να προσελκύσει τη συμπάθεια της δυτικής κοινής γνώμης, το κουρδικό πολιτικό σύστημα, το οποίο στην αρχή είχε σχεδιαστεί πάνω στο μο-

ντέλο του κόμματος - κράτους που είναι κυρίαρχο στην περιοχή, εξελίσσεται προς μια πλουραλιστική δημοκρατία, έστω και αν οι ιστορικοί ηγέτες της ένοπλης αντίστασης κάθε άλλο παρά έχουν ακόμη αποφασίσει να γίνουν κανονικοί πολίτες ή εκλεγμένοι, με μόνη εξουσία την εντολή



που τους έχει δοθεί.

Το αυτόνομο Κουρδιστάν γνωρίζει μια σχετική ευημερία η οποία, σε μεγάλο βαθμό, οφείλεται στους πόρους που αποφέρει η εφαρμογή της απόφασης 986 του ΟΗΕ, η λεγόμενη «πετρέλαιο έναντι τροφίμων» (2). Η απόφαση αυτή αφορά το 13% των εσόδων από την πώληση του πετρελαίου που αντλείται στις τρεις επαρχίες της κουρδικής ζώνης η οποία βρίσκεται κάτω από διεθνή προστασία.

Τα έσοδα διαχειρίζονται εννέα εξειδικευμένοι οργανισμοί του ΟΗΕ που είναι παρόντες στο Κουρδιστάν, οι οποίοι προσδιορίζουν και χρηματοδοτούν προγράμματα στους τομείς της εκπαίδευσης, της υγείας, της κατοικίας, της αποκατάστασης των υποδομών, της υδροδότησης των πληθυσμών που έχουν διωχθεί από τα σπιτικά τους. Ένα διατροφικό πρόγραμμα εξασφαλί-

ζει στους κατοίκους της περιοχής τις ίδιες μερίδες διατροφής, όπως και για το υπόλοιπο Ιράκ.

Η κεντρική διοίκηση συμβάλλει στην επεξεργασία των προγραμμάτων, φροντίζει για την ασφάλεια των υπηρεσιών του ΟΗΕ, τους προσφέρει δωρεάν οικήματα και τεχνικές διευκολύνσεις. Οι υπηρεσίες του ΟΗΕ χρηματοδοτούν και εκτελούν, «στο όνομα της ιρακινής κυβέρνησης» η οποία απουσιάζει από την περιοχή, τα προγράμματα που έχουν εξασφαλίσει την έγκριση της Βαγδάτης. Αλλά η διαδικασία που χρησιμοποιείται είναι μακρά και περίπλοκη. Ένα πρόγραμμα χρειάζεται, συχνά πάνω από ένα χρόνο, πριν εξασφαλίσει όλες τις εγκρίσεις χρηματοδότησης, ενώ άλλα, απλώς, απορρίπτονται.

Από το 1997, δόθηκαν στην αυτόνομη κεντρική περιοχή 4,9 δισεκατομμύρια δολάρια, από τα οποία 3 δισεκατομμύρια μπόρεσαν να χρησιμοποιηθούν, ενώ το υπόλοιπο δεν θα αποδεσμευτεί, παρά σε συνάρτηση με την έγκριση των προγραμμάτων που παρουσιάστηκαν. Αυτό το μάνα, σε συνδυασμό με το επιχειρηματικό πνεύμα των Κούρδων και με μια αποτελεσματική διοίκηση, αρχίζει να φέρνει αποτελέσματα.

Η χώρα έγινε ένα τεράστιο εργοτάξιο όπου κατασκευάζονται δρόμοι, σχολεία, βιβλιοθήκες, λαϊκές κατοικίες, στάδια, πάρκα, εργαστήρια κ.λπ. Οι συνθήκες ζωής του πληθυσμού βελτιώνονται πολύ αισθητά.

Η κεντρική διοίκηση χρηματοδοτείται, κυρίως, από τους δασμούς των τελωνείων οι οποίοι εισπράττονται από τα μεγάλα φορτηγά που μεταφέρουν, ξεκινώντας από την Τουρκία και το Ιράν, κάθε είδους εμπορεύματα προς το Ιράκ.

Η προστασία του πετρελαιοαγωγού Κιρκούκ - Γιουμύρ - Ταλίκ και το διασυνοριακό εμπόριο, ιδιαίτερα του πετρελαίου, αποφέρουν επίσης έσοδα. Για να αναζωογονήσουν την τοπική οικονομία, οι αρχές μετέτρεψαν την περιοχή σε ένα είδος «ελεύθερης ζώνης» από την οποία η ιρακινή και ιρακινή αγορά προμηθεύονται ποικίλα προϊόντα, κυρίως τσιγάρα.

Αυτά τα έσοδα εξασφάλισαν στη διοίκηση - η οποία απασχολεί συνολικά πάνω από 250.000 πολίτες και περίπου 30.000 ενόπλους επιφορτισμένα με την ασφάλεια - έναν επίσης προϋπολογισμό περίπου 230 εκατομμυρίων δολαρίων. Η Κεντρική Τράπεζα του Κουρδιστάν φροντίζει για το κεντρικό δηνάριο, το οποίο παραμένει σταθερό απέναντι στο δολάριο (ένα δολάριο = 18 κεντρικά δηνάρια) και η αξία του είναι, σήμερα, πάνω από εκατό φορές η αξία του ιρακινού δηναρίου!

Για πρώτη φορά, εδώ και πάνω από έναν αιώνα, οι Κούρδοι διοικούν, για μια τόσο μακρά περίοδο, ένα τμήμα του ιστορικού εδάφους τους. Και, συνολικά, τα καταφέρνουν καλά. Αυτό γεννά πολλές ελπίδες στα 25 έως 30 εκατομμύρια Κούρδους που ζουν διασκορπισμένοι στην Τουρκία, στο Ιράν και τη Συρία. Αλλά το μέλλον παραμένει αβέβαιο.

Οι επαρχίες του Κιρκούκ, του Σιντζάρ και του Χανακίν,

πλούσιες σε πετρέλαια, που κατοικούνται από περίπου δύο εκατομμύρια Κούρδους, παραμένουν κάτω από την εξουσία του ιρακινού καθεστώτος, υφίστανται μια πολιτική αδιάκοπου εξαναγκασμού και ζουν σε μια αθλιότητα η οποία τροφοδοτεί την έξοδο προς την Ευρώπη.

Η συμφιλίωση ανάμεσα στα δύο κυριότερα κεντρικά κόμματα δεν είναι πλήρης. Η συνεργασία τους δεν προστατεύεται από παρεκκλίσεις που μπορούν να ξυπνήσουν τους παλιούς δαίμονες. Επιπλέον, παρά τις εγγυήσεις καλής γειτονίας και οικονομικής συνεργασίας που προσφέρθηκαν στα γειτονικά κράτη, αυτά που φιλοξενούν μεγάλες κοινότητες Κούρδων συνεχίζουν να δρουν για την αποσταθεροποίηση του αυτόνομου Κουρδιστάν. Ετσι, αυτό δεν μπορεί να επιβιώσει χωρίς την αγγλοαμερικανική αεροπορική προστασία και χωρίς το 13% των εσόδων που του αποδίδονται, με βάση την απόφαση 986 του ΟΗΕ. Κάθε πολιτική αναθεώρηση των κυρώσεων κατά του Ιράκ θα πρέπει, λοιπόν, να περιλαμβάνει εγγυήσεις προστασίας των Κούρδων οι οποίες να συνοδεύονται από τα κατάλληλα χρηματοοικονομικά μέσα, αλλιώς θα προκληθεί μία νέα ανθρωπιστική καταστροφή. Και θα τεθεί πρόωρα τέλος σε αυτή την λαμπρή κεντρική άνοιξη.

(1) Βλέπε Kendal Nezan, «Η αδικία που υφίστανται οι Κούρδοι», «Le Monde diplomatique-K.E.», 7-3-1999.

(2) Βλέπε Alain Gresh, «Το Ιράκ θα πληρώσει», «Le Monde diplomatique K.E.», 12-11-2000.

أمنت هذه المداخل لإدارة - التي توظف أكثر من 250 ألف وحوالي 80 ألف عنصر أمني - موازنة سنوية تبلغ 200 مليون دولار تقريباً. ويسهر البنك المركزي في كردستان على سعر صرف الدينار الكردي المستقر حوالى الدولار (الدولار يساوي 18 ديناراً كردياً) وهو يساوي اليوم مائة ضعف الدينار العراقي. للمرة الأولى منذ أكثر من قرن، يدير الأكراد شؤون قسم من منطقتهم التاريخية لهذه الفترة الطويلة من الزمن. وهم نجحوا في ذلك بالإجمال. وبيعت هذا الربيع الكردي الأمل لدى ما بين 25 و 30 مليون كردي منتشرين في تركيا وإيران وسوريا. لكنه ربيع هش. فمحافظة كركوك وسنجار وخانقين الغنية بالنفط والتي يقطنها حوالي المليونين من الأكراد لاتزال تحت سلطة النظام العراقي. ويخضع هؤلاء لسياسة تعريب مستمرة وظروف حياة بائسة تغذي الهجرة الكردية إلى أوروبا.

أما المصالحة بين الحزبين الكرديين الرئيسيين فليست تامة، إذ أن تعاونهما ليس في منأى عن الانزلاق الذي من شأنه إيقاظ الشياطين القديمة.

من جهة أخرى وبالرغم من ضمانات حسن الجوار والتعاون الاقتصادي مع الدول المحيطة، فإن هذه الأخيرة التي تعيش فيها جماعات كردية كبيرة، لاتزال تسعى إلى زعزعة الاستقرار في كردستان الحكم الذاتي التي لا يمكنها تالياً الاستمرار بدون الحماية الجوية الأنجلو-أمريكية وبدون نسبة الـ 13 بالمائة المحفوظة لها في قرار الأمم المتحدة رقم 986. يجب على كل سياسة تحاول إعادة النظر في العقوبات المفروضة على العراق أن تشمل على ضمانات لحماية الأكراد مصحوبة بالوسائل المالية المناسبة. إذا أريد تفادي كارثة إنسانية جديدة، ووضع حد مبكر لهذا الربيع الكردي المشرق.

[1] رئيس المؤسسة الكردية في باريس.

[2] اقرأ "L'Injustice faite aux Kurdes", Le Monde diplomatique, mars, 1999

[3] اقرأ "L'Irak paiera!", Le Monde diplomatique, octobre 2000

بـ "النفط مقابل الغذاء" (3) . ويلاحظ هذا القرار نسبة 13 بالمائة من عائدات تصدير النفط للمحافظات الكردية الثلاث الواقعة في منطقة الحماية الدولية. وتقوم تسع وكالات دولية متخصصة تابعة للأمم المتحدة وموجودة في كردستان بإدارة هذه الأموال، فتختار المشاريع وتمولها في مجالات التربية والصحة والإسكان وإعادة تأهيل البنى التحتية والري لصالح السكان المهجرين. ويؤمن البرنامج الغذائي لسكان المناطق المحصن الغذائية نفسها التي توزع في بقية أنحاء العراق. تساهم الإدارة الكردية في بلورة المشاريع وتأمين سلامة وكالات الأمم المتحدة، كما تضع في تصرفها دون مقابل العنابر والتسهيلات الفنية. وتقوم الوكالات الدولية "باسم الحكومة العراقية" الغائبة عن المنطقة، بتمويل وتنفيذ مشاريع وافقت عليها بغداد. لكن آلية العمل المتبعة طويلة ومعقدة. فالمشروع يلزمه غالباً أكثر من سنة قبل الحصول على الموافقة بالتمويل في حين يصر إلى رفض بعض المشاريع بكل بساطة.

منذ العام 1997 تم تخصيص منطقة الحكم الذاتي الكردية بما مجموعه 4.9 مليارات دولار يمكن استخدام ثلاثة مليارات منها على أن لا يصر إلى صرف المتبقي إلا بعد الموافقة على المشاريع المقترحة. لقد بدأت نتائج هذه الاعطية بالظهور مع ما يبرهن عنه الأكراد من روح عمرانية وإدارتهم من فعالية قد تحول البلد إلى ورشة كبيرة تبني فيها الطرق والمدارس والمكتبات والمسكن الشعبية والمدرجات والمنزهات والمعامل الخ. فيما تتحسن ظروف الحياة بشكل ملموس.

وتمول الإدارة الكردية نفسها بصورة رئيسية من عائدات الجمرک الحياة من شاحنات النقل الكبيرة القادمة من تركيا وإيران إلى العراق والمحملة كل أنواع البضائع. كذلك تتأمين بعض العملات الأجنبية من حماية خط أنابيب كركوك-بومور-تالك ومن التجارة عبر الحدود خصوصاً تجارة النفط. وفي سبيل إنعاش الاقتصاد المحلي حولت السلطات أراضيها إلى نوع من "المنطقة الحرة" يتم من خلالها تموين الأسواق العراقية والإيرانية المنتوجات وخصوصاً السجائر. وقد

طالب في اختصاصات الآداب والعلوم النظرية والطب والحقوق). وتستخدم في التعليم العالي وبحسب الاختصاصات كل من اللغات الكردية أو العربية أو الإنجليزية، في حين أن الكردية هي لغة التعليم الابتدائي والثانوي وتوجد مبانى لألقمة لإقامة الطلاب في حين يتقاضى الأساتذة 140 دولاراً في الشهر (أي سبعة أضعاف ما يتقاضاه زملاؤهم العراقيون) وتوضع في تحت تصرفهم بيوت للسكن.

في الجنوب، تضم الحكومة التي يقودها الاتحاد الوطني الكردستاني "مستقلين" أيضاً وممثلين عن الأحزاب الصغيرة. وتستقبل جامعة السليمانية 3500 طالب، بينما يتلقى 367755 تلميذاً العلم في 1677 مدرسة وثانوية. لكن خلافاً للشمال فإن التعليم الابتدائي ليس إلزامياً بعد للمجموع، صبياناً وفتيات.

تمثل الصحة الأولية الأخرى أمام السلطات المحلية التي أقرت مجانية الخدمات العامة. كما أعانت تاهيل المستشفيات وشيدت مراكز صحية جديدة مزودة تجهيزات حديثة غالباً ما تم الحصول عليها في السوق السوداء بسبب الحصار المسؤول ليس عن فقدان الأدوية، بل عن نوعيتها السيئة بعد أن تكون قد وصلت إلى إقليم كردستان عبر العراق أو تركيا.

وتتولى الأمن في المدن عناصر تم تدريبها في معهدين لقوى الأمن الداخلي في حين يقوم مركزان آخران بإعداد الضباط الذين سيشرفون على تنظيم قوات حرب العوالم (الشمروغا) وتحويلها جيشاً محترفاً. يتخذ البرلمان من أربيل مركزاً له وكذلك محكمة الاستئناف في كردستان.

ويبرز هذا التجدد الكردي بقوة أكثر في المجال الثقافي. ويسعى الشعب الذي عانى طويلاً الكنت لاستعادة الوقت الضائع بكل حماسة. وتداول ثلاث صحف يومية وأكثر من 130 أسبوعية ومجلة إرواء تعطي المواطنين للأخبار والمعرفة. وهي تنظر إلى جميع الموضوعات، من الأدب إلى السينما ومن التاريخ إلى المعلوماتية. وتقدم مجموعة من محطات التلفزيون برامج متنوعة لجميع الأنواع وتبث بعضها عبر الأقمار الاصطناعية لتصير في متناول الجماعات الكردية في الشرق الأوسط وأوروبا. أما الهوائيات اللاقطة للمحطات الدولية عبر الأقمار الاصطناعية والمنوعة في العراق وإيران، فإنها حرة في كردستان، حيث تتكاثر مقاهي الإنترنت. وتوزع بحرية أيضاً الصحف من جميع الاتجاهات، بما فيها الناطقة باسم النظام العراقي. من جهتها الأقليات الصغيرة الأثورية-الكلدانية والتركمانية تملك على التوالي 14 و 9 مدارس في لغاتها، إضافة إلى المنشورات وبرامج الراديو والتلفزيون. في حين يمارس اليزيديون ديانتهم بحرية وتؤمن الحماية لساكني صلاتهم بعدما تعرضوا طويلاً للمضايقات من حيرانهم المسلمين الذين يطلقون عليهم خطاً تسمية "عبدة الشيطان".

إن بروز مجتمع مدني تلعب فيه النساء دوراً رئيسياً خصوصاً لجهة استنكار الممارسات القمعية التي تقوم بها المجموعات الإسلامية

الدعومة من إيران والتصدي للمخلفات الثقافية (مثل "جرائم الشرف" في حق النساء المتهمات بالخيانة الزوجية)، أن هذا البروز من شأنه تشجيع النمو التدريجي للمسحات جديدة من الحرية، فتحت التأثير المرافق لهذه العوامل الداخلية وبغية استدرج عطف الرأي العام الغربي، بدأ النظام السياسي الكردي المنسوخ في الأساس عن نموذج الحزب-الدولة المسيطر في المنطقة، يتطور في اتجاه ديمقراطية تعددية ولكن الزعماء التاريخيين للمقاومة المسلحة ما زالوا يعيدون عن القبول بتحويلهم إلى مواطنين عاديين أو مسؤولين منتخبين يمارسون فقط السلطة التي

انتدبوا من أجلها.

نعم إقليم كردستان المستقل بازدهار نسبي عائد في قسمه الأكبر للموارد التي يبرها عليه تطبيق قرار الأمم المتحدة رقم 986 المعروف



نهضة شعب

الربيع الكردي الهش في العراق

الدول الأوروبية، عن تأمين أي دعم للتجربة الديمقراطية الطرية العود. انتهت هذه التجربة الأولى بشكل مؤلم [2] بعدما عانت الاختناق من الحصار المزيج، العراقي والدولي، وبعدم حرمت من وسائل الحد الأدنى لإدارة شؤونها وفي ايار/مايو 1999 تفاقم الخلاف حول تقاسم موارد الجمارك الهزيلة ليتحول إلى صدامات مسلحة بين الحزب الديمقراطي الكردستاني والاتحاد الوطني الكردستاني. وقد صبت البلدان المجاورة الزيت على النار، فدامت المواجهات حتى العام 1997 واوقعت حوالي 13 آلاف قتيل وتسببت بنزوح عشرات الألوف في النهاية اقتنع الفريقان المتحاربين أن لا أحد منهما قادر على إزالة الآخر عسكرياً وأن توازن القوى بين الدول المجاورة (إيران، تركيا، العراق) يمنع سيطرة قوة سياسية واحدة حتى لو خرجت منحصرة عسكرياً. فتم إقرار اتفاق لوقف إطلاق النار في تشرين الثاني/نوفمبر 1997.

مع تعذر الاتفاق على ما يسمى بالمقويات "الذكية" ضد العراق، مدد مجلس الأمن الدولي العمل، في مطلع شهر تموز/يوليو ولدة خمسة أشهر، باتفاق "النفط مقابل الغذاء" الذي تستفيد منه في صورة مشهودة المنطقة الكردية في العراق، والموضوعة تحت الحماية العسكرية الدولية. وتحاول الإدارة الأمريكية الجديدة منذ توليها زمام الأمور استجابة الانتقادات العديدة الموجهة لاستمرار الحصار ضد بغداد، وهو حصار يلحق الضرر بالشعب العراقي أكثر مما يصيب النظام. لكن مهمة الولايات المتحدة تمعدت بفعل تدهور الأوضاع في فلسطين، فكيف يمكن تبئبة جيران العراق ضد الرئيس صدام حسين في الوقت الذي يثير الاحتلال الاسرائيلي غضب الرأي العام العربي؟

• كندال فيـزان *

قبل عشر سنوات قررت الدول الغربية، بالاعتماد على قرار مجلس الأمن الدولي رقم 688 حول حق التدخل الإنساني الذي تم تبنيه في نيسان/أبريل 1991 بمبادرة من فرنسا، إنشاء "منطقة حماية" بغية السماح لما يقارب المليون كردي الذين فروا إلى إيران وتركيا هرباً من الهجوم الواسع للقوات العراقية، أن يعودوا إلى ديارهم وتؤمن حماية هذه المنطقة البالغة مساحتها حوالي 40 ألف كلم² ويقطنها 3.5 ملايين كردي، القوة الجوية الدولية التي تتخذ من تركيا قاعدة لها والتي كانت تضم حتى شهر كانون الأول/ديسمبر سرباً من الطائرات الفرنسية.

وكان الهدف الأساسي للغربيين اراحة حليفهم التركي الذي كان يواجه دقفاً مضرًا باستقراره قوامه مئات الألوف من الكرد العراقيين اللاجئين إلى المناطق التي كانت تشهد قبل هذا النزوح اضطرابات في كردستان التركية. ولم تلب هذه المبادرة التي جاءت بعد ثلاثة أشهر على نهاية حرب الخليج، أي مقاومة من بغداد التي سحبت ابتداءً من تشرين الأول/أكتوبر 1991 إدارتها المدنية من محافظات "منطقة الحماية" الثلاث وهي دهوك واربيل والسليمانية كما أوقفت الأجر والتعويضات للموظفين الذين قرروا البقاء فيها. لكن الغربيين وبضغط من انقره التي كانت تخشى قيام دولة كردية مستقلة، لم يرغبوا في إدارة شؤون السكان عبر إدارة خاصة أو نوع من "الحماية" الدولية كما فعلوا عام 1999 في كوسوفو ولا أرادوا تشجيع قيام حكومة كردية محلية فعلية.

كانت الرسالة واضحة: عند عودة الكرد إلى ديارهم يصار إلى حمايتهم من هجمات الجيش العراقي لكن عليهم تدير أمورهم لإدارة شؤونهم وإعادة إعمار بلادهم المدمرة هكذا وجد الكرد الذين عانوا 30 عاماً من

الحرب أنفسهم أمام تحد رهيب: إدارة بلد تعادل مساحته مساحة سويسرا، دمر 90% من قراه الخمسة آلاف، إضافة إلى عشرين مدينة، بنحته التحتية الاقتصادية تعرضت للخراب وأراضيه الزراعية للكساد بينما تشتت فلاحوه. وكانت البطالة تطاول ما يقارب 80% ممن هم في سن العمل، إضافة إلى أن بغداد فصلت المنطقة الكردية عن شبكة الكهرباء الوطنية وفرضت حظراً على الفيوول والبزيرين. ضمن هذه الظروف المشوشة، اضطرت

الأكراد للارتجال وإعطاء البرهان على قدرتهم في الاستنطاق والمثابرة. في مرحلة أولى تسلمت الحكم المحلي "الجبهة الموحدة في كردستان" وهي تضم الأحزاب السياسية المحلية الثمانية وعملت على التحضير لإجراء انتخابات وإنشاء برلمان في إقليم كردستان.

جرت الانتخابات في 18 ايار/ماي 1992 فحصل الحزب الديمقراطي الكردستاني بزعامة مسعود البرزاني على 51 مقعداً وكان نصيب الاتحاد الوطني الكردستاني بقيادة جلال الطالباني 49 مقعداً، بينما اوضلت الاقلية الآشورية-الكلدانية (المسيحية) التي تضم 30 ألف نسمة خمسة نواب. لم تتمكن الأحزاب الأخرى، الشيوعي والاشتراكي والإسلامي، من تجاوز عتبة الخمسة % من المقترعين، فلم تلب تمثيلاً نيابياً، لكنها شاركت في حكومة الوضدة الوطنية التي تشكلت في تموز/يوليو 1992.

كان المسؤولون ياملون باعتراف سريع بهذه المؤسسات الديمقراطية من الدول الغربية والاستفادة من دعمها المالي. لكن ما حصل أنه تم تجاهل الحكومة الكردية المحلية إزاء التلويح بخطر اقامة دولة كردية عفتت كل من انقره ودمشق وطهران وبالرغم من الخلافات التي تعصف بعلاقتها المتسائلة، اجتماعات فصلية على مستوى وزراء الخارجية بغية "مراقبة الوضع في شمال العراق". وتحاشياً لإغضاب حليفها التركي، تمنعت الولايات المتحدة، وحذت حذوها

وفي ايلول/سبتمبر 1998 جرى وضع حد رسمي للنزاع وإرساء قواعد المفاوضات السلمية من خلال توقيع اتفاق في واشنطن في رعاية وزيرة الخارجية الأمريكية مادلين أولبرايت، بين الزعيمين الكرديين مسعود البرزاني وجلال الطالباني.

بموجب هذا الاتفاق، حصل البرزاني على اعتراف بفوزه في الانتخابات التشريعية في ايار/ماي 1992 والنتائج المؤسساتية المترتبة على ذلك أي تشكيل حكومة انتقالية مهمتها التحضير لانتخابات جديدة. من جهته حصل الطالباني على تعهد بدفع قسم من عائدات الجمارك لحزبه. ومنذ ذلك التاريخ عقد حوالي 60 اجتماعاً مشتركاً من أجل تذليل الصعوبات والتقريب بين وجهات نظر الحزبين، الديمقراطي والاتحاد الوطني.

هكذا خاض أكراد العراق مرغمين تجربة مؤلمة وغير مسبوقه لشكل من أشكال اللامركزية الإدارية. وجرى تقسيم المنطقة المحمية من القوات الغربية إلى قسمين، الشمال والجنوب، مع إدارتين مختلفتين مضطرتين للتنافس من أجل الأفضل. في الشمال الأكثر ازدهاراً والأفضل إدارة تم تشكيل حكومة ائتلافية مركزها اربيل بقيادة الحزب الديمقراطي الكردستاني، لكن ثلث أعضائها ينتمون إلى الأحزاب الصغيرة والأقليات (الآشوريين-الكلدان واليزيديين) و"المستقلون". اعيد بناء ما نسبته 70 بالمائة من القرى والمدن المهتمة، كما اعيد تأهيل شبكة الطرقات وتطويرها وتأمين المواصلات.

ويجري تعاون بين الخدمات الفنية (صحة، تربية، نقل، طاقة) التابعة لإدارتي الشمال والجنوب.

جميع اولاد الشمال باتوا اليوم عملياً ملتحقين في المدارس التي يبلغ عددها 1950 وفي عدد من المعاهد والثانويات بالإضافة إلى جامعتين داهوك وصلاح الدين (تضمان حوالي 12500

Un entretien avec R. James Woolsey, ancien directeur de la CIA

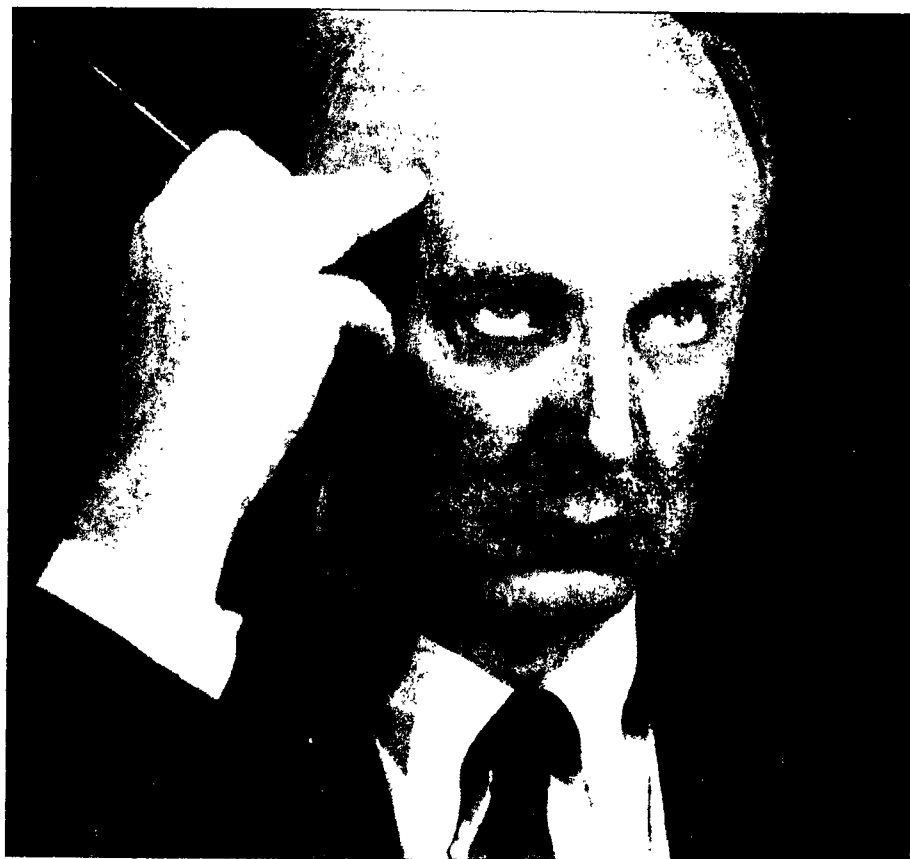
« Il faut liquider le régime de Saddam Hussein »

Saddam Hussein a-t-il trempé dans le carnage du 11 septembre ? La Maison-Blanche et l'état-major républicain ne manquent pas de partisans de la piste irakienne, même s'ils ont été priés de mettre une sourdine à leurs accusations, afin de ne pas faire exploser la fragile coalition construite par George W. Bush. En Europe, comme dans le monde arabe, c'est l'inquiétante silhouette d'Oussama ben Laden qui soude l'alliance antiterroriste, et non pas celle du rais irakien.

Pour le maître de Bagdad, ce n'est que partie remise. Paul Wolfowitz, secrétaire-adjoint à la Défense, Richard Perle, nouvelle éminence grise du Pentagone, ou Jesse Helms, ex-patron des Affaires étrangères au Sénat, cachent mal leur ambition de voir Bush le fils finir le travail commencé par Bush le père, pendant la guerre du Golfe, en 1991.

Dans le monde du renseignement, leur meilleur allié est R. James Woolsey, ancien numéro un de la CIA. Nommé par Bill Clinton en 1993, il a démissionné de son poste, écœuré par la politique étrangère « inepte et flasque » du président démocrate. Secret professionnel oblige, il reste discret sur ses preuves. Mais R. James Woolsey se dit à peu près convaincu que Saddam Hussein a « *par-rainé, soutenu et peut-être même ordonné* » la tuerie du mois dernier, comme d'ailleurs le premier attentat contre le World Trade Center, commis sous son mandat à la CIA.

L'ancien patron de la « maison » de Langley s'explique aussi sur la préoccupante myopie de la CIA et du FBI.



R. James Woolsey : « Si M. Ben Laden fait tant parler de lui, c'est avant tout pour détourner l'attention de son maître. » (Photo Dennis Cook/AP.)

LE FIGARO LUNDI 1^{er} OCTOBRE 2001

Propos recueillis
à Washington
par Jean-Jacques Mével

LE FIGARO. – Pourquoi les États-Unis sont-ils restés si longtemps aveugles à l'incrustation de réseaux terroristes sur leur propre sol ?

R. James WOOLSEY. – J'aborde le problème différemment. Je dirais plutôt que nous avons fermé les yeux sur la menace, depuis 1993 précisément. Il existe une sérieuse possibilité que l'Irak et ses services de renseignements aient été derrière le premier attentat contre le World Trade Center, il y a sept ans (1). Et, si c'est le cas, cela augmente, bien sûr, la probabilité que les mêmes aient remis le paquet le 11 septembre.

Quel est le lien entre l'Irak et l'attentat de 1993 ?

La question centrale, c'est l'identité de Ramzi Yousef, le cerveau de l'attentat (2). Est-il, comme la justice américaine et la Maison-Blanche ont bien voulu le croire, un étudiant pakistanais séduit par l'extrémisme ? Ou bien est-il, au contraire, un authentique agent irakien ? Ce que l'on sait aujourd'hui me conduit à penser que la seconde interprétation est la bonne. C'était aussi le sentiment de James Fox, le premier magistrat qui a dirigé l'enquête du FBI. Il a été mis en retraite en 1994. L'administration Clinton s'est alors appuyée sur la première théorie, celle des réseaux extrémistes,

« Pour espionner, il faut mettre les mains dans le cambouis »

qui allait être incarnée un ou deux ans plus tard par Oussama ben Laden.

Pourquoi ?

Il y a les éléments que le FBI avait rassemblés à l'époque. Il y avait aussi le souci de la Maison-Blanche de ne pas se heurter de front à l'Irak, d'éviter un nouveau conflit ouvert avec Saddam Hussein. Ensuite, cela s'est passé comme dans toute organisation bureaucratique : si le patron juge que la vérité n'est pas bonne à entendre, ce ne sont pas les subordonnés

qui vont défilier dans son bureau pour la lui infliger. Le problème des États-Unis n'est pas d'ignorer les réseaux d'Oussama ben Laden. Il est d'avoir rejeté l'idée que des opérations terroristes sophistiquées puissent être le fait d'un État et de ses services de renseignements. Je crois que l'Irak est le candidat le plus évident. Je crois aussi que l'attaque du 11 septembre le confirme, de façon indirecte. **Pourquoi, lors de la première enquête, le FBI, la justice américaine et finalement l'équipe Clinton se seraient-ils**

aussi lourdement trompés ?

L'enquête s'est faite selon la procédure du « grand jury », c'est-à-dire sous le secret absolu de l'instruction. Dans le système américain, cela veut dire qu'aucune agence gouvernementale, ni la CIA, ni le Conseil national de sécurité, ni même la Maison-Blanche n'ont pu avoir accès aux pièces du dossier avant la fin des procès, en 1997. Je ne fais de reproche à personne, mais un magistrat, aussi compétent soit-il, n'est pas outillé pour enquêter sur le terrorisme d'État. C'est comme si vous demandiez à un capitaine sur le front de pondre un rapport sur la situation politico-militaire dans la capitale ennemie.

Huit ans plus tard, pourquoi la CIA n'a-t-elle rien vu venir de la double attaque du 11 septembre ?

L'explication ? C'est que l'agence s'est magistralement tiré dans le pied, ces dernières années. Le problème remonte à 1995, juste après que je l'ai quittée. Une directive, passée par mon successeur, interdit aux agents de la CIA de recruter, à l'étranger, des informateurs ou des espions qui pourraient avoir un passé « violent ». C'est le résultat d'un pataquès au Congrès.

C'est aussi le triomphe du politiquement correct !

C'est surtout comme si on obligeait la police à pénétrer la mafia sans recruter de gangsters. Dans une organisation terroriste, il n'y a pas de démocrates ou de pacifistes refoulés. Il n'y que des terroristes et les terroristes sont par définition violents. Je n'aurai pas signé cette directive. Pour espionner, il faut mettre les mains dans le cambouis. Cette affaire a démoralisé toute la maison. Elle a aussi accéléré la dérive de l'espionnage américain vers le tout-technologie.

Le FBI n'a rien vu venir non plus. Ses policiers ont-ils manqué de clairvoyance ?

A proprement parler, le FBI est une police judiciaire. La sûreté fédérale n'a pas le droit de surveiller les individus, sauf si c'est dans le cadre d'une enquête criminelle et si elle dispose d'un mandat précis. Il n'existe pas de police « nationale » aux États-Unis, à la différence de la France. Les terro-

ristes responsables des attaques du 11 septembre menaient une existence tout à fait paisible et souvent légale. Le FBI n'avait pas beaucoup de prise sur eux. Il n'est donc pas très honnête de le blâmer. Cela dit, les États-Unis vont devoir apprendre à mieux surveiller les étrangers sur leur territoire.

Où voyez-vous la main de l'Irak dans les attaques du 11 septembre ?

Il y a d'abord des analogies frappantes. L'attaque aérienne contre les tours jumelles de Manhattan est la synthèse de deux scénarios connus et établis par la même personne : Ramzi Yousef, encore lui ! Le premier, c'est l'attentat à la bombe réussi contre le World Trade Center, en 1993. Le second, c'est le projet retrouvé dans son ordinateur, de détourner douze avions de ligne américains. Onze devaient s'écraser dans le Pacifique, avec tous leurs passagers. Le dernier devait s'abattre sur l'immeuble de la CIA, à Langley. Ramzi Yousef y travaillait, lorsqu'il a été débusqué aux Philippines en 1994, juste avant de prendre la fuite pour le Pakistan.

Il y a un soupçon, mais personne n'a pu prouver que Ramzi Yousef, c'est Saddam Hussein !

L'autre dimension, c'est la complexité, la coordination, la sophistication du complot. Ces terroristes étaient des gens bien entraînés. Certains, installés aux États-Unis depuis des années, étaient des agents « en sommeil » ; ils attendaient d'être réactivés. Beaucoup disposaient de vrais-faux papiers d'identité. Pour le professionnel que je suis, c'est la signature d'un ou plusieurs services de renseignements et non pas le travail d'un chef de bande, voir d'un illuminé. Aussi riche que soit Oussama ben Laden, il n'a pas pu diriger tout cela depuis une tente sans téléphone, au milieu de nulle part, en Afghanistan.

Peut-être me trompai-je, mais

il me semble que les États-Unis – et les services alliés – devraient réorienter leurs recherches et éproucher toutes les opérations conduites par les Irakiens depuis la guerre du Golfe et tout au long des années 1990. Qui sont leurs contacts ? leurs réseaux ? leurs liaisons ? Croyez-moi, si M. Ben Laden fait tant parler de lui, c'est avant tout pour détourner l'attention de son maître.

Existe-t-il des contacts connus entre Bagdad et Oussama ben Laden ?

Il y a d'abord le rendez-vous dont tout le monde parle, entre Mohammed Atta (l'un des pilotes kamikazes du World Trade Center, NDLR) et des agents irakiens, à Prague, en juin 2000, si l'on en croit l'opposition irakienne. Un autre personnage important et bien connu est Farouk al-Hijazi, ancien cerveau du renseignement militaire à Bagdad et actuel ambassadeur de l'Irak en Turquie. Celui-là aussi a eu des rencontres des plus intéressantes ! (Il aurait longuement rencontré Oussama ben Laden à Kandahar, en 1998, selon Asla Aydintasbas, journaliste turc basé à New York, NDLR).

Jusqu'ici, la thèse était plutôt que l'Irak laïc et le terrorisme islamique ne se mélangent pas plus que l'eau et le feu.

C'est la thèse du n'importe quoi, l'argument de ceux qui ne sont pas sortis depuis quinze ans. Saddam Hussein n'hésite pas à passer le drap blanc des pèlerins de la Mecque. C'est lui aussi qui a fait ajouter la formule *Allah-o-Akbar* sur le drapeau irakien, dans sa propre calligraphie. A l'intérieur du monde musulman, la haine religieuse peut être mortelle, comme entre chiïtes et sunnites. Le maître de Bagdad, lui, est assez cynique pour s'acoquiner avec les terroristes de tout bord.

L'autre dogme, c'est que Bagdad ne pratique pas le

terrorisme, à l'étranger du moins.

L'attentat de 1993 à New York me suffit pour répondre à la question. C'est le précurseur du 11 septembre. Si Saddam Hussein a fait le coup, il ne fallait pas le laisser passer.

Et s'il a refait le coup il y a trois semaines ?

Encore une fois, l'attentat de 1993 suffit. Il faudrait liquider le régime de Saddam Hussein, avec tous les moyens nécessaires. Nous savons que l'Irak travaille à la production d'armes biologiques, chimiques et nucléaires. Nous savons qu'il fabrique des missiles. J'ai aussi la conviction que Saddam Hussein est impliqué dans de nombreuses opérations terroristes, y compris contre les États-Unis.

Les États-Unis ont-ils changé depuis le 11 septembre ?

Cette date s'inscrit comme le point final des années 1990, dans les livres d'histoire. C'est comme la fin des années 1920, aux États-Unis et en Europe. Jusqu'ici, nous étions persuadés que nous avions gagné la guerre froide et que c'était la « *der des der* ». Wall Street était euphorique et la démocratie triomphait partout, à Moscou hier comme à Weimar avant-hier. Personne n'avait vu venir le péril. Le fascisme pour nos grands-pères. Le terrorisme pour nous.

Tout a basculé le 11 septembre. Le parallèle vaut aussi pour la suite. Les États-Unis peuvent mettre des années à se réveiller. Mais leur colère est sans pitié. Le moment venu, j'espère que nos alliés sauront le comprendre.

(1) Attentat au camion piégé, qui fit 6 morts et plus de 1 000 blessés, le 26 février 1993, deux ans exactement après l'armistice signé avec l'Irak, au bout de la guerre du Golfe.

(2) Arrêté au Pakistan en 1995, puis condamné à la prison à perpétuité aux États-Unis, en 1997.

« Les États-Unis vont devoir apprendre à mieux surveiller les étrangers sur leur territoire »

30 September, 2001 BBC

Iran Kurds quit parliament: Khatami accused of ignoring the demands of Kurds

By Jim Muir

All six members of parliament from Iran's Kurdish minority have resigned in protest at what they regard as neglect and discrimination by the government.

They said they had not been consulted over the appointment of a new provincial governor.

The move underlines the sensitive issue of Iran's ethnic and religious minorities. The deputies from the north-western province of Kurdistan presented a joint letter of resignation from the Iranian parliament (Majlis).

It accused President Mohammed Khatami's reformist government and its interior ministry of ignoring the demands and rights of Iran's Kurdish population. Earlier, they had made it clear they were angry at not being consulted over the ministry's appointment of a new regional governor.

Most of Iran's Kurds are Sunni Muslims, while the majority of other Iranians are Shia Muslims. The deputies said they had put forward the name of two Sunni candidates, but had been ignored.

Difficult development

Many Kurds voted for President Khatami and the reformists in recent presidential and parliamentary elections because of their slogan "Iran for all Iranians" and their stated support for minority rights. Now they are accusing the government of behaving undemocratically and ignoring the will of the people.

It is an embarrassing and difficult development for the government and is bound to focus attention on the Kurds' demands. The immediate reaction of the parliamentary authorities was to rebuff the resignations, saying the Majlis statutes made no legal provision for a collective resignation.

If the Kurdish deputies insist, they will have to resign one by one.

* * * * *

Iran parliament rejects collective resignation of Kurdish MPs

TEHRAN, Sept 30 (AFP) - Iran's reform-majority parliament has refused to accept the resignation of six members representing the nation's Kurdish minority in parliament, the state IRNA news agency reported Sunday.

It said the six MPs announced their resignation in a letter to parliament speaker Mehdi Karubi because "the government has not taken their opinion on the election of a governor for the Kurdistan province" in northwestern Iran into consideration. The six men handed in their resignations Thursday after a new governor to the Kurdistan province was designated without prior consultation with them, IRNA said, adding that Karubi rejected them as "unacceptable."

"According to the chamber's regulations, we do not accept collective resignations. Your resignations have not been accepted," Mohammad-Reza Khatami, deputy speaker of the chamber and President Mohammad Khatami's brother said Sunday.

"But they can resign one by one," he added.

Sunni Kurdish MPs have frequently accused the Islamic state of ignoring their rights. Reformist Kurdish MP Jalal Jalalizadeh in November alleged in parliament a campaign of repression and serial killings against the six-million-strong Kurdish minority in Iran.

This included prohibition of religious freedom for the Sunni Muslim Kurds, in a country that has a Shiite Muslim majority, he said.

Although Shiite Islam has been the state religion since the 17th century, the Sunnis account for about eight million of Iran's roughly 65 million people. Iran's Democratic Kurdistan Party was officially banned following the 1979 Islamic revolution which toppled the shah and brought the Shiite clergy to power, and the party's leader was assassinated in Vienna in 1989.

Different Kurdish factions rebelled against the clergy after the revolution, prompting Islamic Iran's founder, the late Ayatollah Ruhollah Khomeini, to put the revolt down by force.

* * * * *

Editorial: Ill-advised Resignations at Time of Crisis

Iran News October 2, 2001

Six Majlis deputies from across Kurdistan Province handed in their resignation on Sunday. The vice parliament speaker rejected the mass resignations since there was no precedence for the mass exodus in Parliamentary procedure and each of the resignations must be reviewed individually by the Majlis. The Kurdistan deputies alleged that the indiscriminate appointment of the governor general was not their only grievance but a number of issues in the country led to their decision.

Kurdistan is one of the most neglected regions in Iran. The signs of deprivation and backwardness are prevalent in the province which features at the bottom of any development chart for the whole country.

Repeated governments have been ostracized in recent years for the uneven distribution of wealth and prosperity across our provinces, regardless of their merit or true potential. Our chief source of revenue is oil which brings petro-dollars and provide capital investment across the nation. Yet, each of our senior managers favours his own region and birthplace which is accorded top priority for the flow of funds and future development, however unwarranted or inappropriate.

Kurdistan was at the forefront of the Eight Year Imposed War with Iraq and deprived of capital investment for its infrastructure. The region also suffered setbacks due to local unrest for two years starting in February 1979 up to the outbreak of the Sacred Defence. In the aftermath of the war, Kurdistan was not allocated its fair share of hard currency or local liquidity funds so that runaway unemployment in Kurdistan is well above the national average. Expansion and development programs are also scarce and far in between in the region.

The representatives of the province felt that it was their inalienable right to be consulted on the appointment of the governor general, but as the law stands, the final decision rests with the interior ministry.

The mass resignations were ill-timed since we are in the grips of a perilous cycle in the region. We are facing complex issues and a major calamity may erupt. The ethnic issue of the Kurds is a volatile topic for the international media and the hasty mass resignations may have been ill-advised. If only the President had consulted with the deputies and solved their problems, we would have been spared the current embarrassment in the aftermath of their rash decision.

* * * * *

Iraqi Kurds fear new Islamist group

2 October, 2001 BBC, by Hiwa Osman

Before its daily newscast on 26 September, KurdSat TV warned the audience that it would show "horrific pictures of victims of a massacre carried out by Jund al-Islam".

The unprecedented broadcast showed chilling images of roughly 20 mutilated bodies, some with their throats slit, others completely decapitated. The corpses were loosely laid out on the floor of a gloomy room. "They used swords and machetes. They were speaking Arabic and Persian," said a woman from the village to a KurdSat reporter.

This took place during clashes on 23 September between the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Jund al-Islam in a village near the city of Halabjah.

The victims "were taken by surprise by the militias of Jund al-Islam" said Adel Murad, a member of PUK leadership.

'Soldiers of Islam'

Established on 1 September 2001, Jund al-Islam is the result of a merger between a number of splinter groups that broke away, at various times, from the Islamic Unity Movement of Kurdistan (IUMK), an armed group that controlled Halabjah near the Iranian border.

Jund al-Islam declared their jihad against the "secular and apostate forces that are waiting for an opportunity to overpower Islam and the Muslims of Kurdistan; and waiting to implement the sinister plans of the Jewish, Christian and all other apostate leaders". The two main parties that control the Kurdish region, the PUK and the Kurdistan Democratic Party, outlawed the groups that merged into Jund al-Islam after a series of assassinations and acts of sabotage in the main cities over the past two years.

The IUMK, which is believed to have backing from Iran, was engaged in armed clashes with the PUK during the 1990s. After Iranian intervention, an agreement was signed in Tehran between the two sides.

After their formation, Jund al-Islam seized the villages of Tawela and Biyara near the Iranian border and introduced Taleban-style Islamic rule in the areas under their control.

Bin Laden link?

PUK leader Dr Barham Salih, who is on his way to Washington, said that the group is funded by al-Qaeda, the organisation led by Osama Bin Laden, and that 34 Kurds in the group are believed to have received training in al-Qaeda bases in Afghanistan. Abu Abdel Rahman, a Syrian who had been in Afghanistan for many years, is said to be Osama Bin Laden's personal representative to the leadership of the group, according to Barham Salih.

Jund al-Islam said in their manifesto that they had been preparing themselves, in the past few years, "to carry out the sacred duty of jihad by attending military and religious training camps and stockpiling arms and ammunition". The statement also said that they were busy building strong relations with Muslim campaigners and clergymen abroad by asking them for advice and guidance and making use of their experiences.

The PUK released a list of names of Arab Afghans. It described them as leading figures of the group who train their members in assassination, in the use of explosives and other acts of sabotage.

Iranian role

After the attack 23 September, the PUK seized the the IUMK-controlled town of Halabjah, but did not oust Jund al-Islam from the villages of Tawela and Biyarah. Sources close to the PUK told the BBC that during the clashes Iran provided Jund al-Islam with logistic support. "The PUK can't oust them from the area," said the source. "They would go to Iran if they were attacked and the PUK can't pursue them there."

The IUMK's London representative, Ihsan Ali Abdalaziz, said that Iran is currently mediating between their group and the PUK in order for them to return to Halabjah, as is specified under the agreement reached in Tehran.

"Jund al-Islam and other groups were originally members of our movement," Abdalaziz said. "The PUK encouraged the various splits and breakaway groups and they are reaping what they sowed." He added: "If the PUK stops interfering in our internal affairs, Jund al-Islam will be easily contained and peace will return to the area."

Commenting on the pictures shown on KurdSat TV, Abdalaziz said: "The images of the bodies were fabricated. No real Muslim would do such things".

He also ruled out any links between the group and Osama Bin Laden.

* * * * *

Crimes de guerre: le Danemark poursuit en justice un ex-général irakien



COPENHAGUE, 3 oct (AFP) - 15h29 - Le Danemark va entamer des poursuites judiciaires contre un ex-général irakien, actuellement sur son territoire et soupçonné d'avoir commandé les troupes de Saddam Hussein lors de destructions de villages kurdes qui ont fait des milliers de morts en 1988, a rapporté mercredi l'agence danoise Ritzau.

Le Ministère public s'est dit prêt à poursuivre l'officier, dont l'identité n'a pas été révélée, conformément à la loi danoise, pour violation des droits de l'Homme et de la Convention de Genève sur la protection des populations civiles en temps de guerre, a précisé Ritzau.

Le général, commandant en chef des armées irakiennes jusqu'en 1990, serait responsable de la destruction de "plusieurs milliers de villages kurdes dans le nord de l'Irak" en recourant notamment à des gaz neurotoxiques et au gaz moutarde, apprend-on de même source.

Un réfugié irakien, cité par le journal TV-Avisen, dit l'avoir reconnu en le rencontrant dans une rue de Copenhague et l'accuse d'être responsable de la mort de 5.000 Kurdes lors de la seule attaque du village de Haladja.

L'officier irakien avait été débouté en juillet de sa demande d'asile par les autorités danoises en raison des soupçons pesant sur sa personnalité. Il n'avait cependant pas fait l'objet d'une mesure d'expulsion dans la mesure où il encourt la peine de mort s'il retourne en Irak.

Pas de preuve d'un lien islamistes kurdes irakiens et Taliban (Ankara)



ANKARA, 3 oct (AFP) - 14h37 - La Turquie a déclaré mercredi ne pas détenir de preuves d'un lien entre les groupes islamistes extrémistes actifs dans le nord kurde de l'Irak et les Taliban au pouvoir à Kaboul.

"Il y a des allégations selon lesquelles certains de ces groupes utilisent les croyances religieuses de la population mais il n'y a pas de preuve qu'ils soient liés à une organisation spécifique telle que les Taliban", a indiqué le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Huseyin Dirioz à la presse.

M. Dirioz a confirmé la récente visite à Ankara d'un haut responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (PUK), l'une des factions kurdes contrôlant le nord de l'Irak.

Selon la presse, Barham Salih a remis à Ankara un rapport sur le groupe islamiste Jund al-Islam (les guerriers de l'Islam) et ses liens avec la milice des Taliban.

Un hauts responsable turc a précisé à l'AFP sous couvert de l'anonymat qu'Ankara pensait que l'UPK "exagère et essaie de saisir l'occasion de créer une atmosphère anti-Saddam".

Jund al-Islam, groupe dissident du Parti islamique du Kurdistan, basé dans un village proche de la frontière iranienne, est selon l'UPK à l'origine d'une récente attaque contre ses forces à Heli Hama au cours de laquelle 30 de ses combattants avaient été tués.

En représailles, l'UPK a chassé d'Halabja les militants islamistes et lancé une opération dans la région.

Selon l'UPK, Jund al-Islam compte entre 250 et 300 membres entraînés en Afghanistan, liés avec al-Qaida, le réseau d'Oussama ben Laden, commanditaire présumé des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis.

Le nord de l'Irak est contrôlé par l'UPK et la Parti démocratique du Kurdistan (PDK) depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991. Les deux factions ont récemment lancé une série de mesures de confiance pour mettre fin à leur sanglante rivalité.

La Turquie est très proche du PDK, qui contrôle le territoire irakien à sa frontière. Elle lance régulièrement des opérations transfrontalières pour pourchasser les rebelles kurdes turcs qui ont trouvé refuge dans le nord de l'Irak.

Près de 100 clandestins débarquent en Calabre



CROTONE (Italie), 2 oct (AFP) - 10h36 - Une centaine d'immigrés clandestins, tous des hommes, vraisemblablement d'origine kurde, sont arrivés mardi matin dans le port de Crotona, en Calabre (sud de l'Italie), a indiqué la marine militaire italienne.

L'embarcation, à bord de laquelle ils voyageaient, a été repérée lundi soir par un avion de la marine. Une vedette des garde-côtes et un navire militaire se sont immédiatement portés à sa rencontre au large de la commune d'Isola Capo Rizzuto, au sud de Crotona.

Peu après minuit, la vedette des garde-côtes a secouru un clandestin qui était tombé à l'eau. Il a été transporté dans un hôpital de Crotona.

L'embarcation des clandestins a été escortée jusqu'au port de Crotona où elle est arrivée mardi à l'aube. Les réfugiés, qui semblent très éprouvés, ont été transférés vers un centre d'accueil.

Samedi, un autre bateau, transportant 463 immigrés clandestins, en majorité des Kurdes, s'était échoué sur une plage à proximité de Catanzaro, également en Calabre.

Pour faciliter son intégration européenne, la Turquie amende sa Constitution

ISTANBUL

de notre correspondante

Afin de faciliter l'intégration de la Turquie à l'Union européenne, le Parlement turc a approuvé une révision de la Constitution, qui devrait donner aux Kurdes le droit de publier dans leur propre langue, ramener la période maximum de détention provisoire de quinze à quatre jours, rendre la dissolution de partis politiques plus difficile, accorder une meilleure protection de leur vie privée aux citoyens turcs et faciliter la formation d'associations. Les députés n'ont cependant pas aboli entièrement la peine de mort, qui pourra encore être imposée dans le cas de « guerre, menace de guerre imminente ou actes terroristes », une concession accordée aux ultranationalistes, qui demeurent déterminés à obtenir la pendaison d'Abdullah Öcalan, le chef du PKK.

La Constitution turque - adoptée en 1982 après le coup d'État - est, depuis longtemps, considérée par beaucoup comme un instrument répressif faisant obstacle à la démocratisation du pays. Après des

années de tergiversations, les députés turcs ont adopté un à un trente-sept amendements. Les articles 26 et 28 ont été modifiés, ce qui lève l'interdiction d'exprimer et de disséminer des pensées « dans une langue interdite par la loi ».

Voilà qui devrait permettre la légalisation de la presse et de chaînes de télévision en kurde. Toutefois, ces articles n'ont pas obtenu un taux d'approbation aussi élevé que d'autres, moins controversés. Le Parti de l'action nationaliste (MHP, extrême droite), hostile à un tel changement, ne s'est pas mobilisé pour bloquer l'adoption de cet amendement. La révision prévoit aussi une augmentation du nombre de civils au sein du Conseil national de sécurité, qui, chaque mois, réunit les dirigeants militaires et civils du pays et soumet ses recommandations au gouvernement.

DES RÉFORMES INSUFFISANTES

L'adoption de ces amendements s'explique par le fait que l'Union européenne, à laquelle la Turquie aspire à adhérer, doit publier prochainement son rapport annuel sur

les progrès accomplis par Ankara. Ces amendements constitutionnels figuraient parmi les changements que le gouvernement avait promis de mettre en place dans son « Programme national » soumis à la Commission européenne en mars.

Les organisations des droits de l'homme ont toutefois souligné que ces réformes étaient insuffisantes. « Depuis des décennies, les gouvernements turcs successifs ont introduit des mesures cosmétiques pour faciliter les relations avec leurs partenaires internationaux tout en préservant un équilibre de la peur entre l'État et le citoyen », a déclaré Elizabeth Anderson, directrice du département Europe et Asie centrale de l'organisation non gouvernementale Human Rights Watch. « Le Parlement turc a transformé ce qui aurait pu être un tournant vers le changement en occasion manquée. »

Les nouveaux amendements adoptés demeurent limités par la « protection de la sécurité nationale, l'ordre public et la sûreté, les principes fondamentaux de la République et l'unité indivisible de l'État et de la nation ». Ce toilettage ne résoudra

certainement pas tous les problèmes de droits de l'homme, ni celui de la grève de la faim dans les prisons turques, qui dure depuis près d'un an et qui a déjà fait quarante morts, dont trois au cours de la semaine dernière.

Nicole Pope

Le Monde

MARDI 2 OCTOBRE 2001

Iran Says Terror Fight Must Be Led by the UN

Envoy Calls It a 'Global' Job, Not America's

By Elaine Sciolino
New York Times Service

WASHINGTON — Iran believes that the terrorists behind the Sept. 11 suicide airliner attacks in the United States must be brought to justice and that the Taliban government in Afghanistan must be replaced, according to a senior Iranian diplomat.

But the diplomat, Mohammed Javad Zarif, who is deputy foreign minister, also said that Iran opposed an American-led military strike against Afghanistan, and he warned the United States against waging a new Cold War against nations that declined to join its coalition against terrorism.

"No single nation can take up this fight," Mr. Zarif said in a telephone interview from New York, where he is taking part in a UN forum on terrorism. "This is a global fight. And a cold warrior mentality against the global menace of terrorism is not going to produce the results necessary to eradicate terrorism."

He said a coalition must be both inclusive and authorized by the United

Nations. "Everybody has to be in," he said. "You can't pick and choose the members."

Mr. Zarif extended his country's condolences to the American people.

"The magnitude of this attack has been unprecedented," he said. "It is difficult for the world to comprehend that in a few seconds so many people have been lost. Certainly in Iran we understand the trauma that the American people are suffering and will continue to suffer for many years to come."

Mr. Zarif is one of Iran's most experienced diplomats. A fluent English-speaker who studied in the United States, he is said to be trusted by both reformists and conservatives in the Iranian leadership.

While expressing sympathy for the victims of the attacks, Mr. Zarif criticized statements by Secretary of State Colin Powell about Iran's possible inclusion in an American-led coalition. "For Secretary Powell to state that we may be considering whether Iran can be part of the coalition but that Iran has to behave and clean up its act is considered an insult, not a favor," he said.

"The notion that you are either with the U.S. or with the terrorists is problematic. People are not in line to join the coalition. There is no queue."

"In the Iranian psyche, we do not consider the United States the center of the world. So it would be advisable if the Americans look at themselves from the perspective of others."

His remarks offer the fullest explanation to date of Iran's position and bring into sharp focus the psychological divide that still separates the two countries after two decades without diplomatic relations, which were broken after the 1979 Islamic revolution and the hostage-taking at the American Embassy in Tehran.

Iran is listed by the State Department as the world's most active state sponsor of terrorism, largely because of its support for anti-Israeli groups, particularly the Lebanese Hezbollah.

Administration officials said Secretary Powell's comments were intended to be conciliatory.

The Islamic Republic of Iran considers the Taliban an extremist movement that gives Islam a bad name. Iran has supplied anti-Taliban guerrillas in the north with weapons, logistical help and other support.

"We have a very fundamental ideological problem with these people," Mr. Zarif said, referring to the Taliban. "Long before the attacks against the United States, we believed that there should be a broad-based representative government in Afghanistan which should represent all political and ethnic groups both inside and outside the country."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, OCTOBER 2, 2001

Turkish Parliament Passes Reforms, Education in Kurdish will remain banned

Associated Press Oct 3, 2001

ANKARA, Turkey (AP) - Turkey's parliament passed a sweeping series of constitutional amendments Wednesday that would limit the death penalty and allow Kurdish broadcasts, moves aimed at bolstering the country's drive to join the European Union.

Parliament voted 474-16 in favor of 34 changes to the constitution, which was drafted by the military after a 1980 coup. The amendments require presidential approval. After that, lawmakers must amend Turkey's civil and penal codes to reflect the changes. That process could take up to a year.

The amendments are among reforms the EU called on Turkey to make.

Although the amendments are a major step, many analysts were skeptical that the amended constitution would lead to dramatic changes.

For example, Kurds would no longer be barred from broadcasting in Kurdish, but authorities can still ban Kurdish broadcasts for reasons of national security and public safety. Education in Kurdish will remain banned. The government does not recognize the country's 12 million Kurds as a minority. "The Turkish parliament turned what could have been a defining moment of change into just another lost opportunity," said Elizabeth Andersen, executive director of the Europe and Central Asia Division of Human Rights Watch by telephone from Washington. "It was an opportunity to embrace European norms and Turkey missed it."

"We are very disappointed," Andersen said.

The death penalty will now be limited to acts of terrorism and treason, but almost all the prisoners on Turkey's death row were convicted of crimes related to terrorism. Fighting for a Kurdish state is considered an act of terrorism in Turkey. "The amendments will only partially satisfy the EU," said Oya Akgonenc, a lawmaker from pro-Islamic Felicity Party. "They are cosmetic changes and won't fool anyone." The amendments also include removing legal barriers to public rallies, requiring court orders for searches of private property and making it more difficult to shut down political parties.

Freedom of expression would be increased by the amendments. Under current laws, dozens of writers, intellectuals and human rights activists have been jailed for speaking out against the state or its fight against Kurdish rebels. The new amendments say that anti-state activities are a crime, but not statements.

The amendments also aimed to reduce the influence of the military in the National Security Council, which groups the country's top military and civilian leaders and is the most powerful body in Turkey.

The amendments would increase the number of civilians on the council from five to nine, while the number of generals will remain at five. The EU had repeatedly criticized the council, saying it is military-dominated and has too much influence on the government.

Deputies rejected an amendment aimed at speeding up the process of lifting the legal immunity of lawmakers accused of crimes such as graft.

* * * * *

'Constitutional amendments, limited comprehension of democracy'

Turkish Daily News October 5, 2001

Human Rights Foundation of Turkey (HRFT) Chairman Yavuz Onen called the recent constitutional amendments the outcome of a limited comprehension of democracy. Onen publicized the "Human Rights in Turkey, July-September 2001 Assessment Report" at his press meeting in the HRFT Headquarters.

Onen said the terrorist attacks in the United States shouldn't be used as a casus belli, and military operations that

will obviously cost further losses should be avoided. Onen also agreed with Sami Selcuk, the head of Court of Cassation, by recommending a brand new constitution, and followed:

"This amendment is limited to 37 articles. It is an important step to opt for changing the constitution. However, the discussion among just the five political parties within parliament is a defect.

"We think the structure limiting human rights must be altered. The current amendments have been drafted with a limited comprehension of democracy. There are some points worthwhile in some amendments, however, the media tended to exaggerate this amendment series."

Onen also thanked Human Rights Minister Nejat Arseven, because of his positive attitude concerning human rights, and the foundation in particular.

* * * * *

Warnings from General Kivrikoglu

Milliyet October 3, 2001 by Fikret Bila

TGNA Speaker Omer Izgi's reception for the opening of the legislative session was a reception at which Chief of Staff Gen. Huseyin Kivrikoglu and the commanders stayed longest. The commanders talked at length with guests from all segments of society. And they were among the last to leave.

Naturally, the reporters watched the commanders most closely throughout the reception. General Kivrikoglu responded openly to all our colleagues' questions.

Turkey is Model

During these question and answer sessions, General Staff Chief General Kivrikoglu had important warnings for the West, especially Europe, about the new trends in terrorism and the battle against terrorism. General Kivrikoglu, in evaluating the solution of the complex problem in Afghanistan, referred to Ataturk's ideals:

"The scenario that has emerged following the attack in the United States has updated Ataturk's ideals, bringing them into the 21st century."

The message in General Kivrikoglu's comments is that the secular Republic of Turkey that Ataturk founded at the beginning of the century has become a model for the 21st century, that it is, in a sense, the way to solve the problems linked to the Islamic world.

Don't Be Two-Faced

Most of the questions Chief of Staff General Kivrikoglu was asked had to do with the methods the United States will use to intervene in Afghanistan and to fight terrorism. General Kivrikoglu had this warning for the West, especially Germany and Greece:

"We are the most experienced in the struggle with terrorism. We developed a national security strategy against terrorism during this time. Now the world is struggling with this concept. However, it is necessary that the world not be two-faced in the struggle with terrorism. The definition of terrorism is very important. This definition must not set a double standard."

After giving this warning the TGS chief gave the following examples:

"It is not enough to struggle with the terrorists alone. It is necessary to struggle with the elements that support them as well. For example, associations. There are hundreds of associations in Germany today that are known to be PKK sympathizers, are known to support this organization. The PKK is sheltered, trained, and armed thanks to these seemingly civil organizations. They are always talking about religious terrorism in Germany, but never speak of any other kind of terrorism. Certain groups in Greece are trying to make the Turkish Armed Forces out to be terrorists. But what is going on at the Lavrion Camp in Greece? PKK terrorists are still being trained. Who gave Abdullah Ocalan a passport when he left Syria?"

Who permitted him to enter their country? Which embassy in Kenya allowed him to stay in the residence? These are known facts."

General Kivrikoglu then offered the following evaluation:

"Certainly, we must fight terrorism. But the struggle must be conducted also with states that use terror and terrorist organizations to achieve certain goals. And states that do will wind up in the same situation as the terrorists. We know examples of this." Chief of Staff General Kivrikoglu said that certain groups are trying to take advantage of recent events to denigrate northern Iraq. He said there is an effort to include northern Iraq in the scope of the intervention the United States will carry out, and it is being done intentionally.

Kurdish-Language Broadcasts

General Kivrikoglu said, in answer to questions about the constitutional amendments, that he does not share the view that the amendments will permit Kurdish-language broadcasts. He said:

"The Constitution is changing, but I believe this idea is blocked by provisions of the RTUK Law. The RTUK Law states that the broadcast language is Turkish. It would be wrong to think that Kurdish broadcasts would be permitted as long as these provisions exist. There is also a provision in article 42 of the Constitution."

So the results that emerged from General Kivrikoglu's and the commanders' comments is that a double standard should not be applied in the world-wide struggle against terrorism and that Turkey's expertise and suggestions should be heeded.

* * * * *

Iraq: Kurdistan Developing Attributes Of Statehood

Radio Free Europe/Radio Liberty October 1, 2001 By Charles Recknagel/Kamran Al-Karadaghi

Prague – Radio Free Iraq Service Deputy Director Kamran Al-Karadaghi asked Hirst what he sees as the most remarkable aspect of northern Iraq, which is mostly populated by ethnic Kurds and has been outside of Baghdad's control since the end of the 1991 Gulf War.

Hirst said he is most struck by the ways in which northern Iraq, or Iraqi Kurdistan, is developing functioning political institutions to address its own regional needs and problems:

"Kurdistan, to my mind, is developing the attributes of statehood. This is entirely to be expected in the conditions which we have in Iraq. After all, it's now 10 years [since] this entity came into being, this enlarged safe haven, which was really the fruit of a sort of cataclysmic accident, namely [Iraqi President Saddam Hussein's] folly and stupidity in invading Kuwait and the consequences which that had."

He continues:

"[And] being an accident, it was also supposed to have been provisional. Theoretically, the Kurds are still wedded to the notion of rejoining Iraq and the federal regime, but it is clear that the longer this situation goes on, the more the Kurds build, physically, psychologically, culturally, educationally, and I think the more difficult it is going to be for this entity to be re-integrated into [a] reconstructed Iraq."

Hirst observes that Iraqi Kurd leaders and ordinary people universally say that they are not aiming to establish a state. But at the same time, they say a state is their right and historical dream, and that one day they may accomplish it.

He says that on a recent visit he saw many signs of an increasing sense of self-sufficiency in the region. He cites the example of an oil refinery he visited near Sulaymaniyah:

"I visited an oil refinery there which had been constructed entirely by Kurdish technicians without any outside support or help, entirely from ingredients which were taken from non-oil installations, like a sugar factory, a Coca-Cola factory, a cement factory, things which the Iranians had left behind from the [1980-88 Iraq-Iran] war

years, even the Iraqi mine fields, where they constructed bombs to blow up and perforate exploration wells." He said he also was struck by a graduation ceremony for university graduates in Argil. And, in that same city, he observed that there was not a single Arabic-language sign. He says that all these suggested to him that a sense of national identity is being consolidated.

Al-Karadaghi asked Hirst if he also detected any insecurity among the Kurds over the fact that, despite their increasing self-sufficiency, their situation could change at a moment's notice should they be returned under Baghdad's control. That could happen either forcefully by Saddam's regime or through some larger political settlement to the Iraq crisis. Hirst replied:

"Yes, this is a very important factor in Kurdish psychology, the deep sense of insecurity which co-exists with what is an improved [economic] situation, compared with [10] years ago. But this sense of existential insecurity is deep-rooted and it focuses mainly on Saddam, of course, but not entirely, because Saddam is only the most obvious and most brutal and most dangerous enemy. All the regional states are in a way complicit with Saddam, not least, of course, Turkey, the most important one. Kurdish feelings of hostility toward Turkey run very deep, they are very suspicious."

Our correspondent also asked Hirst how he regards the rivalry between the two Iraqi-Kurd factions that control northern Iraq. The two factions, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdish Democratic Party (KDP), have frequently fought but in recent years have improved ties. Hirst said that -- apart from the military conflicts -- the competition between the two rivals may have brought some beneficial economic and political results:

"I heard [it] said a number of times, that in a curious way this separation of administrations has been beneficial. It's made each administration more efficient, more honest than it would otherwise have been. And they compete for public support. [For] example, they recently had municipal elections which people on both sides said were elections which were honest and fair."

But Hirst says there is also a great danger for the Kurds in the factions' political division, and that is disunity. "If there ever comes a situation where the Iraqi Kurds have to fight for their place in a post-Saddam order, they must be in as strong a position as possible to do so. And if they are divided when that moment comes it will gravely weaken their bargaining power vis-a-vis Iraq and the rest of the world."

As a final question, our correspondent asked what relations Hirst observed between the two Kurdish factions and Iraqi Arab groups that are in opposition to Saddam's regime. Hirst said:

"I think that both Kurdish [faction] leaderships are insistent that while they want to overthrow Saddam and still see their future as one within a re-constituted Iraq, they are not prepared to go along with any enterprise with other opposition groups. And that inevitably means, in fact, not just Iraqi opposition groups but the international community and particularly the United States."

He continues:

"They are not prepared to go along with that unless they have more-or-less cast-iron guarantees that it will come to a definitive conclusion, the overthrow of Saddam. And also unless they have guarantees about their future in this newly constituted Iraq. The result of that is that at the moment they are not ready to do anything because they don't see any convincing guarantees that any such enterprise is really even seriously underway, let alone any guarantees about its outcome. So, they are wedded to the status quo for the time being and the foreseeable future."

Veteran Mideast correspondent David Hirst, who reports for the British newspaper "The Guardian," has been a frequent visitor to northern Iraq. He recently came to Radio Free Europe/Radio Liberty in Prague to share some of his impressions of that region.

Deputy Director of RFE/RL's Radio Free Iraq Service Kamran Al-Karadaghi interviewed Hirst and asked his assessment of northern Iraq's economy, politics, and future.

* * * * *

Les ambiguïtés du soutien turc à l'Amérique

Istanbul :
de notre correspondant
Éric Biegala

« Si les États-Unis sont convaincus [de la culpabilité d'Oussama ben Laden], alors je le suis également », s'est exclamé mardi le premier ministre Bülent Ecevit au sortir d'une réunion avec l'ambassadeur américain. A Ankara, le soutien aux États-Unis se veut sans réserves. Seul pays musulman de l'Alliance atlantique, la Turquie a clairement choisi son camp, fustigeant au passage le laxisme européen à l'endroit du « terrorisme anti-turc ». Mais le soutien d'Ankara pourrait vite s'effiloche si la « campagne mondiale contre le terrorisme » devait également s'orienter vers l'Irak. Concrètement, l'appui de la Turquie reste pour le moment limité. Ankara a donné son feu vert à l'emploi de son espace aérien. Les aéroports sont également devenus disponibles pour l'US Air Force. Les Américains sont déjà présents dans le sud-est du pays où sont basés une cinquantaine d'avions. Ils surveillent et le cas échéant bombardent la zone d'exclusion aérienne au nord de l'Irak.

Concernant l'Afghanistan, la Turquie a mis en avant son expertise en matière de renseignement. Ankara soutient en effet l'opposition armée de Rachid Dostum dont les

troupes, Turkmènes et Ouzbeks, parlent des langues proches du turc. Selon un observateur de la région, les services secrets turcs seraient implantés dans le nord du pays. Mais le principal soutien

que propose la Turquie est bel et bien d'ordre psychologique. Seul pays musulman de l'Otan, Ankara met en avant sa laïcité, en fait une mise sous tutelle de la religion et promet de faire du zèle. Lundi, un homonyme d'un des 57 frères d'Oussama ben Laden était ainsi appréhendé à l'aéroport d'Istanbul à grand renfort de publicité.

Le pays étant à plus de 90 % musulman, la presse spéculé sur la réalité d'un « choc des civilisations » entre islam et chrétienté occidentale. Bien sûr, l'« incroyable gaffe » de Silvio Berlusconi, comme l'a caractérisé le quotidien *Hürriyet*, a aussi été dénoncée par la presse islamiste comme un clair signe de la « sauvagerie » et du « fascisme des Américains et des pays européens ». Le chef du gouvernement italien avait estimé que la civilisation chrétienne était « supérieure » à la civilisation musulmane. Mais le sentiment anti-européen est également nourri de l'impression d'un « deux

pois, deux mesures » en matière de terrorisme.

Durant une session de l'Assemblée des parlementaires du Conseil européen le 26 septembre dernier, les députés turcs ont ainsi rappelé que le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) était « responsable de la mort de 35 000 personnes en Turquie » et que « les pays européens n'ont pas aidé [la Turquie], certains ouvrant même leurs portes aux terroristes ». Des organisations kurdes très proches du PKK ont effectivement pignon sur rue en Europe. Sur les 35 000 victimes effectives du conflit entre les rebelles kurdes et l'armée d'Ankara,

plus des deux tiers sont toutefois imputables aux forces armées turques. Il n'en demeure pas moins que d'autres groupes violemment opposés au régime d'Ankara comme le Parti Front de libération du peuple révolutionnaire (DHKP-C extrême gauche) ou les islamistes de Metin Kaplan sont ouvertement installés respectivement en Belgique et en Allemagne. En fait, la campagne contre le terrorisme conforte aujourd'hui le régime dans ses réflexes les plus répressifs. Les ONG, telle l'Association des droits de l'homme (IHD) dénonce le fait que « le danger d'une guerre globale donne des ailes à ceux qui violent les droits fondamentaux ». Selon l'IHD, deux « terroristes » récemment abattus par l'armée dans le Kurdistan étaient de simples réfugiés.

Le seul facteur qui pourrait obliger la Turquie à revoir son soutien inconditionnel à Washington serait une attaque américaine sur l'Irak. Les Kurdes d'Irak du Nord, indépendants de Bagdad depuis 1991, viennent d'envoyer une

délégation à Washington. Celle-ci est censée attirer l'attention sur la présence dans le Kurdistan irakien d'une force fondamentaliste de quelques centaines d'hommes. Baptisée

Jund-ul Islam, elle serait composée de militants liés à Oussama ben Laden, affirment les Kurdes irakiens qui les auraient affrontés courant septembre. La Turquie considère que ces allégations visent à provoquer une action américaine et a averti les Kurdes d'Irak qu'elle « n'autoriserait pas de tels stratagèmes dans la région ». Ankara craint de voir se constituer un Kurdistan indépendant en Irak du Nord et a prévenu qu'il s'agirait pour elle d'un casus belli.

LE FIGARO

JEUDI 4 OCTOBRE 2001

« Le soutien d'Ankara pourrait vite s'effiloche si la « campagne mondiale contre le terrorisme » devait également s'orienter vers l'Irak »

TURQUIE

Ankara espère monnayer son soutien aux Américains

Pour se joindre à la "guerre contre le terrorisme", le gouvernement turc entend bénéficier d'une aide économique et avoir les mains plus libres dans sa lutte contre ses opposants kurdes et islamistes.

AL MUSTAQBAL

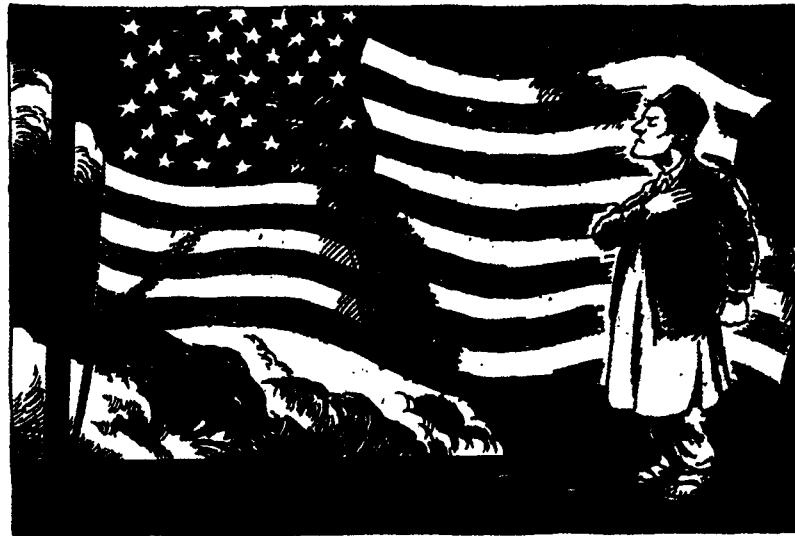
Beirut

Les attentats ont eu des retombées extrêmement positives pour Ankara. Ainsi, le directeur du Fonds monétaire international (FMI), Horst Koehler, vient de déclarer que la Turquie et le Pakistan, qui sont des acteurs importants de la "guerre contre le terrorisme", seraient soutenus par le FMI. Il voulait sans doute rassurer les Turcs, qui, au lendemain de la guerre du Golfe, avaient été quelque peu oubliés par les grandes institutions internationales.

La Turquie entend également profiter de la situation pour engranger des bénéfices politiques. Ankara est ainsi en passe d'obtenir qu'une répression plus sévère soit exercée sur les militants kurdes et sur les islamistes turcs installés en Europe et au Proche-Orient. La Turquie vient de demander à Damas l'extradition de Cemil Bayik, l'un des principaux chefs militaires du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Par ailleurs, le président de la République, Ahmet Necdet Sezer, a déclaré qu'il convenait de profiter de l'esprit de coopération régnant au sein de l'OTAN depuis que l'article 5 de la Charte atlantique - qui considère qu'une menace pesant sur l'un des Etats membres concerne tous les autres - a été adopté. Le ministre des Affaires étrangères, Ismail Cem, et celui de la Justice, Hikmet Sami Türk, sont alors passés à l'offensive, demandant aux Etats membres de l'OTAN de resserrer l'étau sur tous ces opposants.

UNE BONNE CONNAISSANCE DE L'AFGHANISTAN

Dès le début de la crise, la Turquie a exprimé, par la voix de son Premier ministre, Bülent Ecevit, sa solidarité complète avec les Etats-Unis. Les Américains sont persuadés que l'état-major de l'armée et les services secrets turcs possèdent des informations de première importance sur l'Afghanistan. Bülent Ecevit a renforcé cette



◀ Dessin de Steve Fricker paru dans The Daily Telegraph, Londres.

conviction en déclarant sur la chaîne de télévision CNN-Türk que la Turquie connaissait très bien l'Afghanistan et en particulier le nord de ce pays. Les Turcs estiment ainsi qu'il serait préférable, plutôt qu'ait lieu une intervention militaire américaine directe, de soutenir l'opposition afghane située dans le Nord et de lui donner les moyens de renverser les talibans.

La Turquie craint toutefois que cette guerre contre le terrorisme puisse être dirigée ensuite contre l'Irak. L'embargo contre l'Irak s'est en effet traduit par beaucoup de pertes sur le plan matériel et commercial pour la Turquie. "Les Etats-Unis se préparent à une guerre de longue haleine contre le terrorisme", écrit le journaliste Mehmet Ali Birand. "Dès lors, il ne serait pas logique que la Turquie ne soit pas un des alliés les plus actifs de cette guerre, surtout si celle-ci doit déboucher sur la chute de Saddam Hussein", conclut-il à ce propos. Cette vision est relayée par le très médiatique ministre d'Etat chargé de l'Economie, Kemal Dervish, qui a déclaré : "La Turquie doit accepter sans conditions les demandes américaines."

Une voix discordante s'est tout de

même fait entendre : celle du président de la République, qui, réagissant aux propos de George W. Bush sur la "croisade contre le terrorisme", a mis en garde l'Occident contre l'éventualité d'un "choc des civilisations". Enfin, cette crise a été aussi l'occasion pour le vieux leader islamiste Neçmettin Erbakan de faire sa réapparition. Ce dernier a appelé à serrer les rangs pour défendre les droits de l'homme dans le monde musulman, jugeant "injustifiée" l'action que prépare Washington. Il a ensuite affirmé que les responsables des attentats étaient des membres d'une "secte chrétienne américaine". Entre les mises en garde de Sezer et les accusations d'Erbakan, la Turquie va inexorablement vers une participation active à la guerre américaine, elle, qui depuis un demi-siècle, est habituée à s'engager dans la guerre des autres contre les autres. **Mohammad Nouredine**

■ Précisions

La Turquie ne donnera pas de chèque en blanc pour toute action militaire américaine en Afghanistan ou au Moyen-Orient. Pour le *Turkish Daily News*, la Turquie, qui veut empêcher que le conflit armé ne s'étende dans la région, aurait choisi d'offrir un soutien technique et politique, et l'aide de ses services secrets. Par ailleurs, Ankara veut davantage s'impliquer dans le processus de paix israélo-palestinien. Mais la position turque quant à une intervention américaine en Irak reste la grande inconnue.

Courrier
INTERNATIONAL

DU 4 AU 10 OCTOBRE 2001

Insistant sur les risques pour les civils

L'Iran condamne des frappes « inacceptables »

Téhéran : Serge Michel

Sans surprise, l'Iran a condamné hier soir la première vague d'attaques américaines sur l'Afghanistan. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hamid-Reza Assefi, a exprimé « sa plus grande préoccupation » sur l'étendue de l'opération contre l'Afghanistan, disant que ces attaques ont été menées sans considération pour l'opinion mondiale et en particulier pour les pays islamiques, qu'elles vont nuire au peuple afghan et qu'elles ne sont pas acceptables ». Il a averti les États-Unis de « ne pas violer l'espace aérien et maritime de la République islamique d'Iran ». La télévision iranienne rapporte que six missiles ont frappé l'aéroport de Zaranj, à une dizaine de kilomètres de la frontière avec l'Iran.

Depuis le 11 septembre, Téhéran plaide pour une action antiterroriste menée sous l'égide des Nations unies, à la

quelle la République islamique serait disposée à participer sous certaines conditions. Cité par le quotidien *Hayat-é-No*, le ministre des Renseignements, Ali Yunessi, a précisé ces conditions : « Si une définition correcte, juste et légalement acceptable du terrorisme est formulée, alors la République islamique d'Iran est prête à participer à une campagne contre le terrorisme ». Une définition du terrorisme qui « ne serait pas forcément celle que proposent les Américains ».

Dans la journée d'hier, le président Khatami avait une fois encore mis en garde contre les retombées pour les Afghans de représailles américaines contre le régime de Kaboul. « Il ne faut pas que les attentats contre les États-Unis aboutissent à l'oppression du peuple innocent », a-t-il déclaré lors d'une rencontre avec le premier ministre libanais Rafic Hariri.

La nouvelle de l'attaque n'a surpris personne, si une certaine inquiétude était perceptible dans les rues, la population

n'étant pas encore tout à fait convaincue que, cette fois, l'Iran n'est pas une cible. « *Pourvu que ce soit chirurgical* », dit un diplomate européen, songeant aux pays musulmans que l'Iran cherche à fédérer autour de leur opposition à une guerre menée par les États-Unis.

Jusqu'où ira l'Iran dans son objection ? Les observateurs s'accordent à dire que ce pays et les États-Unis ont à propos de l'Afghanistan de nombreuses préoccupations communes : le départ des taliban, la stabilité du futur gouvernement, la lutte contre le trafic de drogue ou encore le retour des millions de réfugiés éparpillés en Iran et en Afghanistan. « *L'Afghanistan est le seul sujet de crise régionale sur lequel les Iraniens et les Américains discutent, et depuis des années* », dans le cadre du groupe dit « 6+2 » (les six voisins de l'Afghanistan, plus les États-Unis et la Russie), institué par l'ONU, souligne un diplomate occidental cité par l'AFP.

De plus, il serait hasardeux pour l'Iran de se lancer dans

une contestation de la légalité internationale de la riposte américaine. L'Iran, qui est la victime fréquente d'attentats revendiqués par les Moudjahidin du peuple, mouvement classé terroriste y compris par la Maison-Blanche, a en effet à plusieurs reprises riposté par des tirs de missiles sur les bases irakiennes de ce mouvement, qui participa à la révolution islamique en 1979 avant de perdre tout soutien dans la population iranienne pour s'être allié avec Saddam Hussein en pleine guerre contre l'Irak.

Lors d'une conférence de presse à l'occasion de la visite à Téhéran de la troïka européenne le 26 septembre, à une question du *Figaro* à propos du parallèle entre les attentats de New York et ceux commis par les Moudjahidin du peuple, le ministre des Affaires étrangères Kamal Kharrazi avait répondu : « *S'ils (les Américains) peuvent prouver qu'un certain groupe dans un pays a perpétré l'attaque, certainement les États-Unis ont le droit à l'autodéfense.* »

LE FIGARO LUNDI 8 OCTOBRE 2001

Iran's Leader Assails U.S. on Civilian Plight

By John Ward Anderson
Washington Post Service

TEHRAN — Iran's top political and religious figure and supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, condemned on Monday the U.S.-led military attacks on neighboring Afghanistan, saying they would lead to widespread suffering of innocent civilians.

"We condemn the attacks," the ayatollah told clerics at a gathering in the prayer hall of his Tehran home, as shown on state television. "How is this oppression justified? How can you allow innocent civilians to be killed or injured and many more to be forced to leave their homes to take refuge in the wilderness, starving without food?"

"Death to America! Death to Israel!"

the congregation chanted in reply.

Elsewhere in Iran, among the people and the politicians, the response to the U.S. military strikes against Afghanistan was relatively restrained. Foreign Minister Kamal Kharrazi carefully avoided condemning the military campaign, saying instead that it was "unacceptable" because it was open-ended, had no clear purpose, and would cause civilian casualties.

Asked at a news conference whether he thought the Sunday night attacks were the "hasty" and "indiscriminate" military campaign that Iran had counseled against, Mr. Kharrazi said, "This attack, of course, was not that hasty? It could have taken place in the early days. But our hope was that the objective of the attack would be clear and reasonable and logical, and there would be no collateral, civilian damage."

"An operation that will harm civilian populations — is this the way to go to fight terrorism?" he asked.

The difference between the muted reactions of the public — no large demonstrations were reported in Tehran on Monday — the restrained reaction of the

government and the harsh denunciation by the religious hierarchy reflects how different Iran is from most Muslims countries in the region.

In many Middle Eastern Islamic nations, particularly the Arab states, politically moderate leaders allied with the United States are grappling with wide citizen outrage at U.S. policies and muscle-flexing in the region.

In Iran, on the other hand, the state is more anti-American than the people, who generally want warmer relations with the United States, despite the decades-long demonizing of the United States by Iran's hard-line clergy.

Some Iranians even supported the U.S. military action.

"The U.S. attack against Afghanistan was completely correct," said Simin Azimi, 19. "The Taliban are the worst type. They think they can rule over everyone and they are making their biggest campaign against their own people."

At the same time, no matter what their political or religious stripes, there is an across-the-board concern here about the risk of civilian casualties.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

OCTOBER 9, 2001

Liberating Oppressed Iraqis Ought to Be Among the War Aims

By William Safire

LOS ANGELES — “America is full of fear,” crowed a jubilant Osama bin Laden in his taped message anticipating America’s response to his massacre of the six thousand. “They cry for their children.”

In a gleeful expression of pride in his guilt of mass murder, the fanatic promised that “nobody in the U.S. will feel safe” unless America withdraws from Arab lands. He then identified his terms for U.S. surrender: removal of Jews from Palestine and the end of America’s interference with Iraq.

That brings a note of clarity to the basis for Sunday’s opening proceedings. No longer can any nervous Arab ruler pretend to doubt bin Laden’s direct culpability for the hijack attacks.

And because the interests of Middle Eastern terrorists are clearly the same, no longer can the world separate his Qaida cult, the terrorists of Hamas and Hezbollah and the PLO warring on Israel, and the center of world terror in Baghdad run by Saddam Hussein.

The strategy of world terrorism was to provoke the West into an outraged invasion and bombardment of Afghanistan. This would then be interpreted by radical mullahs as a new crusade against Islam by the “infidels,” allowing the Arab streets to become the corridors of power.

The United States did not fall for that. Mindful of the defeat of Soviet troops by brutalized Afghans in the 1980s, America and Britain, leaders of the civilized world, are making this a war of Muslim liberation.

The allies will go to great lengths to divide and arrange for the conquest of the fanatics. Bombs on the bad will alternate with food drops on the good. All rhetoric will be to side with the oppressed Afghan people

and with mainstream Muslims everywhere. We will destroy the Taliban radio towers broadcasting hate and step up our local-language broadcasts of anti-fanatic truths.

That liberation counter-strategy makes sense. “Don’t get mad, get even” is not the furious Western reaction that the fanatics expected. Cool, calm killing is not our way, but adapt we must to accommodate an unnatural enemy who welcomes death.

Another part of the strategy, however, does not make sense. By failing to listen to and take seriously bin Laden’s open message stating his purpose, we act like those in the past century who failed to read or take seriously “Mein Kampf.”

The stated purposes of the terror network are (1) to drive any manifestation of democracy and human rights, such as Israel, out of the Middle East

and (2) to free the avatar of totalitarian savagery, Saddam Hussein, from Western sanctions. These are not mere street-acclaimed goals adopted to gain fundamentalist adherents; these are steps to gain weapons of mass destruction by which to intimidate and dominate the world.

The troubling part of U.S. strategy is its blinkered tidiness: We seem to be going after one terrorist group at a time. Thus we leave Hamas and Hezbollah, with their Syrian and Iranian sponsorship, off the list of groups whose assets we freeze.

Secretary of State Colin Powell dismisses this with “They’re on another list,” which is true but disingenuous. The new restrictions are more severe; by pointedly excluding the “charities” supporting

these groups that suicide-bomb Israelis, General Powell hopes to build bridges to Damascus and Tehran.

That isolates and undermines Israel. It was combined with the leak of a plan to reward the Arab violence by prematurely recognizing a Palestinian state, thereby conferring the sovereignty that would allow the import of arms and attract fleeing fanatics.

Small wonder that Ariel Sharon objected to a double standard that refuses U.S. negotiations with bin Laden’s terrorists but demands Israel’s negotiations with Yasser Arafat’s terrorists.

Another reason for not narrowing the target was just given by bin Laden on his provocative tape: Americans will “not feel safe” while his ally, Saddam, is in power, gaining strength.

As the allies liberate long-ravaged Afghans, let us be equally “relentless” — George W. Bush’s word — in liberating oppressed Iraqis. It’s the same fight against the same mortal enemy.

The New York Times.

Herald INTERNATIONAL **Tribune**
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

TUESDAY, OCTOBER 9, 2001

Bureau du PDKI pour les Relations Internationales

10 OCTOBRE 2001

Démission de six députés kurdes du Parlement iranien

Le 30 septembre 2001, six députés de province du Kurdistan ont adressé une lettre au président du parlement islamique d'Iran pour lui soumettre leur démission. Dans cette lettre, rendue publique par la presse iranienne, les députés expliquent ainsi les raisons de leur démission : « conformément à l'article 92 de la réglementation intérieure de parlement et pour les raisons suivantes nous démissionnons de notre mandat de député : non prise en considération par le gouvernement de M. Khatami, notamment par son ministère de l'intérieur des revendications légitimes de la population du Kurdistan ; non application des articles 15 et 19 de la Constitution ; non respect des droits égaux pour les kurdes, notamment pour les kurdes d'obédience sunite ; l'inadvertance du Président de la République dans l'application de l'article 121 de la constitution, qui charge le Président à faire régner la justice et à défendre les droits de la population, et enfin le manque de volonté du gouvernement de résoudre le problème légitime de la population kurde ».

Cette lettre est signée par : M. Baha-addine ADAB(député de Sanandaj), M. Djalal DJALALIZADEH (député de Sanandaj), M. Sayed Massoud HOSSEINI (député de Ghorveh), M. Mohammad MOHAMMAD REZAÏ (député de Bijar), M. Abdullah SOHRABI (député de Marivan), et de M. Salah-addine ALAÏ (député de Saghez et Baneh).

Les différents responsables gouvernementaux, à savoir : le Président de la République, le Président de l'Assemblée islamique, le Ministre de l'intérieur, au lieu de prendre en compte les raisons de la démission de ces députés, se sont limités à chercher des voies « légales » pour empêcher leur démission. Et, finalement, la réponse est venue de M. Mohammad Reza Khatami (frère du président Khatami), en tant que premier vice-président de l'Assemblée islamique : « conformément à la réglementation intérieure de l'assemblée islamique, il ne peut y avoir de démission collective de députés. C'est pourquoi la démission de ces députés n'est pas acceptable ». C'est toute la réponse que le gouvernement dit réformateur de M. Khatami a su donner à la démission en bloc de six députés kurdes de la province du Kurdistan.

Le gouvernement de M. Khatami a peut-être réussi provisoirement à faire taire quelques députés, mais la question de plus de dix millions de kurdes privés de leurs droits les plus élémentaires et victimes de multiples discriminations, reste entière. Tant que les kurdes ainsi que les autres nationalités non persan du pays tel : Azeris, Baloutches, Turkmènes, Arabes seront considérés comme les citoyens de deuxième rang, l'Iran ne pourra prétendre à la démocratie, à la stabilité, à la paix.

Pour mieux comprendre l'essence de la lettre de démission de six députés kurdes, il suffit de citer quelques discriminations dont les kurdes sont victimes : la langue kurde reste interdite dans l'enseignement ; la quasi totalité des fonctionnaires de haut rang dans les quatre provinces habitées par les kurdes, à savoir : l'Azerbaïdjan occidental, le Kurdistan (la seule province reconnue par l'Etat iranien comme pays kurde en Iran), le Kirmanchah et l'Ilam, sont désignés par Téhéran et parmi les non autochtones. La région habitée par les kurdes constitue l'une des régions les plus sous-développées de pays. Le taux de chômage y atteint plus de 50% de la population active.

Pour plus d'information sur la démission de ces députés, nous reproduisons ci-dessous la déclaration du Bureau politique de PDKI.

The Declaration of the Political Bureau of PDKI On the Resignation of the Kurdistan Province MPs from the Iranian *Majlis*

10 October 2001

In the last few months the rumors of repositioning *Ramazan-zadeh* as the Governor-general of the Kurdistan province spread in the region. These rumors turned into reality in the last week of September, when on Wednesday, September 19, the Interior Ministry introduced the new Governor-general of Kurdistan province to the Cabinet.

This initiative taken by the Ministry led a handful of government officials and administrators in the province to express outrage at the appointment of the new Governor-general, and requested the continuation of *Ramazan-zadeh* as the province's Governor-general. The Ministry rejected the request; however, the appointment of the new Governor-general was postponed for further consultation.

In this regard, six Islamic Council's Parliament (*Majlis*) MPs representing the ridings within the Kurdistan province consisting of Baha-adin Adab, Jalal Jalali-zadeh (MPs from the city of *Sanandaj*), Abdullai Bahrami (representing the city of *Mariwan*), Salahdin Alai (representative of the cities of *Saghiz* and *Bana*), Massoud Housieni (*Ghorweh* MP), and Mohammad Mohammad-Rezai (*Bijar* MP) resigned collectively from their post in the *Majlis*, expressing their opposition to the Ministry's unilateral decision to appoint the new Governor-general for the Province, and also neglecting the opinions of the representatives of the Province by the regime.

No doubt, the MPs' protesting initiative opposing the uncalculated policies of the government can be efficient and to some extent effective in any condition for the fulfillment of constituents' demands. In essence, these protests and opposition intended to accommodate the people's demands is one of the primary responsibilities of the representatives in the *Majlis*. We must also take into consideration the reality that each province in the country posses particular problems and inadequacies that is also the duty of the honourable representatives of the provinces to work hard for their eradication; however, the honourable representatives of the Kurdistan Province know well that *Ramazan-zadeh* in his tenure of office as the Governor-general of the Kurdistan Province has not presented any noticeable service to the people of Kurdistan Province that his removal should cause worries in the discontinuation of those services. Furthermore, realistically, what disruption will the removal of a piece of pawn in the region in any post or position such as the governorship of the Kurdistan Province -- who are in essence the administrators of suppressive government policies in the region -- bring about in serving the people, so the people of Kurdistan cry in tears for the departure of one and lay red carpet for the appointment of the other. Also the honourable representatives of all the people of Kurdistan in *Majlis* know well and are fully aware that the demands of the people in all the Kurdish provinces are not only limited to the appointment or the methods utilized to appoint the Governor-general or any other officials from any post so as to compel the representatives of each of these Kurdish provinces to take steps or express their opposition by themselves and in a very narrow framework; rather, the Kurdish people in all the Kurdish provinces of the country, despite the existence of common issues and problems have a primary collective and common demands and needs that they have struggled for years and made valuable sacrifices for their attainment. Therefore, the proposition of common demands and other fundamental demands of all the Kurdish people in all the

Kurdish province can both lead to the increasing gratification of the people in all the Kurdish provinces, and develop the basis for the expression of these demands within the framework of the Kurdish Representatives' Fraction in *Majlis*.

To achieve such objective instead of the resignation of the representatives of one of the Kurdish provinces, a common voice, union and harmony among the representatives of the people of Kurdistan in all the Kurdish provinces is essential and of vital importance; thus, adopting any appropriate measures in regards to the government's negligence to the fundamental demands of the people of Kurdistan as collective and on behalf of the Kurdish fraction in *Majlis* seems both effective and logical.

We hope that the attempt of the honourable representatives of *Majlis* for the realization of the fundamental demands of the people of Kurdistan can become successful and lead to the endorsement of all the people of Kurdistan.

LE MONDE / MERCREDI 10 OCTOBRE 2001

Mohamed Atta aurait rencontré un agent irakien à Prague en juin 2000

Les services tchèques cherchent à savoir si d'autres terroristes identifiés auraient séjourné dans le pays

PRAGUE

de notre correspondant

Le terroriste Mohamed Atta, qui se trouvait selon toute vraisemblance aux commandes de l'avion ayant percuté la tour nord du World Trade Center, le 11 septembre, aurait rencontré à Prague, l'an dernier, un agent des services secrets de Saddam Hussein, Ahmed Khalil Ibrahim Samir Ani, ancien consul et second secrétaire de l'ambassade d'Irak en République tchèque.

Selon des sources proches du gouvernement tchèque, l'entretien aurait eu lieu en juin 2000 à l'aéroport ou près de l'aéroport de la capitale tchèque, le jour où Atta a quitté l'Europe pour les Etats-Unis à bord d'un avion de la compagnie Czech Airlines. D'après une information du contre-espionnage tchèque (BIS) publiée, vendredi 5 octobre, dans le quotidien tchèque *Dnes*, la rencontre aurait eu lieu lors d'un second séjour à Prague, entre juin 2000 et début 2001.

Interrogé par *Le Monde*, le ministre tchèque de l'Intérieur, Stanislav Gross, a affirmé « ne pouvoir confirmer qu'une rencontre entre Atta et un agent ou des agents irakiens a eu lieu » à un moment ou un autre dans le pays. M. Gross a néanmoins indiqué que l'Égyptien Mohamed Atta « a effectué un séjour de moins de vingt-quatre heures à Prague en juin 2000 ».

Le ministre tchèque des affaires étrangères, Jan Kavan, en visite aux Etats-Unis la semaine dernière, a informé son homologue américain Colin Powell des indices récoltés par les services de son pays, a-t-on

appris de source diplomatique tchèque.

Selon le chef de la police nationale, Jiri Kolar, Atta avait passé quelques heures en transit à l'aéroport de Prague, entre l'atterrissage de son avion en provenance de Hambourg, où il étudiait à l'université technique, et le vol de la compagnie tchèque CSA en partance pour Newark dans le New Jersey (Etats-Unis). Il n'avait pas quitté la zone internationale de l'aérogare faute de visa d'entrée sur le territoire tchèque.

Selon d'autres sources proches des enquêteurs, Atta aurait en fait été en possession d'un visa délivré en Allemagne et serait venu en voiture de location à Prague où il aurait rencontré M. Ani avant de s'enregistrer et d'embarquer à bord du Boeing de CSA à destination de Newark. Selon les sources du BIS citées par le quotidien pragois, Mohamed Atta serait revenu une seconde fois à Prague, quelques mois plus tard.

Son séjour n'aurait pas duré plus d'une journée et il aurait utilisé de nouveau l'aéroport de Prague pour se rendre aux Etats-Unis. Les divergences entre les versions présentées trahissent les tensions entre les différents services chargés de la lutte contre le terrorisme, particulièrement sensibles depuis les tragiques attentats de septembre.

S'il s'avérait exact que Mohamed Atta a rencontré l'un des responsables des espions irakiens en Europe centrale - l'entretien n'a pas été enregistré par le BIS et son existence repose sur le témoignage d'une tierce personne -, cela confir-

merait que certains terroristes du 11 septembre ont eu des contacts avec l'Irak, une hypothèse que les services occidentaux ont soulevé dès le début de l'enquête sans pouvoir l'étayer.

La teneur des échanges entre ce diplomate espion irakien - il a été expulsé de République tchèque en avril 2001 pour « activités contraires à son statut » - et l'un des principaux acteurs des attentats contre New York et Washington demeure toutefois inconnu. Il est peu probable que M. Ibrahim Samir Ani, rentré à Bagdad, se confie de sitôt aux enquêteurs tchèques ou américains. Officiellement, le régime irakien a nié toute participation dans les attentats du mois de septembre et l'ambassade irakienne à Prague a démenti toute rencontre entre ses diplomates et le terroriste islamiste.

UN AUTRE DES DIX-NEUF PIRATES

Les services tchèques tentent actuellement de savoir si Atta ou d'autres parmi les terroristes identifiés ne se seraient pas rendus également en République tchèque, en particulier au cours des tout derniers mois. Selon certaines sources, il serait établi qu'au moins un autre des dix-neuf pirates kamikazes aurait séjourné en République tchèque, mais son identité n'a pas été révélée.

Depuis le drame du 11 septembre, les autorités tchèques et leurs services spéciaux sont sur les dents. Le pays fut, à l'époque du communisme, un sanctuaire pour toutes sortes d'extrémistes et de terroristes, en particulier du Proche-

Orient, mais aussi un lieu où certains ont reçu diverses formations militaires.

Le terroriste Carlos a ainsi séjourné à quelques reprises à Prague avec la bénédiction des dirigeants prosoviétiques. La Tchécoslovaquie fut aussi un fournisseur d'armes et d'explosifs à des régimes aujourd'hui inscrits sur la liste américaine des Etats qui soutiennent le terrorisme. La connaissance du terrain tchèque que peuvent avoir certains terroristes inquiète les dirigeants pragois, d'autant que la capitale tchèque abrite une cible de choix : la radio Europe libre dont les émissions en arabe et en perse, en particulier à destination de l'Irak et l'Iran, ne sont pas du goût des autorités visées mais aussi des mouvances islamistes. Situé en plein cœur de la ville, le bâtiment qui abrite Radio Free Europe a été transformé en place forte, ceinte d'un muret en béton haut d'un mètre et gardé par des policiers et militaires d'élite assistés par quatre blindés.

Prague, forte de l'approbation des trois quarts des Tchèques, soutient sans condition Washington et a proposé, dans le cadre de l'activation de l'article 5 de la Charte de l'Atlantique nord, plusieurs de ses unités pour soutenir l'opération américaine « Liberté ». Son régiment de lutte anti-NBC (nucléaire-bactériologique-chimique), qui avait participé à la guerre du Golfe dix ans plus tôt, son hôpital de campagne déployé au Kosovo en 1999 et son unité de commandos d'élite ont été pressentis.

Martin Plichta

L'engagement militaire de la Turquie risque d'aggraver la crise économique



jeudi 11 octobre 2001,

ISTANBUL, 11 oct (AFP) - Un éventuel envoi de militaires turcs en Afghanistan, approuvé mercredi par le parlement, a toutes les chances d'aggraver la sévère crise économique que traverse le pays alors que le ministre de l'Economie Kemal Dervis tire la sonnette d'alarme.

"Nous sommes entrés dans une nouvelle phase de ralentissement, et nous allons vivre des temps difficiles", a prévenu M. Dervis mercredi soir lors d'une intervention au parlement, sans même évoquer l'effet que pourrait avoir l'engagement de l'armée turque sur le théâtre des opérations.

Officiellement, aucune demande chiffrée en hommes ou en matériel n'a été présentée par les Américains à Ankara, mais la presse turque évoque la participation de commandos pour aider les forces de l'Alliance du Nord.

"La confirmation de cette éventualité ne ferait que rendre catastrophique une situation économique déjà très mauvaise", indique à l'AFP Gulden Kazgan, professeur d'économie à l'Université privée Bilgi d'Istanbul.

"Les investissements étrangers pour les privatisations sont très compromis, et les rentrées espérées du tourisme vont poser de sérieux problèmes", constatait le ministre de l'Economie.

Dans le même temps, M. Dervis écartait toute possibilité de recourir à de nouveaux emprunts intérieurs ou extérieurs, ou de reculer le paiement de la dette.

Déjà, le Fonds Monétaire International traîne des pieds pour verser une tranche de 3 milliards de dollars de prêt à la Turquie, dans l'attente de la présentation d'un budget conforme à ses attentes. Cette tranche fait partie d'un programme d'aide de près de 19 milliards mis en place depuis novembre 2000.

"Avant les attentats de septembre, on pouvait espérer quelques signes positifs pour l'économie turque, mais on ne peut plus compter aujourd'hui que la consommation ou le retour des capitaux aide à redresser la situation comme ce fut le cas dans les crises passées", constate un analyste économique étranger.

"Il n'y a guère d'autre solution que de compter sur 13 à 14 milliards de dollars de rentrées pour le début 2002", selon lui.

"Les deux piliers sur lesquels reposait le plan de relance de l'économie se sont dérobés sous nos pieds, à savoir le boom des exportations reposant sur une monnaie faible, dévaluée de plus de 55% face au dollar, et l'apport de capitaux étrangers grâce au tourisme", s'inquiète Mme Kazgan.

"Ce n'est guère le moment d'augmenter les dépenses de l'Etat, alors que le budget est déjà restreint et le déficit maximum!", ajoute-t-elle.

Elle rappelle que, comme dans toute guerre, la participation de la Turquie à ce conflit "augmenterait les craintes, ralentirait la consommation et ferait flamber les taux de change. Les prévisions doivent tabler sur les pires scénarios désormais".

Lale Sariibrahimoglu, journaliste spécialiste des questions de défense au Turkish Daily News, fait exception dans la presse turque, majoritairement favorable à un engagement turc, en évoquant, "outre le risque stratégique, le coût financier de cette décision" alors que le pays traverse sa plus profonde crise économique depuis la seconde guerre mondiale.

"La Turquie mise sur une rente géopolitique", estime l'analyste économique, et sa concrétisation dépend beaucoup de la forme que prendra le conflit, difficile à entrevoir."

"Un pari perdu d'avance, prévient Mme Kazgan, assurant que "les Etats-Unis ne récompensent jamais les services demandés!"

La Turquie garde en mémoire les douloureuses conséquences de la guerre du Golfe, où elle s'était engagée aux côtés des Forces alliées contre Bagdad, ce qui lui a coûté 50 milliards de dollars, selon son estimation

War on bin Laden renews debate on targeting Saddam Hussein

By Neil King Jr. October 10, 2001 THE WALL STREET JOURNAL

WASHINGTON, — While American planes zero in on Afghanistan, a nagging question lingers: What to do about Iraq? From the time the airliners struck the World Trade Center towers, Iraq has been a silent presence in the background. Could America's foremost national enemy have been involved? Reports of unusual cases of anthrax in Florida have highlighted the question because of Iraq's experiments with chemical and biological agents. All this has turned up the heat on a simmering debate within the Bush administration over whether any "war" on terrorism can be complete without a strike at Iraq.

SO FAR, THERE are no conclusive signs of Iraqi involvement in the terror attacks. Indeed, Iraqi leader Saddam Hussein has looked askance at cooperating with such independent operators as terrorist leader Osama bin Laden. Last month, Suleiman abu Gheith, a spokesman for bin Laden's al-Qaida organization, was quoted in a Kuwaiti newspaper as saying the Iraqi strongman is a "false God" who should be "punished."

But the two leaders have clear reasons to seek an alliance, and their underlings have had some contact in the past. Evidence uncovered in recent weeks by Czech authorities shows that suspected hijacker Mohamed Atta met with an Iraqi intelligence agent last year in Prague, immediately before entering the U.S. to begin flight lessons.

Iraq has tools and weapons to offer, ranging from advanced intelligence and logistics to access to chemical and biological agents. Without referring specifically to Iraq, Defense Secretary Donald Rumsfeld noted Tuesday that "terrorist networks have had relationships with a handful of countries ... that have active chemical and biological programs. Among those countries are nations that have tested the weaponization of chemical and biological agents."

Those who regard Iraq as an undeniable threat argue that the Bush administration must look beyond the events of Sept. 11. With Iraq's longstanding efforts to develop nuclear and biological weapons, they say, the U.S. can't afford to ignore a threat potentially greater than last month's attack.

In recent weeks, Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz and others in the Pentagon have argued strenuously against ruling out too early a possible Iraq tie to the plot. Others continue to insist that once the Afghan phase of the terrorism war calms down, the U.S. must decide whether it will broaden the campaign to target other terrorist threats, above all Iraq.

President Bush, in announcing the start of the air war against the Taliban on Sunday, again underscored the message that "any government that sponsors the outlaws and killers of innocents" could face similar attacks. And in a letter to the United Nations Security Council, the administration said it reserved the right to take "further actions with respect to other organizations and other states."

But right now, in the grips of an unprecedented antiterror effort, the administration shows no sign of wanting to take the battle to Baghdad. And senior officials say it will be tough to go after any state without clear evidence that it was involved in the September attacks. Indeed, to do so might undermine the very international support Bush has so painstakingly built.

So the immediate question remains whether a link between Iraq and the al-Qaida terror network can be found. Until recently, Saddam Hussein showed little interest in backing the sort of free-lance terrorism favored by bin Laden and others within his far-flung network. The U.S. has had Iraq on its list of state sponsors of terrorism since 1991, but mainly for its history of providing refuge, and in some cases training facilities, for Palestinian groups targeting Israel, and for Iranians fighting against the government next door in Tehran.

Several current and former U.S. officials argue strenuously that even now, the deeply secular and heavy-handed Saddam Hussein would have ample reason to keep his distance from bin Laden. He's hardly the kind of pious Islamic ruler bin Laden envisions for the Muslim world; in fact, he has much in common with the leaders of Egypt and Saudi Arabia that bin Laden so frequently criticizes.

The Iraqi leader has a long history of cracking down on the Islamic clergy in Iraq, and since 1995 has meticulously inserted his own men into the top clerical positions in both the Sunni and Shia faiths. He also has no patience for dissent or independent thought. Anyone, even within his own family, who has tried to go his own way has faced torture or execution.

In addition, Iraq has some tactical reasons not to rock the international boat right now. Its economic situation is improving as it sells more oil through the United Nations and on the black market, and the U.N. weapons inspectors he has expelled are making no serious effort to return. The Iraqi leader's regional respectability has been on the upswing.

Yet Saddam Hussein has shown an ability to find temporary friends where and when he needs them. Even the U.S. was an ally that provided aid and battlefield intelligence during Iraq's war with Iran in the 1980s. So some Iraq experts insist that at least a tactical alliance with al-Qaida would suit Iraq's interests right now. And Iraq and bin Laden share enmity toward Iran, a Shiite Islamic regime that has distanced itself from bin Laden's radical Sunni Muslim recipe for running the Islamic world.

"They need each other badly," says Khidir Hamza, a top official in Iraq's nuclear program until he fled the country in 1994. "This is the perfect meeting of minds and abilities. Osama could provide the troops, while Saddam provides the money, the expertise, the leverage of a state actor, and all that he has built up in his arsenal."

Most crucially for Iraq, Hamza argues, a pact with terrorists could help Iraq attack the U.S. while conveniently hiding its tracks. "An alliance with Osama would allow perfect deniability," he says.

And there is some evidence of contacts between Iraq and al-Qaida. Former U.S. intelligence officials say that Iraq first made contact with bin Laden in the early 1990s in Khartoum, the capital of Sudan, at a time when the Saudi millionaire had found refuge there and was turning increasingly toward international terrorism. Khartoum was then a major center for Iraqi intelligence.

The next encounters took place soon after bin Laden fled to Afghanistan in 1996. On at least two occasions, former intelligence officials say, Iraq sent agents to meet with bin Laden deputies in Afghanistan. The most notable meeting came in December 1998, just months after the East Africa embassy bombings, when a senior Iraqi intelligence official, Farouk Hijazi, went to the Afghan city of Kandahar to meet with al-Qaida. It remains uncertain whether Hijazi met with bin Laden himself.

In addition, there was the apparent meeting between the Sept. 11 hijacker, Atta, and Iraqi agents in Prague. One U.S. intelligence official says that there is also an indication that Atta, a key figure in the September plot, may have met again this year with another Iraqi agent, also in Prague.

Iraq insists its agents have had nothing to do with the hijackers. "These are false charges," said Iraqi Foreign Minister Naji Sabri, shortly after exiting a three-hour meeting of Arab foreign ministers in Doha, Qatar, Tuesday night. "They cook up charges as an excuse to bombard us."

Still, the reports of meetings raise the question of whether there was any cooperation between the worlds of Saddam Hussein and Osama bin Laden. Now, with questions about anthrax in Florida, there's an additional question about whether Iraq has done anything to spread the chemical and biological threat beyond its borders.

Despite its deep animosity toward the U.S., Iraq lacks the traditional military means to confront the U.S. and survive a devastating retaliation. Iraq's military took a huge hit during the Gulf War and during the harshest of the U.N. sanctions, when Iraq was unable to export oil. Since the late 1990s, renewed oil riches and the increasingly loose-knit import controls have allowed Saddam Hussein to beef up what remains one of the largest military forces in the Arab world. Still, his troops must rely on aging jets, tanks and anti-aircraft guns, the youngest of which are at least a decade old.

To address such shortcomings, Saddam Hussein has devoted huge amounts of money and scientific brainpower going back to the late 1970s to develop just the sort of biological, chemical and nuclear weapons that can cause maximum effect with minimal means.

U.N. inspectors who moved into Iraq after the Gulf War uncovered a vast infrastructure for building chemical and biological arms, including stockpiles of poisonous gases sarin and VX and experimentation with anthrax and other deadly agents. In some cases, Iraq had made important progress in making usable weapons of anthrax and other deadly agents, a task seen as beyond the ability of most terrorist groups.

The U.N. inspectors did a lot to disrupt Iraq's chemical and biological programs, but pulled out of the country

altogether in late 1999. Experts say that much of the infrastructure still exists, and that Iraq would have little trouble amassing troves of deadly chemicals or biological agents as it pleased. There is also little doubt that Iraq has the expertise to develop at least medium-range missiles equipped with biological or chemical warheads.

Saddam Hussein has also shown scant compunction in using chemical agents against Iraq's minority population in the largely Kurdish areas of the north. In August 1988, his air force dropped dozens of chemical bombs on villages in the north, most notoriously on the town of Halabja, near the Iranian border, in what was essentially an Iraqi military experiment. That bombing killed an estimated 5,000 people. He also used similar nonconventional weapons against Iranian forces during Iraq's bloody, eight-year war with Iran, which ended in 1988.

Such abilities would dovetail neatly with bin Laden's own stated desires to acquire chemical and biological weapons. One of al-Qaida's principal training camps, the Darunta complex outside Jalalabad, specialized in training recruits to use chemical weapons, but U.S. intelligence officials say it's unclear whether bin Laden has ever acquired such weapons.

Bin Laden would have some reasons of his own to ally with Saddam Hussein, terrorism experts acknowledge. Beyond access to lethal germs or chemicals, Iraq could also provide al-Qaida with a world-wide intelligence network as well as access to forged documents and disguised identities. One theory, that Iraq was behind the first World Trade Center bombing in 1993, is based on evidence that the man convicted of masterminding the bombing, Ramzi Yousef, was in fact an Iraqi agent operating under a false identity created when Iraqi forces removed passport documents from Kuwait after invading it in 1990.

Bin Laden has also shown a willingness to associate with elements that might otherwise appear inimical to his cause. In Somalia and Saudi Arabia, for instance, he has forged at least temporary alliances with some Shiite groups to plot attacks on U.S. targets. A fervent Sunni, bin Laden has otherwise steered clear of linking up with radical Shiites such as Hezbollah in Lebanon.

In speeches and interviews over the years, bin Laden has also expressed deep sympathies for the plight of the Iraqi people and has never publicly criticized Saddam Hussein. It was the stationing of U.S. troops in Saudi Arabia to fight the Gulf War that originally led him to turn against the U.S.

Hugh Pope in Istanbul and Daniel Pearl in Doha, Qatar, contributed to this article.

* * * * *

RFE/RL IRAQ REPORT Vol. 4, No. 33, 12 October 2001

BAGHDAD PAPER SAYS TURKMEN GROUP IS TURKISH SPY FRONT.

The Baghdad newspaper "Al-Iraq", which is aimed at the Kurdish population remaining under Baghdad control, on 3 October claimed that a Turkmen society in Irbil, in the KDP-controlled Kurdistan Regional Government (KRG), is according to "sources...familiar with Turkish activity and attempts to turn the Turkmen against the Kurds in Irbil points to the formation of a so-called 'Iraqi Turks Cultural and Solidarity Society' known as 'Darnak'" is actually a front for Turkish intelligence activity.

"Al-Iraq" claims the "plan" was discovered when "Darnak" issued an appeal saying, "Turkmens were an active element in the region, but they were exposed to injustice on several occasions by their Kurdish brethren through armed attacks on their bases in 1966, 1998, and 2000." The Baghdad newspaper says that the purpose of the appeal is to provoke differences between Kurds and Turkmens in Irbil "which is the aim of Turkish intelligence."

While conflicts between the Kurds and the Turkmens have occurred at the times specified by "Al-Iraq," they have been worked out between the parties concerned. What the Turkish objective would be behind such provocations is unclear. (David Nissman)

* * * * *

U.S. Cautions Saddam Not to 'Take Advantage' of the Conflict

By Serge Schmemmann
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — The U.S. ambassador to the United Nations relayed a warning to Iraq this week not to "take advantage" of the suicide air attacks on New York and Washington by stirring up trouble, according to U.S. officials.

The envoy, John Negroponte, met the Iraqi ambassador to the United Nations, Mohammed Aldouri, on Sunday, and Mr. Aldouri returned on Monday with a reply.

Neither the United States nor the Iraqi mission had any comment about the exchange, and other diplomats said they were not familiar with the content of the U.S. warning.

A U.S. official, however, said the message basically advised the Iraqi leader, Saddam Hussein, not to harm his own people or his neighbors because America is watching.

The official said the warning was not a precursor to any further military action against Iraq, nor was it a response to any special activity in Iraq. The message,

rather, was a deterrent against Mr. Saddam's tendency to undertake hostile actions when the United States is "distracted," the official said.

In 1980, Iraq attacked Iran; in 1990, it invaded Kuwait, and when the United States and its allies went to war against him, he fired Scud missiles at Israel.

Iraq has been under UN sanctions since the Gulf War, and has been bombed frequently by the United States since 1998 to maintain no-flight zones.

Iraq is among the few countries that have not publicly condemned the Sept. 11 attacks on the United States.

Mr. Aldouri told the UN General Assembly last week that Iraq had sent messages of condolence to individuals in the United States, but that it would have been hypocritical to condemn the bombings, given the sanctions and bombings against Iraq.

Some officials in Washington have urged military action against Iraq as part of the campaign against Osama bin Laden and his Qaida terrorist network, contending that the Baghdad government is another seat of terrorism.

■ U.S. Drone Plane Missing

An unmanned U.S. reconnaissance plane was missing over southern Iraq on Wednesday, Agence France-Presse reported from Washington.

"We do have a Predator missing," said a Pentagon official, who spoke on condition of anonymity. The Predator is an unmanned aircraft that is used for aerial reconnaissance under remote control.

Iraqi state television said that a U.S. reconnaissance plane flying out of Kuwait had been shot down by Iraqi anti-aircraft fire over the country's southern region.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, OCTOBER 11, 2001



Karim Sahib/Agence France-Presse

Iraqis marched in the streets of Baghdad on Wednesday to protest the U.S.-led air campaign in Afghanistan.

No Evidence Indicates Saddam Link

Intelligence Agents From Several Countries Say Qaida Is on Its Own

By Raymond Bonner
New York Times Service

AMMAN, Jordan — The attacks on the World Trade Center and the Pentagon brought immediate accusations, not only against Osama bin Laden, but against Saddam Hussein of Iraq as his likely partner in crime.

A terrorist assault of this magnitude could not have been carried out without a state sponsor, the argument went, and what state had greater loathing for the United States than Iraq?

This theory gained a following after reports that Mohamed Atta, believed to have been one of the masterminds of the operation, had met with Iraqi intelligence officers in Prague.

But intelligence agencies from a number of countries, including some with a strong desire to see Mr. Saddam fall, have concluded that Iraq was not involved in the attacks, nor has it provided sanctuary or other aid to Al Qaida, Mr. bin Laden's organization.

"I wish we could find a connection, but we haven't," said a senior official in Jordan, which, like Israel, considers Iraq a deadly threat to regional peace. "Not that Iraq doesn't support terrorism, but not Osama bin Laden," the official said.

Israeli intelligence officials told their American counterparts that they have

not found any evidence of an Iraqi role in the attacks, either.

The Jordanian official said Jordanian agents had succeeded in infiltrating some Qaida cells and had even sent men to Mr. bin Laden's training camps in Afghanistan.

Thanks to that intelligence, Jordan thwarted a plot to assassinate King Abdullah while he was on his yacht in the Mediterranean last summer, the official said. The plan called for a boat to ram the king's yacht and for a missile to be fired at it from a Greek island, the official said.

The king cut his vacation short and returned home.

Just a few months ago, the Jordanians uncovered a plan to attack American and Israeli tourists in Jordan and to blow up bridges between the countries, the official said. This, too, was the work of organizations linked to Mr. bin Laden, he said.

Israeli officials confirmed both of the foiled plots.

One of the first things Israeli cabinet ministers and military commanders asked of the intelligence community after the September attacks was whether Mr. Saddam had been behind them.

The answer was a resounding no, said an Israeli intelligence expert who has close ties to the Israeli intelligence community.

"I am sure Saddam Hussein is very happy, but not more than that," was how he summed up the findings of the Israeli intelligence.

The United States has been looking hard for Iraqi links to Mr. bin Laden since the attack on the World Trade Center in 1993 and pursued them even harder after the embassy bombings.

"We would have loved to have found an Iraqi connection," said a former senior Clinton administration official. But none was found. "The FBI was very clear that the trail didn't lead that way," the official said.

That is what is the most frightening, he and others said: Mr. bin Laden seems not to need a state sponsor to carry out his terrorist attacks. "He is his own state, a global state," said an intelligence official in the Middle East.

What Mr. bin Laden needs from a state is a safe haven and a place for training camps, and until now that has been Afghanistan.

If he loses Afghanistan as a result of the current military campaign, he will move his operations to another lawless area, perhaps Chechnya, officials in the region said.

Mr. bin Laden has a close relationship with the commanders of the Chechen rebels, and they offer him the infrastructure and operational capabilities that he needs.

Team of Defense Experts Maps Ouster of Saddam

By Elaine Sciolino
and Patrick E. Tyler
New York Times Service

WASHINGTON — A tight-knit group of Pentagon officials and defense experts outside the U.S. government is working to mobilize support for a military operation to oust President Saddam Hussein of Iraq as the next phase of the war against terrorism, according to senior Bush administration officials and defense experts.

The group, which some in the State Department and on Capitol Hill refer to as the "Wolfowitz cabal" after the deputy secretary of defense, Paul Wolfowitz, is laying the groundwork for a strategy that envisions the use of air support and the occupation of southern Iraq with American ground troops to install an Iraqi opposition group based in London at the helm of a new government, the officials and experts said.

Under this notion, American troops would also seize the oil fields around Basra, in southeastern Iraq, and sell the

oil to finance the Iraqi opposition in the south and the Kurds in the north, a senior official said. "The takeover would not be dissimilar to the area we occupied in the Gulf War," the official said.

The group is building its case despite President George W. Bush's declaration that the war against Afghanistan and Osama bin Laden's terrorist network must be fought first. The idea is to prepare for what its members see as the coming debate over the next phase of the war.

The group has largely excluded the State Department, where Secretary of State Colin Powell has adamantly argued that such an attack would destroy the international coalition Mr. Bush has assembled.

"Our focus is on Afghanistan and the terrorist network hiding in Afghanistan right now," Mr. Bush said Thursday night at his news conference. But he called Mr. Saddam "an evil man."

"After all, he gassed his own people," Mr. Bush added. "We know he's been developing weapons of mass destruc-

tion." He said the administration was watching Mr. Saddam "very carefully."

On Sept. 19 and 20, the Defense Policy Board, a prestigious bipartisan board of national security experts that advises the Pentagon, met for 19 hours to discuss the ramifications of the attacks of Sept. 11.

The members of the group agreed on the need to turn to Iraq as soon as the initial phase of the war against Afghanistan and Mr. bin Laden's organization is over, people familiar with the meetings said. Both Defense Secretary Donald Rumsfeld and Mr. Wolfowitz took part in the meetings for part of both days.

But while the group agreed on the goal of ousting Mr. Saddam, it included a discussion of the many political and diplomatic obstacles to military action.

"If we don't use this as the moment to replace Mr. Saddam after we replace the Taliban, we are setting the stage for disaster," Newt Gingrich, the former speaker of the House and a member of the group, said in an interview.

Richard Perle, who shares Mr. Wolfowitz's view that the Iraqi regime should be overthrown quickly with military force, said: "This has never been a fringe issue."

Neither Mr. Gingrich nor Mr. Perle discussed the substance of the meeting.

Other members of the group expressed concern that they might be pawns in what had become a bureaucratic battle. "Both Pentagon and State are probably using us to continue to support their arguments," said a member of the group.

The 18-member board includes Harold Brown, President Jimmy Carter's defense secretary; former Secretary of State Henry Kissinger; James Woolsey, director of central intelligence in the Clinton administration; Admiral David Jeremiah, the former deputy chairman of the Joint Chiefs of Staff; former Vice President Dan Quayle, and James Schlesinger, a former defense and energy secretary.

The State Department, including officials who work on Iraq policy, was not briefed on the two-day meeting.

There are other signs of bureaucratic disarray with relation to setting policy regarding the war on terrorism.

The White House inserted a far-reaching sentence into a letter from Ambas-

sador John Negroponte, chief U.S. envoy to the United Nations, to the Security Council last Sunday, senior administration officials said.

"Powell was surprised to find out about it and he was quite distressed," a senior administration official said.

The State Department determined that Stephen Hadley, the deputy national security adviser, inserted the sentence, and that Mr. Negroponte and at least two senior officials in the State Department saw the final version of the letter but did not change it, officials said.

The letter put the Security Council on notice that the United States might have to retaliate against other state sponsors of terrorism if it turned up new evidence, stating: "We may find that our self-defense requires further action with respect to other organizations and other states."

In another development, the Knight Ridder newspaper group reported Thursday that senior Pentagon officials authorized Mr. Woolsey to fly to Lon-

don last month on a government plane, accompanied by Justice and Defense Department officials, on a mission to gather evidence linking Mr. Saddam to the Sept. 11 attacks.

The State Department was unaware of the trip but later confirmed that it did take place, a senior State Department official said.

In a conversation Wednesday, Mr. Woolsey suggested that he was building a legal case against Iraq. "The first thing we have to do is develop some confidence that Iraq is involved in terrorist incidents against us, not meaning Sept. 11," he said.

Mr. Woolsey cited Iraq's alleged involvement in the assassination attempt against former President George Bush in the spring of 1993, together with its work to develop weapons of mass destruction as terrorist acts that made them "a prime candidate for regime replacement."

The Saddam Connection: Time for a Closer Look at the Evidence

By Jim Hoagland

WASHINGTON — Eight years have passed since Abdul Rahman Yasin bade a hasty farewell to New York and flew to Baghdad. There he found a niche in Saddam Hussein's police state and has apparently lived a quiet, secluded life ever since.

If President George W. Bush is serious about the war he has declared on terrorists and those who harbor them, that must change. The fate of Abdul Rahman Yasin — and his Iraqi sponsors — becomes a key measure of this White House's commitment to stamping out terrorism with a global reach.

Mr. Bush on Wednesday named Yasin as one of the world's 22 most wanted terrorists for his role in the 1993 bombing of the World Trade Center. Mr. Bush's list is headed by Osama bin Laden and his cohorts in Qaida, the terror group accused of finishing the destruction of the New York landmark begun by Yasin and others.

There is no doubt about Yasin's whereabouts after the 1993 outrage. The FBI agents who perfunctorily questioned Yasin in New York and were conned by his pleasant manner

quickly understood their mistake in letting him go. They got his brother to telephone Yasin in Baghdad repeatedly to ask him to come back for more questioning. Guess what? Yasin sent his regrets.

In 1998 then-FBI Director Louis Freeh said publicly that the fugitive was "hiding in his native Iraq." The Iraqi National Congress, the leading anti-Saddam movement, earlier obtained a photograph of Yasin in Baghdad and provided it to Washington. Every indication points to Yasin's not having left Iraq since then, a senior U.S. official tells me.

The visibility that Mr. Bush has focused on Yasin stands in welcome contrast to the quiet neglect and bungling that marked the handling of this case by the FBI and CIA during the Clinton years.

But publicity is only a first step. Tom Ridge, the homeland defense chief, must break down the bureaucratic walls and defensive reactions that have crippled what should be a key component of the U.S. anti-terror campaign: a thorough examination of the accumulating evidence of Iraq's

role in sponsoring the development on its soil of weapons and techniques for international terrorism.

Exploring this role was given low priority by U.S. agents as it became clear the Clinton White House did not want to hear about or deal seriously with Iraq. Defectors ranging from Khidhir Hamza, one of Saddam's chief nuclear scientists, to lowly intelligence officers have been met with a cold shoulder and reluctance by the FBI and CIA, to listen to, assess and then share the information about terrorism the defectors possess.

Take Sabah Khálifa Khodada Alami, a 47-year-old former Iraqi army captain who defected in 1999. Mr. Alami guardedly outlined to me here Wednesday details of the training given for airliner hijacking and assassinations in the Salman Pak area of Baghdad while he was there. Discussing Iraq's links to terrorism with an American was a novel experience, Mr. Alami said. The Immigration and Naturalization Service official who interviewed him in Turkey for his refugee visa did not probe his military specialties.

More surprising: An Iraqi intelligence officer who has told the Iraqi National Congress of specific sightings of "Islamicists" training on a Boeing 707 parked in Salman Pak as recently as September 2000 says he was treated dismissively by CIA officers in Ankara this week.

They reportedly showed no interest in pursuing a possible Iraq connection to Sept. 11.

Neither defector presented a smoking gun tying Iraq to the Qaida terror assault. And neither is an angel who should be believed automatically. Moreover, focusing on Qaida and Afghanistan now is the right immediate priority for Mr. Bush.

But the mounting evidence of Iraqi involvement in the brand of terror practiced by Qaida can no longer be swept under the rug or minimized.

Abdul Rahman Yasin's presence in Baghdad makes Iraq part and parcel of this war on killers and their protectors. It is time for Washington to act on knowledge postponed but now inescapable.

The Washington Post.

INTERVIEW:

Dizayee says no Kurdish state, federal solution sought

KDP: Disintegration of Iraq to the detriment of Kurds

Ilnur Cevik

The Kurds of Iraq say they want to strengthen and guarantee the unity of Iraq and declare that the disintegration of this country would only be to the detriment of their people.

Speaking to the Turkish Daily News in an exclusive interview KDP Ankara Representative Safeen Dizayee said the speculations that the Kurds would proclaim a state in northern Iraq if the war against terrorism spread into Iraq was provocative and an insult to the Iraqi people as a whole and the Kurds in particular.

Dizayee explained that the KDP, in its 55 years of existence, "has followed a realistic policy within the Republic of Iraq and it has struggled politically and militarily to achieve the rights of over five million Kurds living in Iraq."

Dizayee said that the KDP led by Masoud Barzani believes in the unity and territorial integrity of Iraq. "Within a united and democratic Iraq, the KDP seeks a federal solution to the existing Kurdish problem. At the same time we wish to see the rights of every individual in future Iraq to be guaranteed; our Arab, Assyrian, Chaldean, and Turkoman brothers alike. Other Kurdish groups have adopted similar policies."

The KDP representative stressed: "The disintegration of Iraq will be to the detriment of the Kurds before Arabs and other ethnic groups. Therefore we in the KDP have adopted a policy which will not only preserve the unity of Iraq but will strengthen and guarantee it."

Dizayee said he is aware that there are concerns voiced in the Turkish press and among analysts that the Kurds may proclaim a separate state in northern Iraq if the war against terrorism engulfs this country and that the Turks vehemently oppose this and may regard it as a cause of war.

"These concerns and wild scenarios are unnecessary at a time when the public has better things to preoccupy themselves with like the struggle to survive the harsh and unfortunate economic crisis. Such accusations are provocative and an insult to the Iraqi people as a whole and the Kurds in particular," he concluded.

Dizayee's comment came amid reports last week that the United States would turn its attention to Iraq and attack this country for harboring terrorists. Turkish analysts felt that if the attack against Iraq topples the Saddam regime and the country is plunged into chaos the Kurds would opt to set up their separate state.

The United States has given assurances to Turkey that Iraq will not be the next target after Afghanistan, and the British have said they have found no links between Baghdad and the groups linked to Osama bin Laden who allegedly attacked the United States on Sept. 11.

Interviewed on CNN's "Larry King Live," Ecevit said an attack on Iraq would risk partitioning of the country which would destabilize the Middle East region and threaten Turkey's stability

Ecevit strongly opposes Iraq attack

Turkish Prime Minister Bulent Ecevit spoke out strongly on Tuesday against any attack on Iraq in the present war on global terrorism.

Interviewed on CNN's "Larry King Live," Ecevit said an attack on Iraq would risk partitioning of the country which would destabilize the Middle East region and threaten

Turkey's stability.

Asked if he feared a U.S. led attack on Iraq, Ecevit replied: "I hope not because that would destabilize our region, the Middle East, very much, and it could lead to the partitioning of Iraq which in the meantime could create problems for Turkey, for Turkey's independence or territorial integrity."

Media reports have said some hard-line members of President George W. Bush's administration have recommended Iraq should be attacked like Afghanistan because they believe Baghdad is linked to the present wave of global terrorism.

"We don't see any reason for attacking Iraq at all," Ecevit said. "It is in a sense under full control."

Washington - Reuters

Un ex-général irakien accusé de massacres avait appelé à la chute du régime



AMMAN, 18 oct (AFP) - 17h21 - Un ancien général irakien réfugié au Danemark, où il est interrogé par la police sur son implication présumée dans des massacres de Kurdes, avait appelé en 1996 à Amman à renverser le président Saddam Hussein.

Nizar al-Khazraji avait fait défection en avril 1996 en Jordanie, où il avait accordé à l'AFP une interview, dans laquelle il appelait à la chute du régime irakien.

Chef d'état-major de juillet 1987 à septembre 1990, il avait estimé que "l'armée était seule capable d'opérer un changement de régime en Irak".

M. Khazraji avait affirmé avoir quitté l'Irak "en raison de l'impossibilité d'œuvrer pour un changement de régime de l'intérieur, où la surveillance des individus est permanente et tout contact considéré suspect".

Le transfuge n'avait pas ménagé ses critiques contre le président Hussein et de famille.

"C'est une clique de voleurs et d'assassins qui vit dans des paradis artificiels sans ménager les sentiments du peuple", avait-il déclaré.

Il avait affirmé avoir été relevé de ses fonctions et nommé conseiller à la présidence pour avoir exprimé des réticences face à l'invasion irakienne du Koweït le 2 août 1990.

En 1999, à l'instar de plusieurs opposants irakiens installés en Jordanie, l'ancien officier avait quitté ce pays où il ne se sentait plus en sécurité en raison de l'influence irakienne.

M. Khazraji s'était rendu au Danemark, où il a demandé l'asile politique en juin 1999, et obtenu une "autorisation de séjour toléré", car il risquait une condamnation à mort dans son pays.

Agé aujourd'hui de 62 ans, il a été accusé par des réfugiés kurdes au Danemark d'être responsable des bombardements à l'arme chimique des villes et villages kurdes du nord de l'Irak qui ont fait 5.000 morts.

Le procureur du Danemark a ordonné une enquête sur les agissements de l'ex-officier de 1986 à 1990 avant une éventuelle inculpation pour crimes contre l'humanité.

M. Khazraji a nié ces accusations, affirmant qu'il n'avait "rien à voir avec ces massacres".

Interpellation de 37 militants de la mouvance pro-kurde



ANKARA, 18 oct (AFP) - 12h15 - La police turque a interpellé 37 personnes, la plupart membres du parti pro-kurde de la Démocratie du Peuple (HADEP), lors d'une descente dans des locaux du parti dans la province d'Izmir (ouest), a annoncé le HADEP jeudi.

L'opération s'est déroulée mercredi à Cigli lors d'un séminaire d'éducation politique destinés aux dirigeants de la branche de la jeunesse du HADEP, a précisé un communiqué.

La police n'a pas donné de raison à l'opération. Parmi les interpellés figurent 30 dirigeants de la branche des jeunes du HADEP ainsi que d'autres militants pro-kurdes et des invités du séminaire, selon le HADEP.

"Nous condamnons fermement ce raid (...) et demandons la libération immédiate de nos amis", souligne le communiqué.

Le HADEP est régulièrement en butte au harcèlement des autorités qui l'accusent de collusion avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), la rébellion armée qui s'est battue pendant 15 ans pour une autonomie kurde dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Le HADEP, qui plaide pour plus de libertés et de droits culturels pour les Kurdes, rejette cette accusation.

Il est sous le coup d'une procédure d'interdiction en justice pour ses liens présumés avec le PKK.

Three Turkish special forces members lost their lives, stepping on landmines, during an uninformed operation in Northern Iraq, regional sources say

Disagreement escalates between Turkish military and KDP

SAADET ORUC

Military ties between Turkey and the Massoud Barzani-led Kurdistan Democratic Party (KDP) forces in northern Iraq, which was initially established in 1992, is passing through a period of mutual disagreement, since the KDP refused to cooperate with the Turkish military in new cross border raids in northern Iraq.

The lack of coordination between the Turkish military and the KDP resulted with the death of three members of Turkish Special Forces, two weeks ago, when a group of 200 special forces members, who were trying to enter northern Iraq, crossed an area riddled with land mines close to the Berwari region, regional sources told the Turkish Daily News.

Two soldiers were injured during the same incident.

As a result of the above mentioned incident, Turkish Armed Forces (TSK) pulled back the 200 special forces units and only a liaison official was left in the region.

However, TSK deployed land forces on the Turkish side of the border, replacing gendarmerie units, sources say.

Aksam Daily carried out a report on Monday stating that a unit from TSK with expertise in fighting terrorism, was sent to Silopi and partial alert was initiated by the army.

TSK has a colonel stationed in Northern Iraq.

Reportedly, since the beginning of the year 2000, TSK have been planning a cross-border operation in Northern Iraq, for which the KDP was seen to be reluctant.

Claiming that there was no need for a crossborder move in the area, the KDP was drawing attention to the PKK presence in Iran and the PUK region, which was reportedly much more than the PKK elements in the KDP controlled area.

Between Sept. 20-22, the Turkish commander based in Silopi visited Massoud Barzani in Salahattin and there has been broad contacts, where the Turkish commander was informed about developments in the region.

Back to the year 1992

For the first time in 1992, which was recorded as the period with intensive fighting against the PKK, TSK established links with the KDP.

In Aug. 1995, during PKK clashes with the KDP, TSK reportedly refrained from supporting the Iraqi Kurds, according to regional sources.

But, ties were refreshed in 1996, which have lasted for three years.

The opposition by KDP to frequent demands from TSK to launch crossborder raids in the region opened the first crash in the strong cooperation between the Turkish Army and KDP.

Ankara - Turkish Daily News

Washington enquête sur un possible lien entre l'anthrax et l'Irak

Saddam Hussein, le suspect habituel

LE FIGARO MERCREDI 17 OCTOBRE 2001

Luc de Barochez

Parmi les suspects habituels, il occupe une place de choix. Saddam Hussein, le président irakien, a-t-il un lien avec les cas de contamination à la maladie du charbon ? Un haut responsable américain a indiqué que les États-Unis enquêtaient. Il est vrai qu'on ne prête qu'aux riches. Saddam Hussein a déjà utilisé des armes chimiques contre ses propres citoyens, en gazant des Kurdes en 1988 à Halabja. L'Irak dispose de stocks d'anthrax. En 1995, il a reconnu en avoir produit des quantités importantes, à l'aide, d'ailleurs, de cultures obtenues tout à fait légalement, dans les années 80, aux États-Unis.

Rien, à ce stade, ne vient étayer une piste irakienne. Pourtant, dans les cercles dirigeants de Washington, certains sont tentés d'impliquer le maître de Bagdad. Histoire de profiter de la campagne antiterroriste en cours pour l'éliminer.

Une guerre de tranchées oppose depuis les attentats du 11 septembre les modérés et les faucons au sein de l'administration américaine. Les

premiers, autour du secrétaire d'État Colin Powell, veulent concentrer la riposte sur Oussama ben Laden et l'Afghanistan. Les seconds, emmenés par le numéro deux du Pentagone, Paul Wolfowitz, souhaitent étendre les frappes militaires à l'Irak. Pour en finir une fois pour toutes avec

Le soutien fragile apporté par les pays musulmans au président américain pourrait s'effondrer si les États-Unis frappaient Bagdad

Saddam Hussein, qui nargue les États-Unis depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

Le président irakien est le seul dirigeant arabe à avoir refusé de condamner les attentats qui ont fait plus de 5 500 tués à New York et Washington. George W. Bush l'a qualifié d'« homme diabolique ».

Cependant, le soutien fragile apporté par les pays musulmans à la croisade antitaliban du président américain pourrait s'effondrer si les États-Unis frappaient

Bagdad. L'hypothèse préoccupe les voisins de l'Irak. « Nous ne voulons pas que cette opération s'étende à l'Irak. Mais une telle éventualité existe », a admis le vice-premier ministre turc Mesut Yilmaz.

Pour l'instant, la Maison-Blanche garde le dossier sous le coude. Elle a été incapable d'établir un lien entre Bagdad et les attaques du 11 septembre. Les services de renseignement américains disent avoir eu vent de deux rencontres entre un agent

irakien et l'Égyptien Mohamed Atta, l'un des exécutants des attentats, en juin 2000 et avril 2001 à Prague. Mais cela n'implique pas forcément l'Irak.

La conseillère du président américain pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, a indiqué hier que les États-Unis se contentaient pour le moment de « surveiller l'Irak ». Elle a accusé Saddam Hussein de reconstituer ses stocks d'armes de destruction massive, depuis qu'il a expulsé d'Irak, fin 1998, les inspec-

teurs de l'ONU. « Cela nous inquiète », a-t-elle dit.

Les États-Unis laissent la porte ouverte à une frappe de l'Irak dans une étape ultérieure. Ils ont déjà prévenu, par lettre, le Conseil de sécurité de l'ONU : « Nous pourrions arriver à la conclusion que notre autodéfense nécessite une action supplémentaire visant d'autres organisations ou États. »

La Grande-Bretagne, qui participe avec les États-Unis aux raids quasi quotidiens pour faire respecter les zones d'exclusion aérienne dans le nord et le sud de l'Irak, commence à prendre conscience de l'impact désastreux de cette politique dans le monde arabe. Elle engage les États-Unis à la modération.

« Nous n'avons aucun projet d'attaquer quelque pays que ce soit, hormis l'Afghanistan », a déclaré hier le secrétaire au Foreign Office, Jack Straw. Il a reconnu que « certaines personnes aux marges de l'administration (américaine) en parlent », mais il a observé « qu'aucune preuve de culpabilité (de l'Irak) dans les événements du 11 septembre n'a été apportée ». Saddam Hussein peut encore dormir sur ses deux oreilles.

La "commission de réconciliation arméno-turque" a bien été financée par le Département d'État américain

La rumeur courait depuis quelques temps, soupçonnant le Département d'État américain d'avoir financé la "commission de réconciliation arméno-turque" créée en juillet dernier à Genève, dont les six membres turcs et les quatre membres arméniens prétendent promouvoir, à titre privé, le dialogue entre la Turquie et l'Arménie jusqu'à les engager sur la voie d'une réconciliation. Elle avait été régulièrement démentie par le Département d'État, jusqu'à ce qu'un rapport d'une commission parlementaire américaine, rendu public samedi dernier, ne lui donne un troublant air de vérité. Le rapport de quatre pages, préparé en réponse à une enquête du Congrès par son Service de recherches (Congressional Research Service, CRS), intitulé "La commission de réconciliation turco-arménienne et le rôle des États-Unis", constate notamment que la réaction turque à la création de ladite commission avait été "généralement positive" alors que la réaction arménienne était "bien plus négative que positive". Quant à la question du



17 OCTOBRE 2001

financement de la commission par des fonds du Département d'État américain, le rapport du CRS est très clair: il indique que le "Département a offert son assistance financière pour soutenir les activités de la Commission comme il dit le faire pour soutenir d'autres initiatives visant à encourager le dialogue au sein de la société ou entre les peuples". Ce financement aurait pris la forme d'une "aide accordée à l'Université américaine dans le cadre d'un programme pour la résolution de conflits qui soutient les activités de la commission".

Ce rapport vient donc démentir les assurances pourtant prodiguées par des représentants de l'administration américaine à l'Armenian National Committee (CDCA des États-Unis) selon lesquelles elle n'aurait eu aucun rôle ni dans la création ni dans les activités de la commission. Ces représentants auraient par ailleurs admis qu'ils considéraient cette instance comme un instrument en vue d'éviter que la question de la reconnaissance ne soit à nouveau débattue au Congrès des États-Unis. Cette commission semble avoir manifesté d'ailleurs une capacité de nuisance au-delà des États-Unis, puisqu'elle a été mise en avant par le dernier rapport du Parlement européen sur les "progrès réalisés par la Turquie sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne", préparé par Alain Lamassoure, pour se substituer à l'appel lancé à la Turquie à reconnaître le génocide des Arméniens contenu dans le précédent rapport. Les députés européens doivent se prononcer le 24 octobre prochain sur ce rapport qui a été approuvé en l'état par la Commission parlementaire européenne concernée, et ce financement par le Département d'État ne devrait pas manquer de les intéresser avant le vote final.

Les membres de la prétendue commission de réconciliation ont de leur côté nié lundi avoir connaissance d'un tel financement, tout en admettant ne pas avoir été surpris par les conclusions du rapport du CRS, eu égard au soutien affiché par les autorités américaines à cette initiative controversée.

TURQUIE La bordure méprisée de l'Occident

Sur le port d'Istanbul, le grand écrivain turc Orhan Pamuk a entendu, le 11 septembre, la voix des humiliés de ce monde. Aucun d'entre eux n'avait de sympathie pour l'Amérique blessée.

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG
Munich

Chez l'homme, me semble-t-il, les catastrophes renforcent le sentiment d'appartenance commune. Après le grand incendie qui a ravagé Istanbul, pendant mon enfance, ou après le tremblement de terre d'il y a deux ans, je me suis aussitôt senti poussé à partager le désastre, à en parler avec d'autres. Cette fois, tandis que les tours jumelles de New York s'abîmaient dans les flammes, je me trouvais dans un café stambouliote plein de cochers de fiacre, de tuberculeux, de dockers, et, là, devant la télévision, je me suis senti affreusement seul.

■ **Amertume**
"Je ne reconnais plus le monde arabe", constate Edward Walker, ancien secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, dans une lettre ouverte parue après les attentats du 11 septembre dans Al Hayat. "Nous réjouissons dans les rues lorsque des civils palestiniens ou arabes se font tuer ? Non, bien sûr. Vous pouvez critiquer notre politique tant que vous voulez. Mais ces manifestations choquantes de solidarité avec les terroristes troublent le sentiment d'humanisme commun qui devrait nous unir."

Les chaînes turques retransmettaient le drame en direct. Dans le café, les consommateurs suivaient les images avec un étonnement distancié. Surpris, mais pas abattus. Un instant, j'ai failli me lever pour leur dire : *"J'ai vécu au milieu de ces immeubles, je me suis promené sans le sou le long de ces rues."* Mais, comme dans un rêve, j'ai été incapable d'émettre un seul son.

N'en pouvant plus, je suis sorti. Dans la foule qui attendait près de l'embarcadere des vapeurs municipaux, une femme pleurait. A l'humeur de cette femme, aux regards de ceux qui l'entouraient, j'ai immédiatement su qu'elle ne pleurerait pas parce qu'elle connaissait quelqu'un à Manhattan, mais parce que la fin du monde était proche. Quand j'étais enfant, alors que la crise des missiles à Cuba semblait devoir déclencher la Troisième Guerre mondiale, j'avais vu pleurer des femmes en proie au même désespoir pendant que les petits-bourgeois stambouliotes stockaient des nouilles dans leurs garde-manger.

Plus tard, dans la rue, j'ai rencontré l'un de mes voisins. *"Orhan Bey, tu as vu, ils ont lancé une bombe sur l'Amérique"*, me dit-il, avant d'ajouter avec rage : *"Et ils ont bien fait !"* Ce vieil homme, loin d'être un fervent musulman, s'efforce de survivre en effectuant de petites réparations et des travaux de jardinage. Le soir, après un verre, il rentre chez lui et se dispute avec sa femme. Il n'avait même pas vu les terribles images à la télévision. Tout ce qu'il savait, c'est que quelqu'un avait fait du mal aux Américains. Par la suite, j'ai assisté à bien d'autres éclats de colère, comme celui du vieil homme

qui, sans nul doute, l'a regretté dès le lendemain. Entendons-nous bien : comme ailleurs, tous en Turquie affirment à quel point ce terroriste est barbare, à quel point ces actes sont répugnants et horribles. Mais, une fois ces mots exprimés, ces mots qui condamnent l'assassinat d'innocents, on ajoute, sur un ton honteux ou au contraire emporté, des critiques qui commencent par un "mais" et prennent pour cible le rôle politique et économique de l'Amérique dans le monde.

Chacun le sait : quand l'armée américaine bombarde l'Afghanistan pour calmer sa propre population, cela ne fait qu'envenimer le conflit factice entre "Orient" et "Occident", et cela sert précisément ce terrorisme que l'on prétend punir. Il est moralement inacceptable de vouloir remettre en question la domination américaine en assassinant sans pitié des innocents ; mais il nous appartient de nous interroger pour savoir pourquoi, parmi les populations démunies de la planète, parmi les nations défavorisées qui ne peuvent prendre en charge leur propre histoire, des millions de gens détestent à ce point l'Amérique et pourquoi cette haine est à ce point aveugle.

Il est vrai que, dans nombre de pays du tiers-monde et du monde musulman, on a recours à l'antiaméricanisme pour détourner les populations de l'échec de la démocratie et renforcer le pouvoir des dictateurs locaux. Qui lutte pour imposer une démocratie laïque dans les pays musulmans ne peut que se sentir découragé quand l'Amérique entretient des liens étroits avec des sociétés fermées qui, comme l'Arabie Saoudite, se comportent comme si elles s'étaient juré de démontrer au reste du monde qu'islam et démocratie sont incompatibles. Tout comme un antiaméricanisme de surface - en Turquie, par exemple - permet de faire oublier que les gouvernants gaspillent par fraude et incompetence l'argent qu'ils reçoivent des organismes de financement internationaux et que la fracture entre riches et pauvres a atteint des proportions insupportables.

Cependant, ceux qui approuvent aujourd'hui des opérations militaires qui font avant tout la démonstration de la puissance guerrière des Etats-Unis et sont censées "donner une leçon" aux terroristes, ceux qui discutent à la télévision des cibles des bombardements américains en s'en délectant comme d'un jeu vidéo, ceux-là doivent savoir que des mesures militaires irréflechies ne feront que favoriser l'hostilité ressentie envers l'Occident par des millions d'habitants des pays musulmans et des régions les plus pauvres du globe, qu'elles ne feront qu'accroître leur sentiment d'infériorité et d'impuissance. Le terrorisme, mélange de barbarie historique et de créativité monstrueuse, ce ne sont ni l'islam ni la pauvreté qui le nourrissent, mais ce sentiment d'impuissance, d'infériorité qui s'est répandu comme un cancer dans les pays du tiers-monde.

Jamais, dans toute l'histoire de l'humanité, la différence entre riches et pauvres n'a été aussi marquée. On peut dire, bien sûr, que la richesse des pays industrialisés est le fruit de leur réussite et n'est en rien liée aux pauvres de ce monde. Mais, autrefois, la vie des riches n'était pas à ce point étalée sous les yeux des pauvres, comme aujourd'hui avec la télévision et le cinéma. Un citoyen moyen d'un pays musulman pauvre sans démocratie, un fonctionnaire dans un quelconque pays du tiers-monde qui peine à joindre les deux bouts ne sait qu'une chose : il ne profite pratiquement pas de la richesse du monde et il est condamné à mener une vie qui, comparée à celle de "l'Occident", est infiniment plus dure et plus courte. Il ne lui vient évidemment pas à l'idée de se dire que sa misère est due à sa propre faute ou à celle de son père et de son grand-père.

"J'AI PEUR DE L'ÉGOÏSME SATISFAIT ET PHARISIEN DE L'OUEST"

L'Occident n'a hélas guère conscience de ce sentiment d'humiliation dans lequel vit la grande majorité de la population du monde et qu'elle doit maîtriser, au risque de perdre l'esprit ou de basculer dans le terrorisme, le radicalisme nationaliste ou le fondamentalisme.

Aujourd'hui, le problème de l'Occident n'est pas tant de savoir sous quelle tente, dans quelle ruelle de quelle ville lointaine quel terroriste prépare sa prochaine bombe, pour pouvoir l'arroser de bombes à son tour ; le problème de l'Occident, en fait, est de comprendre les états d'âme de cette majorité pauvre, rabaisée et constamment dans le "non-droit" - cette majorité qui ne vit pas dans le monde occidental.

Les discours belliqueux et les opérations militaires montées à la hâte ne peuvent avoir que l'effet contraire. Nouvelles mesures pour l'obtention des visas, dispositifs policiers qui visent à gêner le déplacement des ressortissants des pays pauvres, méfiance vis-à-vis de tout ce qui est musulman, slogans agressifs qui mettent à la même enseigne civilisation islamique, terreur et fanatisme : tout cela éloigne chaque jour davantage la planète de la paix. Quand un pauvre vieillard d'Istanbul, ne serait-ce que dans un instant de colère, se félicite des attentats à New York, quand un jeune Palestinien victime de la pression israélienne se laisse emporter par son admiration pour les talibans et défigure des femmes à l'acide, tout cela n'a rien à voir avec la civilisation musulmane, ni avec l'absurdité que l'on présente comme un conflit entre Orient et Occident, ni même avec la pauvreté, mais avec le sentiment d'être dans une voie sans issue, d'être humilié, de ne pas être écouté.

De la même façon, les riches modernistes qui ont fondé la République turque ont réagi à la résistance des régions pauvres et arriérées non pas en essayant de comprendre, mais en déployant la police et l'armée. La modernisation incomplète a accouché en Turquie d'une démocratie où règne l'incompréhension.

Quand partout naît l'impression que le monde entier est appelé à une guerre entre Orient et Occident, j'ai peur que la planète ne soit à terme régie, comme la Turquie, par un état d'urgence perpétuel. J'ai peur que l'égoïsme satisfait et pharisien de l'Occident n'oblige le reste du monde à se dire, comme le personnage de Dostoïevski dans le souterrain, que deux et deux font cinq.

Orhan Pamuk

La Turquie est prête à envoyer ses soldats en Afghanistan

Le soutien d'Ankara au général Dostum

Istanbul : **Éric Biegala**

Aider l'Alliance du Nord et, le cas échéant, participer à une force de maintien de la paix : tels sont les deux axes suivis par Ankara dans le cadre de l'opération « Liberté inimmuable ». Membre de l'Otan, la Turquie demeure de loin le

pays musulman le plus en pointe dans son soutien à Washington. Une délégation d'officiers turcs est en mission au QG de Tampa en Floride ; ils sont les seuls officiers musulmans à y avoir été invités, rappelait mercredi le premier ministre Bülent Ecevit. Les services de renseignements partagent leurs sources avec la CIA.

La Turquie est présente de

longue date en Asie centrale. Dès 1919, le roi Amânollâh fait appel à des officiers turcs pour moderniser l'armée afghane. L'influence d'Ankara se délite après la chute du souverain réformateur mais elle reprend de plus belle en 1980 : les réfugiés Afghans d'ethnie turkmène ou ouzbèke turcophone fuyant les avancées soviétiques sont accueillis à bras ouverts par An-

kara.

Dans les années 90, l'effondrement de l'URSS et la naissance des républiques d'Asie centrale redonne de l'élan à l'idéal pan-touranien. Missions commerciales, diplomatiques et militaires se succèdent auprès des pays turcophones, particulièrement l'Ouzbékistan. Depuis un an, des accords de sécurité lient les deux pays et Ankara livre à Tachkent du matériel militaire pour l'aider à lutter contre l'opposition armée du Mouvement islamique ouzbèke.

En Afghanistan, la diplomatie turque dispose d'un envoyé spécial permanent auprès des forces de l'Alliance du Nord mais Ankara a depuis longtemps fait de Rachid Dostum, le

LE FIGARO
SAMEDI 20 - DIMANCHE 21 OCTOBRE 2001

leader ouzbèke de Mazar-e Charif, son favori. C'est en Turquie qu'il viendra se réfugier lorsque les taliban lui prendront le principal bastion du Turkestan afghan en 1997-1998. Ankara apporte une aide logistique et financière au chef de guerre dont les troupes seraient les mieux équipées et les mieux entraînées de l'Alliance du Nord. Jusqu'à une date récente la Turquie était également présente en territoire sous contrôle taliban, notamment grâce à une demi-dizaine d'écoles et de lycées financés par des milieux proches de la secte « Nur ». Ces établissements ont été fermés en mai dernier, les taliban leur reprochant de distiller une propagande nationaliste pan-turque.

Certains en Turquie estiment que les opérations américano-britanniques sont l'occasion rêvée de reprendre pied dans la

région : « *Debout la Turquie !* », enjoignait jeudi le quotidien *Ortadogu*, proche de l'extrême droite gouvernementale... Et le journal d'expliquer qu'« avec la guerre en Afghanistan l'Occident a lancé une offensive diplomatique dans la région alors qu'Ankara oublie les républiques turques ». De l'autre côté du spectre politique, l'éditorialiste Mehmet Ali Birand questionnait le bien fondé des dépenses militaires turques, demandant si celles-ci ne devaient servir qu'à « ajuster les équilibres politiques internes ou à nous protéger du terrorisme, en Turquie comme à l'étranger ».

Du côté des gouvernants, les « colombes » semblent pourtant l'emporter. Le Parlement a récemment entériné un décret permettant d'envoyer les troupes turques à l'étranger mais le ministre de la Défense a

prévenu qu'il ne s'agissait en aucune manière de s'engager dans le conflit. S'adressant aux membres de son groupe parlementaire jeudi, le premier ministre Bülent Ecevit a déclaré que les opérations au sol des forces étrangères seront difficiles en Afghanistan mais que celles « des forces de l'opposition [afghane] pourraient être couronnées de succès », le chef du gouvernement estimant que la Turquie doit jouer un rôle de médiateur entre les différentes factions.

Ankara plaide donc pour un soutien accru à l'Alliance du Nord et se propose comme intermédiaire. La presse turque a spéculé qu'un contingent de

50 à 800 hommes pourrait être envoyé pour former les combattants de l'Alliance. Le ministre des Affaires étrangères İsmail Cem s'est déclaré favorable à l'envoi de soldats turcs en Afghanistan dans le cadre d'une force de maintien de la paix « musulmane ». « Nous pourrions envoyer une mission dans les régions de l'Afghanistan qui sont en paix et y concentrer notre aide de manière à ce qu'elle serve d'exemple », expliquait-il au sortir de ses entretiens avec Jack Straw, le ministre britannique des Affaires étrangères en visite à Ankara. Un soutien limité, dans un premier temps, à quelques zones du territoire afghan possède ses partisans à Washington. Les adversaires d'une telle stratégie estiment au contraire qu'elle accélérerait la partition du pays.

Advance the Story About How Saddam's Men Help the Terrorists

By William Safire

WASHINGTON — Veteran reporters and creaking commentators have a single goal in writing about great events: Advance the story. Unearth facts that policy-makers do not want to know.

For years, U.S. officials kept mum about the duplicity of Saudi Arabia in financing anti-U.S. incitement. But because The New Yorker's Seymour Hersh, the oldest investigative reporter alive, held his ear trumpet to America's ultrasecret Big Ear, we now have telephone intercepts between Prince Bandar, the Saudi ambassador in Washington, and his father, the defense minister. The Saudis never have been on America's side in the war on terror. American leaders have long known it but most Americans did not.

What about a connection between Osama bin Laden and Saddam Hussein? Because the Scowcroft set at the National Security Council is still in denial about its blunder a decade ago that permitted Saddam to stay in power, the CIA professes to see no collaboration in Baghdad.

That wearing of blinders by U.S. intelligence agents was recently revealed by the Washington Post columnist Jim Hoagland, who interviewed a defector from Saddam's elite

militia now in the United States who recounted the hijacking and assassination training carried out in the Salman Pak suburb of Baghdad.

This was independently confirmed by an Iraqi ex-intelligence officer now in Turkey who reported "Islamicists" training on a Boeing 707 in Salman Pak only a year ago.

Both sources were unsought or dismissed by CIA and FBI officials aware of topside resistance to evidence of Saddam-bin Laden connections.

Allow another journa-geezer to dodder in with a few more details to advance the unwelcome story. Faruq Hijazi, in 1994 Saddam's secret service director and now his ambassador to Turkey, has had a series of meetings with bin Laden. These began in Sudan and continued in Afghanistan. The conspiracy was furthered in Baghdad in 1998 between bin Laden's No. 2 man, Ayman el-Zawahiri, and Saddam's vice president, Taha Yasin Ramadan.

To strengthen Saddam's position in the Arab world during his 1998 crisis with the United Nations, bin Laden established the "World Islamic Front for Jihad Against the Jews and the Crusaders." The Muslim-in-

name Iraqi dictator reciprocated by promising secure refuge in Iraq for bin Laden and his key lieutenants if they were forced to flee Afghanistan.

Bin Laden sent a delegation of his top Qaida terrorists to Baghdad on April 25, 1998, to attend the grand celebration that week of Saddam's birthday. It was then that Saddam's bloody-minded son Uday agreed to receive several hundred Qaida recruits for terrorist training in techniques unavailable in Afghanistan.

That Baghdad birthday party, according to an unpublished spying report, celebrated something else: Uday Hussein's agreement with bin Laden's men to formally establish a joint force consisting of some of Qaida's fiercest "Afghan Arab" fighters and the covert combatants in Iraqi intelligence unit 999.

This information does not include reports of the most recent contacts between the terrorist group and the terrorist state. However, combine that late-'90s groundwork with what is known of (a) bin Laden's supply this year of 400 fanatic "Afghan Arabs" to Saddam to attack free Kurds in Iraq's no-flight zone, and (b) this summer's observed

contacts of Qaida's suicide-hijacker Mohammed Atta with Iraqi spies under diplomatic cover in Prague. A pattern manifests itself.

Does this web of eavesdropped-upon communication provide proof positive of Saddam's participation in the Sept. 11 attack? No indisputable smoking gun may ever be found. But it is absurd to claim, in the face of what we already know, that Iraq is not an active collaborator with, harbinger of and source of sophisticated training and unconventional weaponry for bin Laden's world terror network.

"One war at a time" goes the coalitionaries' mantra, which U.S. spymasters take to mean "Don't follow leads to Iraq."

Nobody has come close to my New York Times colleagues in covering the cataclysm and the war it triggered, but it would be good to see a new wave of reporters beat the old media bigfeet in advancing this story.

The New York Times.

l'Irak ne s'arrêtent pas à une possible production de la maladie du charbon. Les Etats-Unis n'ont jamais pu déterminer si Bagdad pouvait avoir recours à la toxine du bacille botulique ou encore au gaz neurotoxique VX, dont les ef-

fets sont particulièrement dévastateurs. Côté bombe atomique, les questions restent également nombreuses. En 1998, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) avait rapporté aux Nations unies qu'«il n'existait aucune

preuve montrant que l'Irak disposait de l'arme nucléaire». Mais dans un rapport publié en mai, le Wisconsin Project on Nuclear Arms Control, un groupe indépendant basé à Washington, estime que Bagdad «possède aujourd'hui tous

les éléments pour composer une arme nucléaire, excepté l'uranium pour l'alimenter». Mise sur pied en l'an 2000, la Cocom, la commission qui a succédé à l'Unscocm, n'a toujours pas mis les pieds à Bagdad ●

FABRICE ROUSSELOT

3/2001

CENTRE to CENTRE

Newsletter of the Writers in Prison Committee of International PEN



Fikret Baskaya photo: Eugene Shougin

TURKEY: Fikret Baskaya

Turkish writer and professor, Fikret Baskaya, has been sent to jail to serve a 16-month term under Article 8 of Turkey's Anti-Terror legislation. Aged 61, Baskaya is a graduate in economics from the University of Ankara. He continued his studies in France, analysing political transitions at universities in both Paris and Poitiers. He emerged with a doctorate, and a suite of theories regarding imperialism, socialism and capitalism; his various books and articles broach these subjects from a springboard of economic theory. He was made a professor of the Economy of Development and International Economic Relations in Bolu, where he has since worked for most of

his career. His articles chiefly appear in papers that are left-leaning or sympathetic to the plight of the Kurds: for instance, he was an enthusiastic contributor to the pro-Kurdish *Ozgür Gundem*, before its closure: a task not to be undertaken faint-heartedly, seeing as many of its other contributors were murdered.

In 1991, Baskaya published *Westernization, Modernization and Development: The Bankruptcy of the Paradigm*. He described the book as "an instruction manual for the criticism of official ideology" where the Kurds as a case study. In it he criticises Atatürk - who many hail as the founder of modern Turkey. The latter's so-called "national struggle" is dismissed as false rhetoric constructed to camouflage a morally bankrupt policy of repressing the country's ethnic minorities. Baskaya's analysis aims to unravel the nationalistic rhetoric from the economic and practical hardships encountered by many of Turkey's inhabitants. Not surprisingly, the book was banned and a court case initiated against Baskaya. As a result, from March 1994 to July of the following year he was jailed.

His time in jail did not silence him, however. On his release he resumed his professorial and writing activities, especially his pieces for the more radical papers. He emerged as an important contributor to the theoretical underpinning for an evolving Kurdish political leadership. His views culminated in a forceful article *Is This a "Historical Trial"?* published in the now-defunct *Ozgür Bakis* in June 1999. The trial referred to was that of the notorious PKK leader Abdullah Ocalan. Baskaya does

not comment on Ocalan himself, but is polemical in his description of what he terms Turkey's "lynching machine". He warned the Turkish government that their past methods of dealing with the Kurdish minority would not work. "Much time has passed. The Kurds are not a rural society any more, they have been urbanized. A widespread Kurdish intelligentsia has come into existence. Thus they are already at the level of forming political leadership. This is the critical point that the leaders of Turkey do not and would not wish to know. If this is so, 'solving the problem' by silencing or destroying the leadership of the movement is no longer possible."

His arguments were deemed "separatist propaganda" by the state and a long court case was opened against him. It culminated in a verdict of "guilty" by a court of appeal on 26 January 2001. He was given his sixteen-month sentence and told that he must begin serving it on June 29 this year. Human rights organisations such as PEN and Amnesty International regard his imprisonment as a violation of his internationally recognised right to freedom of expression.

Please write polite letters appealing for the release of Fikret Baskaya to:
Prime Minister Bulent Ecevit
Basbakanlik, Cankaya
Ankara, TURKEY

Fax: + 90 312 417 0476

P L U I E S D E S A I S O N N ° 3 / 2 0 0 1

colour & word

Rebwar est peintre.

Né au Kurdistan, il vit aujourd'hui à Londres. Notre association lui doit son nom, "La Pluie d'Oiseaux", un nom poétique issu d'une tragédie : le bombardement de son village avec des gaz mortels.

Fin 1998, il nous avait fait part de son souhait de proposer à des poètes et des écrivains, à travers le monde, d'utiliser ses dessins comme point de départ à la création d'un écrit et comme support physique de celui-ci.

Aussitôt, nous nous sommes engagés dans ce projet en contactant des écrivains, en concevant la présentation de

l'exposition et en la diffusant.

Depuis, plus de 180 auteurs ont inscrit leur mots russes, kurdes, hébreux, anglais, français, italiens, espagnols, néerlandais, allemands, polonais, hindis, chinois, suédois... Sur les dessins de Rebwar, donnant naissance à 300 dessins-poèmes.

Et ce n'est pas fini !

Colour And Word sera à Grande-Synthe en décembre et à Hénil-Baumont en Janvier (voir Rendez-vous).



Turkish society and foreign policy in troubled times

RAND Workshop

20 October 2001, by Ian O. Lesser, Rapporteur

Introduction

In 1999, at the previous RAND-GCSP workshop in Geneva, participants took up the topic of NATO and Middle Eastern security. With changes in Europe, the Gulf and the Middle East peace process, Turkey's pivotal role in relation to both European and Middle Eastern security emerged as a consistent theme. The workshop organizers came away from that meeting convinced of the need to consider Turkey's regional role in more detail. The April 2001 workshop on Turkey was the result. In the months before the meeting, the importance of Turkey's future was underscored by a series of financial crises, posing formidable economic and political challenges for Turks, and for Turkey's partners in the West. There is a strong sense among observers in Turkey, in Europe and in the United States, that Turkey has reached a critical crossroads, and that decisions taken in the next months will shape the country's future for decades to come.

Against this background a group of some twenty experts from Turkey, Europe and the U.S. came together for an informal discussion organized around four broad themes:

- 1) Turkish society and politics;
- 2) Turkey in the international context;
- 3) Turkey's regional relations; and
- 4) Turkey, the EU and NATO.

Not surprisingly, Turkey's economic and political travails and the implications of the current financial crisis were important themes in our debate. The following summary reflects the rapporteur's sense of the discussion, which was conducted entirely on a not-for-attribution basis.

Turkey ? Politics and Society Under Strain

Debate over the current crisis and possible solutions is in no sense a conceptual exercise for Turks, including participants in our workshop. Everyday lives have been disrupted at all levels of society. Analysts, too, find it difficult to think in strategic terms, and the focus is very much on short-term questions. Thinking is measured in days, rather than weeks. In this sense the crisis has been dramatic and unifying. But it has also pushed issues that have been central to Turkey's recent political discourse into the background. The Kurdish question, Islam and secularism, and civil-military relations ? all central questions for the future ? have been relegated to secondary status. That said, failure to overcome the country's immediate economic and political challenges could deepen and exacerbate cleavages within Turkish society in the years ahead.

Although many were aware of troubles in the banking sector, where the crisis began, the extent of the financial turmoil and, above all, the links to the international financial system, have taken many Turks by surprise. This, in turn, has stimulated an active, and sometimes very critical debate over globalization. It is a debate that touches on long-cherished notions of the role of the state and national sovereignty in Turkey. The dynamics of change are no longer limited to those that have been present in the traditional debate. The EU's offer of candidacy status to Turkey at its December 1999 summit in Helsinki occupies a central place here. Helsinki gave Turkey a strategic objective, and introduced a new set of terminology into the Turkish discourse. The EU's Copenhagen criteria, setting standards for democracy, the rule of law, human rights, the market economy, and the protection of minorities, have become a focal point for Kurds, liberals, Islamists and others seeking reform in Turkey. The participants in Turkish politics now position themselves according to where they stand on these criteria. Many are aware that Turkey's recently announced national program, the formal response to the EU's accession partnership document, is a less than ambitious effort. The forces of the status quo are powerful, entrenched and loathe to relinquish traditional approaches based on Kemalist ideology, and which also constitute sources of political patronage. The early post-Helsinki optimism about Europe has waned. The financial crisis emerged just before the announcement of the national program, and has changed perceptions on all sides.

Turkey is now mired in a seemingly incurable debt trap ? some \$160 billion

in total debt, over sixty percent of which is in the public sector. It suggests the need for a total overhaul, not only of the Turkish economy, but also Turkish politics and society. Reducing the role of the state means eliminating the power base of the existing political class, and there are few credible successors waiting in the wings with a different approach. At base, the economic crisis is really a political crisis. Turkish reformers, the EU, and Washington all seem agreed on the need for Turkey's job-obsolete, inept and corrupt political class to go. In this environment, two figures have acquired enormous popularity in Turkey. President Ahmet Necdet Sezer appears to embody a respect for the rule of law, decency and the struggle against corruption. He is in many ways the antithesis of his predecessor, Suleiman Demirel, who embodied the traditional order. Sezer is reported to enjoy the support of 70-75 percent of the Turkish public, despite the fact that he probably bears some responsibility for the current crisis. The other very popular figure is Kemal Dervish, a technocratic outsider, brought in as an economic czar and the focal point of popular Turkish hopes for an end to the financial troubles. If he succeeds, he could well end up as Prime Minister.

The economic crisis has brought Turkey to a cross roads: collapse or renewal? The paths are stark. Turkey could embark on reforms necessary to recover from the economic crisis, which would facilitate movement on further economic and political reform that would modernize Turkish society and move it closer to Europe. This is the most optimistic scenario. Alternatively, Turkey may fail to reform, fail to adjust, and descend into chaos. In this second scenario, the existing cleavages in Turkish society, between Kurds and Turks, Islamists and secularists, Sunnis and Alevis, and between haves and have-nots, will become sharper. The result could be turmoil and, possibly, military intervention, with obvious implications for Turkey's European aspirations. In fact, the most likely path is reformist, at least to some degree. Notably, Turkey's Islamists are not well positioned today. They have been in retreat since 1997 and are hobbled by legal scrutiny and internal divisions. Their disarray, together with the clear prospect of international opposition, make military intervention unlikely barring serious social unrest. Several participants noted the importance of Turkey's political culture in understanding the current crisis and reactions to it. A key element here is the traditional respect for hierarchy, within institutions such as the military and political parties, and in society as a whole. One consequence of this is an apparent passivity on the part of the Turkish public, even under.

Conditions of strain ? or at least, a high threshold for protest

Defensiveness regarding external criticism and a pervasive fear of national dismemberment are also legacies of Turkey's historical experience, and these elements continue to affect Turkish perceptions of international relations (and the role of international institutions in the country's financial crisis).

The image of Turkey (at a cross roads) is appealing and has much validity, but Turkey might still muddle through without fundamental change. Experience of economic crises elsewhere, in Latin America or even Europe and North America in the inter-war years, points to a wide range of possible outcomes. The link between economic crisis and political change is not so clear or predictable. For Turks today, the key complaints involve economic mismanagement, corruption, and above all, the lack of leadership at the national level. The ossified nature of Turkish politics, with its powerful system of patronage and an antiquated party system, strongly inhibits the emergence of a modern political elite.

Is the Turkish glass half full, or half empty? At least one participant expressed the idea that the glass was actually half empty, with the role of the Turkish state at the core of the problem. EU candidacy (which, it was stated, would not have been achieved without German support at Helsinki) can push Turkey in the right direction, but the conditions inside Turkey do not encourage this. The defenders of the strong state, especially the military, show little sign of pulling back from their traditional role ? and the question of religion in Turkey remains unresolved. In Europe, it was suggested, even social democrats like Helmut Schmidt are skeptical. With ambivalence on all sides, Turkey's EU candidacy may well prove hollow. In any case, the preoccupation with economic recovery

could leave little energy for EU-related political reforms or efforts to resolve the problems of Cyprus and the Aegean.

Turkey's search for a new political class is, of course, not unique. It has been a refrain in recent years across the developed and the developing world, and has been particularly evident elsewhere in southern Europe, including Italy. Turkey's debate about transparency and the problem of the *deep state* also has parallels elsewhere. The economic crisis has spurred this debate in Turkey, but it probably started in earnest with the 1998 earthquake and anger at state institutions that appeared to be ineffective and self-serving. Successive crises have emphasized this. There was a sharp side debate on the question of religion. One participant suggested the need to encourage democratic Islam in Turkey as a means of providing the country with effective leadership. This view was strongly opposed by others who expressed deep skepticism about the democratic inclinations of Turkey's Islamist politicians, including those of the *Imoderni* school.

The lack of transparency in how Turkey actually works

Western observers are often at a loss to understand the social, political and economic dynamics inside Turkey? a longstanding ally. In many respects, the attempt to understand contemporary Turkey is akin to the *Kremlinology* of the Cold War years. It is an equally confusing exercise for the Turks themselves. Paradoxes abound, and many (e.g., tradition alongside reform) date to Ottoman times. It is even unclear to what extent it still makes sense to speak of a *Turkish* view of domestic or regional issues. Social cleavages and regionalization have encouraged different economic and political cultures in Istanbul, Ankara, and Anatolia. Turkey faces the task of making itself more recognizable and less mystifying to the outside world? and to its own citizens.

Turkey in the International Context

It has become commonplace to note Turkey's geographic position astride Europe, Eurasia and the Middle East, and the country's growing regional role. Looking ahead, this role will be shaped as much by the nature of the Turkish *project*? developments inside the country? and evolving attitudes toward globalization, national sovereignty, and the emergence of an international civil society. Turkey is not alone in facing these dilemmas. Turkey possesses important assets, including its geography, natural resources, a large population, and skilled elites. The country's imperial past encourages Turks to think in expansive terms. In some respects, Turkey is already regionally dominant, although its policies have not been oriented toward power projection -- with some notable exceptions such as Cyprus in 1974 and more recent policy toward Syria and northern Iraq. *Kemalism* has given the country a useful political profile, allowing it to straddle differing ideological tendencies in Europe, Eurasia and the Middle East (in general, Ankara is *not* unacceptable to others). But Turkey also suffers from some limitations. At around \$200 billion per year (prior to the financial crises of 2000/2001) its economy is not that large; lying somewhere between Denmark and Switzerland. *Kemalism* and the character of the Turkish state have also had an isolating effect on relations with the Arab world, and arguably with Europe.

Turkey has had an embarrassment of strategic choices. On the whole, the country has opted for prudence and restraint, from Ankara's careful neutrality in World War II, to its Western orientation during the Cold War. With the exception of Cyprus in 1974 (and perhaps the cross-border interventions in northern Iraq), Turkey has not been involved in armed conflict, apart from peacekeeping operations, since the 1920s. The country has maintained a balanced approach to the Middle East, notwithstanding a close relationship with Israel. In the Balkans, Turkey has been a model of moderation and multilateralism, and relations with Russia and the Caucasus have been relatively low-profile given the interests at stake. But prudence does not necessarily imply political acumen, and difficult relationships abound on Turkey's borders.

What is the organizing principle for Turkish strategy? Atatürk's famous formulation *peace at home, peace abroad* is fine, but limited. Maintaining order at home may well conflict with international objectives, as evident in Ankara's stance on the Kurdish issue and religious politics. In these cases, considerations of domestic order will be difficult to reconcile with, for example, the EU's Copenhagen Criteria. In regional terms, as well, Turkey is at peace, but it is a rather cool peace with Greece, Armenia, Syria, Iraq and Iran. The key dimensions of Turkish policy are a mixture of longstanding interests and more recent objectives: Links to NATO and the U.S.; closer integration with the EU; support for the *Turkish Republic of Northern Cyprus*; engagement in the Caucasus and Central Asia; coexistence with Russia; and closer relations with Israel. Clearly, not all of these policies are naturally compatible, and pose challenges of reconciliation. Ankara's Cyprus policy complicates relations with both Washington and Brussels. And Turkey's stakes in NATO and EU approaches to European security have proven difficult to reconcile in

practice, as the on-going dispute over Turkey's role in new European defense initiatives makes clear.

More fundamentally, these diverse foreign policy interests impose quite different requirements for adaptation and reform within Turkish society. The post-Helsinki environment and Turkey's EU candidacy imply the clearest need for change. But more generally, Turkey faces challenges of integration and globalization that threaten state sovereignty, and conflict in important ways with the Ottoman and *Kemalist* legacies. The leading role of the Turkish military is the product of historical experience and the reality of an insecure environment. Yet, this role is clearly incompatible with the EU's Copenhagen criteria. Similarly, the traditional approach to the question of national identity and the position of ethnic minorities is coming under growing pressure, internally and in a European context. Multiple identities have become the norm elsewhere, including in Britain,

France and Spain. Pressures for change in Turkey are almost certain to grow, and will be reinforced to the extent that the European vocation persists.

For Turkey's Western partners, these wrenching processes of change will require considerable patience. Ultimately, decisions regarding the future of Turkish society can only be made by Turks, although international partners may still exert some influence. In this context, non-governmental organizations with links to various sectors inside Turkey? and the non-state sector within Turkey itself? are likely to play increasingly important roles. The prospect of closer integration with Europe, and ultimately, EU membership provide key incentives for change. But is Europe serious about the notion of Turkish membership? For Turkish and Western observers alike, this remains an open question. In the words of one participant, it is unclear whether the EU Council decision [regarding Turkish candidacy] in Helsinki was European decision-making at its best, or at its worst. The decision cannot be reversed, but Turkey's candidacy could languish and lose momentum, perhaps permanently. Many European leaderships are clearly uncomfortable with the idea of Turkey in Europe, and this could produce a hollow candidacy and disillusionment on all sides. At the end of the day, the EU is not going to join Turkey, but Turkey has the option of moving toward Europe. Given the uncertainties regarding Turkey's EU prospects, convergence and integration may prove more useful and realistic objectives than membership *per se*.

Turkey and Regional Relations

As Turkish foreign policy has become more complex and active, the task of understanding the dynamics of Turkish policymaking has also become more difficult. The current scene is a blend of traditional and relatively recent factors. Some key drivers of Turkish policy can be identified, including the *Kemalist* emphasis on a Western orientation, and the tendency to hold the non-secular Arab and Muslim worlds at arms length (Turkey's Islamist and pan-Turkist counter-elites have, of course, taken a different approach, but their influence has been limited). Turkey's security consciousness, both internal and external, also exerts a strong influence on regional policy, especially with regard to the Middle East. The tendency to view regional relations through a security lens has historically been coupled with a degree of sensitivity and suspicion, even in relations with Western allies. This can be seen in the persistence of the *Sevres syndrome*? frequently cited by Turkish analysts, attitudes toward Armenian and Kurdish irredentism, and perceptions of the EU. *Behind Helsinki lies Luxembourg*.

Institutional and personal factors have also left a mark in recent years. Political weakness, and the departure of President Demirel have weakened Cabinet involvement in foreign policy and reinforced the already powerful role of the military and the National Security Council. Bülent Ecevit's interest in Third World causes and his fixation on the Cyprus issue (where the military's prestige is also heavily invested) has influenced policy in important ways. By contrast, figures such as Kemal Derviş? a rising political star in the context of Turkey's financial crisis? embody a more cosmopolitan and multilateral outlook. This outlook is generally shared by Turkey's private sector elites, who have played an increasingly important part in Turkey's international engagement. Their future role, however, is likely to turn substantially on the prospects for Turkey's economic recovery. Indeed, Turkey's more ambitious regional schemes, including Black Sea cooperation and efforts in Central Asia and the Caucasus, have been hindered by Ankara's limited ability to fund sweeping geopolitical projects. Even in the defense realm, Turkey's traditionally high level of military spending, including large-scale modernization plans, face an uncertain future, with implications for regional balances. Turkish policy has been affected to some extent by the emergence of ethnic lobbies inside the country in recent years. These have been quite active in relation to Balkan crises, especially

Bosnia, on Azerbaijan and Chechnya, and of course, on Cyprus. But the effectiveness of these lobbies is variable and often limited. As an example,

it was suggested that if the Chechen lobby was so significant, actions like hostage takings on ferries and in hotels would be unnecessary. Bosnia, however, offered a quite different example, with a well-placed Bosnian lobby augmented by the strong support of Turkish public opinion. An additional and important theme concerns Turkey's historical role on the periphery of several regional systems: European, Eurasian and Middle Eastern. The problem of being on the periphery, aspiring to full participation, especially in Europe, continues to exert a powerful influence on Turkish thinking. The fear of marginalization is evident in the Turkish foreign and security policy establishments' approach to relations with the European Union, including the current dispute over Turkey's place in emerging European security and defense arrangements. Many observers have noted the growing activism of Turkish foreign policy in recent years -- an activism that has taken quite different forms in different areas. In the Middle East, Turkey has shown itself willing to use or threaten the use of force in addressing problems in Northern Iraq, as well as with Syria and Iran. The close connection to Kurdish separatism and the PKK insurgency

has given these policies a particularly hard edge. The emergence of a close, strategic relationship with Israel represents another kind of activism, one in which defense and defense industrial collaboration has formed the core. On the whole, and with the exception of the Israeli link, Turks have tended to see the Middle East as a region of security challenges rather than opportunities. In the Balkans, by contrast, Ankara has pursued a consciously cautious and multilateral set of policies. In the Aegean, and in the overall relationship with Greece, there has been a notable improvement, driven by the political interests of both sides: an equation in which the EU looms large. But Cyprus remains a difficult issue for Turkish nationalists, and looming EU decisions on Cypriot membership could lead to renewed friction in Ankara's relations with Greece, and with the EU as a whole.

Finally, relations with Russia exhibit a marked dualism. Historically, and perhaps in the longer-term, the management of relations with Russia is the leading security issue for Turkey. But the magnitude of Turkish-Russian trade (including large-scale energy imports) and the need for coexistence at the political level work against more competitive policies. Nonetheless, the Turkish and Russian in-areas overlap in areas such as the Caucasus and Central Asia, and some degree of geopolitical competition may be inevitable. Turkey's recent activism in Eurasia is real, but fragile. Black Sea Economic Cooperation (BSEC) and the Caucasus Stability Pact are centerpieces of Turkish policy, but they suffer from political limitations (e.g., the lack of relations between Turkey and Armenia) and a general shortage of resources. There has even been talk of a forward Turkish military presence in Georgia: a move that would raise alarm in Moscow. The prospects for the Baku-Ceyhan pipeline are evolving on a daily basis, but the overall outlook remains highly uncertain. Notwithstanding the prominence of new energy-related projects in the Turkish debate, it is arguable that Turkey's primary objectives in Eurasia are political rather than economic: consolidating the independence of former-Soviet states and promoting strategic pluralism across the region. Beyond regional challenges, Ankara faces a number of functional issues of increasing importance for Turkey's foreign relations. Key issues in this regard include access to adequate and secure energy supplies to fuel the country's economy, and the proliferation of weapons of mass destruction and missiles of increasing range on Turkey's Middle Eastern borders and the related matter of missile defense (what would be the implications of a nuclear Iran, Iraq or Syria for Turkey's regional position and the salience of NATO security guarantees?). To these can be added a long list of trans-national issues, from money laundering and drug trafficking to human smuggling and refugee movements, that have acquired a more prominent place in Turkey's relations with neighbors and the West. Participants judged that Turkey's economic crisis and political uncertainties leave the country with less energy to devote to the management of all of these questions, and leave Ankara with less room for maneuver in relations with the West. To the extent that Turkey is reliant on U.S. and European influence in the IMF and elsewhere, there may be growing pressure for Turkey to conform to Western (especially U.S.) policy preferences vis-à-vis Iraq, or Russia. Should Turks perceive that the West has not been supportive, there is also a risk of a nationalist reaction on Cyprus or other issues.

Looking ahead to the next five years, there are many areas of potential problems and opportunities for Turkey. The future of Iraq will be critical in determining the demands on Turkish foreign and security policy. Ankara clearly prefers a stable, unitary Iraq with Kurdish separatism contained and refugee flows minimized. But other futures are possible and Ankara will need to react. The stability and evolution of Iran poses another variable. Positive developments here, as in Iraq, could offer important economic as well as political opportunities. Smart sanctions are very much in Turkey's interest, allowing a revival of trade with isolated regimes while maintaining a useful posture of military containment.

Renewed turmoil in Lebanon or unrest in Syria, perhaps connected to

developments in the Arab-Israeli conflict, could complicate Turkey's regional relationships and might encourage new insurgencies threatening Turkish security. Whither Russia? Reform and a cooperative relationship with the West would produce a more benign security environment, but might also increase the attractiveness of Russian energy routes and reduce Western interest in Turkey. More competitive scenarios here would focus additional attention on Turkey, but at considerable risk. Turkey's relationship with the West is also in flux, with the uncertain outlook for Turkish-EU relations as a critical variable. At least one participant was sceptical of the consensus on Turkey as a pivotal, positive regional actor, asserting that Turkey might actually be part of the problem in regional security terms.

Growing activism in Turkey's external policy should not obscure the impressive degree of continuity in Turkey's post-Cold War objectives: the management of regional disputes, the maintenance of national unity in the face of terrorism and secessionism, a normative attachment to the West, and the promotion of economic interests in the Middle East, Eurasia, and not least, in Europe.

Turkey, the EU and NATO

Turkey has long been part of the European system even if underlying issues of identity remain unresolved. In a narrower sense, Turkey has also had a history of agreements with the EC/EU, beginning with the association agreement of 1963, anticipating closer Turkish integration. That said, there has been a growing gap between Turkey and the rest of Southern Europe in terms of European integration and the Europeanization of internal and external policy. The Copenhagen criteria established in 1993, and setting the conditions for EU membership, changed the rules of the game for Turkey among others. The offer of candidacy status at the Helsinki summit reversed a period of Turkish disillusionment about Europe stemming from the 1997 Luxembourg summit, which even the most pro-European Turks interpreted as a snub. The Helsinki outcome can be explained in terms of several factors, including a change in the German position on Turkish candidacy, a change in the Greek position, pressure from Washington, and a recognition that the EU had badly mishandled the Turkish case in Luxembourg. Broadly, the growing European interest in developing a common foreign and security policy may also have played a role by encouraging European policymakers to take a more strategic view of relations with Ankara. Post-Helsinki, the ball is now in Turkey's court. Meeting the Copenhagen criteria will require dismantling key elements of the Kemalist system, and implies sovereignty compromises that many Turks -- even the reform minded -- may find uncomfortable. Paradoxically, Turkish success in meeting the criteria and joining Europe in a full, institutional sense would actually legitimize and validate Atatürk's revolution. Turkey's objective of joining Europe, was however strongly questioned by one participant who asked why Turkey bothered given Europe's obvious reservations and, perhaps, the existence of better opportunities elsewhere. The responses emphasized history and practicality: the vocation is old -- Southeastern Europe was the heartland of the Ottoman Empire -- and Turkey's key markets are in Europe, not the Middle East. But the discussion left a clear impression that Turkey's European aspirations continue to be marked by ambivalence on all sides. For the more sceptical, the discussion of Turkey's EU prospects requires a suspension of disbelief.

Ankara's plan in response to the EU's Accession Partnership Document -- a key milestone in the candidacy process -- is widely regarded as too vague and too weak, especially on issues relating to the Copenhagen criteria. Almost all Turks broadly accept the need to improve the country's human rights situation, but old habits are difficult to eradicate and conservatives remain wary of the effect on Islamism and Kurdish nationalism, the perennial internal security concerns.

Progress is certainly possible, but will be extremely difficult in the absence of a significant change in political leadership.

As noted earlier, the economic crisis could hasten positive political changes and ultimately improve the prospects for European oriented reforms. The EU Commissioner for Enlargement has said that the crisis will not affect Turkey's membership prospects, but there are risks. High inflation and public sector deficits, while nothing new for Turkey, are clearly incompatible with EU membership. A protracted economic crisis is likely to fuel existing European concerns about the magnitude of the challenges associated with Turkish integration. In this context, scale matters. In ten years time, Turkey's population may rival that of Germany, with all the problems of adjustment that this would imply. Even cultural questions are magnified by the issue of scale.

Whereas many Europeans see the European project as, above all, the construction of a liberal order, many Turks are focused on the geopolitical and security aspects. In this context, Turkey's prospective role in ESDP

(European Security and Defense Policy) is at the center of the Turkish debate over Europe. Turkey's foreign and security policy elites tend to see EU decisions in this area as a test case regarding Europe's longer-term interest in Turkish membership. Ankara argues that European security is indivisible, and that the bulk of future EU defense contingencies are likely to arise on or near Turkey's borders. This is equally true for NATO, where the majority of the canonical contingencies touch directly on Turkish security. Europe, for its part, is more inclined to see defense missions as linked to questions of membership and even identity (who and what are we defending?), with Turkey held at arms length in terms of commitments and decision-making. At some point, however, Turkey's willingness to block transatlantic consensus on European defense arrangements will begin to impose higher political costs. It will also conflict with Turkey's overarching stake (with the U.S.) in seeing new EU defense initiatives develop to the greatest extent possible in a NATO framework. Ankara would like to see the sort of early participation in EU defense decision-making that Turkey was accorded as an associate member of the Western European Union. It is a difficult problem, apparently technical, but ultimately highly political in the sense that it is seen as a measure of European seriousness with regard to Turkey.

But what kind of Europe and what kind of West will Turkey face? It was suggested that however substantial the variables on the Turkish side, much could change in Europe and in transatlantic relations in the coming years, with great meaning for Turkey's role. The economic crisis and the international response has, for example, stimulated an active debate in Turkey on the question of globalization and where Turkey fits in an evolving international system. The EU, for its part, may look quite different in ten or fifteen years time, and could develop new patterns of membership and association with meaning for the Turkish position. As the European foreign and security policy evolves, will Europe want to have borders with Iran, Iraq and Syria?

In a transatlantic setting, it is similarly uncertain that the U.S. will retain its traditional degree of involvement in regions of keen interest to Turkey. A reduction in American engagement would call into question basic elements of the Turkish security calculus, without any guarantee of an acceptable Turkish position in European institutions. Even if the U.S. remains fully engaged in European and Middle Eastern affairs, Turkish-U.S. relations may not evolve smoothly. Here, the elements of potential friction include nationalism and sovereignty concerns on the Turkish side, together with Washington's tendency to take for granted Turkey's willingness to act as a regional security partner (e.g., in the containment of Iraq and Iran). In this regard, it was suggested that much of the problem stems from a perceived lack of consultation.

Turks will seek a sense of responsiveness to Turkey's own regional interests and security concerns (U.S.-Turkish relations are 80% presentational). A decline in American attention to European security could also cause Washington to value Turkey more for its Middle Eastern connections, however complicated these may be.

Concluding Observations

The workshop did not attempt to offer firm conclusions about the future of Turkey as a society and its international role. The diversity of views among the participants would certainly have made this a difficult task. Nonetheless, a number of broad themes did emerge from the discussion. The following observations give a sense of the issues central to the current debate about Turkey, and likely to persist for the foreseeable future.

First, the question of identity remains critical for Turkey and in Turkey's relations with Europe and the West. It is far from a settled question and, to an important extent, remains open within Turkish society and elsewhere. The debate about Turkey in Europe, in particular, has placed the issue of values at center stage, and values now play a key role in shaping the perception of Turkish interests. The turmoil in Turkey's economy and politics has had the effect of sharpening the debate about values and identity, as Turkish society confronts stark choices about liberalization, security and reform.

Second, the evolution of Turkish society and politics in the coming years will be the leading variable in determining where Turkey fits in the international system. Europe may be highly ambivalent about Turkish membership in the EU, but the Helsinki summit has opened a path that Turkey can pursue with greater or lesser vigor. Turkey's own ambivalence need not prevent closer convergence with European norms and policies, with or without the prospect of membership. Internal change will also be a key enabling element in closer relations between Turkey and the U.S., and will influence the character of Turkey's regional engagement. Third, Turkey's foreign and security policies have become more active and complex in recent years. The country's policy horizons have expanded, with a recognition of new risks and new opportunities. Overall, Ankara remains a conservative actor on the international scene, but the persistence of regional flashpoints such as Cyprus, and longer-term geopolitical frictions in Eurasia and the Middle East give Turkey's policies a security-conscious flavor. Key external issues such as policy toward Iraq and the EU are viewed, above all, in light of their implications for the internal stability and direction of the country. The internal scene, in turn, influences the strength of Turkish nationalism, a leading force in contemporary Turkey. Observers may differ on whether Turkey is part of the problem, or part of the solution in regional security terms. But by any definition, Turkey is a pivotal actor across multiple regions and in relation to many prominent policy challenges, from proliferation to migration.

Finally, the current crisis is as much political as economic, and its significance cannot be overestimated. Turkey is truly at a cross roads. There is the potential for fundamental reform and the emergence of new political leadership that will facilitate Turkey's modernization and Europeanization. There is also the potential for stagnation, turmoil, a nationalist reaction, and the emergence of a more inward-looking policy. Turkey's partners in the West have a keen stake in fostering movement along the first path, but ultimately the critical choices will be made in Turkey, by Turks.

Bagdad dénonce une "invasion" du Kurdistan irakien par l'armée turque

BAGDAD, 25 oct (AFP) - 11h19 - L'Irak a dénoncé jeudi une "invasion" du nord de son territoire par l'armée turque qui, selon lui, y fortifie ses positions après avoir introduit début octobre des dizaines de chars et transports de troupes.

"(La Turquie) est appelée à cesser son agression et à retirer sans délai ses troupes d'invasion", écrit le représentant de l'Irak à l'ONU Mohamed Al-Douri au secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, dans un message publié à Bagdad.

Des troupes turques, appuyées d'au moins une trentaine de chars, ont été introduites dans le Kurdistan irakien en plusieurs phases depuis le 5 octobre et "procèdent actuellement à des fortifications pour pérenniser leur nouvelle invasion", indique M. Douri dans son message cité par la presse.

Dénonçant "une violation de la souveraineté de l'Irak", le diplomate invite l'ONU à "assumer ses responsabilités" et à agir pour "mettre fin immédiatement à l'agression militaire turque" tout en affirmant que Bagdad "se réserve le droit d'assurer sa défense".

L'armée turque lance fréquemment des opérations contre les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak, qui utilisent cette région comme base-arrière depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

Deux formations kurdes rivales -le Parti Démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani- se partagent le contrôle du Kurdistan, que Bagdad n'administre plus depuis l'insurrection kurde consécutive à la guerre du Golfe.

"La sauvegarde de la sécurité à la frontière turque passe par la fin de la situation anormale prévalant dans le nord de l'Irak et par le respect de la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak", souligne M. Douri.



The Iraqi connection

Prime suspect

WASHINGTON, DC

America is looking for a master poisoner. Enter Saddam

THERE is no evidence linking Iraq to al-Qaeda's attacks on September 11th. That was the message from the administration after the assaults on the Pentagon and the World Trade Centre. But American politicians have been much quicker to point to shreds of circumstantial evidence that may link Saddam Hussein to the anthrax attacks.

The most important is the nature of the anthrax spores found at Senator Tom Daschle's office in Washington. They were described by the FBI as "highly potent", even "weapons grade". That has since been questioned, but processing anthrax is technically demanding. For the anthrax to infect a victim, the spores must be light enough to be breathed in, but large enough to lodge in the lungs. The tolerances involved are just a few microns.

Such a process could not be carried out in a cave, or a Florida hotel room. Only a few countries have the capacity to weaponise anthrax. Iraq's stockpiles are known from reports by United Nations weapons inspectors, just before they were thrown out of the country.

The link between Iraq and al-Qaeda is more tenuous. Last year, one of the hijackers of September 11th, Muhammad Atta, had two secret meetings in Prague with an Iraqi intelligence agent, Ahmed Samir Ahani. American intelligence officials think that at one of the meetings, Mr Ahani gave Mr Atta a package. Mr Ahani was thrown out of the Czech Republic for "activities incompatible with his diplomatic status". A former chief of the UN arms inspectors, Richard Butler,



Oops. Sorry

claims there is a credible report that Iraq may have given anthrax to the terrorists.

Lastly, there is a pattern of behaviour that may link Mr Hussein to al-Qaeda indirectly, through Iraq's links with Sudan, once Osama bin Laden's base. In "Study of Revenge" (American Enterprise Institute, 2000), Laurie Mylroie claims that preparations for the bombings on the American embassies in East Africa moved in virtual lockstep with Iraq's efforts to throw Mr Butler and the weapons inspectors out of the country. Mr Butler left on August 4th 1998, just three days before the embassy bombings.

Hardly proof of guilt. But this week George Bush wrote to Mr Hussein. "Your country," the letter runs, "will pay a terrible price if you order unconscionable acts."

Iran and Afghanistan

Protest gathers on the border



Remember the quiet times, before the war on terrorism?

ZAHEDAN

The anger of Baluchi tribesmen and Afghan refugees at the bombing

ANEW flashpoint is Iran's frontier with Afghanistan. Security in south-east Iran is tight, but the bombing of Afghanistan has aroused the anger both of local tribes in sympathy with the Taliban, and of refugees already in Iran. Officials suggest that the security forces could have trouble controlling the region.

Zahedan, the capital of Sistan-Baluchestan province, is just 20 miles (32 kilometres) from the Afghan border. Residents are fearful that civil unrest will grow as militants from the Baluchi tribe, which straddles Iran's frontier with Afghanistan and Pakistan, express their anger at the American military strikes. After Friday prayers, on October 12th, the regime, for

T E R R O R A R S E N A L

What Does Saddam Have?

If there's anything even halfway reassuring about the anthrax scare, it's that tiny doses sent through the mail can cause only isolated outbreaks. Bioterrorism experts agree that the kind of catastrophic damage haunting our collective psyche requires the resources and weaponry of a sovereign state. Which is why Iraq, the Middle East's dormant volcano, suddenly appears to be smoking at the summit.

Casting a cold eye on Iraq, which experts believe has stockpiled as much anthrax as any other nation on Earth—except possibly Russia—is not merely an automatic response to threatening times. Intelligence

estimated several hundred tons of the raw materials required to make sarin and mustard gas. After years of denying that it even had a biological-weapons program, Iraq admitted in 1995 that it had produced 8,500 liters of concentrated anthrax and 19,000 liters of undiluted botulinum toxin. UNSCOM destroyed most of those supplies, but officials believe that Iraq hid four times as much anthrax and twice as much botulinum as was discovered. Iraq still has the best biological expertise in the region—thanks in part to the efforts of Rihab Taha, 48, a British-educated biochemist known as Dr. Germ—and experts agree that since UNSCOM left, Saddam has been aggressively stockpiling materials and converting production facilities for bioterror use.

Chemical and biological agents are hazardous, but to cause mass annihilation they need to be made into weapons—a process that entails producing the material in large quantities, turning it into a powder and placing it in a delivery system such as a warhead, bomb or aerosol diffuser. All but two of Iraq's Soviet-made Scud missiles were accounted for after the Gulf War, but last year Iraq began testing short-range ballistic missiles, which could potentially be loaded with viruses or gases and fired as far as 150 km away. U.S. defense experts were quick to ridicule the Iraqi efforts as unsophisticated, but they missed the point: Iraq is back in business as a threat.

Can Saddam be contained? Any diplomatic scenario depends heavily on Russia. Not only are rogue elements within Russia the likeliest source of fissionable material for Iraq's nuclear-weapons program, but the Kremlin has been Saddam's strongest ally in rejecting UNSCOM inspections. Since the Sept. 11 attacks, Colin Powell has pressured Russia to change its stance, but so far he has met with resistance. Within the Administration, a battle is raging between Powell and Deputy Secretary of Defense Paul Wolfowitz, who proposes bombing Iraq for harboring terrorists. Dick Cheney is said to have sided with Powell, though that could change if new evidence points to an Iraqi role in the events of Sept. 11.

Wolfowitz has asked former CIA director R. James Woolsey to look for that evidence. If he finds it, one scenario has the U.S. going to allied Arab governments and presenting them with a clear operational plan for taking out Saddam. "They would basically be asked to salute," says a U.S. official. "What the U.S. would have to guarantee is that it be over quick and that it would work." —By Josh Tyrangiel. With reporting by Helen Gibson/London and Scott Macleod/Middle East

the first time, allowed protesters a fairly free rein. But the upsurge of fury in Zahedan took the security forces by surprise.

Crowds of young men, Baluchi and Afghan, yelled in anger. Their first target was the Pakistani consulate, which they bombarded with a hail of stones and abuse. "Musharraf is a traitor," they shouted. "Hang him!" Many proclaimed their willingness to fight the Americans. "If the ulema (clerics) give us the order for jihad, we will take up arms against the enemy," said a volunteer mosque worker in Zahedan. The police fired live rounds to disperse the protesters, killing one of them.

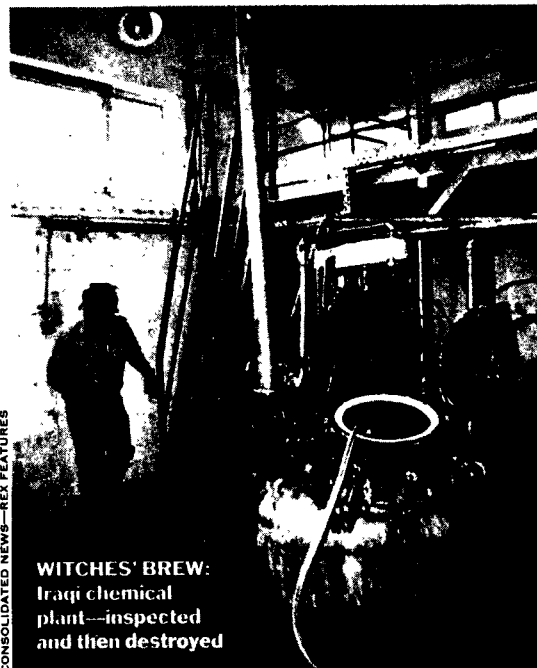
By noon, a crowd of some 20,000 had gathered at the Jameh Maqqi mosque, the largest Sunni mosque in town. They read from a leaflet which accused "the uncivilised and barbaric Europeans" of "looting

the Muslim world". Fired by an inflammatory sermon, the crowd mobbed a handful of western journalists, chanting the mantras of the 1979 Islamic revolution: "Marg bar Amrika! Marg bar Israel!" (Death to America. Death to Israel). Only the intervention of the security police, who waded into the crowds with batons and shields, saved the foreigners from injury.

Even before the Afghan crisis, Sistan-Baluchestan was the most sensitive of Iran's difficult border regions. Militant Sunni extremists, accused by officials of orchestrating bomb attacks on Shia Muslim targets, often clashed with the armed forces. The province is host to hundreds of thousands of Afghan refugees who have lived here for up to 20 years. Some 40% of Zahedan's 500,000 people have come from across the border in Afghanistan.

In addition, Baluchi drug traffickers, who transport opium, heroin and hashish through Iran to Europe, fight frequent pitched battles with the army in the desolate stretches of desert surrounding Zahedan. Iran says that some 2,700 soldiers and policemen have died fighting the traffickers in the past two decades.

Over the past month, Iran has drafted in 30,000 extra police and soldiers to its eastern provinces to help seal the border against the expected flood of new refugees (see box). But in places such as Zahedan, the riot police and Revolutionary Guards are now deployed as much to maintain domestic security as to guard against a refugee invasion from the east. ■



CONSOLIDATED NEWS—REX FEATURES

WITCHES' BREW:
Iraqi chemical plant—inspected and then destroyed

reports indicate that an Iraqi agent has met with an associate of Osama bin Laden. Also, Mohamed Atta, the Sept. 11 hijacker, reportedly had a June 2000 encounter with an Iraqi operative in Prague. There is as yet no evidence linking Iraq to the World Trade Center and Pentagon attacks, but with four verified exposures to anthrax in the U.S. and a highly unstable situation in the Middle East, getting a precise inventory of Saddam's arsenal is a top priority.

Before U.N. Special Commission (UNSCOM) weapons inspectors were forced to pull out of Iraq in December 1998, the world knew what Iraq had. At least four tons of VX gas—a sulfurous compound that is among the most toxic chemical agents—were unaccounted for, as well as an

Khidhir Hamza : Saddam Hussein and the Iraqi weapons program

CNN. Com , October 22, 2001

Dr. Khidhir Hamza was educated in the United States, then was deceptively persuaded to return to Iraq by Saddam Hussein, where for over 20 years he was forced to work at developing an atomic weapon. In 1994, he defected to the U.S. Embassy in Hungary. Dr. Hamza now works as a consultant to the U.S. Department of Energy, and is the author of "Saddam's Bomb Maker: The Terrifying Inside Story of the Iraqi Nuclear and Biological Weapons Agenda." Hamza joined the CNN.com chat room to discuss the Iraqi weapons program and Saddam Hussein

CNN: As a nuclear scientist educated at MIT, how did you end up returning to Iraq and working for Saddam Hussein?

HAMZA: I was teaching at Florida State University in 1969 when I was contacted by one of his pointmen here who was enrolled as a student, although he was too old to be a student. He told me that if I don't go back, there could be problems for my family. I was enticed to go back this way.

CNN: How did Hussein intend to use the weapon, once it was completed?

HAMZA: Saddam has a whole range of weapons of mass destruction, nuclear, biological and chemical. The nuclear program is his primary weapon, and that would give him the ability to use the biological and chemical better. According to German intelligence estimates, we expect him to have three nuclear weapons by 2005. So, the window (actually, he's being careful right now), will close by 2005, and we expect him then to be a lot more aggressive with his neighbors and encouraging terrorism, and using biological weapons. Now he's using them through surrogates like al Qaeda, but we expect he'll use them more aggressively then. There could also be the angle of him using nuclear weapons through surrogates also, if he can achieve it.

CHAT PARTICIPANT: Is it possible that Saddam or Iraq is supplying the terrorist with the biological agents that are being found in different parts of our country as well as the world?

HAMZA: I believe he [could be]. There are several points that indicate that the biological agents used are of the more sophisticated kind, and that a state is behind it. The states that produce anthrax and the required specs that can be used to spread the disease widely, say in the powder form, very few states can do that. The others are not U.S. antagonists, like Russia, some of the European countries, and the U.S. So it could only be that Iraq is the state behind supplying that expertise, which is the same thing as producing the anthrax spores. There are also many biologists that inspected the Iraq programs, like Dr. Richard Spertzel, including Richard Butler, the head of ANSCAM. There are several experts, not just me, who have detailed knowledge, who are pointing fingers toward Iraq, too.

CHAT PARTICIPANT: How many Iraqis support Saddam Hussein?

HAMZA: I don't believe many. I think most Iraqis have suffered so long under Saddam, that if there is a supported opposition that can go into Iraq, they will defect to it and go against the regime. That happened in 1991, when Saddam lost 14 of 18 provinces in Iraq. Only the lack of support to the insurrection or rebellion helped Saddam to crush it with his tanks, and the U.S. allowed him to fly military helicopters to crush the insurrection, and he used that opportunity to crush his enemies. We believe now that the situation is even worse, and that Saddam has cut food rations to the north and south. In the north, the UN took over, and started supplying the Kurds with part of the money generated by the oil for food program, so the Kurdish region is a little better off, because of the UN and U.S. assistance.

However, there is no such program in the south, which is the majority of the population, and Saddam already cut rations in the south, especially the rural areas. The Iraqi opposition believes that any small nucleus of army, U.S. trained, will be able to take over in the south, because they're already in a desperate situation. All it needs is U.S. air support to prevent what happened in 1991, and that is Iraqi tanks, Saddam's tanks, and heavy artillery, bombarding the areas of the rebels.

CHAT PARTICIPANT: Did the U.S. succeed in getting rid of many of his weapons over the years the teams were there?

HAMZA: This is a false security. The security of taking a number of equipment from a state and destroying them, leaving the total infrastructure, the knowledge base, the scientist, the military structure intact, only means that the state will just rejuvenate its program, especially a state with huge resources, like Iraq. The whole structure of the biological program is there. What the U.S. destroyed is some of the product, biological agents, some fermenters, and some dryers, which can be replaced very easily, and most of them actually through local engineering capability.

Much of the precision machinery, computer-controlled machines that can machine anything you want, are already there. They were not delivered to the inspectors, so Iraq can easily, and probably already did, remake the destroyed equipment and put them in place, but in different locations than those the inspectors knew. So, we believe it was a false security to just destroy a few pieces of equipment, and take away some of the weaponized agents, and believe that's it. The scientists are there, the agents are there, and most of the infrastructure is there in addition to Saddam's network of purchasing agents and front companies that can smuggle back into Iraq the needed critical parts.

CNN: You were in Iraq for 24 years. Describe personal encounters with Hussein.

HAMZA: I met him a few times, and he is not what he seems on TV. In private, he is an abrupt, overbearing bully. There is not much nice about him in private. All you see is the arrogance of power, in the true sense. He knows that you have to do everything he says, and he's not nice about it. So, one limits encounters, usually. I used to deal with him through his son-in-law, mostly, though despite his reputation of a bloody butcher, he was much nicer to work with in person. He was my boss. [Saddam Hussein] is really the sole dictator, the ultimate power. He's under pressure, he's tired, edgy, nervous. Meeting him is not a pleasure in any sense of the world. He keeps his smiles for TV appearances, and there is nothing nice about him in private.

CHAT PARTICIPANT: If America could just do one thing in Iraq, what would you like see happen?

HAMZA: I would like to see the Iraqi opposition better trained, some two or three thousand persons, trained and sent back into south Iraq, and supported by U.S. Air Force, no U.S. troops, just Air Force, doing what it is doing now, but a little more intensely. By watching Saddam's troop movement and making them stay in their box, is all that's required right now. Just send the Iraqi opposition trained militia, and support them there. That's the only thing we need now. That's the official position right now of the Iraqi opposition, they want to be supported this way, with some resources provided, say food and some equipment. Minimal cost opposition. Much less than is being done in Afghanistan right now, for instance. This way, the U.S. would eliminate the major terrorist government in the Middle East right now, probably the world.

CHAT PARTICIPANT: Who is Saddam's successor?

HAMZA: Saddam's successor right now is designated to be his younger son, Qussay. His oldest son, Uday, has been put aside and relegated to the control of the media. He controls the Iraqi media. He has a newspaper, magazine, and a TV channel. He speaks in the name of the government. Actual control of the special security organization, Saddam's body guards, is now headed by Qussay. Through this, he controls all Iraqi military and intelligence services, and the military industry. So he's in control of the nuclear, biological and chemical weapons programs. He is as vicious as his father, even more if that's possible. He's been doing the actual killing when he goes out on forays against rebellious areas. He surrounds towns, kills everybody. He's been experimenting with all kinds of control mechanisms, such as blockading areas from getting food and supplies. He's doing the real dirty work for the government right now, and it's his government. He's the heir to the throne in Iraq. It's a monarchy of some sort...in reality.

CNN: Do you believe there is any link between Osama bin Laden and Saddam Hussein? If so, should the U.S. resume attacks on Iraq in the name of stopping terrorism?

HAMZA: I think there are several links between Osama and Saddam. The Iraqi ambassador in Turkey, Hajazi, visited Afghanistan, and met with Osama and his associates. He's a powerful figure in Iraq. There are several reported meetings between him and Osama's associates. Osama was sighted in an Iraqi hotel in 1996, by the lawyer for Arkan, the Serbian leader. [Regarding] the reported sighting by the Czech intelligence of Mohammed Atta, and the Iraqi intelligence agent -- to do this meeting, Atta had to drive from Germany and Czechoslovakia, a long drive, meet him, and go back. Which means it was an important meeting for supplies, coordination. It couldn't have been by accident.

Many other meetings were reported between Osama associates and Iraqi intelligence. There are reports by Iraqi defectors of bin Laden's people being trained in Iraqi terrorist camps. They are credible stories, because they don't contradict each other. They confirm each other in types of training, places, the people trained. In a covert operation like this, you don't expect much more information. There will be no smoking gun. All sightings confirm a multi-layered coordination between Saddam and bin Laden, in terms of training, support, and supplies. That could have included anthrax.

CNN: Do you have any closing comments to share with us?

HAMZA: Just that this is the new probably type of war the U.S. will be waging. The U.S. is too powerful to fight directly by terrorists like Saddam. [They] tried once and failed miserably, in the Gulf War. So the efforts and energies of people like Saddam will be channeled to these types of dirty terrorist acts. We believe that the best way to deal with it is eliminating the source, not chasing after the foot soldiers, but not just limited to chasing soldiers. Go to the source. Even in Afghanistan, the U.S. goal should be to remove the Taliban group that supported bin Laden, and get a new government, and not leave the situation unresolved.

CNN: Thank you for joining us today

HAMZA: Thank you very much.

Khidhir Hamza joined the chat room via telephone from Virginia and CNN.com provided a typist. The above is an edited transcript of the interview on Monday, October 22, 2001 at 1 p.m. EDT.

22 OCTOBRE 2001



Etudiants iraniens à Qom, le 10 octobre. Leur pays souhaite la chute du régime sunnite de Kaboul.

Les pays qui comptent tirer bénéfice du conflit

L'opportunisme a souvent dicté leur position proaméricaine.

Syrie-Iran

En finir avec les accusations

La République islamique comme la Syrie ont fermement condamné les attentats. Toutes deux ont le même souci: ne plus figurer sur la liste du département d'Etat des pays qui soutiennent le terrorisme. C'est la raison pour laquelle Damas (qui appuie le Hezbollah libanais et les organisations palestiniennes radicales) et Téhéran (proche aussi du Hezbollah) ne cessent de répéter que «terrorisme» et «lutte de libération» ne peuvent être mis sur le même plan.

La Syrie, qui s'était montrée, fin septembre, très hostile à des frappes, fût-ce sous l'égide de l'ONU, a tempéré son attitude. Damas voulait assurer ainsi son élection de membre non permanent au Conseil de sécurité, à laquelle les Etats-Unis n'ont pas opposé leur veto comme ils l'avaient fait pour le Soudan. Les Syriens entendent, en outre, obtenir des Américains qu'ils poussent à un «règlement global», c'est-à-dire incluant le plateau du Golan, du conflit israélo-arabe.

L'Iran, quant à lui, a vu d'un bon oeil les attentats casser l'axe Afghanistan-Pakistan-Arabie Saoudite qui commençait à prendre l'allure d'une alliance entre extré-

mismes wahhabites. Mais le pouvoir chiite iranien a beaucoup plus à gagner que la chute des talibans sunnites de Kaboul, qui demeurent sa hantise.

L'Iran espère en profiter pour reprendre langue avec les Etats-Unis et favoriser la signature d'un accord commercial et de coopération avec l'Union européenne.

Plusieurs raisons conduisent toutefois les mollahs à se montrer prudents et à exiger des opérations «ciblées» et sous l'égide de l'ONU: la difficulté de se rapprocher de «l'Amérique» aux dépens d'un autre pays musulman, alors qu'ils ont forgé leur opinion dans l'hostilité

au «Grand Satan». Téhéran, qui soutient l'opposition antitalibans, veut, en outre, un droit de regard sur la «stabilité régionale» et donc le devenir de l'Afghanistan. Les Iraniens insistent d'autant plus sur ce point qu'ils perçoivent la présence américaine massive dans le Golfe et les projets d'oléoduc destinés à transporter le pétrole de la mer Caspienne comme des «manœuvres» de Washington visant à les encercler et les isoler.

Toutes ces raisons ont amené la République islamique à s'opposer aux frappes. D'autant que leur poursuite risque d'entraîner un nouvel afflux de réfugiés afghans, alors qu'elle en accueille déjà près de deux millions. Ce durcissement semble

avant tout verbal: l'Iran aurait promis de porter secours à des militaires américains en détresse après des missions en Afghanistan, tandis que Washington lui a promis de respecter son espace aérien. Une stratégie qui a déjà produit des dividendes: le Hezbollah ne figure pas sur la liste américaine des 27 organisations «terroristes», tandis que celle du département d'Etat inclut toujours les Moudjahidin du peuple iraniens.

J. G.

Turquie La rente géostratégique

Dès le 11 septembre, Ankara a affiché son «soutien total» aux Etats-Unis dans leur lutte contre le terrorisme. Pilier du flanc sud-est de l'Otan, au carrefour des trois principaux foyers de crise du Vieux Monde (Proche-Orient, Caucase-Asie centrale, Balkans), la Turquie compte tirer partie de ce que nombre d'analystes appellent sa «rente géostratégique». Pendant la guerre du Golfe, elle joua une fonction essentielle et aujourd'hui encore, la base

d'Incirlik sert aux missions de survol et de bombardement de l'Irak. Cette fois, le rôle de ce fidèle allié de Washington sera moins direct; il servira notamment d'interface avec les républiques turcophones d'Asie centrale et offrira des facilités militaires aux Américains, voire ses troupes si besoin. Les députés ont voté le 10 octobre à une large majorité un texte d'appui concret à «*Liberté Immuable*» et ce qui s'en suivra. Malgré l'hostilité d'une partie de l'opinion du pays, à 90 % musulman, Ankara espère ajouter des aides économiques aux 19 milliards de dollars déjà accordés par le FMI pour affronter sa crise financière. Les

autorités, en premier lieu l'armée dont le rôle de tuteur politique est institutionnalisé à travers le Conseil national de sécurité, comptent profiter de la situation pour avoir les mains libres face aux islamistes ou aux Kurdes accusés de «séparatisme». La répression se durcit contre les publications suspectes ou qui critiquent l'armée. Les réformes constitutionnelles (notamment sur la peine de mort et le rôle de l'armée) votées il y a un mois par le Parlement ont été jugées timides par les Européens. Mais Washington les a saluées comme un «*jalon majeur*» ●

MARC SEMO

Le Monde

MERCREDI 24 OCTOBRE 2001

Au Kurdistan turc, arrestations et cas de torture se sont multipliés

DIYARBAKIR (Kurdistan de Turquie) de notre envoyée spéciale

Dans les rues de Diyarbakir, la capitale du Kurdistan turc, la population vaque à son train-train quotidien. Pourtant, d'après les représentants locaux des organisations des droits de l'homme, les autorités maintiennent la pression. «*Malheureusement, l'approche des autorités turques face aux Kurdes demeure inquiétante, explique l'avocat Osman Baydemir, qui dirige l'association locale des droits de l'homme. « Depuis le 11 septembre, je crains que le gouvernement n'agisse en prenant la sécurité globale pour prétexte. »*

Analysant les attaques du 11 septembre à l'aune de sa propre lutte contre les militants armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Ankara s'est alors plaint de ce que les Européens n'aient pas soutenu ses efforts contre le PKK et les groupes islamistes radicaux. «*La plupart des attaques terroristes contre la Turquie ont été planifiées à partir de ces pays [européens], avait déclaré le premier ministre, Bülent Ecevit. J'espère qu'ils vont maintenant mettre un terme à cette honte. »* Depuis l'arrestation, en février 1999, de son dirigeant Abdullah Öcalan, le PKK a cessé ses opérations, et les affrontements armés contre les forces gouvernementales turques sont rares. Après une accalmie, les arrestations et cas de torture se sont à nouveau

multipliés. «*Depuis le début de l'année, il y a plus d'opérations militaires et les autorités ont durci leur position*», affirme Osman Baydemir. Il cite pour exemple la mort récente de Halit et Ebuzeyt Aslan, âgés respectivement de 62 et 42 ans, tués dans un champ dans la province de Sirnak.

Les forces de sécurité, pour qui les victimes étaient des militants du PKK, ont refusé de rendre les corps aux familles.

Sezgin Tanrikulu, qui représente la Fondation des droits de l'homme, estime, lui aussi, que «*le climat risque de s'alourdir à Diyarbakir*». Au début du mois de septembre, les autorités ont effectué une descente - «*sans mandat de perquisition*», précise Sezgin - dans les locaux du centre de réhabilitation pour les victimes de la torture, dirigé par la Fondation. Les dossiers médicaux de 360 patients ont été saisis. Une procédure judiciaire a été ouverte contre la Fondation, qui risque la fermeture. «*Après cet incident, aucune victime de tortures n'est venue s'inscrire. Nous avons déposé une plainte auprès du procureur.*»

« CHANGEMENTS INSUFFISANTS »

Craignant des troubles en Irak, les autorités ont renforcé les barrières près de la frontière. De nombreux incidents ont été rapportés dans la région frontalière de Sirnak, une des quatre provinces encore sous état d'urgence. Au début de

cette année, deux responsables du parti pro-kurde Hadep ont disparu,

peu après s'être rendus à une convocation au poste de gendarmerie local. En septembre, une bombe a explosé dans les locaux du parti à Cizre. Dans la ville d'Izmir, 37 personnes ont été interpellées dans les locaux du parti le 18 octobre.

Le Parlement turc a récemment approuvé une série d'amendements constitutionnels, notamment un article qui lève théoriquement l'interdiction de publier en langue kurde: «*Ces changements sont positifs, mais insuffisants. Nous voulons que l'existence des Kurdes soit reconnue et acceptée*», explique Osman Baydemir.

Nicole Pope

l'après-taliban. Après avoir dénoncé les frappes américaines, Téhéran fait preuve de pragmatisme

L'Iran veut en finir avec les taliban

Téhéran :
de notre correspondant
Serge Michel

Téhéran a rarement vu autant de délégations diplomatiques frapper à sa porte et le ministère des Affaires étrangères déployer une telle activité. On vient de partout, à la fois pour reconnaître le rôle modérateur que joue l'Iran dans la crise actuelle et pour s'assurer de sa coopération dans l'établissement d'un gouvernement afghan post-taliban.

Jeudi dernier, le ministre Kamal Kharazi recevait le Dr Abdullah Abdullah, responsable des Affaires étrangères de l'Alliance du Nord. Le mouvement de résistance aux taliban est venu resserrer les liens avec son plus proche allié, qui le soutient sans faute depuis six ans. L'enthousiasme dont a fait preuve l'Alliance du Nord face à l'intervention américaine a fait tousser Téhéran.

Le lendemain, le ministre iranien s'envolait pour Douchanbé, au Tadjikistan, afin de s'entretenir avec le président Emomali Rakhmonov. Dimanche, alors que le président vénézuélien Hugo Chavez terminait sa visite centrée sur les questions pétrolières, les adjoints du chef de la diplomatie iranienne recevaient à Téhéran un envoyé spécial du Quai d'Orsay, Pierre LaFrance, en mission d'information dans la région.

Lundi, Kamal Kharazi avait rendez-vous avec Renato Ruggero, le ministre italien des Affaires étrangères et, le soir, il recevait un appel du président afghan en exil, Burhanuddin Rabbani, qui lui rendait compte des ses récentes discussions avec les présidents russes et tadjik.

Hier, c'était au tour d'un envoyé britannique, Robert Cupper, conseiller spécial de Tony Blair pour l'Afghanistan, de s'entretenir avec des hauts responsables des Affaires étrangères. Au même moment, l'émir du Qatar, Qatar Hamad Ben Khalifa al-Thani, est lui aussi arrivé à Téhéran pour se rendre directement au palais présidentiel de Mohammad Khatami. Dans la soirée est encore arrivé Joschka Fischer, le ministre allemand des Affaires étrangères. Le chancelier autrichien, Wolfgang Schlüssel, est attendu aujourd'hui.

Peu d'informations ont filtré de cette impressionnante série

d'entretiens, qui auraient tous été dominés par la question du futur gouvernement afghan. De source diplomatique, on indique que les Européens avancent le projet d'une sorte de « gouvernorat » des Nations unies sur l'Afghanistan, auquel l'Iran, qualifié de « pôle de stabilité régionale », répond très positivement. De fait, dès le lendemain des attaques terroristes sur New York et Washington, l'Iran a demandé que l'ONU prenne la tête des opérations.

Depuis lors, la position de l'Iran n'a cessé d'évoluer, dans un sens que les Occidentaux jugent très positif. « Les chancelleries ont décidé de se concen-

trer sur les orientations modérées du ministère des Affaires étrangères et de ne pas se laisser impressionner par les discours très anti-américains du Guide suprême Ali Khamenei, qui sont plutôt destinés à rassurer les conservateurs », estime un observateur.

Du coup, ce sont les réformateurs proches du président Khatami qui ont critiqué la diplomatie iranienne. « Nous aurions pu devenir le centre de la diplomatie mondiale et jouer un rôle de premier plan en Afghanistan », regrette le député Haidar Ibrahim Baisalami, rapporteur de la commission spéciale pour l'Afghanistan. A l'en croire, les

Une défaite sportive enflamme la rue

Il suffisait de gagner. Dimanche soir, il ne manquait à l'équipe nationale iranienne qu'une victoire sur Bahrein pour être qualifiée pour la Coupe du monde de football 2002 en Corée et au Japon. D'ailleurs, tout était prêt pour la victoire. Les Téhéranais, pressés de se trouver en face de leur téléviseur, ont créé d'énormes embouteillages dans la métropole. Leurs enfants avaient fait le plein de drapeaux, de trompettes, de pétards.

La police s'était déployée dans toute la ville. Ces derniers temps, chaque victoire provoquait en ville des troubles plus importants. Le 12 octobre, quand l'Irak fut battu 2 à 1, des jeunes filles ont dansé sans froufrou, à même la rue, dans les quartiers chics du nord de la capitale. Alors que dans le sud populaire, de graves affrontements ont eu lieu entre les jeunes et les milices islamiques, se soldant par 400 arrestations. Dimanche, la police avait prévu d'amadouer la foule en distribuant deux tonnes de gâteaux.

Sauf que l'Iran a perdu : 3 à 1 pour le Bahrein. Tout a été lamentable chez les Iraniens : les attaques sans imagination, la défense en passoire, le gardien maladroit.

Du coup, au lieu des gâteaux, ce furent les gaz lacrymogènes. La foule est descendue dans la rue pour crier sa colère, accusant le régime d'être responsable de la défaite. « Notre équipe n'a pas

reçu l'autorisation de gagner. Le régime a trop peur des troubles que cela aurait provoqués », affirme un jeune Téhéranais adepte comme beaucoup des théories de la conspiration. Trente-deux banques étatiques ont été attaquées, des voitures ont brûlé et plus de 700 personnes ont été arrêtées. L'Agence France Presse rapporte que la foule a crié « mort aux mollahs ».

La nuit suivante, les troubles ont repris en plusieurs points de la capitale ainsi qu'en province. Cette fois, la police est intervenue avec l'appui de forces spéciales. Un nombre important de jeunes ont à nouveau été arrêtés.

A Ispahan, des témoins racontent que plus de 1 500 étudiants ont manifesté dans le centre-ville, criant des slogans contre le régime et contre le guide suprême Ali Khamenei, qui devait justement effectuer mardi une visite dans l'ancienne capitale de Perse. La visite a été annulée, officiellement pour raisons de santé. Le climat semble être encore très lourd : pour empêcher tout rassemblement, les forces de l'ordre ont pris position sur l'immense place de l'Imam, au cœur de la ville historique. Depuis une semaine, la plupart des magasins ont été fermés sur ordre de la police, des mesures qui viennent d'être prolongées d'une semaine.

S. M.

membres du Parlement n'excluent pas une intégration des taliban « modérés » dans un futur gouvernement à Kaboul, n'ont pas de problèmes avec l'ex-roi Zaher Shah et prônent des discussions directes avec les Etats-Unis.

C'est donc une révision radicale de la politique étrangère iranienne que réclament les parlementaires, au nom d'une crise « qui n'a rien à voir avec ce que le monde a connu », et de

deux termes très en vogue actuellement à Téhéran : « l'intérêt national » qui, dans l'esprit de ceux qui le prônent, commanderait un rétablissement au moins partiel des relations avec les Etats-Unis et la « sécurité nationale » que menace l'anarchie régnant depuis des années en Afghanistan.

Les Affaires étrangères, auxquelles s'intéresse de près le Guide suprême Ali Khamenei, ne peuvent évidemment pas

s'aventurer si loin. Pour autant, elles ont fait preuve de beaucoup de pragmatisme : après avoir qualifié les attaques américaines d'« inacceptables », les collaborateurs de Kamal Kharazi demandent maintenant aux Etats-Unis de « finir le travail », c'est-à-dire de renverser les taliban pour rétablir le président Rabbani dans ses fonctions.

Et là encore, la position iranienne n'a rien de dogma-

tique. Les délégations européennes auraient demandé à Téhéran la mise à l'écart de Rabbani au profit d'un « gouvernorat » des Nations unies. Un poste pour lequel est présenté l'ancien chef de la diplomatie algérienne, Lakhdar Brahimi, représentant spécial des Nations unies pour l'Afghanistan. Il est justement attendu à Téhéran à la fin de la semaine.

Ankara se pose en médiateur

Istanbul :
de notre correspondant
Eric Biegala

Présence militaire envisagée en Afghanistan, assauts diplomatiques en Europe ou en Asie centrale et accueil programmé d'une première réunion de l'opposition afghane sur son sol : en une semaine, Ankara a singulièrement étoffé son rôle auprès des Etats-Unis.

Seul membre musulman de l'Alliance atlantique, la Turquie a, depuis le début de la crise, apporté un soutien sans failles à Washington, même si l'opinion publique demeure plus que réservée sur les bombardements américains et franchement hostile à toute implication dans la campagne militaire elle-même.

Ankara a déjà fait savoir qu'elle partageait ses sources de renseignement avec les Américains, la présence turque en Afghanistan ne datant pas d'hier. Jusqu'à la fin des années soixante, ce sont des militaires turcs en effet qui encadraient et formaient les futurs officiers afghans. « Nous nous sommes retirés à la demande du Pakistan qui soupçonnait le régime afghan de visées irrédentistes », rappelle une source proche de l'état-major.

Aujourd'hui, Ankara appuie les forces ouzbekes et turcophones du général Rachid Dostum, l'un des principaux chefs de guerre de l'Alliance du Nord. Ankara assure un soutien logistique et financier au général dont la famille réside en Turquie. Le gouvernement turc plaide d'ailleurs pour un renforcement de l'assistance mili-



Le ministre des Affaires étrangères turc Ismail Cem (à droite), qui multiplie les rencontres en Europe et en Asie, a reçu mardi à Ankara son homologue italien, Renato Ruggiero. (Photo AP.)

taire à l'Alliance et n'exclut pas l'envoi de forces spéciales pour former les soldats afghans.

Ankara a également répondu favorablement à l'idée de troupes turques investies d'une mission de maintien de la paix. « Idéalement, les unités déployées pour entraîner les soldats de l'Alliance pourraient devenir des forces de paix », espère un diplomate.

Côté diplomatie, la Turquie n'est pas non plus restée les bras croisés. Lors de son passage à Bruxelles la semaine dernière, le ministre des Affaires étrangères Ismail Cem a proposé un sommet entre pays de l'Union européenne (Ankara est candidate à l'intégration) et

ceux de l'Organisation de la conférence islamique à laquelle la Turquie appartient. Proposition qui semble avoir été reçue favorablement en Europe.

Dans la foulée, le chef de la diplomatie turque s'est envolé pour l'Asie centrale où il a rencontré successivement les chefs d'Etat d'Azerbaïdjan, du Turkménistan et d'Ouzbékistan, trois pays turcophones. Ses propositions visant à organiser l'acheminement d'aide humanitaire destinée à l'Afghanistan semblent toutefois avoir été reçues fraîchement, notamment au Turkménistan où le président Saparmurat Niazov lui a reproché d'être à la remorque de l'Europe.

Mais c'est l'organisation en Turquie d'une sorte d'assemblée générale de l'opposition afghane qui devrait offrir à Ankara le rôle de médiateur auquel elle prétend. Préparée dans la discrétion, cette réunion prévue pour ce week-end ou au début de la semaine prochaine, devrait réunir 120 délégués afghans sous la présidence du roi en exil Zaher Shah.

Les représentants des différentes factions de l'Alliance du Nord et les délégués choisis par le roi devront théoriquement étudier les modalités de la tenue d'une « Loya Jirga », assemblée traditionnelle de représentants des différentes régions afghanes. Diplomates, observateurs et sources afghanes s'accordent pour estimer que cette Loya Jirga ne pourrait être réunie qu'en Afghanistan même. Le « Conseil des 120 » d'Istanbul devrait servir à organiser la sécurité d'une telle assemblée et certains de supputer que ce serait là une bonne occasion pour les soldats turcs d'entrer dans la danse.

« Il faudra aussi intégrer des Pachtouns dans le conseil des 120. Le problème, c'est que les Pakistanais veulent voir des taliban « modérés » dans le futur gouvernement afghan, c'est-à-dire des amis de leurs services secrets », explique un diplomate. Le président turc Ahmet Necdet Sezer vient de s'envoler pour Islamabad afin d'y rencontrer son homologue pakistanais Pervez Musharraf. L'entrevue est destinée à rassurer le Pakistan quant aux desseins turcs en Afghanistan. La Turquie avait été l'un des premiers pays à reconnaître le régime du général Musharraf après son coup d'Etat militaire de 1999.

Quatre rebelles kurdes tués dans l'est et le sud-est



DIYARBAKIR (Turquie), 23 oct (AFP) - 8h50 - Quatre rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), ont été tués par l'armée dans deux opérations dans l'est et le sud-est anatoliens, a-t-on indiqué mardi de source officielle.

Les rebelles ont été tués dans deux affrontements qui se sont produits dans les provinces de Van (est) et de Sîrnak, à la frontière avec l'Irak, dans le sud-est du pays, précise un communiqué des autorités responsables de l'état d'urgence à Diyarbakir, chef-lieu du sud-est à majorité kurde.

Le PKK a mené pendant quinze ans une lutte armée contre l'Etat turc pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est à majorité kurde de Turquie.

Mais il a annoncé l'arrêt des combats et son retrait de Turquie en 1999, à l'appel de son chef Abdullah Ocalan, condamné à mort pour trahison et séparatisme.

Depuis, les affrontements dans la région, qui ont fait quelque 36.500 morts, selon un bilan officiel, ont considérablement diminué.

Mais l'armée a rejeté les appels à la paix du PKK et a juré de poursuivre les rebelles jusqu'au dernier. La plupart se sont réfugiés dans le nord de l'Irak contrôlé par deux factions kurdes irakiennes.

Turks question role as Muslim go-between for U.S.

Christian Science Monitor October 19, 2001

By NICOLE ITANO

ISTANBUL - As the war in Afghanistan intensifies, Turkey is beginning to feel the pressure of its hybrid identity as a bridge between Europe and Asia.

Nearly 99 percent of Turks are Muslim, yet the country is a member of NATO. While Turkey's government is firmly with America in the war against terrorism, the people of Turkey are less certain that their interests lie with the West.

In the wake of the Sept. 11 terrorist attacks, Turkey quickly offered its condolences and aid. It opened its airspace and bases to U.S. forces the same day America requested them, and last week it sent a team of counterterrorism advisers to the command center in Tampa, Fla. The Turkish parliament also authorized Prime Minister Bulent Ecevit to deploy Turkish troops.

While there is little of the virulent anti-American sentiment here that has been seen in other Muslim countries, many Turks say they believe the war against Afghanistan is unjust. They add that their country gained little the last time it helped the United States, during the Persian Gulf War. Even young Sinem Demiray and her friends, who are part of Turkey's cosmopolitan youth, say they are against the bombings. "Nobody wants war," says Demiray's young friend, Pori Altinbascan. "Afghanistan shouldn't be harboring terrorists, but America is killing lots of innocent people."

While these students are part of a highly Westernized younger generation, Islam in Turkey has long been of a milder breed. The establishment of the Turkish republic in 1923 placed strict controls on religion and created a secular state.

Since the U.S. strikes began, imams - who are appointed by the state - have preached more about how killing is against Islam than calling for jihad. "The Turkish people are very supportive of the Afghan people, but that doesn't mean they are supportive of the Taliban administration," says Semih Gemalmaz, a professor of law at the University of Istanbul. "People here have a secular understanding of Islam. It's not the same as if you go to Iran or Syria or Saudi Arabia."

Most Turks say they were stunned by the Sept. 11 attacks and that such acts are not condoned by Islam. After a 15-year domestic-terrorist war against the Kurdistan Workers' Party that claimed the lives of nearly 40,000 people, there is little sympathy for terrorism here.

The greatest fear for most Turks is that a continued conflict in Afghanistan will further damage an already fragile domestic economy.

"The Turkish people and Turkish government suffered because of the Iraqi war, and they will suffer because of the current situation," says Rassoul Raouf, a suited businessman.

Iraq had been one of Turkey's major trade partners, and most Iraqi oil passed through Turkey on its way to international markets. The loss of oil revenues alone cost about \$400 million a year, and conservative estimates put the cost of the war on the Turkish economy at about \$9 billion. In the months and years after the war, the country also absorbed an estimated half a million to 700,000 Kurdish refugees.

The recent downturn in the world economy has already hit Turkey hard. The lira has shrunk more than 60 percent against the dollar, and inflation is expected to top more than 70 percent.

The government, however, believes that participation in the war against Afghanistan will garner more economic aid from the developed world.

Turkish Defense Minister Sabahattin Cakmakoglu says his country's aid in the war against Afghanistan could lead to a greater respect for the Turkish role in European stability and more generous donations for its allies.

"This shows how much importance Turkey has for durable peace and security in the world, particularly in Europe, the Middle East and Central Asia," he told the Agence France Presse.

"To say 'you need me now, then give me money' is not our character. But I believe our allies will see this (economic) aspect as well," he said.

* * * * *

TDN Press Scanner, October 23, 2001

Those who miss the opportunity are going to regret it!

Oct. 22, 2001 Sabah by Sukru Elekdag (former Turkish ambassador to the United States)

Ankara is seriously worried about the possibility that a military operation will be staged against Iraq in the course of the process of waging war on terrorism in the wake of Sept. 11. On CNN's Larry King Live program last week Prime Minister Bulent Ecevit stressed that if that happened Iraq would be split up, and that this would create problems for Turkey's independence and territorial integrity.

Ecevit's remarks require that we ask the following questions and analyze the relevant issues:

Is it definite that a Kurdish state will be founded in Northern Iraq if Saddam gets overthrown? How would Turkey be affected by the establishment of an independent Kurdish state? Is the United States supporting establishment of a Kurdish state? What kind of strategy should Turkey have?

Iraq would be split up if Saddam is overthrown

Ankara's view on the first question is quite clear. Ankara believes that Iraq's unity can be preserved only with an authoritarian rule; and that if Saddam gets overthrown Iraq will be split up. During the Ottoman era Iraq was governed as three separate provinces or states: The Baghdad province was predominantly Sunni-Arab, Basra Shiite-Arab and Mosul Kurdish and Turcoman. Ankara thinks that such a state would forge alliances with some of Turkey's neighbors as well as with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) to make territorial demands on Turkey, adhering to the "Greater Kurdistan" cause and fueling Kurdish nationalism.

These worries are not groundless, considering that in the aftermath of 1991 the U.S. policy has favored the establishment of a Kurdish state.

Indeed, it was only with Washington's support that a parliamentary election could be held in Northern Iraq in May 1992 and a Kurdish government could be formed.

And the "Kurdistan Federated State" was proclaimed on Oct. 4, 1992 in the wake of the visit [Northern Iraqi Kurdish leaders] Massoud Barzani and Jalal Talabani paid to the United States. During the Gulf crisis, Turgut Ozal, the president at the time, maintained elbow contact with U.S. President George Bush of how to split up Iraq. Ozal's "vision" was as follows: First a Kurdish state would be established in Northern Iraq and then ensure that it joins Turkey as a "Kurdish federated state." Thus, a "Turkish-Kurdish Federal State" would be created.

Turkey's being plunged on such a dangerous path was prevented thanks to Gen. Necip Torumtay to resigned as chief of staff when Ozal gave him instructions to "occupy" Iraq's Mosul and Kirkuk regions.

Kurdish state and US interests

Yet, the "Iraqi Federated State" proved short-lived because the tribal system that prevails in the region is hardly suitable for creation of a state. It is a fact that at a certain point the United States' Northern Iraq policy took a path hazardous to Turkey, and that was due to a great extent to the erroneous reasoning of Ozal.

Under the current international conditions, on the other hand, the United States should well be aware that it would go against American interests if the United States conducted the kind of policies that would result in the establishment of a Kurdish state in Northern Iraq.

If the United States did create a landlocked Kurdish state surrounded by hostile countries on all sides, a state which would be dependent on the United States in all aspects, Washington would, whether it liked it or not, have to "index" its Middle East policy to the safeguarding of that state. That would cause Iraq, Syria and Iran, countries who have a Kurdish minority of their own, would be inclined to resolve the differences among them and to create a bloc against America and Israel.

In other words, the consequences of such a policy could undermine the U.S. interests in the region.

It is a very strong possibility that the moment they decide that the United States has -- relatively -- attained its goals in Afghanistan, the "hawks" in Washington will push for the opening of a second front and succeed in initiating a military operation against Iraq. Turkey must be prepared for such developments. Turkey must not let Massoud Barzani and Jalal Talabani to have a clear field in Northern Iraq.

Otherwise, Turkey will not have a say in the restructuring of Iraq in the post-Saddam period.

* * * * *

KDP reiterates pledge for the unity of Iraq in Ankara

Turkish Daily News October 23, 2001 by SAADET ORUC

Massoud Barzani-led Kurdistan Democratic Party (KDP) reiterated its commitment to the territorial integrity of Iraq in Ankara, demanding Turkey "to stop using the Habour border gate as a red card" against themselves, a leading official of the Iraqi Kurdish party said on Monday.

In an exclusive interview with the Turkish Daily News on Monday in Ankara, Nechirvan Barzani, head of the local government in Northern Iraq stated that they felt that there was a misunderstanding among Turkish officials about the KDP. "Perhaps, there was false information from whatever circles, maybe from the region," Barzani told TDN.

Turkey has been declaring its concerns regarding the possibility of the establishment of an independent Kurdish state in northern Iraq and repeated remarks came from Prime Minister Bulent Ecevit that any development concerning northern Iraq will negatively affect Ankara. Stopping in Ankara on his way to Europe, Barzani met with senior officials from the Middle East Department of the Turkish Foreign Ministry and tried to ease Turkey's concerns which were strongly expressed by Turkish officials.

Barzani was received by Ministry Undersecretary Ugur Ziyal.

Three key messages given by KDP to Turkish officials are as follows: Iraqi Kurdish problem should be solved inside a united Iraq. The KDP had no evidence proving the claim that the Jund-ul Islam group was being directed by Osama Bin Laden, Ankara uses Habour border gate as a red card against the KDP.

Technical experts to meet for Habour

Turkish officials and the KDP decided to meet with technical experts for solving the deadlock concerning trade

through the Habour border gate. Diesel trade through the Habour border gate stopped recently and KDP argues that there is a political attitude against themselves.

Position on PKK remain unchanged

Barzani told TDN that their position on the PKK remains unchanged. "We still consider the PKK as a terrorist organization," he said.

However, the rejection of KDP for launching crossborder operations against the PKK in lands controlled by itself created anger in Ankara among military officials and Turkish military assets were pulled back, regional sources stated. Turkey deployed its land forces troops, but not the gendarmerie, along the southern border.

* * * * *

Nechirvan Barzani Reaffirms Commitment to Iraq Territorial Integrity

Anatolia October 22, 1001

ANKARA - Kurdistan Democratic Party (KDP) leader's nephew and regional director general of the party Necirvan Barzani met with Foreign Ministry Undersecretary Ugur Ziyal on Monday.

Responding to questions of journalists after the half an hour meeting, Barzani said that there are certain misunderstandings about the situation of KDP in the region, adding that they underlined the views of KDP about the issue in Ankara once again. "There is a campaign led by the media saying that KDP aims to found an independent state in the region. There is no change in our situation and position. We wish democratic solution of the Kurdish problem within the territorial integrity of Iraq. We will protect the unity of Iraq," he said.

Barzani said that he found necessary to hold contacts in Ankara while going to Europe, and noted that they will continue to have consultations to clarify the issue. Barzani said that he concluded his contacts in Ankara with reciprocal understanding. When asked if there is any threat from Iraq to the region, Barzani said that the situation in the region is normal and there was no threat from Iraq.

"Do you expect the Turkish military power to continue operations?" asked another journalist to Barzani who said that "we didn't take up the issue in details."

* * * * *

(courtesy of Kurdistan Observer)

Turkish Minister Insults Kurdish Cause and KDP on TV

October 22, 2001 Gulan Media (KDP)

In a TV-interview in October 10, Turkish Interior Minister, Abdulqadir Chai, describes the Kurdistan Democratic Party's forces as a group of "bandits", and makes rude remarks on Kurd's struggle for self-determination.

In his written statement, an unnamed spokesman for KDP condemns and severely criticizes Mr. Chai's remarks and writes that the Minister's comments are "against the spirit of good neighborliness and diplomacy.

The spokesman writes that his party and Kurds hope that Mr.Chai's remarks reflect only his own personal view and are not representative of the whole of the Turkish Government or national opinion.

In a new era in the world's history where democracy and dialogue seem to have the last words, it is sad that a neighboring Turkish Minister would hurt the feelings of millions of people in Kurdistan by offending them and their struggle, the spokesman writes in his written statement.

* * * * *

Turkey's Kurdish Phobia is mounting

KurdishMedia.com By Eamad Mazouri 23 October 2001

Regardless of the nature of the struggle the Kurds are leading, and despite the repeated assurances by the Kurdish leadership in Southern Kurdistan that the Kurds are not seeking an independent Kurdish State which is within their natural national rights according to the UN Charter and the Universal Declaration of Human Rights and every international law, treaty, and convention. The Kurdish leadership, far from any ambiguity has been very clear about its current objective in its struggle to secure Federalism for the Kurdish people. This, despite the fact that the majority of the Kurdish people if given the freedom of choice and by their free will, they certainly will prefer an independent Kurdish State on any other choice.

Ever since the September 11th terrorist attack on New York and Washington allegedly by Islamic fundamentalists linked to the terrorist group Al-Qaeda led by terrorist Osama bin Laden, some U.S. Officials and Media sources have revealed the possibility of Hussein's involvement with the attack, therefore, Iraq also might become a U.S. and British target in their war against terrorism. The sheer idea of the Iraqi involvement in the terrorist attack of September 11th, and the possibility of attacking Hussein's regime to remove him from power has terrified Turkish Officials. Not because of their concern about the future of Iraq and Iraqi people and its sovereignty which they have overrated it long time ago. But because of the possibility that Kurds might take the advantage of circumstances and declare their own independent state. This has been a nightmare for the Turkish government officials who are against anything Kurdish and perceive Kurds as inferior creatures not human beings who deserve to have basic human rights. Unfortunately, their concern does not stop at their official borders, but it goes far beyond that to reach every part of occupied Kurdistan and every Kurdish community in any part of the world.

While the Turkish government is refusing adamantly to admit to the fact that there are Kurds living on their own land within the Turkish Republic and denies them their basic human rights despite the tremendous pressure from the European Union and other Western countries, it refuses to accept the fact that Kurds in other parts of Kurdistan might gain some recognition and some national rights such as federalism in Southern Kurdistan.

A few days ago, in a TV interview, the Turkish Interior Minister Abdulqadir Chai describes the Kurdistan Democratic Party (KDP) led by Mr. Masoud Barzani as a group of bandits, at the same time make some insulting remarks about the Kurdish struggle and right for self-determination. This is not the first time and it will not be the last remark from Turkish officials about the Kurds.

Kurdish struggle has been long and bloody and full of sacrifices. There is no nation on the face of earth who has been committed and loyal to its cause throughout the history as the Kurdish people fighting their way to freedom and self-determination against all the odds. Turkey better recognize that. There is no doubt that Kurdish people will take advantage of every opportunity to gain their national rights, including the establishment of an independent Kurdish State. It is not a crime for a divided nation to aspire for freedom and independence in the 21st century. Turkey is the only country in the whole world that is still is guided by the 14th and 15th century Ottoman mentality. Turkish officials should recognize the fact that world has witnessed great changes on human rights and nation's right to free itself from foreign occupation. Today we live in civilized global community brought together by technological advances. Crimes against Kurdish people can not kept away from the scrutiny of the non-governmental human rights organizations and civilized Western countries.

The Turkish Officials as a result of almost a century of cheap and unsubstantiated propaganda among the Turkish public have created Hatred, detestation, and revulsion among the Turks towards the Kurds and anything Kurdish. The current Turkish official civilian and military are no exception. They also were raised under Kemalism philosophy which despised the Kurds following the establishment of the Turkish Republic in the aftermath of the 1st World War.

The idea was to assimilate the Kurdish people into melting pot of Turkishism. Now the liberal elements of the Turkish society who are willing to accept the Kurds as such, are complaining that the Turkish people are not ready yet for any radical change in their view to accept the Kurdish national rights even though these rights have been downscaled to the mere some pity cultural rights. Of course you can not wipe out in a few years the poisonous propaganda that was systematically fed to the public by the Turkish government for over a whole century. This process requires a huge load of work of an organized effort by the government to right the wrong.

It ironic that Turkey differs in this regard from the rest of the countries that are occupying parts of Kurdistan. In Iraq, Syria, and Iran despite the differences between the Kurds and the dominant nationality, ordinary Arabs and

Persian treat the ordinary Kurds with respect in any normal course of their daily life. However, in these countries they lack a liberated intelligensia that sympathise with the Kurdish people and their just cause. In Turkey the whole thing is reversed. The Turkish public despise Kurds, while their intellectuals and free thinkers not only sympathise with the Kurdish cause, but also risk their life on that road. Many famous Turkish figures have spent many long years of their life in prison because they have said or published something in the defence of the Kurdish people and their plight.

Now it is obvious for the Kurdish people that Turkey single handedly is the major obstacle in the way of their struggle to freedom, independendc, prosperity and decent living. Turkey will have to overcome its Kurdish phobia and accept the fact that Kurdish people like any other nation have to be recognized on their own ancestral land as a nation who have been deprived from its basic human rights. Turkey has to recognize that Kurds have the right to obtain their national rights including the liberation of entire Kurdistan from the foreign occupation and the creation of a strong unified independent Kurdistan. They have to realize that when that day comes they will be the next door neighbor to Turkey.

* * * * *

24 October, 2001 BBC

350 Mainly Kurdish Refugees Drown: Indonesia police 'aided smugglers'

A senior United Nations official has called on the Indonesian Government to look into allegations that police forced asylum seekers onto a boat that sank, killing more than 350 people. Some of the 44 survivors have accused Indonesian police of threatening to kill them if they did not board the boat.

The police have denied the allegations, and other survivors have said no-one forced them onto the boat, which was headed for Australia. The heavily overloaded 19-metre boat sank last week when a worn-out water pump broke down in the Indian Ocean. One survivor, an Iraqi, said on Wednesday that about 30 police officers armed with pistols and automatic weapons forced passengers onto the wooden boat, even though several did not want to go after seeing its poor condition. "They said they were willing to kill us," said Achmad Hussein Ali, speaking through a translator. "The police even beat two refugees with their rifle butts." He said a police boat then escorted the asylum-seekers' boat out of the port.

'Grave concern'

Indonesian national deputy police spokesman Lt Col Prasetyo denied the allegations. "The accusations are not true," he said. "It is our duty to protect the refugees." A Jakarta spokesman for the United Nations' refugee agency (UNHCR) Raymond Hall, said the authorities must carry out a "really serious investigation" into the claims.

"If there was any complicity from the local authorities ... in actually forcing people to get on the vessel that would be a source of ... grave concern," he said. Another survivor, Ali Ahmmad, a Kurdish refugee from Iraq, said the police were working with three people-smugglers who were also armed.

International talks

Australia on Wednesday named one of those men and asked Indonesia to extradite him. "We know who the person was who arranged this particular package of travellers," he said. "He put 400 people on a boat 19 metres long that could only take 150 people." He said the man, who he described as of Egyptian origin, had been behind other people-smuggling operations. He said Australia had passed information on him to Indonesia on several occasions.

Indonesia announced on Wednesday it will host international talks on people-smuggling next month.

Foreign Minister Hasan Wirayuda said the issue was becoming urgent, with the expected arrival of more Afghan asylum-seekers because of the US air strikes. Australia has taken a hard line against asylum seekers trying to enter the country by sea since late August, when it refused entry to a boatload of mainly Afghan refugees rescued at sea by a Norwegian freighter. It has since turned away about 1,500 asylum seekers, sending the majority to other countries including Nauru, New Zealand and Papua New Guinea for processing.

* * * * *

LE DOSSIER

Soupons sur l'Irak

L'Irak après l'Afghanistan? Depuis le 11 septembre, un grand débat s'est ouvert aux États-Unis sur une éventuelle implication du régime de Bagdad dans les attentats, aidant l'organisation de Ben Laden pour l'opération des kamikazes ou lui procurant des bacilles de charbon. De nombreux indices démontrent l'existence de liens entre Irakiens et membres d'Al-Qaeda. La droite républicaine, qui rêve de «finir le

travail» laissé inachevé en 1991, amplifie ces révélations. Une autre partie de l'administration américaine et le président George W. Bush tentent au contraire de minimiser les éléments à charge pour éviter un éclatement de la «coalition antiterroriste».

2 4 O C T O B R E 2 0 0 1

«Finir le travail» du conflit du Golfe?

L'administration Bush divisée face à Saddam.

Washington
de notre correspondant

«Vous avez du courrier»... Lorsque Christopher Love, 43 ans, un informaticien de la banlieue de Philadelphie a consulté ce week-end ses e-mails il est resté bouche bée. Un message de... Saddam Hussein! Christopher Love lui

avait envoyé un e-mail après le 11 septembre pour le supplier de coopérer «contre le terrorisme, la faim, la guerre». Saddam Hussein lui a répondu par une lettre de 10 pages, dans laquelle il lui explique que «l'administration américaine ne mérite pas de condoléances tant qu'elle n'aura pas exprimé les siennes pour le million et demi d'Ira-

kiens qu'elle a tués». Mais à lui, à Christopher Love, «citoyen de l'humanité», il adresse sa sympathie pour les victimes d'attentats qu'il condamne.

Inspections. Lundi, à Bagdad, le ministère de l'Information a diffusé cette lettre, qui représente les premières condoléances exprimées par Saddam depuis les attentats. Cette pu-

blicité autour d'un courrier «privé» s'explique: Bagdad craint d'être la «seconde cible» de la campagne engagée par les États-Unis contre le terrorisme. Depuis le 11 septembre, Saddam Hussein est en effet au cœur des débats des stratèges américains, qui se demandent si la principale racine du terrorisme ne se trouve pas à Bagdad. L'affaire des lettres piégées au bacille du charbon n'a fait que redoubler l'attention qu'on lui porte à Washington: Saddam n'a-t-il pas tout fait pour se soustraire aux inspections de l'ONU sur son programme d'armes biologiques? Le gouvernement américain semble embarrassé par ce débat public. Soucieux de ne pas se mettre à dos les pays arabes, qui le soutiennent déjà du bout des lèvres, il évite d'accuser directement Bagdad et semble plutôt chercher à calmer les esprits. «Je ne pense pas qu'il y ait actuellement un lien direct et clair (entre l'Irak et la maladie du charbon)», a déclaré lundi Philip Reeker, porte-



3 septembre 2001. Saddam Hussein devant la maquette d'un monument aux victimes de la guerre.

parole du département d'Etat. L'administration est en fait divisée: le numéro deux du département de la Défense, Paul Wolfowitz, a plaidé ouvertement pour un élargissement de la campagne à l'Irak. Contre l'avis de Colin Powell, le secrétaire d'Etat. Bush a tranché en faveur du second... pour le moment. Nul ne sait ce que le Président a en tête. Personne n'oublie que Saddam Hussein a tenté d'assassiner son père, le président Bush, lors d'une visite de ce dernier au Koweït, au printemps 1993. Mais d'un autre côté, Colin Powell a pris ces dernières semaines un réel poids au sein du gouvernement... «Tout, y compris le voyage de Bush à Shanghai (qui a marqué un net réchauffement avec la Chine, ndr), semble indiquer que la ligne Wolfowitz a du mal à s'imposer», regrette Tom Donnelly, du (très reaganien) centre de recherches Project for a New American Century. Donnelly constate cependant qu'avec cette administration, «il est assez difficile

de savoir ce qui se passe derrière le rideau». A la différence de l'équipe Clinton, celle de Bush parvient à cacher ses querelles. De nombreux commentateurs proches des républicains plaignent pour une offensive rapide contre l'Irak. Les plus va-t-en-guerre sont les «néoconservateurs» (reaganien) et les milieux pro-israéliens. L'ex-chef de la CIA, James Woolsey, proche de Wolfowitz, a publié un long article dans le *Wall Street Journal* dans lequel il expliquait pourquoi il fallait «finir le travail» entrepris pendant la guerre du Golfe, mais interrompu selon lui à la suite d'une «erreur majeure» - celle de ne pas avoir poussé jusqu'à Bagdad pour en chasser Saddam. «Cuisine». Woolsey n'hésite pas à comparer le choix du président Bush à l'époque à celui qu'avait dû faire Churchill en mai 1940, lorsque lord Halifax, son ministre des Affaires étrangères, le pressait de composer avec l'Allemagne. Sous-entendu: Powell (chef d'Etat major des armées pendant la guerre du Golfe) est le Halifax des temps modernes... Autre intervention remarquée, celle de Joe Lieberman, colistier du candidat démocrate Al Gore

pendant la dernière présidentielle. «Tant que Saddam est en place, l'Irak ne sera pas pour nous qu'une source d'irritation, mais une menace sur nos vies», a déclaré il y a quelques jours le sénateur du Connecticut, ajoutant ce week-end que, selon lui, le bacille du charbon qui a tué en Floride et à Washington n'a pas été fabriqué «par deux types dans une cuisine».

«Flammes de la peur». Les ex-inspecteurs de l'ONU, quant à eux, se déchirent. Richard Butler, l'ex-responsable de l'équipe chargée de surveiller l'Irak, a laissé entendre que la maladie du charbon venait probablement de Bagdad, allant dans le *New York Times* jusqu'à suggérer que la rencontre entre le terroriste Mohamed Atta et un diplomate irakien, à Prague en juin 2000, «pourrait avoir été l'occasion de procurer le bacille du charbon à M. Atta». Mais un autre ancien inspecteur, Scott Ritter a jugé ces propos «irresponsables»: «Ceux qui suggèrent que le bacille utilisé dans les récentes attaques provient d'Irak, y compris Richard Butler [...], ne font que souffler sur les flammes de la peur et de la panique», a-t-il rétorqué dans *The Guardian* de Londres. Selon lui, l'Irak a sur-

tout travaillé sur un bacille appelé Vollum, dont il avait acheté la souche à un laboratoire privé de la banlieue de Washington. Or, le bacille des lettres serait issu d'une souche différente... Reste que chaque révélation liant Saddam à Ben Laden (lire page suivante) renforce les «faucons» de l'équipe Bush. Aucun expert n'exclut que tout cela se finisse, une fois la campagne afghane terminée, par une offensive contre Bagdad. «Si Bush décide d'y aller, il aura un large soutien dans l'opinion», prédit Tom Donnelly. Il y a quelques jours, cependant, le spécialiste militaire de la Brookings Institution, autre centre de recherches, prévenait: «Si nous sommes sérieux et si l'objectif est que Saddam ne reste pas au pouvoir, [...] alors il faut se préparer à une opération "Desert Storm II", c'est-à-dire un demi-million d'Américains marchant sur Bagdad, 100 milliards de dollars, probablement 10 000 Américains tués, et le risque que l'Irak utilise des armes chimiques ou biologiques ou procure ces armes à Al-Qaeda.» On comprend mieux, en l'écoutant, que Bush n'insiste pas encore trop sur la «piste irakienne» ● PASCAL RICHE

Contacts répétés avec la nébuleuse

Ben Laden

Mais rien ne prouve une implication de l'Irak dans les attentats.

Les services du régime de Saddam Hussein sont-ils impliqués d'une façon ou d'une autre dans les attentats du 11 septembre. De nombreux indices que laisse filtrer l'administration américaine montreraient que des agents irakiens ont eu des contacts répétés avec la nébuleuse terroriste de Ben Laden. «La question centrale est celle de l'implication d'un Etat et, pour y répondre, nous devons dresser le cadre de ce qu'a été le terrorisme contre nous au cours de la dernière décennie même si ce ne sont pas encore des preuves au sens où l'entendrait un tribunal», écrivait vendredi, dans une tribune au vitriol dans le *Wall Street Journal*, James Woolsey, patron de la CIA entre 1993 et 1995, convaincu comme toute une partie de l'administration américaine qu'il faut saisir cette occasion pour en finir avec le maître de Bagdad.

Diplomate expulsé. Mohamed Atta, le «chef» présumé des kamikazes, a rencontré à l'aéroport Ruzyně de Prague en juin 2000, avant de partir pour Newark (New Jersey), le «diplomate» irakien Ahmed Khalil Ibrahim Samir al-Ani, expulsé en avril 2001 «pour des activités incompatibles avec son statut diplomatique».

Selon des informations du BIS (le service de contre-espionnage tchèque), il y aurait eu encore deux ou trois rencontres entre les deux hommes, dont la dernière en mars 2001. Elles ne signifient pas nécessairement que le régime de Saddam était engagé dans la préparation des attentats du 11 septembre ou même au courant. Certaines sources américaines assurent néanmoins que lors de la dernière rencontre, Atta aurait reçu des souches de bacilles du charbon.

Malgré leurs oppositions «idéologiques», le régime baasiste et le groupe islamiste radical Al-Qaeda de Ben Laden avaient eu dans le passé d'autres contacts, notamment au travers de Farouk al-Hijazi, longtemps numéro 2 des Mukhabarat, les services irakiens, et nommé il y a trois ans ambassadeur d'Irak à Ankara. Selon les services américains, Al-Hijazi aurait rencontré Ben Laden une première fois au Soudan en 1994. Il y aurait eu ensuite en 1998 plusieurs autres entretiens en Irak entre des représentants du régime et des lieutenants de Ben Laden. Vincent Cannistraro, ancien responsable du contre-terroris-

Irak : un arsenal inquiétant

A partir de 1983, pendant la guerre contre l'Irak, l'Irak a eu recours aux armes chimiques. En 1987 et 1988, l'armée de Saddam Hussein les emploie dans la campagne contre les Kurdes d'Irak. Cette utilisation massive par Saddam Hussein provoquera à la fois une forte prolifération des armes chimiques dans la région et une mobilisation de la communauté internationale, qui débouchera, en 1993, sur un traité d'interdiction totale.

Pendant la guerre du Golfe, en revanche, contrairement aux craintes des armées de la coalition et des Israéliens visés par les missiles Scud, Saddam Hussein n'a pas utilisé les armes chimiques, démontrant par là même leur faible utilité militaire contre des populations averties et protégées. Le chef de l'Etat irakien n'a pas utilisé non plus, dans aucun de ces conflits, d'armes biologiques. Un important programme biologique avait cependant été développé par Bagdad à partir de 1985 et jusqu'à la guerre du Golfe.

La résolution 687 de l'ONU, qui, en avril 1991, conclut la guerre du Golfe, impose à l'Irak la destruction de toutes ses armes de destruction massive et soumet le pays aux inspections d'une mission d'experts (l'Unscorm) chargée de s'assurer que cet objectif est atteint.

Les quantités déclarées par Saddam Hussein en vertu de cette résolution révèlent un arsenal chimique bien supérieur aux estimations occidentales, malgré les destructions par l'aviation occidentale pendant

l'opération « Tempête du désert ». Le récent rapport parlementaire français sur les armes de destruction massive rappelle quelques chiffres : 11 131 obus chimiques et 1 005 tonnes de gaz innervant, 6 920 roquettes chargées de gaz sarin, 200 bombes DB-Z au sarin, 75 tonnes de sarin, 2 500 têtes de missiles au sarin, 150 tonnes de tabun et 280 tonnes de gaz moutarde.

Les experts de l'ONU ont, par ailleurs, estimé qu'avant 1991 l'Irak avait à sa disposition 20 000 litres de toxines botuliniques, 8 500 litres de bacille du charbon et 2 200 litres d'autres produits biologiques. Bagdad avait mis au point, notamment, un dispositif de largage de produits biologiques par aérosols à partir de quatre Mirage F1 achetés à la France dans les années 1980. Les experts de l'ONU avaient aussi affirmé avoir détecté des traces d'un agent neurotoxique extrêmement virulent qui peut être dérivé d'insecticides ou d'engrais, sur des têtes de missiles Scud ; l'Irak a contesté cette affirmation.

En matière nucléaire, les inspections de l'AIEA (Agence internationale pour l'énergie atomique) ont révélé les ambitions qui étaient celles de Saddam Hussein avant 1991, et le chemin qu'il avait déjà parcouru vers l'arme nucléaire, en particulier sa capacité de production d'uranium enrichi. L'Agence a déclaré fin 1998 que toutes les installations connues avaient été détruites, mais certains experts n'en estiment pas moins que l'Irak a pré-

servé ou reconstitué une partie de ses capacités nucléaires.

Certains sites de production chimique et biologique ont été détruits pendant l'opération « Tempête du désert » en 1991 ; d'autres l'ont été après, sous contrôle de l'Unscorm. Mais l'Irak n'a jamais cessé de prêter le flanc aux accusations de duplicité envers l'ONU chargée de contrôler le désarmement dans ces deux domaines, et cela jusqu'à la crise ouverte de 1998. Depuis, plus aucune inspection n'a eu lieu, ce qui renforce les soupçons sur la reconstitution ou la capacité de reconstitution des arsenaux chimiques et biologiques, notamment de production clandestine de *Bacillus anthracis*.

Dans un rapport de 2001 sur la prolifération, le département d'Etat américain écrit notamment : « Depuis la guerre du Golfe, l'Irak a reconstruit des parties importantes de ses infrastructures de production chimique. Certaines peuvent très rapidement être transformées pour la production d'agents chimiques militaires. (...) L'Irak a produit, avant l'opération "Tempête du désert", d'importantes quantités d'agents biologiques militaires. Il l'a admis en 1995, après l'avoir nié pendant quatre ans, et a prétendu avoir tout détruit. Aucune preuve crédible n'a cependant été fournie. » Dans son dernier rapport, l'Unscorm indiquait notamment avoir découvert que l'Irak s'était procuré le matériel nécessaire pour transformer le charbon liquide en poudre.

Claire Tréan

Le Monde
DIMANCHE 28 - LUNDI 29 OCTOBRE 2001

Treize ans après, le calvaire des Kurdes gazés par Bagdad

LE 17 mars 1988, les avions de Saddam Hussein déversaient un déluge de bombes chimiques et biologiques sur Halabja, une ville de 80 000 habitants située au Kurdistan irakien. Ce jour-là, et dans les semaines qui suivirent, près de 7 000 habitants d'Halabja sont morts de suffocation et de brûlures. A l'époque, de rares images de cadavres recroquevillés ont témoigné de l'agonie atroce de ces civils gazés chez eux, dans les rues, sur le pas de leur porte. Le bombardement d'Halabja n'était que le point d'orgue d'une longue campagne contre les populations du nord du pays. D'avril 1987 à juin 1988, on estime à plus de 150 000 le nombre de Kurdes exposés aux armes non conventionnel-

les de Bagdad. Treize ans après, beaucoup continuent d'en souffrir et d'en mourir.

C'est ce qu'a pu constater une équipe de médecins français qui s'est rendue dans la région, l'été dernier, sous l'égide de l'ONG Human Rights Alliance pour « identifier les conséquences à long terme de l'utilisation d'armes chimiques et biologiques ». Ils ont notamment pu s'appuyer sur les travaux de médecins kurdes, regroupés au sein de l'Halabja Medical Post-graduate Institute (HMI), une structure de soins et d'études créée en 1999 avec la caution scientifique du docteur Christine Gosden, professeur de génétique médicale à Liverpool. Jusquelà, on ne savait rien ou presque des séquelles endurées par les vic-

times de ces attaques à l'arme biologique, et leurs descendants. Depuis deux ans, l'HMI a étudié environ 2 000 familles dans les villes de Dohuk, Arbil, Souleymania et Halabja. Des équipes ont interviewé quelque 10 000 personnes dans les villages alentour. Les premiers résultats de cette étude épidémiologique de grande ampleur devraient être publiés prochainement. Mais, dès 1998, sur les 700 patients examinés par Christine Gosden, des taux anormalement élevés de cancers, de fausses couches, de malformations, de désordres neuropsychiatriques, etc., avaient été constatés. La moitié de la population d'Halabja, par exemple, souffrirait d'atteintes pulmonaires, 7 % de malformations cardiaques.

Sans dévoiler les chiffres de l'étude à paraître, les médecins français confirment la fréquence élevée de cécités, de cancers et autres maladies graves qui se sont parfois révélés plus de dix ans après l'attaque. « Le taux d'infertilité est important, écrivent-ils dans leur rapport. Et sur 367 naissances en dix mois à Halabja, douze nouveau-nés présentaient une malformation. » Ils citent le cas d'une jeune femme de vingt ans « qui souffre de séquelles douloureuses de brûlures de la face et a déjà présenté trois avortements ». Le cancer du côlon touchant une population jeune serait quatre fois plus élevé que dans la population non exposée aux armes chimiques et biologiques. Certains cas laissent perplexes : « On observe des tableaux cliniques mal expliqués

évoquant la postomyélite ou des dystrophies musculaires et pouvant être secondaires à l'utilisation d'agents neurotoxiques. »

En fait, on sait peu de choses sur le contenu exact des bombes utilisées par Saddam Hussein contre la population civile du Kurdistan, faute d'avoir pu faire des prélèvements à l'époque. Selon certains témoignages, la plupart des victimes survivantes avaient été parquées par l'armée irakienne, qui empêchait les médecins kurdes de les soigner. Les scientifiques penchent aujourd'hui pour des « cocktails » comportant du gaz moutarde et des agents neurotoxiques comme le sarin ou le tabun, voire le VX et l'aflatoxine biologiques. Les liens entre ces armes et les séquelles actuelles ne

sont pas toujours faciles à établir, surtout dans le domaine psychiatrique, car les effets à long terme de telles armes administrées en cocktail sont encore mal connus.

Comment traiter les cancers rares, notamment ORL, apparemment très fréquents dans la région ou les troubles neuropsychiques liés aux substances neurotoxiques ? Dans son état actuel, la science est souvent impuissante. Que dire alors des conditions dans lesquelles les médecins kurdes s'efforcent de soigner les victimes ? Leurs confrères français ont constaté la pauvreté des infrastructures et des moyens médicaux - médicaments périmés ou impurs, absence d'oxygène au bloc opératoire, etc. « Les protocoles de chimiothérapie sont incom-

plets faute de molécules disponibles et il n'y a aucune possibilité de radiothérapie du fait de l'embar-go », explique un médecin de la mission, qui souhaite conserver l'anonymat pour pouvoir continuer à aller travailler en Irak avec son ONG.

Dans cette région très pauvre, les besoins sont immenses, notamment en chirurgie plastique et réparatrice (brûlures), en ophtalmologie (greffes de cornées), en réparation des cardiopathies congénitales, en neurochirurgie, etc. Après trente ans d'isolement, les spécialistes kurdes n'ont pas la formation nécessaire. Ils viennent de solliciter un partenariat chirurgical auprès de Médecins du monde.

Jean-Jacques Bozonnet

Mohammed Atta a bien rencontré un espion irakien à Prague, selon les autorités tchèques

PRAGUE

de notre correspondant

Ce que la rumeur pragoise et les fuites organisées dans la presse laissaient entendre depuis trois semaines a finalement reçu, vendredi 26 octobre, son sceau officiel : le ministre tchèque de l'intérieur, Stanislav Gross, a indiqué que Mohammed Atta, considéré comme le chef opérationnel du groupe d'islamistes responsables des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, avait rencontré, au printemps 2001 à Prague, un agent des services secrets irakiens. Le terroriste s'était entretenu avec le consul et deuxième secrétaire de l'ambassade d'Irak à Prague, Ahmed Chalil Ibrahim Samir Ani, « quelques semaines avant le 22 avril 2001 ». A cette dernière date, le responsable irakien avait été expulsé de la République tchèque pour « activité incompatible avec son statut de diplomate », a rappelé M. Gross, en reprenant le langage diplomatique utilisé pour évoquer l'espionnage.

Selon des sources diplomatiques occidentales, M. Samir Ani était en effet un « gros poisson » à la tête des espions irakiens en Europe centrale qui préparaient des opérations contre les Etats-Unis ou qui visaient à contrecarrer les projets américains contre l'Irak. Le ministre tchèque a précisé que « l'enquête se poursuit pour connaître le con-

tenu de l'entretien » entre Mohammed Atta (mort dans l'un des avions lancés contre le World Trade Center) et M. Samir Ani (vraisemblablement réfugié en Irak).

VÉRIFICATIONS EN COURS

Dûment informé des « qualités » de l'espion en chef par des services occidentaux, le contre-espionnage tchèque surveillait à l'époque ce diplomate d'un genre particulier. Mais les services tchèques n'ont pas semblé accorder une attention particulière à la rencontre avec Mohammed Atta et encore moins enregistré les conversations entre les deux hommes. Leurs entretiens ont eu lieu lors d'un deuxième séjour en République tchèque de Mohammed Atta, qui a obtenu un visa en bonne et due forme dans un consulat tchèque pour chacune de ses visites dans ce pays.

Le futur kamikaze de New York s'était déjà rendu à Prague en juin 2000, en provenance d'Allemagne où il étudiait depuis plusieurs années à l'université technique de Hambourg. Le 2 juin, il avait utilisé un autocar de ligne régulière pour se rendre dans la capitale tchèque d'où il s'était, le lendemain, envolé pour les Etats-Unis. Le ministre de l'intérieur a également indiqué que Mohammed Atta « aurait pu aussi se trouver en République tchèque le 31 mai 2000 », mais que l'informa-

tion devait encore être confirmée. « La police a des doutes sur l'identité de la personne », a-t-il ajouté, en indiquant qu'il ne peut « pour l'instant, confirmer d'autres séjours, car des vérifications sont en cours. »

Enfin, le ministre a reconnu ne disposer d'aucune information sur d'éventuels contacts de Mohammed Atta avec des Irakiens pendant les quelques heures passées sur le territoire tchèque entre le 2 et 3 juin, pas plus que sur d'hypothétiques activités commerciales de l'intéressé dans le pays.

L'ancien étudiant originaire d'Egypte est soupçonné d'avoir créé au moins une société en République tchèque, sous un pseudonyme qu'il a utilisé également aux Etats-Unis, selon le FBI. Cette société, Electric Construction Company, ouverte au nom de Mohammed Sayed Ahmed, résidant au Caire, figure en effet dans le registre du commerce tchèque. La SARL est domiciliée à Prague, dans un immeuble sans téléphone où aucune société de ce nom n'est connue des riverains. Prudent, M. Gross n'a écarté aucune hypothèse sur d'autres agissements éventuels de Mohammed Atta en République tchèque, en particulier sous des noms d'emprunt.

Martin Plichta

TIME, OCTOBER 29, 2001

■ SUPPORT

Firsthand Experience

Turkey's struggle with Kurdish rebels could make them invaluable to U.S.-led ground forces

By ANDREW PURVIS

THE INTERNATIONAL WAR ON TERROR has attracted no shortage of allies in the past month, but few are likely to prove more useful than Turkey. NATO's only Muslim member not only has historical roots in Central Asia and close ties to the region today, but also happens to be the only country with recent experience in the kind of combat the U.S.-led coalition will face in the months ahead. Starting in the mid-1990s, clandestine Turkish special forces waged a successful counterinsurgency campaign along the country's rugged southeastern frontier against a foe—Kurdish rebels—that bears a notable resemblance to the enemy in Afghanistan.

Turkey is also ready, more or less, to serve. Two weeks ago, the country's fractious coalition government overwhelmingly approved the deployment of troops to Afghanistan, should the call come. The Incirlik air base is already refueling allied bombers and fighter jets. And last week Turkey emerged as a potential leader of a post-Taliban peacekeeping force.

The support comes with reservations, however. Domestic opposition to Turkish involvement is growing, and even politicians who back the effort are desperately worried that a widening war will target Iraq, which would destabilize Turkey's eastern frontier. But the lure of closer ties with the West at a time when the country's economy is in desperate need of foreign aid has gained the upper hand, for now. "Turkey doesn't see this as just the Americans' fight," Foreign Minister Ismail Cem told TIME last week. "We too

REACTION: Turkish and U.S. soldiers train together in a NATO exercise in northwestern Turkey



have suffered from terrorism. This struggle is ours as well."

The "terrorists" in Turkish parlance are the Kurdistan Workers' Party (P.K.K.), and the country's experience fighting them in the caves and high mountains along the Iraqi border over the past decade underscores both the pitfalls and opportunities of an Afghan ground campaign. Ten years ago, the lessons were mostly negative. Turkey was locked in a "dirty war" with the Kurds that had left thousands of civilians, militants and Turkish soldiers dead and a growing number of people sympathizing with the rebel cause. Then in 1995 the top brass decided to try something new. Teams of lightly armed special forces were dispatched along the frontier and into Iraq itself, denying the P.K.K. their traditional strongholds and forcing them to fight even in winter. In a tactic called the tiger hunt, commandos worked in tightening concentric circles to trap their prey. "If you see five P.K.K.s, send in 100 troops," was the motto. At the same time, the government launched a "hearts and minds" campaign and an amnesty to fighters willing to come out of the hills. By the late 1990s the "dirty war" was largely over and the rebellion quelled, though the 1999 capture of P.K.K. leader Abdullah Ocalan in Kenya doubtless helped.

Turkish special forces could play a

STOP: Polls show that half of all Turks, like those above, oppose the U.S. bombing

similar role in Afghanistan, or perhaps train and supply opposition fighters from the Northern Alliance. Ankara already has strong ties with General Abdul Rashid Dostum and his largely Uzbek supporters. The least politically sensitive job would be to head up, along with other moderate Muslim countries like Jordan, a peacekeeping force in the event the Taliban are driven from power.

Further engagement, however, will call for careful management at home. Recent polls show up to 75% of Turks are against the deployment of troops and half are opposed even to the U.S. bombing. Islamic solidarity, never far below the surface, is on the rise. "It has been reduced to us or them," complained Cuneyt Ulsever, a liberal columnist. Even political leaders have qualms, especially about the prospect of targeting Iraq. Toppling Saddam Hussein, they believe, would trigger the establishment of a separate Kurdish state in northern Iraq and spawn similar separatist ambitions in Turkey.

Still, the country has good reasons for helping out. Spurning the U.S. now would isolate Ankara even as it is seeking \$9 billion in debt relief to help tackle the worst financial crisis in decades. The vote to commit troops to Afghanistan took place just one day before the World Bank was scheduled to announce a bailout, which it subsequently did. In fact, Western leaders have been remarkably sensitive to Turkey's delicate position, says Cem. "There has been no attempt to impose a moral obligation." Rather, he said, discussions have focused on how friends can help each other in a time of need. Sentiment aside, it appears that both sides have something to give. —Reported by Andrew Finkel/Istanbul





Chris Kutschera

DEATH BEFORE DISHONOUR?

Inside Turkish prisons, more than 200 people are on hunger strike protesting their incarceration in F-type (high security) jails. Outside small groups are starving themselves to death as an act of solidarity. Unless their protest is brought to a swift end these people will die. But exactly who benefits from this fatal extremism is less certain. Chris Kutschera reports from Turkey

The street of Kuchukarmutlu are covered in revolutionary slogans but elsewhere the plight of the hunger strikers arouse little interest or concern

The place is beautiful — overlooking the Bosphorus, it is surely one of the most beautiful panoramas in the world. But it is not for the scenery that people come to Kuchukarmutlu, a *gecekondu* (shanty town) built above the village of Arnavutkoy by a group of sympathisers of DHKP—C, an extremist organisation of the Turkish Left close to Dev-Sol. It is immediately obvious that this is no ordinary township: all the street walls are painted with revolutionary slogans, with DHKP-C's emblem, and with inscriptions like "Long live the resistance of the death fast", or "Heroes do not die and Peoples do not loose".

It is in one of these houses that half a dozen women and men are showing their solidarity with the 200 or so political prisoners on hunger strike inside Turkish prisons

since last October. The hunger strikers are protest against their transfer to F-type (high security) prisons. In Kuchukarmutlu their six supporters follow the same regime — "a death fast" as they describe it. Already, four

Death is inevitable Zehra died after 223 days of fasting

have died in this house: Gusulman Donmez (38), Djanan Kulaksiz (19), Senay Hanoglu (30) and Zehra Kulaksiz (22). Senay, the owner of the house, died after 160 days of fasting. Her husband, sentenced to three years and eight months in jail, is also on hunger strike in his jail, while their daughter, Pinar, aged 11, wanders through the corridors of the home she once shared with her parents. A home now converted in to a makeshift revolutionary chapel of rest.

A red ribbon around her forehead, pale and emaciated, Zehra Kulaksiz, a student in economics, whom we met a few short weeks before her death, after 223 days of fasting, was born in 1979 in Rize, on the Black Sea. She looked like one of those virgins of the Middle Ages, portrayed by painters through the centuries, smiling serenely while mounting their own funeral pyre. Weak with the effects of food deprivation, Zehra could hardly walk and barely moved from her bed in the room she shared with Hulya Simsek (38), another faster. Remembering her younger sister, Djanan, who died on 15 April after 137 days of fasting, Zehra was determined to go on fasting until the end — smiling.

"Why should I stop", she told TME, I am happy, I do not want to give up... I will keep smiling, despite the enemy, despite the oligarchy". Didn't she think that her sister's

death was enough, that her family had contributed enough? "The problem is not like this, she explained patiently. Families do not make lists, it is the enemy who decides. Pressure is increasing so we have to pay and we have to die". But isn't there another way to struggle? we asked this young girl. She shook her head. "In our country a big struggle is going on, in the schools, in the factories and in the mountains. The struggle here is only a small part of something much bigger".

Alone in another room of this house, Reçhit Sari, 42, a former sailor who now runs a tourism agency, is also determined to fast until death. He explains the regime they all follow, which allows them to survive much longer than usual: they drink water, tea, and a special drink "fishek", developed by prisoners during a previous hunger strike in 1996, it is a mixture of water, lemon juice, salt, and vitamin B1. Of course, while it prolongs life, death is inevitable: Zehra died after 223 days of fasting; more recently, inside prison Ali Koc, died after fasting for 251 days.

Dursun Karatas, who lives in exile in Europe, rejected the compromise

This movement, which started last October, has already claimed 30 victims, Excluding the 32 victims of the "Operation Return to Life" (see TME March 2001). But strangely enough, it raises few questions in Turkish society. In fact, Turkish public opinion switched sides after the failure of mediation attempts by a delegation including Metin Balkaci, vice-president of the Doctor's Association, Yucel Sayman, president of Istanbul's Bar Association, Mehmet Bakeroglu, vice-president of the (now disbanded)Virtue Party (Islamist), and a journalist. A second delegation, made up of three writers, Yachar Kemal, Orhan Pamuk and Zulfı Livaneli, who successfully mediated during the 1996 hunger strike was also unsuccessful.

The mediators asked the prisoners to suspend their hunger strike, telling them that in exchange for their cooperation the authorities were going to postpone the transfer of the prisoners in F-type jails; amend article 16 of the anti-terrorist law (which controls the daily life of the prisoners sentenced for terrorism); and allow groups



Zehra Kulaksiz (top) and Reçhit Sari: prepared to die for their cause but public opinion remains indifferent

of up to nine prisoners. to meet inside the jails. According to various sources, representatives of several concerned organisations had accepted this proposal, when everything broke down after an order came from — Dursun Karatas, the leader of DHKP-C — who lives in exile in Europe, not to accept the compromise. Since then Turkish public opinion has apparently been indifferent to the plight of the hunger strikers. Eren Keskin, secretary general of Istanbul-based IHD (Human Rights Association) observed: "Without public opinion, we can do nothing. Most people see the prisoners as terrorists because the only information they get comes from the Turkish media which is manipulated by the State". For Eren Keskin it is clear there is nothing to expect from the government: "The minister of justice cannot do anything: he is an executive who implements the decisions of the National Security Council... he is a parrot. Turkey is still run by a constitution written by the military 20 years ago. But if we try to discuss anything with the military, they say, 'We are not responsible, we are not writing the laws'."

Ruchen Chaker, a journalist and editor of the publishing company

Metis, claims this crisis also reflects "the difference of thinking between Turkish society as a whole and the Turkish Left, and also between the Turkish Left and DHKP-C... It is a problem of factions". Out of 80,000 prisoners detained in Turkish jails, a little less than 12,000 are political prisoners. If one excludes some 10,000 prisoners who belong to the PKK, who are not involved in the hunger strike, there remain about 2,000 political prisoners belonging to a wide variety of small groups representing Turkey's extreme Left, including DHKP-C, TIKKO, TKV, and other small revolutionary communist groups which frequently change their name. Some of these groups formulate specific demands concerning the daily life of the prisoners, the first three groups are asking for very ambitious reforms, virtually impossible to implement, like the destruction of the F-type prisons and the suppression of the State security courts.

We have no sympathy for their exaltation. They are fabricating martyrs to use their pictures

It is obvious Turkish intellectuals and NGO officials have little sympathy for DHKP-C and its leader, Dursun Karatas: "They are offered luxury cells, they made their choice — the wrong one — it is their problem", says a liberal minded professor. "We have no sympathy for their exaltation. They are fabricating martyrs to use their pictures later," he added. "For this particular party, there is only one way, its own way. Everything else is hell", remarks Ruchen Chaker. "These organisations have nothing to do with socialism", concludes Fikret Baskaya, a Turkish progressive intellectual who has just been sentenced to 16 months imprisonment for writing an article on the trial of Abdullah Ocalan. "These are political sects which do not understand what is going on in their society and in the world: the leader of each group decides everything, considers himself the leader of the Revolution, and treats his members like soldiers". But however spurious their cause, the fact remains that in the coming weeks more than 150 hunger strikers will reach a critical stage and die. As Eren Keskin describes it, "the prioners who are on hunger strike, and those who do it outside the jails, are all Turkish citizens. We must discuss matters with them and find a solution". Otherwise their lives will be lost — and for what? ■



Eren Keskin of the IHD expects nothing from the government

Born in 1950 Ahmet Altan had a slow start in his studies at Istanbul university. "My daughter got her certificate from the elementary school before I graduated from the faculty of economics," he confesses with a laugh. But today he is one of Turkey's brightest writers with six novels and two essays to his credit, his work has brought him fame and independence.

Like a Sword's Wound, published in 1998, sold 150,000 copies, *Dangerous Stories*, published in 1995, achieved sales of 250,000.

Set in the last days of Sultan Abdul Hamid's reign, when the Young Turks of the Committee for Union and Progress (CUP) were organising their revolution, *Like a Sword's Wound*, beautifully translated into French, is a complex love story with a tragic end — on the last page of the book, Hikmet bey, the hero, shoots himself.

His most recent book, *Love in the Days of Rebellion*, is also a love story set in an historical frame. The insurrection of 31 March 1909 was, explains Ahmet Altan, a popular rebellion instigated by reactionary people who wanted to return to the days of the sultan's absolute power. The CUP's Young Turks willingly let the rebellion expand, and then brought the third army from Salonica to crush it and overthrow the Sultan.

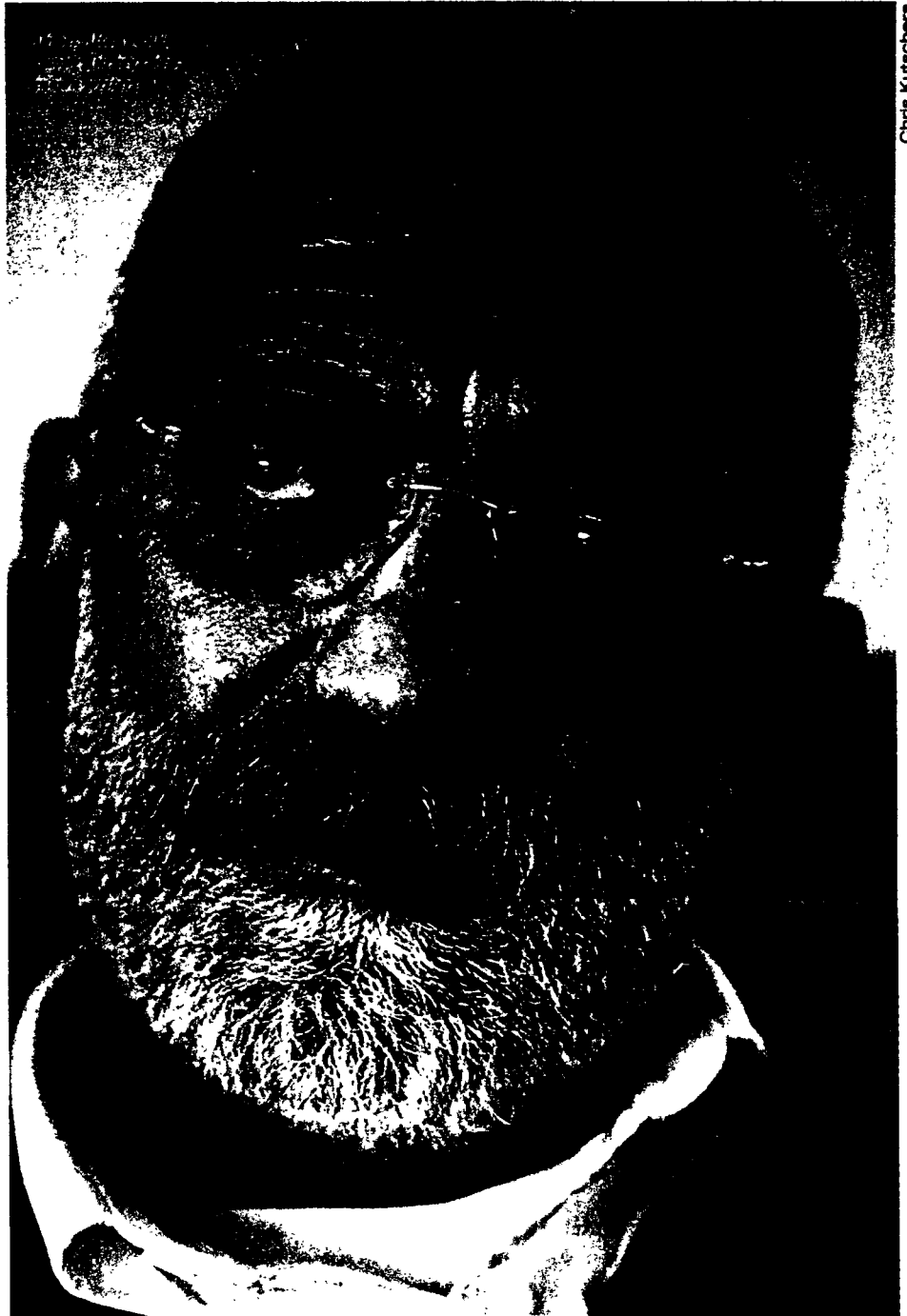
I do not consider myself a historian, I am a novelist

"It is from these times the connection between power and the armed forces was established," says Ahmet Altan. "If the ruling power joins forces with the military, to remain in power or to have an appearance of legitimacy, it must create an enemy. From the early 1900s successive powers in Turkey have associated themselves with the military, assuming there would be a rebellion.

The scheme has not changed, the relation between politics and religion, between the military and religion continues today, nothing has changed".

The son of a former member of the central committee of the Workers Party of Turkey (TIP), and the grandson of a pasha — a high official at the sultan's court — Ahmet Altan lives in a flat full of memorabilia of the Ottoman Empire. Beautiful handwritten *firman*s (decrees) signed by the last sultans, his grand father's diploma from the Ottoman faculty of law, old photographs of his family during the last days of the empire line the walls.

But Ahmet Altan claims he is not a historian. "I do not consider myself a historian, I am a novelist. What I like to do in my books, he explains, is to tell the history of individuals, not the history of the time at which they lived. Why? Because literature is the art which most efficiently penetrates the deepest feelings of



Chris Kutschera

Turkish writer Ahmet Altan

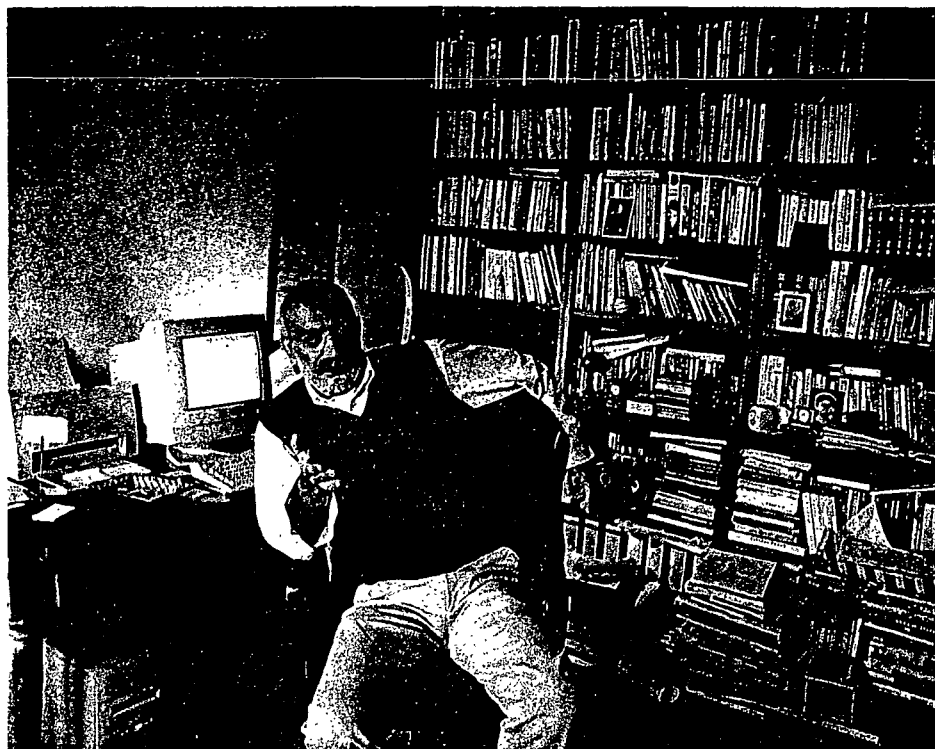
By Chris Kutschera

human beings. Individuals, their feelings and reactions interest me. I am interested in the way love develops between people of very different backgrounds, in people who have travelled in Europe, who have visited France or England, or in people who have never left Turkey.

"Love has something special in the Orient: women are not supposed to have pleasure, it is

considered shameful".

Ahmet Altan introduces some old and some new characters in *Love in the Days of Rebellion* — including new types of women, the "feminists" of the Ottoman era, and a slave. He also brings back some characters from his previous book *Like a Sword's Wound* — including Ragip bey, Osman and Hikmet bey.



Chris Kutschera

they continue to lie", answers Ahmet Altan. "I have been in this job for 27 years, I started from the bottom and climbed to the top. I can tell you the Turkish press is cowardly. It colludes with those who wish to hide the truth". And the men of law? "The lawyers and the judges should have rebelled and told the people the truth. Turkish law is full of articles which contravene international law."

They decided to collect all the copies of my book and to burn them. It became a best seller

Despite his strong feelings on the matter Ahmet Altan is careful not to let his political ideas dominate his novels "because it would relegate the literary aspect of my work to the background". He remembers that it happened with a book, *Sudaki İz*, he wrote in 1985. The book describes leftist terrorists in Turkey at the end of the 1960s and the beginning of the 1970s. "All the discussions about the book focused on politics, he remembers, any literary achievement was completely ignored. The Leftists were against it because my characters had all the weaknesses of ordinary human beings. And the State sent me to court for its content. They decided to collect all the copies of my book and to burn them. My novel was not that excellent, but that hurt me. Although, he adds, it was a good advertising, the book became a best seller"

With few newspapers to publish his articles, Ahmet Altan has decided to concentrate on his books. His next novel, *Betray*, is the story of a woman who is unfaithful to her husband. Does it happen? "Yes," he answers laughingly, "it happened to me". More seriously, he explains how his new novel, set in a contemporary time-frame, tells how "sometimes there is a vacuum in our life, and we are unaware of it until somebody arrives and fills the vacuum. If this person leaves, then we face a new vacuum, one of the worst things in life is when we face this particular vacuum".

Questioned about how he works, Ahmet Altan takes me to an office where he is working on a computer. On a book shelf is a large photograph of Balzac, the famous French 19th century writer. "I had the idea of *Like a Sword's Wound* several years ago and had written 100 pages and then stopped. I could not continue. Then I went to Paris with a woman I loved who spoke German. During the trip she found a copy of Stefan Zweig's biography of Balzac, and started reading me chapters of this book. It gave me the inspiration and strength to begin writing again and after three months I had finished my book. Since then, I speak to him — Balzac — regularly. I am like a bottle of ketchup, when you pour it nothing comes out and all of a sudden, it explodes." ■

"But the reader closed the earlier book believing Hikmet bey had committed suicide."

"Me too," says Ahmet Altan, laughing. "But I decided he missed himself and survived".

The son of a well known leftist politician, Ahmet Altan is also quite progressive, and frequently persecuted by his country's justice system for articles published in the Turkish press: "I have plenty of trials pending", he says, "they are opening four new cases against me.

This political fiction was considered a blasphemy and Ahmet Altan was sentenced to prison

If I write about the relations between the military and politics they open a case against me. But isn't this the most important topic? Ahmet Altan now faces problems publishing his views. With the exception of the weekly *Aktuel*, most publications have stopped printing his articles, including all the Turkish dailies since he wrote in *Milliyet* an article entitled *Atakurd* — in which he discussed how the Turkish people might react if they were living in a country called "Kurdey" and ruled by the dogmas of a founding father called Atakurd. A society which prohibited the use of the Turkish language and repressed all attempts at Turkish separatism, burning the houses of the Turkish peasants and torturing the Turkish "terrorists". This piece of political fiction was considered a blasphemy and Ahmet Altan was sentenced to serve 18 months in prison. The sen-

tence was suspended leaving him free from jail — unless he commits any new "offence" within five years.

But, he insists, he will never stop speaking or writing his thoughts. Clearly very bitter about his treatment at the hands of the justice system and the press of his country, Ahmet Altan says: "Three corporations are betraying their vocation: the journalists, the historians and the men of law. If they did not behave the way they did, Turkey would be in a different situation."

"Why the historians?" I asked. "Because the State is founded on a lie. We are told lies about the foundation of the Republic, about Mustafa Kemal, about the Turks, the Kurds, the Armenians and it is forbidden to debate these matters".

And the journalists? "They have lied and

Vehbi Koca



Ahmet Altan has difficulty reaching a Turkish audience since most newspapers refuse to publish his articles

AFFAIRES ETRANGERES

Aide financière de préadhésion en faveur de la Turquie

Alain LAMASSOURE (PPE-DE, F)
Proposition de règlement du Conseil concernant l'aide financière de préadhésion en faveur de la Turquie
Doc.: A5-0338/2001
Procédure : consultation
Débat : 24.10.2001
Vote : 25.10.2001

Le Parlement a adopté à une très large majorité (1 voix contre) le rapport de M. Alain LAMASSOURE (PPE-DE, F), concernant l'aide financière de préadhésion en faveur de la Turquie. Le texte insiste pour que l'assistance financière octroyée à la Turquie soit axée prioritairement sur les réformes politiques et institutionnelles. Mais il est nécessaire que la Turquie confirme son évolution vers un état de droit.

L'aide de préadhésion ayant été doublée pour les pays candidats dans le cadre des perspectives financières 2000-2006, elle devrait être également révisée pour la Turquie, à condition que ce pays confirme son orientation vers un Etat de droit.

Progrès réalisés par la Turquie sur la voie de l'adhésion (2000)

Alain LAMASSOURE (PPE-DE, F)
Rapport régulier 2000 de la Commission sur les progrès réalisés par la Turquie sur la voie de l'adhésion
Doc.: A5-0343/2001
Procédure : consultation
Débat : 24.10.2001
Vote : 25.10.2001

Le Parlement a adopté à une très large majorité, le rapport de M. Alain

LAMASSOURE (PPE-DE, F) sur les progrès réalisés par la Turquie sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne.

Le Parlement se félicite des changements politiques et économiques positifs et de grande ampleur opérés récemment dans le pays : notamment le programme national pour la reprise de l'acquis communautaire adopté en mars dernier, qui envisage une série de réformes nécessaires pour satisfaire aux critères politiques, institutionnels, économiques et sociaux de Copenhague, critères que le Parlement invite la Turquie à respecter au plus vite.

Des progrès non négligeables ont été accomplis sur la voie d'un respect accru des droits de l'homme, mais il reste néanmoins beaucoup de chemin à parcourir. Tout en prenant acte de ces réformes, le Parlement exhorte la Turquie à respecter les principes énoncés dans la charte européenne des droits fondamentaux, à intensifier ses efforts pour un meilleur traitement des prisonniers et l'élimination totale de la torture, à veiller au respect de la liberté d'expression et des principes démocratiques, notamment lors de manifestations ou dans le cadre des activités des partis politiques et des élus, et à mettre en oeuvre l'amnistie politique la plus étendue possible. Le rapport prend note des progrès accomplis dans la réforme du code pénal, mais exhorte les autorités turques à aligner leur code de procédure pénale sur les normes de l'Union européenne.

En ce qui concerne les questions de politique intérieure, le rapport encourage les autorités turques à aborder le problème des minorités nationales - les Kurdes notamment - dans un esprit de dialogue et d'ouverture. En outre, le rapport soutient pleinement l'initiative civile engagée en faveur d'une reprise constructive du dialogue avec l'Arménie. Quant au cas de Chypre, le Parlement insiste sur la nécessité d'une reprise des négociations de proximité par la partie chypriote turque dans l'élaboration d'une solution globale avant l'adhésion.

Enfin, le rapport invite la Turquie à

intensifier ses efforts dans la lutte contre la corruption, ainsi que dans ses ajustements macro-économiques. Le Parlement s'inquiète des répercussions possibles d'une crise économique et financière prolongée et plaide pour une aide accrue de l'Union européenne dans l'accompagnement des réformes.

Le Parlement demande aux autorités turques d'adopter une attitude constructive et d'user de leur influence décisive pour soutenir efficacement le Secrétaire général de l'ONU, en invitant la partie chypriote turque à reprendre les négociations de proximité, devant aboutir à des négociations directes et substantielles, afin qu'une solution globale puisse intervenir avant l'adhésion, conformément aux conclusions du Sommet d'Helsinki.

Les députés souhaitent que soit abolie, tant dans le droit que dans la pratique, la détention au secret, étant donné qu'il s'agit là d'une mesure clé pour mettre fin à la torture en Turquie.

Ils invitent, de plus, les autorités turques à garantir pleinement la liberté d'association et d'expression et à respecter les principes de la Charte des droits fondamentaux de l'Union dans le cadre de ses actions d'amélioration de la situation des droits de l'homme.

Ils réitèrent leur demande relative à l'abolition immédiate de la peine capitale sans restriction ni exclusion et demandent instamment aux autorités turques d'assurer

l'application vigoureuse des dispositions de la loi à l'effet de traduire devant les tribunaux toutes les personnes responsables de violation des droits de l'homme, y compris celles qui les ont ordonnées.

Pour plus d'informations :

Alexandre Stutzmann

(Strasbourg) Tél. : (33) 3 881 74005

(Bruxelles) Tél. : (32-2) 28 43439

e-mail :

foreign-

press@europarl.eu.int